

BMO Groupe financier annonce ses résultats du troisième trimestre de 2021

RAPPORT AUX ACTIONNAIRES

Le rapport aux actionnaires de BMO pour le troisième trimestre de 2021, y compris les états financiers consolidés intermédiaires non audités de la période close le 31 juillet 2021, est disponible dans son intégralité à l'adresse www.bmo.com/relationinvestisseurs ainsi qu'à l'adresse www.sedar.com.

Points saillants des résultats financiers

Comparaison du troisième trimestre de 2021 et du troisième trimestre de 2020 :

- Bénéfice net de 2 275 millions de dollars, en hausse de 85 %; bénéfice net ajusté^{1,4} de 2 292 millions, en hausse de 82 %
- BPA comptable² de 3,41 \$, en hausse de 89 %; et BPA ajusté^{1,2,4} de 3,44 \$, en hausse de 86 %
- Recouvrement de pertes sur créances de 70 millions de dollars, comparativement à une dotation à la provision pour pertes sur créances de 1 054 millions
- Ratio d'efficacité net comptable³ de 56,0 % comparativement à 57,4 %; ratio d'efficacité net ajusté^{1,3,4} de 55,7 % comparativement à 56,8 %
- Rendement des capitaux propres (RCP) de 17,5 %, en hausse par rapport à 9,4 %; RCP ajusté^{1,4} de 17,6 %, en hausse par rapport à 9,6 %
- Ratio des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires de 13,4 %, en hausse par rapport à 11,6 % l'an dernier

Comparaison des neuf premiers mois de 2021 et des neuf premiers mois de 2020 :

- Bénéfice net de 5 595 millions de dollars, en hausse de 59 %; bénéfice net ajusté^{1,4,5} de 6 425 millions, en hausse de 79 %
- BPA comptable² de 8,35 \$, en hausse de 61 %; BPA ajusté^{1,2,4,5} de 9,63 \$, en hausse de 82 %
- Dotation à la provision pour pertes sur créances de 146 millions de dollars, comparativement à 2 521 millions
- Ratio d'efficacité net comptable³ de 60,6 % comparativement à 60,8 %; ratio d'efficacité net ajusté^{1,3,4,5} de 56,2 %, comparativement à 60,2 %
- RCP de 14,5 %, en hausse par rapport à 9,3 %; RCP ajusté^{1,4,5} de 16,7 %, en hausse par rapport à 9,5 %

Toronto, le 24 août 2021 – Pour le troisième trimestre clos le 31 juillet 2021, BMO Groupe financier a inscrit un bénéfice net comptable de 2 275 millions de dollars, ou 3,41 \$ par action, et un bénéfice net ajusté de 2 292 millions, ou 3,44 \$ par action.

« L'élan opérationnel dans l'ensemble de nos activités diversifiées continue d'entraîner d'excellents résultats financiers. Nous avons enregistré un bénéfice par action ajusté de 3,44 \$ au troisième trimestre et un excellent bénéfice avant dotation et impôts de 2,9 milliards de dollars, soit une hausse de 12 % par rapport à l'exercice précédent, stimulée par une croissance des revenus de 10 %, a déclaré Darryl White, chef de la direction, BMO Groupe financier.

- 1) Les résultats et mesures figurant dans le présent document sont présentés selon les PCGR. Ils le sont également après ajustement de sorte à exclure l'incidence de certains éléments. Les résultats et mesures ajustés ne sont pas conformes aux PCGR et sont expliqués en détail, pour toutes les périodes indiquées, dans la section Mesures non conformes aux PCGR, où sont également présentés ces mesures non conformes aux PCGR et leurs plus proches équivalents selon les PCGR.
- 2) Sauf indication contraire, lorsqu'il est question du bénéfice par action (BPA) dans ce document, il s'agit du bénéfice dilué par action. Le BPA est calculé au moyen du bénéfice net après déduction des dividendes sur les actions privilégiées et des distributions à payer sur les autres instruments de capitaux propres.
- 3) Après avoir retranché des revenus d'assurance les sinistres, les commissions et les variations des passifs au titre des indemnités (SCVPI).
- 4) Au troisième trimestre de 2021, le bénéfice net comptable tient compte de charges de 18 millions de dollars (24 millions avant impôts) découlant de l'incidence de dessaisissements liés la vente annoncée de nos activités de gestion d'actifs en Europe, au Moyen-Orient et en Afrique et à la vente de nos activités de banque privée à Hong Kong et à Singapour, contre le renversement partiel de charges de restructuration comptabilisées au quatrième trimestre de 2019, en lien avec des indemnités de départ de 18 millions (24 millions avant impôts), tous ces montants étant imputés aux charges autres que d'intérêts des Services d'entreprise.
- 5) Au deuxième trimestre de 2021, le bénéfice net comptable tient compte d'une réduction de valeur de l'écart d'acquisition de 747 millions de dollars, avant et après impôts, liée à la vente annoncée de nos activités de gestion d'actifs en Europe, au Moyen-Orient et en Afrique, d'un profit net de 22 millions (29 millions avant impôts) à la vente de nos activités de banque privée à Hong Kong et à Singapour et de coûts liés aux dessaisissements à l'égard des deux transactions de 47 millions (53 millions avant impôts). Le profit net sur la vente est compris dans les revenus tandis que la réduction de valeur de l'écart d'acquisition et les coûts de dessaisissement sont compris dans les charges autres que d'intérêts, tous ces montants étant imputés aux Services d'entreprise.

Note : Tous les ratios et variations de pourcentage figurant dans ce document sont fondés sur des chiffres qui n'ont pas été arrondis.

« Nous mettons en œuvre des stratégies et investissons dans nos activités afin d'obtenir de solides rendements et d'améliorer l'efficacité, ce qui a généré un levier d'exploitation positif de 2,1 % ce trimestre, un ratio d'efficacité de 55,7 %, soit une amélioration de 110 points de base par rapport au dernier exercice, et un rendement des capitaux propres de 17,6 %. Notre leadership en matière de gestion des risques et du bilan demeure un facteur de différenciation clé et a favorisé la solidité continue des mesures de crédit et la robustesse de notre assise financière, le ratio des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires s'établissant à 13,4 %.

« Notre performance financière constante nous permet de concrétiser notre vision pour un avenir durable. Ce trimestre, nous avons continué à lutter contre les impacts des changements climatiques et à promouvoir l'inclusion, et nous avons pris l'engagement à long terme de soutenir le développement de logements abordables. Alors que la reprise économique se raffermi et que les collectivités s'adaptent aux plus récentes évolutions de la pandémie, nous sommes engagés à donner à nos clients les moyens d'améliorer leurs finances et à soutenir leurs ambitions de croissance », a conclu M. White.

Le bénéfice net ajusté pour le trimestre considéré ne tient pas compte de l'incidence de dessaisissements et du renversement partiel de charges de restructuration comptabilisées au quatrième trimestre de 2019 en lien avec des indemnités de départ. Les résultats ajustés ne tiennent pas compte non plus de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions et des coûts d'intégration des acquisitions pour l'exercice considéré et l'exercice précédent. Le bénéfice net comptable et le bénéfice net ajusté ont augmenté par rapport à l'exercice précédent du fait de la croissance de 10 % des revenus nets, de l'augmentation des charges, y compris la hausse de la rémunération liée au rendement reflétant la forte croissance des revenus, et de l'incidence de la diminution de la dotation à la provision pour pertes sur créances. Le bénéfice net a progressé dans l'ensemble des groupes d'exploitation.

Le rendement des capitaux propres s'est situé à 17,5 %, en hausse par rapport à 9,4 % il y a un an, et le rendement des capitaux propres ajusté s'est établi à 17,6 %, en hausse par rapport à 9,6 % l'an dernier. Les rendements des capitaux propres corporels attribuables aux actionnaires ordinaires comptable et ajusté se sont, dans les deux cas, élevés à 19,8 %, en hausse par rapport à 11,1 %, dans les deux cas, pour l'exercice précédent.

Concurremment à la publication de ses résultats, BMO a annoncé un dividende de 1,06 \$ par action ordinaire pour le quatrième trimestre de 2021, soit le même montant que pour le trimestre précédent et l'exercice précédent. Le dividende trimestriel de 1,06 \$ par action ordinaire correspond à un dividende annuel de 4,24 \$ par action ordinaire.

Analyse des résultats du troisième trimestre

PE Canada

Le bénéfice net comptable et ajusté s'est élevé à 815 millions de dollars, en hausse de 496 millions, dans les deux cas, par rapport à il y a un an. Les résultats s'expliquent par la hausse de 14 % des revenus nets d'intérêts et des revenus autres que d'intérêts, l'augmentation des charges et la diminution de la dotation à la provision pour pertes sur créances.

Au cours du trimestre à l'étude, nous avons été nommés Meilleure banque commerciale au Canada par le magazine *World Finance*, et ce, pour une septième année consécutive. Ce prix récompense notre approche innovante et centrée sur le client, notre engagement envers la transformation et l'expérience numériques et notre compréhension globale des tendances du marché et des besoins changeants des clients, en particulier pendant la pandémie de COVID-19. Ce prix témoigne de l'intérêt et de l'engagement continus que nous manifestons envers nos clients et de notre savoir-faire dans tous les secteurs pour fournir des produits et services taillés sur mesure pour répondre à leurs besoins évolutifs et uniques. Par ailleurs, afin d'aider nos entreprises clientes à surmonter les difficultés liées à la pandémie, nous avons étendu notre programme de services de bien-être Lifeworks aux entreprises clientes des Services bancaires au Canada, sans frais supplémentaires.

PE États-Unis

Le bénéfice net comptable s'est établi à 553 millions de dollars, en hausse de 290 millions par rapport à il y a un an et, après ajustement, il a atteint 559 millions, en hausse de 286 millions.

Le bénéfice net comptable s'est établi à 448 millions de dollars américains, un bond de 256 millions de dollars américains comparativement à l'an dernier et, après ajustement, il a atteint 453 millions de dollars américains, en hausse de 254 millions de dollars américains. Les résultats sont attribuables à une hausse de 7 % de revenus, des hausses ayant été enregistrées dans les revenus nets d'intérêts et les revenus autres que d'intérêts, à la légère hausse des charges et à une diminution de la dotation à la provision pour pertes sur créances.

Au cours du trimestre, BMO Harris Bank et Lively, Inc. (Lively), créateur du compte d'épargne pour soins de santé (Health Spending Account ou HSA) de nouvelle génération, ont annoncé qu'ils mettront en œuvre une expérience novatrice en matière de HSA aux particuliers et aux entreprises clientes des Services bancaires aux entreprises admissibles de BMO. À compter de cet automne, de nouveaux comptes d'épargne pour soins de santé seront offerts par Lively, ce qui permettra aux clients de BMO de vivre une expérience plus enrichissante en matière de comptes d'épargne pour soins de santé et qui leur permettra d'améliorer leurs finances grâce à des outils d'épargne pour soins de santé plus performants.

BMO Gestion de patrimoine

Le bénéfice net comptable s'est chiffré à 401 millions de dollars, en hausse de 60 millions, ou de 18 %, comparativement à l'exercice précédent, et, après ajustement, il a atteint 406 millions, en hausse de 57 millions, ou de 16 %. Les résultats s'expliquent par une hausse de 11 % des revenus nets, en partie compensée par une augmentation des charges. Le bénéfice net comptable des activités traditionnelles de gestion de patrimoine s'est élevé à 328 millions, en hausse de 57 millions, ou de 21 %, et, après ajustement, il a atteint 333 millions, en hausse de 54 millions, ou de 19 %, ce qui s'explique par la progression des revenus, découlant essentiellement de l'accroissement des actifs des clients, y compris le regain des marchés mondiaux, facteur en partie contré par l'augmentation des charges. Le bénéfice net des activités d'assurance s'est fixé à 73 millions, soit un montant relativement inchangé par rapport à l'an dernier.

BMO a été reconnu comme la meilleure banque privée par le magazine *World Finance* pour une onzième année d'affilée. Ce prix souligne le soutien de BMO Gestion privée à ses clients et à leurs familles alors qu'ils doivent composer avec les enjeux complexes liés à la gestion de leur patrimoine en période d'incertitude. Par ailleurs, BMO Gestion mondiale d'actifs (BMO GMA) Canada a été récompensé lors de la remise des prix du leadership de 2021 décernés par l'Association pour l'investissement responsable, recevant les plus grands honneurs dans les catégories Intendance et Éducation du marché. BMO GMA a remporté le prix de l'intendance pour son travail visant à accélérer la diversité et l'inclusion au Canada au-delà du genre, et le prix de l'éducation du marché pour l'élaboration et le lancement de l'outil d'analyse MonprofilESG^{MC}, un outil d'auto-évaluation inédit qui permet aux conseillers financiers de mieux cerner les objectifs de nos clients relativement aux questions ESG.

BMO Marchés des capitaux

Le bénéfice net comptable s'est situé à 558 millions de dollars, en hausse de 132 millions, ou de 31 %, comparativement à l'an dernier, tandis que le bénéfice net ajusté s'est fixé à 564 millions, en hausse de 129 millions, ou de 30 %. Les résultats reflètent la poursuite de la forte croissance des revenus, les revenus du secteur Banque d'affaires et services bancaires aux sociétés ayant progressé, en partie contrebalancés par le recul des revenus du secteur Marchés mondiaux, l'augmentation des charges découlant de la hausse de la rémunération liée au rendement, et un recouvrement de pertes sur créances, comparativement une dotation à la provision pour pertes sur créances élevée l'an dernier.

Au cours du trimestre, BMO Marchés des capitaux a annoncé qu'il mettait sur pied une équipe spécialisée en transition énergétique afin d'aider nos clients dans leur recherche d'occasions en matière de transition énergétique. Cette nouvelle équipe devrait accélérer la participation de BMO Marchés des capitaux à la transition énergétique de l'économie en fournissant des connaissances, des outils et un soutien à nos secteurs d'activité à nous engager aux côtés des clients dans leurs efforts de transition énergétique. Nous continuons également à tirer parti de notre expertise et de nos connaissances approfondies dans différents secteurs pour soutenir nos clients, et nous avons agi en tant qu'arrangeur chef de file et teneur de livre chef de file dans le cadre du rachat de Gastro Health par OMERS.

Services d'entreprise

La perte nette comptable et ajustée pour le trimestre à l'étude s'est située à 52 millions de dollars, comparativement à une perte nette comptable et ajustée de 117 millions à l'exercice précédent. Les résultats ajustés ont progressé en raison de la hausse des revenus, sous l'effet de l'accroissement des profits sur titres et des activités de gestion de la trésorerie, facteurs contrés en partie par la hausse des charges.

Les résultats ajustés figurant dans la section Analyse des résultats du troisième trimestre sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Il y a lieu de se reporter à la section Mesures non conformes aux PCGR.

L'ordre dans lequel les répercussions sur le bénéfice net sont analysées dans la présente section et ailleurs dans le rapport de gestion suit l'ordre de présentation des revenus, des charges et des dotations à la provision pour pertes sur créances, peu importe leur incidence relative.

Capital

Le ratio des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires de BMO s'établissait à 13,4 % au 31 juillet 2021, en hausse par rapport aux 13,0 % enregistrés à la fin du deuxième trimestre de l'exercice 2021, en raison de la croissance des résultats non distribués.

Qualité du crédit

Le total du recouvrement de pertes sur créances s'est établi à 70 millions de dollars, comparativement à un total des dotations à la provision pour pertes sur créances de 1 054 millions pour la même période de l'exercice précédent. Le ratio du total du recouvrement de pertes sur créances s'est établi à 6 points de base, comparativement à un ratio du total des dotations à la provision pour pertes sur créances de 89 points de base pour l'exercice précédent. La dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux, établie à 71 millions, a diminué de 375 millions par rapport à 446 millions l'an dernier, en raison, pour l'essentiel, de la baisse des dotations à la provision liée aux prêts pour entreprises enregistrées dans nos Services bancaires PE et BMO Marchés des capitaux. Le ratio de la dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux s'est établi à 6 points de base, contre 38 points de base un an plus tôt. Un recouvrement de pertes sur créances de 141 millions a été enregistré au cours du trimestre à l'étude en regard d'une dotation à la provision de 608 millions enregistrée à l'exercice précédent. Le recouvrement de 141 millions inscrit pour le trimestre à l'étude est imputable à une amélioration des perspectives économiques et à la migration favorable du crédit, en partie contrebalancées par l'incidence d'une conjoncture économique incertaine sur les conditions de crédit futures, ainsi qu'à la croissance des soldes, alors que la dotation à la provision de 608 millions pour l'exercice précédent reflétait l'incidence de la conjoncture extraordinaire et hautement incertaine sur les conditions du crédit, l'économie et la pondération des scénarios.

Il y a lieu de se reporter à la section Méthodes comptables et principales estimations comptables ainsi qu'à la note 3 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires non audités pour de plus amples informations sur la provision pour pertes sur créances au 31 juillet 2021.

Soutien à une reprise durable et inclusive

À BMO, nous nous sommes engagés depuis longtemps à soutenir un avenir durable, une économie florissante et une société inclusive, et nous agissons avec conviction. Pour soutenir ses clients, ses collectivités et ses employés, BMO a récemment :

- annoncé un engagement de 12 milliards de dollars afin de financer le logement abordable au Canada, sur une période de dix ans;
- déployé des prêts et des investissements dans le cadre de BMO EMpower^{MC}, qui prévoit un engagement de 5 milliards de dollars américains sur cinq ans visant à éliminer les principaux obstacles auxquels sont confrontées les entreprises, les collectivités et les familles issues de minorités aux États-Unis;
- promis des bourses de 200 000 \$ à des entreprises appartenant à des femmes au Canada et aux États-Unis dans le cadre du programme *BMO rend hommage aux femmes*, un programme de reconnaissance des femmes en Amérique du Nord élaboré par la Banque;
- continué à soutenir l'autosuffisance économique des communautés autochtones, en créant un partenariat à long terme avec l'Association des femmes autochtones du Canada et en mettant à disposition des formations en ligne pour favoriser une meilleure compréhension des perspectives autochtones par l'éducation;
- aidé nos clients aux prises avec des problèmes financiers découlant de la pandémie de COVID-19, notamment en favorisant l'accès à des programmes d'aide mis sur pied par les gouvernements du Canada et des États-Unis, tels que le Compte d'urgence pour les entreprises canadiennes (CUEC), le Programme de crédit pour les secteurs très touchés (PCSTT) et le Programme de prêts à l'expansion internationale (PPEI), au Canada, ainsi que le programme Paycheck Protection Program (PPP), aux États-Unis.

Documents déposés auprès des organismes de réglementation

Les documents d'information continue de BMO, y compris les documents intermédiaires, le Rapport de gestion annuel, les états financiers consolidés annuels audités, la Notice annuelle, l'Avis de convocation à l'assemblée annuelle des actionnaires et la circulaire de sollicitation de procurations, sont accessibles sur notre site Web, au www.bmo.com/relationsinvestisseurs, sur le site des Autorités canadiennes en valeurs mobilières, au www.sedar.com, et dans la section EDGAR du site Web de la Securities and Exchange Commission des États-Unis, au www.sec.gov. L'information contenue ou accessible autrement sur notre site Web (www.bmo.com) ou sur les sites Web de tiers mentionnés dans le présent document ne fait pas partie de ce document.

Mise en garde

La mesure dans laquelle la pandémie de COVID-19 aura une incidence sur les activités, les résultats d'exploitation, la réputation et la situation financière de BMO, ce qui inclut le potentiel de pertes sur créances, des pertes liées à des contreparties et des pertes évaluées à la valeur de marché, ses notations de crédit et ses ratios de fonds propres réglementaires et de liquidité, de même que l'incidence sur ses clients et ses concurrents dépendra de l'évolution de la situation. Cette évolution est extrêmement incertaine et ne peut être prévue, notamment l'ampleur, la gravité et la durée de la pandémie, et les mesures prises par des tierces parties, les gouvernements, les instances gouvernementales et les organismes de réglementation, lesquelles pourraient varier selon les pays et les régions. La pandémie de COVID-19 pourrait également avoir une incidence sur la capacité de la Banque à atteindre certains buts, objectifs et cibles précédemment annoncés ou sur le calendrier pour atteindre ces derniers. Pour de plus amples renseignements, il y a lieu de se reporter à la section Principaux risques et risques émergents pouvant influencer sur les résultats futurs à la page 40 du présent document.

Les sections ci-dessus contiennent des déclarations prospectives. Il y a lieu de se reporter à la mise en garde concernant les déclarations prospectives.

La Banque de Montréal utilise une marque unifiée reliant toutes les sociétés membres de l'organisation. La Banque de Montréal et ses filiales sont désignées par l'appellation BMO Groupe financier. Ainsi, dans le présent document, les appellations BMO et BMO Groupe financier désignent la Banque de Montréal et ses filiales.

Rapport de gestion

Les commentaires contenus dans le présent Rapport de gestion sont présentés au 24 août 2021. L'information qui précède cette section en fait partie intégrante. Ce Rapport de gestion doit être lu à la lumière des états financiers consolidés intermédiaires non audités pour la période close le 31 juillet 2021 qui figurent aux présentes, ainsi que des états financiers consolidés audités de l'exercice clos le 31 octobre 2020 et du rapport de gestion pour l'exercice 2020 contenus dans le Rapport annuel de BMO pour 2020.

On trouvera une analyse détaillée des secteurs d'activité, des stratégies et des objectifs dans le Rapport annuel de BMO pour 2020, lequel est accessible sur notre site Web à l'adresse www.bmo.com/relationsinvestisseurs. Nous invitons également les lecteurs à visiter ce site pour y obtenir d'autres renseignements financiers trimestriels.

Table des matières

5	Mise en garde concernant les déclarations prospectives	34	Sommaire des tendances trimestrielles relatives au bénéfice
6	Survol et perspectives économiques	35	Transaction avec des parties liées
8	Faits saillants financiers	35	Arrangements hors bilan
9	Mesures non conformes aux PCGR	36	Méthodes comptables et principales estimations comptables
11	Change	36	Provision pour pertes sur créances
11	Bénéfice net	39	Modifications de méthodes comptables
12	Revenus	39	Modifications futures de méthodes comptables
14	Dotation à la provision pour pertes sur créances	39	Autres faits nouveaux en matière de réglementation
15	Prêts douteux	40	Gestion des risques
16	Sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités	40	Principaux risques et risques émergents pouvant influencer sur les résultats futurs
16	Charges autres que d'intérêts	40	Risque de marché
16	Impôts sur le résultat	42	Risque de liquidité et de financement
17	Bilan	45	Cotes de crédit
19	Gestion du capital	50	Expositions en Europe
23	Analyse des résultats des groupes d'exploitation	52	Groupe de travail sur la divulgation accrue des renseignements
23	Services bancaires Particuliers et entreprises (Services bancaires PE)	55	États financiers consolidés intermédiaires
24	Services bancaires Particuliers et entreprises au Canada (PE Canada)	55	État consolidé des résultats
26	Services bancaires Particuliers et entreprises aux États-Unis (PE États-Unis)	56	État consolidé du résultat global
29	BMO Gestion de patrimoine	57	Bilan consolidé
31	BMO Marchés des capitaux	58	État consolidé des variations des capitaux propres
33	Services d'entreprise	59	État consolidé des flux de trésorerie
		60	Notes afférentes aux états financiers consolidés
		83	Présentation à l'intention des investisseurs et des médias

La direction de la Banque de Montréal, sous la supervision du chef de la direction et du chef des finances, a évalué, au 31 juillet 2021, l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information de la Banque de Montréal, tels qu'ils sont définis dans les règles de la Securities and Exchange Commission des États-Unis et des Autorités canadiennes en valeurs mobilières, et elle a conclu que ces contrôles et procédures étaient efficaces.

Au cours du trimestre clos le 31 juillet 2021, il n'y a eu aucun changement à notre contrôle interne à l'égard de l'information financière qui a eu un effet important, ou qui est raisonnablement susceptible d'avoir un effet important, sur notre contrôle interne à l'égard de l'information financière.

En raison de leurs limites intrinsèques, les contrôles et procédures de communication de l'information et le contrôle interne à l'égard de l'information financière ne peuvent fournir qu'une assurance raisonnable, et il est possible qu'ils ne permettent pas de prévenir ou de détecter les inexactitudes.

Comme lors des trimestres précédents, le Comité d'audit et de révision de la Banque de Montréal a examiné et recommandé le présent document, et le Conseil d'administration de la Banque de Montréal l'a approuvé avant sa publication.

Mise en garde concernant les déclarations prospectives

Les communications publiques de la Banque de Montréal comprennent souvent des déclarations prospectives, écrites ou verbales. Le présent document contient de telles déclarations, qui peuvent aussi figurer dans d'autres documents déposés auprès des organismes canadiens de réglementation des valeurs mobilières ou de la Securities and Exchange Commission des États-Unis ou dans d'autres communications. Toutes ces déclarations sont énoncées sous réserve des règles d'exonération de la loi américaine *Private Securities Litigation Reform Act of 1995* et des lois canadiennes sur les valeurs mobilières applicables, et elles sont conçues comme des déclarations prospectives aux termes de ces lois. Les déclarations prospectives contenues dans le présent document peuvent comprendre notamment des énoncés concernant nos objectifs et nos priorités pour l'exercice 2021 et au-delà, nos stratégies ou actions futures, nos cibles, nos attentes concernant notre situation financière ou le cours de nos actions, le contexte réglementaire dans lequel nous exerçons nos activités et les résultats ou les perspectives de notre exploitation ou des économies canadienne, américaine et mondiale, l'incidence prévue de la pandémie de COVID-19 et l'incidence de cette dernière sur nos activités, nos résultats ainsi que notre performance et notre situation financières ainsi que l'incidence sur nos clients, nos concurrents, notre réputation et notre exposition aux activités de négociation et elles comprennent des déclarations de notre direction. Les déclarations prospectives sont généralement identifiées par des mots tels que « devoir », « croire », « s'attendre à », « anticiper », « projeter », « avoir l'intention de », « estimer », « planifier », « viser » et « pouvoir ».

En raison de leur nature, les déclarations prospectives exigent la formulation d'hypothèses et comportent des risques et des incertitudes de nature aussi bien générale que particulière. Il existe un risque appréciable que les prévisions, pronostics, conclusions ou projections se révèlent inexacts, que nos hypothèses soient erronées et que les résultats réels diffèrent sensiblement de ces prévisions, pronostics, conclusions ou projections. L'incertitude créée par la pandémie de COVID-19 a fait croître le risque étant donné les défis accrus que pose l'établissement d'hypothèses, de prévisions, de pronostics, de conclusions ou de projections. Nous conseillons aux lecteurs du présent document de ne pas se fier indûment à ces déclarations étant donné que les résultats, les conditions, les actions ou les événements réels futurs pourraient différer sensiblement des cibles, attentes, estimations ou intentions exprimées dans ces déclarations prospectives en raison de plusieurs facteurs, dont bon nombre sont indépendants de notre volonté et dont les effets peuvent être difficilement prévisibles.

Les résultats futurs ayant trait aux déclarations prospectives peuvent être influencés par de nombreux facteurs, notamment la gravité, la durée et la propagation de la pandémie de COVID-19, son incidence sur les économies locales, nationales ou internationales et son aggravation de certains risques susceptibles de toucher nos résultats futurs, l'incidence possible sur nos activités et notre exploitation des épidémies de maladies qui touchent les économies locales, nationales ou mondiale, la situation économique générale et la conjoncture des marchés dans les pays où nous sommes présents, la sécurité de l'information, la vie privée et la cybersécurité, y compris la menace d'atteinte à la protection des données, de piratage, de vol d'identité et d'espionnage d'entreprise, ainsi que le déni de service pouvant découler des efforts visant à provoquer une défaillance du système et une interruption de service, les changements de politique monétaire, budgétaire ou économique, la législation et les interprétations fiscales, les fluctuations des taux d'intérêt et des cours de change, ainsi que la réforme des taux de référence, les changements technologiques et la résilience technologique, la situation politique, notamment les changements liés aux questions économiques ou commerciales ou influant sur celles-ci, le marché de l'habitation au Canada et l'endettement des particuliers, les changements climatiques et d'autres questions liées aux risques environnementaux et sociaux, les marchés financiers ou du crédit faibles, volatils ou illiquides, l'intensité de la concurrence dans les secteurs géographiques et les domaines d'activité dans lesquels nous œuvrons, les changements de législation ou les changements dans les attentes ou les exigences des organismes de supervision, y compris les exigences ou directives en matière de fonds propres, de taux d'intérêt et de liquidité, ainsi que l'incidence de tels changements sur les coûts de financement, les procédures judiciaires ou démarches réglementaires, l'exactitude et l'exhaustivité de l'information que nous obtenons sur nos clients et nos contreparties, l'incapacité de tiers de s'acquitter de leurs obligations envers nous, notre capacité à mettre en œuvre nos plans stratégiques, de conclure des acquisitions ou des cessions envisagées et d'intégrer les entreprises acquises, ce qui englobe l'obtention de l'approbation des organismes de réglementation, les estimations comptables critiques et l'incidence des modifications des normes comptables, des règlements et des interprétations sur ces estimations, les risques opérationnels et infrastructurels, y compris en ce qui concerne la dépendance envers des tiers, les modifications de nos cotes de crédit, les activités des marchés financiers internationaux, les répercussions possibles de guerres ou d'activités terroristes sur nos activités, les catastrophes naturelles et les répercussions de perturbations des infrastructures publiques telles que les services de transport et de communication et les systèmes d'alimentation en énergie ou en eau et notre capacité à prévoir et à gérer efficacement les risques découlant des facteurs susmentionnés.

Nous tenons à souligner que la liste de facteurs qui précède n'est pas exhaustive. D'autres facteurs et d'autres risques pourraient influencer défavorablement sur nos résultats. Pour plus d'informations, il y a lieu de se reporter à la section Risques pouvant influencer sur les résultats futurs ainsi qu'aux sections portant sur le risque de crédit et de contrepartie, le risque de marché, le risque d'assurance, le risque de liquidité et de financement, le risque opérationnel, le risque juridique et réglementaire, le risque de stratégie, le risque environnemental et social, et le risque de réputation de la section Gestion globale des risques, qui commence à la page 73 du Rapport annuel de BMO pour 2020 et à la section Gestion des risques débutant à la page 40 du présent document, sections qui présentent l'incidence que certains de ces facteurs et risques clés pourraient avoir sur nos résultats futurs. Les investisseurs et toute autre personne doivent tenir soigneusement compte de ces facteurs et de ces risques, ainsi que d'autres incertitudes et événements potentiels, et de l'incertitude inhérente aux déclarations prospectives. Nous ne nous engageons pas à mettre à jour les déclarations prospectives, verbales ou écrites, qui peuvent être faites, à l'occasion, par l'entreprise ou en son nom, sauf si la loi l'exige. L'information prospective contenue dans le présent document est présentée dans le but d'aider nos actionnaires à comprendre notre situation financière aux dates indiquées ou pour les périodes closes à ces dates ainsi que nos priorités et objectifs stratégiques, et peut ne pas convenir à d'autres fins.

Les hypothèses économiques importantes qui sous-tendent les énoncés prospectifs contenus dans le présent document sont présentées dans la section Évolution de la situation économique et perspectives, à la page 18 du Rapport annuel de BMO pour 2020, mises à jour dans la section Survol et perspectives économiques paraissant ailleurs dans le présent document, ainsi que dans la section Provision pour pertes sur créances, à la page 114 du Rapport annuel de BMO pour 2020, mises à jour dans la section Provision pour pertes sur créances paraissant ailleurs dans le présent document. Les hypothèses relatives au comportement des économies canadienne et américaine, ainsi qu'à la conjoncture de marché globale et à leur effet combiné sur nos activités sont des facteurs importants dont nous tenons compte lors de l'établissement de nos priorités et objectifs stratégiques et des perspectives de nos divers secteurs d'activité. Pour élaborer nos prévisions en matière de croissance économique, nous utilisons principalement les données économiques historiques, les liens passés entre les variables économiques et financières, les changements de politiques gouvernementales ainsi que des risques inhérents à l'économie nationale et mondiale. Il y a lieu de se reporter aux sections Survol et perspectives économiques et Provision pour pertes sur créances.

Survol et perspectives économiques

Après s'être contractée de 5,3 % au cours de l'année civile 2020, l'économie canadienne devrait croître de 6,0 % au cours de l'année civile de 2021, soit la plus forte hausse depuis 1973, et ce, malgré le ralentissement de la croissance économique au printemps 2021, alors que de nouvelles restrictions ont été mises en place pour juguler une recrudescence des cas de COVID-19. Malgré tout, l'économie s'est montrée résiliente face aux restrictions antérieures, soutenue par la hausse des prix des produits de base, l'accroissement de la demande aux États-Unis et une activité record sur le marché de l'habitation. En dépit d'une récente remontée du nombre de cas de COVID-19, la politique énergique du Canada en matière de distribution de vaccins devrait atténuer la pression sur le système des soins de santé, réduisant ainsi le risque d'imposition de nouvelles restrictions importantes et permettant à l'économie de renouer avec une croissance marquée au deuxième semestre de 2021. L'activité sera soutenue par les nouvelles mesures contenues dans le budget fédéral, l'épargne appréciable des ménages et l'importante demande refoulée pour les voyages, la restauration et les services de soins personnels. Les exportations devraient bénéficier de la hausse des prix des produits de base et du raffermissement de l'économie mondiale, la zone euro devant rebondir après s'être contractée au début de l'année. L'activité sur le marché de l'habitation devrait demeurer élevée, bien qu'une certaine modération soit attendue en raison de la fragilisation au chapitre de l'accessibilité financière et d'une récente hausse du taux admissible applicable aux prêts hypothécaires. Le taux de chômage devrait reculer pour passer de 7,5 % en juillet 2021 à moins de 6 % à la fin de 2022. Afin de soutenir la reprise économique, la Banque du Canada devrait maintenir le taux du financement à un jour près de zéro jusqu'à l'automne 2022. Alors que le taux d'inflation annuel mesuré par l'indice de prix à la consommation a atteint son plus haut niveau en 18 ans, à savoir 3,7 % en juillet 2021, alimenté par la hausse des coûts de l'énergie, il devrait décroître légèrement en 2022. Le dollar canadien a été l'une des devises les plus performantes au premier semestre de l'année, mais il s'est affaibli récemment en raison des craintes que le variant Delta du coronavirus ne ralentisse l'économie mondiale, ce qui a entraîné une augmentation de la demande de dollars américains comme valeur refuge. Toutefois, soutenu par les prix élevés de l'énergie et des autres produits de base, le dollar canadien devrait reprendre sa progression si la reprise mondiale se poursuit. Les soldes des prêts hypothécaires à l'habitation à l'échelle du secteur d'activité devraient continuer de grimper du fait de la faiblesse des taux hypothécaires, de la hausse des prix des habitations et de la progression de l'emploi, bien que la croissance devrait s'essouffler quelque peu, tout comme celle du marché de l'habitation au cours des prochains trimestres. Si la croissance des soldes du crédit à la consommation (exclusion faite des prêts hypothécaires) a été freinée par la diminution des dépenses de consommation, elle devrait s'améliorer de pair avec les dépenses, à mesure que les restrictions liées à la pandémie seront levées. La croissance du crédit aux entreprises n'exerçant pas leurs activités dans le secteur financier s'est accélérée dans les premiers stades de la pandémie, les entreprises ayant constitué des soldes de précaution, mais elle a maintenant ralenti, reprenant un rythme plus graduel dans un contexte de réduction des besoins de liquidités. Les prêts aux entreprises à l'échelle du secteur d'activité devraient croître légèrement au cours de l'année qui vient, au fur et à mesure de l'accroissement de la confiance et des investissements des entreprises.

L'économie américaine a mieux résisté à la pandémie que la plupart des pays développés, se contractant de 3,4 % au cours de l'année civile 2020, et elle devrait croître de 6,0 % au cours de l'année civile 2021, soit le taux le plus élevé depuis près de quatre décennies. La plupart des mesures restrictives liées à la pandémie ont été levées au milieu de l'année et près de la moitié de la population est entièrement vaccinée, ce qui pourrait réduire la possibilité que de nouvelles restrictions significatives soient mises en œuvre, en dépit d'un certain degré de réticence à l'égard des vaccins. Les importantes mesures de relance budgétaire, la demande refoulée et l'épargne élevée des ménages devraient stimuler l'activité cette année, bien que les pénuries d'approvisionnement et une certaine augmentation de l'anxiété des consommateurs face à la dernière vague de cas de virus tempèrent le rythme global de l'activité. Deux importantes séries de mesures de relance budgétaire ont été adoptées plus tôt cette année, et les dépenses supplémentaires proposées pour les projets d'infrastructure, les services de garde d'enfants et l'éducation devraient apporter un soutien supplémentaire à l'économie au cours de l'année à venir, bien qu'elles soient susceptibles d'être en partie compensées par une augmentation des impôts. Les dépenses des entreprises sont en hausse, l'investissement non résidentiel dépassant le niveau prépandémie. L'activité du marché de l'habitation, bien qu'elle enregistre un certain ralentissement, devrait rester forte en 2021 en raison de la faiblesse des taux d'intérêt et de la demande soutenue des millénariaux. Le taux de chômage devrait reculer, pour passer de 5,4 % en juillet 2021 à moins de 4 % à la fin de 2022. Afin de soutenir la reprise des marchés du travail, la Réserve fédérale devrait maintenir ses taux directeurs jusqu'au début de 2023. Bien que ces taux aient baissé récemment en raison de l'inquiétude suscitée par la reprise économique mondiale, les rendements des bons du Trésor à plus long terme devraient augmenter modérément en réponse à la forte croissance économique et à la hausse de l'inflation. La hausse des prix des produits de base, les pénuries d'approvisionnement, la progression des coûts des services liés aux voyages et les effets de base de l'année de référence ont fait grimper le taux annuel mesuré par l'indice des prix à la consommation à son plus haut niveau depuis 13 ans, soit 5,4 % en juillet 2021. Nous prévoyons que le taux d'inflation augmentera encore cette année, avant de passer sous la barre des 3 % à la fin de 2022, lorsque la pression sur les prix à court terme commencera à s'atténuer. La croissance des prêts hypothécaires résidentiels à l'échelle du secteur d'activité restera probablement vive à court terme en raison de l'activité soutenue du marché de l'habitation. La croissance du crédit à la consommation a été limitée par les programmes de soutien budgétaire, l'épargne élevée des ménages et la consommation limitée de services personnels, mais elle devrait bénéficier de l'augmentation des dépenses personnelles à venir. Après avoir fortement augmenté au début de la pandémie, la croissance du crédit aux entreprises n'exerçant pas leurs activités dans le secteur financier a diminué quelque peu récemment, mais elle devrait s'accélérer modérément à la faveur du renforcement de la confiance des entreprises et des investissements.

L'évolution imprévisible de la pandémie expose les perspectives économiques à un degré élevé d'incertitude qui devrait persister jusqu'à ce que des vaccins soient largement distribués à la population à l'échelle mondiale. Le variant Delta provoque actuellement une recrudescence des cas de virus dans de nombreux pays. Une mutation plus grave du virus pourrait entraîner une augmentation du nombre d'hospitalisations et la nécessité d'imposer une nouvelle interruption de l'activité commerciale, ce qui pourrait entraîner une contraction prolongée de l'économie. D'autres risques pour l'économie découlent des tensions commerciales entre les États-Unis et la Chine, des turbulences dans certaines économies de marché émergentes dans un contexte de hausse des taux d'intérêt mondiaux, et de la possibilité d'une hausse de l'inflation en raison de mesures de relance persistantes. L'escalade des prix des habitations au Canada et aux États-Unis pourrait également rendre l'économie vulnérable à une correction du marché de l'habitation.

La section Survol et perspectives économiques renferme des déclarations prospectives. Il y a lieu de se reporter à la mise en garde concernant les déclarations prospectives.

Faits saillants financiers

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	T3-2021	T2-2021	T3-2020	Cumul 2021	Cumul 2020
Sommaire de l'état des résultats					
Revenus nets d'intérêts	3 521	3 455	3 535	10 554	10 441
Revenus autres que d'intérêts	4 041	2 621	3 654	10 059	8 759
Revenus	7 562	6 076	7 189	20 613	19 200
Sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités (SCVPI)	984	(283)	1 189	1 302	1 708
Revenus, déduction faite des SCVPI	6 578	6 359	6 000	19 311	17 492
Dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux	71	155	446	441	1 183
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts productifs	(141)	(95)	608	(295)	1 338
Total des dotations à la provision pour pertes sur créances	(70)	60	1 054	146	2 521
Charges autres que d'intérêts	3 684	4 409	3 444	11 706	10 629
Charge d'impôts sur le résultat	689	587	270	1 864	829
Bénéfice net attribuable aux détenteurs de capitaux propres de la Banque	2 275	1 303	1 232	5 595	3 513
Bénéfice net ajusté 1) 2)	2 292	2 095	1 259	6 425	3 591
Données relatives aux actions ordinaires (en dollars, sauf indication contraire)					
Bénéfice par action	3,41	1,91	1,81	8,35	5,18
Bénéfice par action ajusté	3,44	3,13	1,85	9,63	5,30
Croissance du bénéfice par action (%)	89,0	91,4	(22,8)	61,2	(24,7)
Croissance du bénéfice par action ajusté (%)	86,0	201,9	(22,3)	81,7	(24,3)
Dividendes déclarés par action	1,06	1,06	1,06	3,18	3,18
Valeur comptable d'une action	80,00	76,72	76,60	80,00	76,60
Cours de clôture de l'action	123,53	116,01	73,28	123,53	73,28
Nombre d'actions ordinaires en circulation (en millions)					
À la clôture de la période	648,1	647,3	642,8	648,1	642,8
Nombre moyen dilué	649,0	648,1	641,7	648,2	640,9
Valeur marchande globale des actions ordinaires (en milliards de dollars)	80,1	75,1	47,1	80,1	47,1
Rendement de l'action (%)	3,4	3,7	5,8	3,4	5,8
Ratio de distribution (%)	31,0	55,5	58,7	38,0	61,4
Ratio de distribution ajusté (%)	30,7	33,8	57,3	33,0	59,9
Mesures et ratios financiers (%)					
Rendement des capitaux propres	17,5	10,2	9,4	14,5	9,3
Rendement des capitaux propres ajustés	17,6	16,7	9,6	16,7	9,5
Rendement des capitaux propres corporels attribuables aux actionnaires ordinaires	19,8	11,8	11,1	16,7	11,0
Rendement des capitaux propres corporels attribuables aux actionnaires ordinaires ajusté	19,8	19,1	11,1	19,0	11,0
Croissance du bénéfice net	84,6	89,0	(20,9)	59,2	(23,0)
Croissance du bénéfice net ajusté	81,9	193,0	(20,4)	78,9	(22,6)
Croissance des revenus	5,2	15,4	7,8	7,4	(1,0)
Croissance des revenus, déduction faite des SCVPI	9,6	16,4	3,8	10,4	2,8
Croissance des revenus ajustés, déduction faite des SCVPI	9,6	15,9	3,8	10,2	2,8
Croissance des charges autres que d'intérêts	7,0	25,4	(1,4)	10,1	(0,1)
Croissance des charges autres que d'intérêts ajustées	7,5	2,8	(1,5)	2,9	(0,1)
Ratio d'efficacité, déduction faite des SCVPI	56,0	69,3	57,4	60,6	60,8
Ratio d'efficacité ajusté, déduction faite des SCVPI	55,7	56,6	56,8	56,2	60,2
Levier d'exploitation, déduction faite des SCVPI	2,6	(9,0)	5,2	0,3	2,9
Levier d'exploitation ajusté, déduction faite des SCVPI	2,1	13,1	5,3	7,3	2,9
Marge nette d'intérêts sur l'actif productif moyen	1,57	1,59	1,59	1,59	1,65
Taux d'impôt effectif	23,2	31,1	18,0	25,0	19,1
Taux d'impôt effectif ajusté	23,2	22,1	18,2	22,6	19,2
Ratio du total des dotations à la provision pour pertes sur créances au solde moyen net des prêts et acceptations (annualisé)	(0,06)	0,05	0,89	0,04	0,72
Ratio de la dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux au solde moyen net des prêts et acceptations (annualisé)	0,06	0,13	0,38	0,13	0,34
Bilan (en millions de dollars, sauf indication contraire)					
Actifs	971 358	949 839	973 508	971 358	973 508
Solde brut des prêts et acceptations	472 703	459 589	468 767	472 703	468 767
Solde net des prêts et acceptations	469 879	456 561	465 516	469 879	465 516
Dépôts	680 553	657 201	660 600	680 553	660 600
Capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	51 848	49 666	49 239	51 848	49 239
Ratio de la trésorerie et des valeurs mobilières au total des actifs (%)	33,3	33,7	32,1	33,3	32,1
Ratios des fonds propres (%)					
Ratio des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires	13,4	13,0	11,6	13,4	11,6
Ratio des fonds propres de catégorie 1	15,1	14,8	13,1	15,1	13,1
Ratio du total des fonds propres	17,4	16,7	15,8	17,4	15,8
Ratio de levier	5,0	5,1	4,7	5,0	4,7
Cours de change (\$)					
Dollar CA/dollar US	1,2479	1,2279	1,3386	1,2479	1,3386
Dollar CA/dollar US – moyenne	1,2316	1,2512	1,3584	1,2556	1,3517

- 1) Au deuxième trimestre de 2021, le bénéfice net comptable tient compte d'une réduction de valeur de l'écart d'acquisition de 747 millions de dollars, avant et après impôts, liée à la vente annoncée de nos activités de gestion d'actifs en Europe, au Moyen-Orient et en Afrique, d'un profit net de 22 millions (29 millions avant impôts) à la vente de nos activités de banque privée à Hong Kong et à Singapour et de coûts liés aux dessaisissements à l'égard des deux transactions de 47 millions (53 millions avant impôts). Le profit net sur la vente est compris dans les revenus tandis que la réduction de valeur de l'écart d'acquisition et les coûts de dessaisissement sont compris dans les charges autres que d'intérêts, tous ces montants étant imputés aux Services d'entreprise.

- 2) Au troisième trimestre de 2021, le bénéfice net comptable tient compte de charges de 18 millions de dollars (24 millions avant impôts) découlant de l'incidence de dessaisissements liés la vente annoncée de nos activités de gestion d'actifs en Europe, au Moyen-Orient et en Afrique et à la vente de nos activités de banque privée à Hong Kong et à Singapour, contrée par le renversement partiel de charges de restructuration comptabilisées au quatrième trimestre de 2019, en lien avec des indemnités de départ de 18 millions de dollars (24 millions avant impôts), tous ces montants étant imputés aux charges autres que d'intérêts des Services d'entreprise.

Les résultats ajustés que renferme la présente section sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Il y a lieu de se reporter à la section Mesures non conformes aux PCGR.

Mesures non conformes aux PCGR

Les résultats et mesures figurant dans le présent document sont présentés conformément aux PCGR. Sauf indication contraire, les montants sont indiqués en dollars canadiens et proviennent des états financiers établis en conformité avec les Normes internationales d'information financière (IFRS). Toute mention des PCGR renvoie aux IFRS. Les résultats et mesures sont également présentés après ajustement de manière à exclure l'incidence de certains éléments, tel qu'il est indiqué dans le tableau ci-dessous. Il y a lieu de se reporter à la section Change pour obtenir une analyse des répercussions des variations des cours de change sur les résultats de BMO. Le bénéfice avant dotation et impôts est une mesure non conforme aux PCGR qui est calculée comme étant la différence entre les revenus, déduction faite des sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités (SCVPI), et les charges autres que d'intérêts. La direction évalue le rendement à l'aide de mesures et résultats comptables et de mesures et résultats ajustés, et considère qu'ils sont utiles aux fins de l'appréciation de la performance sous-jacente des secteurs. Le fait de recourir à un tel mode de présentation donne aux lecteurs une meilleure compréhension de la façon dont la direction analyse les résultats, en plus de leur permettre d'apprécier l'incidence d'éléments précis sur les résultats des périodes indiquées et de mieux évaluer les résultats compte non tenu de ces éléments qui ne sont pas nécessairement représentatifs des résultats continus. C'est pourquoi ce mode de présentation peut aider les lecteurs à analyser les tendances. Sauf indication contraire, l'analyse, par la direction, des changements des résultats comptables figurant dans le présent document s'applique également à ceux des résultats ajustés correspondants. Les résultats et mesures ajustés ne sont pas conformes aux PCGR et n'ont donc pas de sens normalisé aux termes de ceux-ci. De plus, ils sont difficilement comparables aux mesures similaires qu'utilisent d'autres entreprises et ne devraient pas être interprétés de manière isolée ni comme pouvant remplacer les résultats établis aux termes des PCGR.

Mesures non conformes aux PCGR

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	T3-2021	T2-2021	T3-2020	Cumul 2021	Cumul 2020
Résultats comptables					
Revenus	7 562	6 076	7 189	20 613	19 200
Sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités (SCVPI)	(984)	283	(1 189)	(1 302)	(1 708)
Revenus, déduction faite des SCVPI	6 578	6 359	6 000	19 311	17 492
Total des dotations à la provision pour pertes sur créances	70	(60)	(1 054)	(146)	(2 521)
Charges autres que d'intérêts	(3 684)	(4 409)	(3 444)	(11 706)	(10 629)
Bénéfice avant impôts sur le résultat	2 964	1 890	1 502	7 459	4 342
Charge d'impôts sur le résultat	(689)	(587)	(270)	(1 864)	(829)
Bénéfice net	2 275	1 303	1 232	5 595	3 513
BPA (\$)	3,41	1,91	1,81	8,35	5,18
Éléments d'ajustement (avant impôts) 1)					
Coûts d'intégration des acquisitions 2)	(3)	(2)	(5)	(8)	(11)
Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions 2)	(19)	(24)	(32)	(68)	(91)
Incidence des dessaisissements 3) 4)	(24)	(771)	-	(795)	-
Coûts de restructuration (renversements) 4)	24	-	-	24	-
Éléments d'ajustement pris en compte dans le bénéfice comptable avant impôts	(22)	(797)	(37)	(847)	(102)
Éléments d'ajustement (après impôts) 1)					
Coûts d'intégration des acquisitions 2)	(2)	(2)	(4)	(6)	(8)
Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions 2)	(15)	(18)	(23)	(52)	(70)
Incidence des dessaisissements 3) 4)	(18)	(772)	-	(790)	-
Coûts de restructuration (renversements) 4)	18	-	-	18	-
Éléments d'ajustement pris en compte dans le bénéfice net comptable après impôts	(17)	(792)	(27)	(830)	(78)
Incidence sur le BPA (\$)	(0,03)	(1,22)	(0,04)	(1,28)	(0,12)
Résultats ajustés					
Revenus	7 562	6 047	7 189	20 584	19 200
Sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités (SCVPI)	(984)	283	(1 189)	(1 302)	(1 708)
Revenus, déduction faite des SCVPI	6 578	6 330	6 000	19 282	17 492
Total des dotations à la provision pour pertes sur créances	70	(60)	(1 054)	(146)	(2 521)
Charges autres que d'intérêts	(3 662)	(3 583)	(3 407)	(10 830)	(10 527)
Bénéfice avant impôts sur le résultat	2 986	2 687	1 539	8 306	4 444
Charge d'impôts sur le résultat	(694)	(592)	(280)	(1 881)	(853)
Bénéfice net	2 292	2 095	1 259	6 425	3 591
BPA (\$)	3,44	3,13	1,85	9,63	5,30

1) Les éléments d'ajustement sont, en règle générale, imputés aux Services d'entreprise, sauf dans le cas de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions et de certains coûts d'intégration des acquisitions qui, eux, sont imputés aux groupes d'exploitation.

2) Ces montants sont imputés aux groupes d'exploitation en tant que charges autres que d'intérêts. Les montants avant et après impôts imputés à chacun des groupes d'exploitation sont présentés ci-dessous.

3) Au deuxième trimestre de 2021, le bénéfice net comptable tient compte d'une réduction de valeur de l'écart d'acquisition de 747 millions de dollars, avant et après impôts, liée à la vente annoncée de nos activités de gestion d'actifs en Europe, au Moyen-Orient et en Afrique, d'un profit net de 22 millions (29 millions avant impôts) à la vente de nos activités de banque privée à Hong Kong et à Singapour et de coûts liés aux dessaisissements à l'égard des deux transactions de 47 millions (53 millions avant impôts). Le profit net sur la vente est compris dans les revenus tandis que la réduction de valeur de l'écart d'acquisition et les coûts de dessaisissement sont compris dans les charges autres que d'intérêts, tous ces montants étant imputés aux Services d'entreprise.

4) Au troisième trimestre de 2021, le bénéfice net comptable tient compte de charges de 18 millions de dollars (24 millions avant impôts) découlant de l'incidence de dessaisissements liés la vente annoncée de nos activités de gestion d'actifs en Europe, au Moyen-Orient et en Afrique et à la vente de nos activités de banque privée à Hong Kong et à Singapour, contrée par le renversement partiel de charges de restructuration comptabilisées au quatrième trimestre de 2019, en lien avec des indemnités de départ de 18 millions (24 millions avant impôts), tous ces montants étant imputés aux charges autres que d'intérêts des Services d'entreprise.

Les résultats ajustés que renferme ce tableau sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR.

Sommaire des résultats comptables et ajustés par groupe d'exploitation

(en millions de dollars canadiens)	PE Canada	PE États-Unis	Total PE	BMO Gestion de patrimoine	BMO Marchés des capitaux	Services d'entreprise	Total de la Banque
T3-2021							
Bénéfice (perte) net comptable	815	553	1 368	401	558	(52)	2 275
Coûts d'intégration des acquisitions 1)	-	-	-	-	2	-	2
Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions 2)	-	6	6	5	4	-	15
Incidence des dessaisissements 3)	-	-	-	-	-	18	18
Coûts de restructuration (renversements) 3)	-	-	-	-	-	(18)	(18)
Bénéfice (perte) net ajusté	815	559	1 374	406	564	(52)	2 292
T2-2021							
Bénéfice (perte) net comptable	764	542	1 306	346	563	(912)	1 303
Coûts d'intégration des acquisitions 1)	-	-	-	-	2	-	2
Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions 2)	1	5	6	7	5	-	18
Incidence des dessaisissements 4)	-	-	-	-	-	772	772
Bénéfice (perte) net ajusté	765	547	1 312	353	570	(140)	2 095
T3-2020							
Bénéfice (perte) net comptable	319	263	582	341	426	(117)	1 232
Coûts d'intégration des acquisitions 1)	-	-	-	-	4	-	4
Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions 2)	-	10	10	8	5	-	23
Bénéfice (perte) net ajusté	319	273	592	349	435	(117)	1 259
Cumul 2021							
Bénéfice (perte) net comptable	2 316	1 677	3 993	1 105	1 604	(1 107)	5 595
Coûts d'intégration des acquisitions 1)	-	-	-	-	6	-	6
Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions 2)	1	18	19	20	13	-	52
Incidence des dessaisissements 3) 4)	-	-	-	-	-	790	790
Coûts de restructuration (renversements) 3)	-	-	-	-	-	(18)	(18)
Bénéfice (perte) net ajusté	2 317	1 695	4 012	1 125	1 623	(335)	6 425
Cumul 2020							
Bénéfice (perte) net comptable	1 380	953	2 333	776	708	(304)	3 513
Coûts d'intégration des acquisitions 1)	-	-	-	-	8	-	8
Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions 2)	1	30	31	26	13	-	70
Bénéfice (perte) net ajusté	1 381	983	2 364	802	729	(304)	3 591

- 1) Les coûts d'intégration des acquisitions de KGS Alpha et de Clearpool avant impôts de 3 millions de dollars au troisième trimestre de 2021, de 2 millions au deuxième trimestre de 2021, de 5 millions au troisième trimestre de 2020, de 8 millions pour le cumul de 2021 et de 11 millions pour le cumul de 2020, sont pris en compte dans les charges autres que d'intérêts de BMO Marchés des capitaux.
- 2) L'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions avant impôts est imputé aux charges autres que d'intérêts des groupes d'exploitation : montants de néant au troisième trimestre de 2021, de 1 million de dollars au deuxième trimestre de 2021 et de néant au troisième trimestre de 2020; de 1 million à la fois pour le cumul 2021 et le cumul 2020, pour PE Canada; montants de 9 millions au troisième trimestre de 2021, de 7 millions au deuxième trimestre de 2021 et de 13 millions au troisième trimestre de 2020; de 25 millions pour le cumul 2021 et de 40 millions pour le cumul 2020, pour PE États-Unis; montants de 5 millions au troisième trimestre de 2021, de 10 millions au deuxième trimestre de 2021 et de 11 millions pour le troisième trimestre de 2020; de 25 millions pour le cumul 2021 et de 33 millions pour le cumul 2020, pour BMO Gestion de patrimoine; montants de 5 millions au troisième trimestre de 2021, de 6 millions au deuxième trimestre de 2021 et de 8 millions au troisième trimestre de 2020; de 17 millions à la fois pour le cumul 2021 et le cumul 2020, pour BMO Marchés des capitaux.
- 3) Au troisième trimestre de 2021, le bénéfice net comptable tient compte de charges de 18 millions de dollars (24 millions avant impôts) découlant de l'incidence de dessaisissements liés la vente annoncée de nos activités de gestion d'actifs en Europe, au Moyen-Orient et en Afrique et à la vente de nos activités de banque privée à Hong Kong et à Singapour, contrée par le renversement partiel de charges de restructuration comptabilisées au quatrième trimestre de 2019, en lien avec des indemnités de départ de 18 millions (24 millions avant impôts), tous ces montants étant imputés aux charges autres que d'intérêts des Services d'entreprise.
- 4) Au deuxième trimestre de 2021, le bénéfice net comptable tient compte d'une réduction de valeur de l'écart d'acquisition de 747 millions de dollars, avant et après impôts, liée à la vente annoncée de nos activités de gestion d'actifs en Europe, au Moyen-Orient et en Afrique, d'un profit net de 22 millions (29 millions avant impôts) à la vente de nos activités de banque privée à Hong Kong et à Singapour et de coûts liés aux dessaisissements à l'égard des deux transactions de 47 millions (53 millions avant impôts). Le profit net sur la vente est compris dans les revenus tandis que la réduction de valeur de l'écart d'acquisition et les coûts de dessaisissement sont compris dans les charges autres que d'intérêts, tous ces montants étant imputés aux Services d'entreprise.

Les résultats ajustés que renferme ce tableau sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR.

Change

L'équivalent en dollars canadiens des résultats sectoriels de BMO aux États-Unis libellés en dollars américains a diminué comparativement à celui du deuxième trimestre de 2021 et du troisième trimestre de 2020 en raison des fluctuations du cours de change du dollar américain. Le tableau ci-dessous fait état des cours de change moyens des dollars canadien et américain ainsi que de l'incidence de leurs fluctuations sur les résultats sectoriels de BMO aux États-Unis. Dans le présent document, toute mention de l'incidence du dollar américain ne rend pas compte des montants libellés dans cette monnaie et constatés par des unités de BMO qui ne mènent pas d'activités aux États-Unis.

Les fluctuations des cours de change influenceront sur les résultats futurs établis en dollars canadiens, et l'incidence sur ces résultats est fonction de la période au cours de laquelle les revenus, les charges, les dotations à la provision pour (recouvrements de) pertes sur créances et les impôts sur le résultat sont comptabilisés.

Nos flux de revenus en dollars américains ne bénéficiaient pas d'une couverture économique contre les fluctuations des cours de change au cours de l'exercice considéré et de l'exercice précédent. Nous déterminons régulièrement s'il nous faut ou non conclure des opérations de couverture afin d'atténuer l'incidence des fluctuations des cours de change sur le bénéfice net.

Il y a lieu de se reporter à la section Gestion globale du capital à la page 63 du Rapport annuel de BMO pour 2020 pour obtenir une analyse de l'incidence que peuvent avoir les fluctuations des cours de change sur notre capital. Les fluctuations des cours de change ont aussi des répercussions sur le cumul des autres éléments du résultat global, du fait essentiellement de la conversion de notre investissement dans des établissements à l'étranger et de la valeur comptable des actifs et passifs inscrits au bilan.

La présente section qui traite du change renferme des déclarations prospectives. Il y a lieu de se reporter à la mise en garde concernant les déclarations prospectives.

Incidence des fluctuations des cours de change sur les résultats comptables et les résultats ajustés sectoriels aux États-Unis de BMO

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T3-2021		Cumul 2021
	c. T3-2020	c. T2-2021	c. cumul 2020
Cours de change entre les dollars canadien et américain (moyenne)			
Période à l'étude	1,2316	1,2316	1,2556
Période antérieure	1,3584	1,2512	1,3517
Incidence sur les résultats comptables sectoriels aux États-Unis			
Augmentation (diminution) des revenus nets d'intérêts	(132)	(22)	(297)
Augmentation (diminution) des revenus autres que d'intérêts	(83)	(14)	(148)
Augmentation (diminution) des revenus	(215)	(36)	(445)
Diminution (augmentation) de la dotation à la provision pour pertes sur créances	42	-	104
Diminution (augmentation) des charges	126	21	287
Diminution (augmentation) des impôts sur le résultat	8	3	7
Augmentation (diminution) du bénéfice net comptable	(39)	(12)	(47)
Incidence sur le bénéfice par action (\$)	(0,06)	(0,02)	(0,07)
Incidence sur les résultats ajustés sectoriels aux États-Unis			
Augmentation (diminution) des revenus nets d'intérêts	(132)	(22)	(297)
Augmentation (diminution) des revenus autres que d'intérêts	(83)	(14)	(148)
Augmentation (diminution) des revenus	(215)	(36)	(445)
Diminution (augmentation) de la dotation à la provision pour pertes sur créances	42	-	104
Diminution (augmentation) des charges	123	20	282
Diminution (augmentation) des impôts sur le résultat	9	4	8
Augmentation (diminution) du bénéfice net ajusté	(41)	(12)	(51)
Incidence sur le bénéfice ajusté par action (\$)	(0,06)	(0,02)	(0,08)

Les résultats ajustés que renferme le présent tableau sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Il y a lieu de se reporter à la section Mesures non conformes aux PCGR.

Bénéfice net

Comparaison du troisième trimestre de 2021 et du troisième trimestre de 2020

Le bénéfice net comptable s'est établi à 2 275 millions de dollars, en hausse de 1 043 millions, ou de 85 %, comparativement à l'exercice précédent, et le bénéfice net ajusté s'est situé à 2 292 millions, en hausse de 1 033 millions, ou de 82 %. Les résultats ajustés pour le trimestre considéré ne tiennent pas compte de charges de 18 millions (24 millions avant impôts) découlant de l'incidence de dessaisissements liés à la vente annoncée de nos activités de gestion d'actifs en Europe, au Moyen-Orient et en Afrique et à la vente de nos activités de banque privée à Hong Kong et à Singapour, contrée par le renversement partiel de charges de restructuration comptabilisées au quatrième trimestre de 2019, en lien avec des indemnités de départ de 18 millions (24 millions avant impôts). Les résultats ajustés ne tiennent pas compte non plus de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions et des coûts d'intégration des acquisitions tant pour l'exercice courant que pour l'exercice antérieur. Le BPA comptable s'est établi à 3,41 \$, soit une hausse de 1,60 \$ comparativement à un an plus tôt, et le BPA ajusté s'est établi à 3,44 \$, en hausse de 1,59 \$.

Les résultats ajustés reflètent une hausse des revenus, une augmentation des charges et l'incidence de la baisse des dotations à la provision pour pertes sur créances. Tous les groupes d'exploitation ont affiché une hausse du bénéfice net, alors que les Services d'entreprise ont inscrit une baisse de la perte nette.

Comparaison du troisième trimestre de 2021 et du deuxième trimestre de 2021

Le bénéfice net comptable s'est chiffré à 2 275 millions de dollars, en hausse de 972 millions, ou de 75 %, par rapport au trimestre précédent, et le bénéfice net ajusté s'est élevé à 2 292 millions, soit une hausse de 197 millions, ou de 9 %. Le bénéfice net ajusté du trimestre précédent ne tient pas compte d'une réduction de valeur de l'écart d'acquisition de 747 millions, avant et après impôts, liée à la vente annoncée de nos activités de gestion d'actifs en Europe, au Moyen-Orient et en Afrique, d'un profit net de 22 millions (29 millions avant impôts) à la vente de nos activités de banque privée à Hong Kong et à Singapour et de coûts liés aux dessaisissements de 47 millions (53 millions avant impôts) à l'égard des deux transactions. Les résultats ajustés ne tiennent pas compte non plus de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions et des coûts d'intégration des acquisitions enregistrés pour le trimestre à l'étude et le trimestre précédent. Le BPA comptable a augmenté de 1,50 \$, ou de 79 %, par rapport au trimestre précédent, alors que le BPA ajusté a progressé de 0,31 \$, ou de 10 %.

Les résultats ajustés reflètent une hausse de revenus, une augmentation des charges et l'incidence d'une diminution de la dotation à la provision pour pertes sur créances. Le bénéfice net a augmenté dans le cas de BMO Gestion de patrimoine et de nos Services bancaires PE, alors qu'il a reculé légèrement dans le cas de BMO Marchés des capitaux. La perte nette des Services d'entreprise a reculé.

Comparaison des neuf premiers mois de 2021 et des neuf premiers mois de 2020

Le bénéfice net comptable s'est chiffré à 5 595 millions de dollars, en hausse de 2 082 millions, ou de 59 %, par rapport à l'an dernier, et le bénéfice net ajusté s'est élevé à 6 425 millions, soit une hausse de 2 834 millions, ou de 79 %. Les éléments d'ajustement sont décrits ci-dessus. Le BPA comptable s'est établi à 8,35 \$, en hausse de 3,17 \$, ou de 61 %, par rapport à il y a un an, et le BPA ajusté s'est chiffré à 9,63 \$, en hausse de 4,33 \$, ou de 82 %. Les résultats ajustés reflètent une hausse des revenus, une augmentation des charges et l'incidence d'une diminution des dotations à la provision pour pertes sur créances. La hausse du bénéfice net dans l'ensemble des groupes d'exploitation a été en partie contrée par une légère hausse de la perte nette des Services d'entreprise.

Les résultats ajustés que renferme la présente section qui traite du bénéfice net sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Il y a lieu de se reporter à la section Mesures non conformes aux PCGR.

Revenus

Comparaison du troisième trimestre de 2021 et du troisième trimestre de 2020

Le total des revenus comptables et ajustés s'est élevé à 7 562 millions de dollars, en hausse de 373 millions, ou de 5 %, par rapport à l'exercice précédent. Après avoir retranché des revenus d'assurance les sinistres, les commissions et les variations des passifs au titre des indemnités (SCVPI) (ce qui correspond aux revenus nets), les revenus comptables et ajustés se sont chiffrés à 6 578 millions, en hausse de 578 millions, ou de 10 %, par rapport à l'an dernier.

Les revenus enregistrés par PE Canada ont augmenté, du fait de la hausse des revenus nets d'intérêts et de l'augmentation des revenus autres que d'intérêts, les revenus inscrits par BMO Gestion de patrimoine ont progressé en raison principalement de l'accroissement des actifs des clients, ce qui comprend le raffermissement des marchés mondiaux, et les revenus affichés par BMO Marchés des capitaux ont progressé, les revenus du secteur Banque d'affaires et services bancaires aux sociétés ayant été plus que compensés par la diminution des revenus inscrits par Marchés mondiaux. Les revenus enregistrés par PE États-Unis ont reculé en raison de l'affaiblissement du dollar américain et ils ont augmenté sur la base de la monnaie d'origine, du fait de la hausse des revenus nets d'intérêts et des revenus autres que d'intérêts. Les revenus inscrits par les Services d'entreprise ont augmenté par rapport à l'an dernier. L'affaiblissement du dollar américain a entraîné un recul du total des revenus de 4 %.

Les revenus nets d'intérêts se sont établis à 3 521 millions de dollars, ce qui représente une baisse de 14 millions par rapport à l'exercice précédent. Déduction faite des revenus de négociation, les revenus nets d'intérêts se sont chiffrés à 3 134 millions, ce qui représente une hausse de 194 millions, ou de 7 %, du fait principalement de l'accroissement des revenus nets d'intérêts de nos Services bancaires PE, des Services d'entreprise et BMO Gestion de patrimoine. La progression des revenus nets d'intérêts de PE États-Unis a été plus que compensée par l'incidence de l'affaiblissement du dollar américain.

L'actif productif moyen s'est établi à 887,2 milliards de dollars, demeurant pratiquement inchangé par rapport à l'an dernier, la hausse de la trésorerie à court terme, l'augmentation des valeurs mobilières et la croissance des prêts ayant été en partie contrebalancés par l'affaiblissement du dollar américain.

La marge nette d'intérêts globale de BMO s'est resserrée de 2 points de base en regard de l'exercice précédent, en raison essentiellement du resserrement des marges de BMO Marchés des capitaux, facteur en partie compensé par l'élargissement des marges de nos Services bancaires PE et de l'incidence des activités de gestion de la trésorerie. Exclusion faite des revenus de négociation, la marge nette d'intérêts s'est élargie de 14 points de base du fait essentiellement de la diminution des soldes des actifs à faible rendement de BMO Marchés des capitaux, de l'élargissement des marges de nos Services bancaires PE et de l'incidence des activités de gestion de la trésorerie.

Les revenus autres que d'intérêts ajustés, déduction faite des SCVPI, se sont chiffrés à 3 057 millions de dollars, en hausse de 592 millions, ou de 24 % par rapport à l'exercice précédent. Exclusion faite des revenus de négociation, les revenus autres que d'intérêts ajustés, déduction faite des SCVPI, se sont établis à 2 922 millions, en hausse de 525 millions, ou de 22 %, ces revenus s'étant accrus dans la plupart des catégories, y compris une hausse des profits sur titres et des commissions de prise ferme et de consultation, en partie contrebalancée par l'affaiblissement du dollar américain.

Le montant brut des revenus d'assurance a diminué de 184 millions de dollars en regard de l'exercice précédent, en raison surtout des variations de la juste valeur des placements, contrebalancées par l'accroissement des ventes de rentes. Le recul des revenus d'assurance a été en partie contrebalancé par les variations des passifs au titre des indemnités, dont l'incidence est prise en compte dans les SCVPI, tel qu'il est indiqué à la page 16. Nous analysons généralement les revenus, déduction faite des SCVPI, compte tenu de la mesure dans laquelle les revenus d'assurance peuvent varier et puisque cette variabilité est grandement atténuée par les SCVPI.

Comparaison du troisième trimestre de 2021 et du deuxième trimestre de 2021

Le total des revenus comptables s'est chiffré à 7 562 millions de dollars, en hausse de 1 486 millions, ou de 24 %, par rapport au trimestre précédent, et le total des revenus ajustés s'est établi à 7 562 millions, en hausse de 1 515 millions, ou de 25 %. Les revenus comptables, déduction faite des SCVPI, se sont établis à 6 578 millions, en hausse de 219 millions, ou de 3 %, et les revenus ajustés, déduction faite des SCVPI, se sont élevés à 6 578 millions, en hausse de 248 millions, ou de 4 %. Les résultats ont subi l'incidence des trois jours de plus qu'a comptés le trimestre considéré et de l'affaiblissement du dollar américain. Les résultats ajustés ne tiennent pas compte du profit net à la vente de nos activités de banque privée à Hong Kong et à Singapour au trimestre précédent.

Les revenus inscrits par PE Canada ont augmenté du fait de la hausse des revenus nets d'intérêts et des revenus autres que d'intérêts, les revenus enregistrés par BMO Marchés des capitaux ont progressé, l'augmentation des revenus du secteur Banque d'affaires et services bancaires aux sociétés ayant été en partie contrebalancée par la diminution des revenus inscrits par Marchés mondiaux, et les revenus inscrits par BMO Gestion de patrimoine ont augmenté, reflétant principalement le regain des marchés mondiaux et la hausse des revenus d'assurance, facteurs en partie compensés par la diminution des revenus de courtage. Les revenus enregistrés par PE États-Unis ont diminué, mais ils sont demeurés pratiquement inchangés sur la base de la monnaie d'origine. Les revenus inscrits par les Services d'entreprise ont progressé en regard du trimestre précédent.

Les revenus nets d'intérêts ont augmenté de 66 millions de dollars, ou de 2 % par rapport au trimestre précédent. En excluant les revenus de négociation, les revenus nets d'intérêts ont augmenté de 128 millions, ou de 4 %, et ils ont progressé dans l'ensemble des groupes d'exploitation, du fait essentiellement de l'incidence des trois jours de plus qu'a comptés le trimestre considéré, facteur compensé par l'affaiblissement du dollar américain.

L'actif productif moyen a reculé de 2,3 milliards de dollars, en raison surtout de l'incidence de l'affaiblissement du dollar américain et de la baisse de la trésorerie à court terme, compensées par la croissance des prêts.

La marge nette d'intérêts globale de BMO s'est resserrée de 2 points de base, en raison principalement de la diminution des revenus de négociation. En excluant les revenus de négociation, la marge nette d'intérêts s'est accrue de 2 points de base, en raison surtout de l'incidence des activités de gestion de la trésorerie.

Les revenus autres que d'intérêts ajustés, déduction faite des SCVPI, se sont chiffrés à 3 057 millions de dollars, en hausse de 182 millions, ou de 6 %, par rapport au trimestre précédent. Exclusion faite des revenus de négociation, les revenus autres que d'intérêts ajustés, déduction faite des SCVPI, ont augmenté de 94 millions, ou de 3 %. Cette hausse est essentiellement attribuable à l'augmentation des profits sur titres, des revenus d'assurance déduction faite des SCVPI, et des frais de gestion de placements et de garde de titres, en partie contrée par la baisse des commissions et droits sur titres, des revenus de change, des revenus autres que de négociation et de l'incidence de l'affaiblissement du dollar américain.

Le montant brut des revenus d'assurance a augmenté de 1 300 millions de dollars en regard du trimestre précédent, en raison des variations de la juste valeur des placements et de l'accroissement des ventes de rentes. L'augmentation des revenus d'assurance a été en grande partie contrebalancée par les variations des SCVPI, tel qu'il est indiqué à la page 16.

Comparaison des neuf premiers mois de 2021 et des neuf premiers mois de 2020

Le total des revenus comptables s'est chiffré à 20 613 millions de dollars, en hausse de 1 413 millions, ou de 7 %, par rapport à celui de l'exercice précédent et le total des revenus ajusté s'est établi à 20 584 millions, en hausse de 1 384 millions, ou de 7 %. Les revenus, déduction faite des SCVPI, se sont établis à 19 311 millions, en hausse de 1 819 millions, ou de 10 %, par rapport à ceux de l'exercice précédent, et les revenus ajustés, déduction faite des SCVPI, se sont établis à 19 282 millions, en hausse de 1 790 millions, ou de 10 %.

Les revenus enregistrés par BMO Marchés des capitaux ont augmenté du fait de la hausse des revenus du secteur Banque d'affaires et services bancaires aux sociétés, les revenus inscrits par BMO Gestion de patrimoine ont progressé en raison essentiellement de l'accroissement des actifs des clients, ce qui inclut le regain des marchés mondiaux, la hausse des revenus d'assurance et la croissance des revenus de courtage en ligne ainsi que de l'incidence d'une provision pour frais juridiques à l'exercice précédent, et les revenus affichés par nos Services bancaires PE ont augmenté en raison surtout de l'augmentation des revenus nets d'intérêts et des revenus autres que d'intérêts, en partie compensée par l'incidence de l'affaiblissement du dollar américain. Les revenus des Services d'entreprise ont augmenté par rapport à l'exercice précédent.

Les revenus nets d'intérêts se sont chiffrés à 10 554 millions de dollars, en hausse de 113 millions, ou de 1 %, par rapport à il y a un an. En excluant les revenus de négociation, les revenus nets d'intérêts, établis à 9 240 millions, ont progressé de 218 millions, ou de 2 %, en raison principalement de la hausse des revenus nets d'intérêts inscrits par nos Services bancaires PE, du fait de la croissance des volumes, par les Services d'entreprise et par BMO Gestion de patrimoine, contrée principalement par l'incidence de l'affaiblissement du dollar américain et le recul des revenus nets d'intérêts enregistrés par BMO Marchés des capitaux.

L'actif productif moyen s'est établi à 890,2 milliards de dollars, en hausse de 44,6 milliards, ou de 5 %, du fait essentiellement de la hausse de la trésorerie à court terme, de l'augmentation des valeurs mobilières et de la croissance des prêts, en partie contrebalancées par l'affaiblissement du dollar américain.

La marge nette d'intérêts globale de BMO a diminué de 6 points de base par rapport à l'exercice précédent, du fait essentiellement de l'augmentation de la trésorerie et de la diminution des revenus nets d'intérêts liés aux activités de négociation, en partie contrées par l'élargissement des marges de nos Services bancaires PE. En excluant les revenus de négociation, la marge nette d'intérêts a diminué de 1 point de base, du fait surtout de l'augmentation des liquidités, en partie contrée par la diminution des soldes des actifs à faible rendement de BMO Marchés des capitaux et les marges plus élevées de nos Services bancaires PE.

Les revenus autres que d'intérêts ajustés, déduction faite des SCVPI, se sont chiffrés à 8 728 millions de dollars, en hausse de 1 677 millions, ou de 24 %, par rapport à l'exercice précédent. Exclusion faite des revenus de négociation, les revenus autres que d'intérêts ajustés, déduction faite des SCVPI, se sont chiffrés à 8 334 millions, en hausse de 1 275 millions, ou de 18 %, en raison des hausses enregistrées dans toutes les catégories, y compris l'augmentation des profits sur titres, des commissions de prise ferme et de consultation, des revenus tirés de prêts, et des revenus tirés des fonds d'investissement, contrebalancées par l'incidence de l'affaiblissement du dollar américain.

Les revenus nets d'intérêts et les revenus autres que d'intérêts sont expliqués en détail dans les états financiers consolidés intermédiaires non audités.

Les résultats ajustés que renferme la présente section qui traite des revenus sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Se reporter à la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

Dotation à la provision pour pertes sur créances

Comparaison du troisième trimestre de 2021 et du troisième trimestre de 2020

Le total du recouvrement de pertes sur créances s'est établi à 70 millions de dollars, comparativement à un total des dotations à la provision pour pertes sur créances de 1 054 millions pour la même période de l'exercice précédent. Le ratio du total du recouvrement de pertes sur créances s'est établi à 6 points de base, comparativement à un ratio du total des dotations à la provision pour pertes sur créances de 89 points de base pour l'exercice précédent. La dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux, établie à 71 millions, a diminué de 375 millions par rapport à 446 millions l'an dernier, en raison, pour l'essentiel, de la baisse des dotations à la provision liée aux prêts pour entreprises enregistrées dans nos Services bancaires PE et BMO Marchés des capitaux. Le ratio de la dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux s'est établi à 6 points de base, contre 38 points de base un an plus tôt. Un recouvrement de pertes sur créances de 141 millions a été enregistré au cours du trimestre à l'étude en regard d'une dotation à la provision de 608 millions enregistrée à l'exercice précédent. Le recouvrement de 141 millions inscrit pour le trimestre à l'étude est imputable à une amélioration des perspectives économiques et à la migration favorable du crédit, en partie contrebalancées par l'incidence d'une conjoncture économique incertaine sur les conditions de crédit futures, ainsi qu'à la croissance des soldes, alors que la dotation à la provision de 608 millions pour l'exercice précédent reflétait l'incidence de la conjoncture extraordinaire et hautement incertaine sur les conditions du crédit, l'économie et la pondération des scénarios.

Comparaison du troisième trimestre de 2021 et du deuxième trimestre de 2021

Le total du recouvrement de pertes sur créances s'est établi à 70 millions de dollars, comparativement à un total des dotations à la provision pour pertes sur créances de 60 millions pour la même période de l'exercice précédent. Le ratio du total du recouvrement de pertes sur créances s'est établi à 6 points de base, comparativement à un ratio du total des dotations à la provision pour pertes sur créances de 5 points de base pour le trimestre précédent. La dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux a diminué de 84 millions en regard du trimestre précédent, en raison, pour l'essentiel, de la baisse des dotations enregistrées pour PE Canada. Le ratio de la dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux s'est établi à 6 points de base, contre 13 points de base pour le trimestre précédent. Un recouvrement de pertes sur créances lié aux prêts productifs de 141 millions a été enregistré au cours du trimestre à l'étude en regard d'un recouvrement de 95 millions enregistré pour le trimestre précédent. La hausse de 46 millions du recouvrement de pertes sur créances liée aux prêts productifs par rapport au trimestre précédent est imputable à une amélioration des perspectives économiques et à la migration favorable du crédit, en partie contrebalancées par l'incidence d'une conjoncture économique incertaine sur les conditions de crédit futures, ainsi qu'à la croissance des soldes, alors que les chiffres du trimestre précédent reflétaient une migration favorable du crédit et une amélioration des perspectives économiques, en partie contrées par un scénario défavorable plus marqué.

Comparaison des neuf premiers mois de 2021 et des neuf premiers mois de 2020

Le total des dotations à la provision pour pertes sur créances s'est chiffré à 146 millions de dollars, en baisse de 2 375 millions par rapport à l'exercice précédent. Le ratio du total des dotations à la provision pour pertes sur créances s'est établi à 4 points de base, comparativement à 72 points de base pour l'exercice précédent. La dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux s'est chiffrée à 441 millions, en baisse de 742 millions par rapport à 1 183 millions pour l'exercice précédent, en raison surtout de la diminution des dotations enregistrées par nos Services bancaires PE et BMO Marchés des capitaux. Le ratio de la dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux s'est établi à 13 points de base, contre 34 points de base pour l'exercice précédent. Un recouvrement de pertes sur créances lié aux prêts productifs de 295 millions a été enregistré pour l'exercice à l'étude, comparativement à la dotation de 1 338 millions pour l'exercice précédent. Le recouvrement de 295 millions pour l'exercice courant reflète principalement l'amélioration des perspectives économiques et la migration favorable du crédit, en partie contrebalancées par l'incidence de la conjoncture incertaine sur les conditions du crédit futures, dont l'adoption d'une pondération des scénarios défavorables plus élevée au premier trimestre de l'exercice courant, et un scénario défavorable plus marqué au deuxième trimestre. La dotation à la provision de 1 338 millions inscrite à l'exercice précédent reflétait principalement l'assombrissement des perspectives économiques au deuxième trimestre et une augmentation de la pondération des scénarios défavorables au troisième trimestre.

Dotation à la provision pour pertes sur créances par groupe d'exploitation

(en millions de dollars canadiens)	PE Canada	PE États-Unis	Total PE	BMO Gestion de patrimoine	BMO Marchés des capitaux	Services d'entreprise	Total de la Banque
T3-2021							
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts douteux	101	(9)	92	-	(19)	(2)	71
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts productifs	(7)	(53)	(60)	(2)	(75)	(4)	(141)
Total des dotations à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances	94	(62)	32	(2)	(94)	(6)	(70)
T2-2021							
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts douteux	154	6	160	1	(6)	-	155
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts productifs	(13)	(29)	(42)	(4)	(49)	-	(95)
Total des dotations à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances	141	(23)	118	(3)	(55)	-	60
T3-2020							
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts douteux	257	109	366	1	79	-	446
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts productifs	313	223	536	7	58	7	608
Total des dotations à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances	570	332	902	8	137	7	1 054
Cumul 2021							
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts douteux	404	17	421	3	20	(3)	441
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts productifs	(22)	(133)	(155)	(10)	(126)	(4)	(295)
Total des dotations à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances	382	(116)	266	(7)	(106)	(7)	146
Cumul 2020							
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts douteux	607	365	972	4	205	2	1 183
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts productifs	612	315	927	13	390	8	1 338
Total des dotations à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances	1 219	680	1 899	17	595	10	2 521

Certains chiffres des périodes précédentes ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour la période à l'étude.

Ratios de rendement des dotations à la provision pour pertes sur créances

	T3-2021	T2-2021	T3-2020	Cumul 2021	Cumul 2020
Ratio du total des dotations à la provision pour pertes sur créances au solde moyen net des prêts (annualisé) (%)	(0,06)	0,05	0,89	0,04	0,72
Ratio de la dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux au solde moyen net des prêts et acceptations (annualisé) (%)	0,06	0,13	0,38	0,13	0,34

Certains chiffres des périodes précédentes ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour la période à l'étude.

Prêts douteux

Le solde brut des prêts douteux (SBPD) s'est élevé à 2 430 millions de dollars, comparativement à 4 413 millions pour l'exercice précédent, la plus forte baisse des prêts douteux étant attribuable au secteur pétrolier et gazier. Le SBPD a diminué de 570 millions par rapport à 3 000 millions pour le trimestre précédent.

Les facteurs ayant contribué à la variation du SBPD sont indiqués dans le tableau ci-après. Les prêts qui ont été classés dans les prêts douteux au cours du trimestre ont totalisé 390 millions de dollars, comparativement à 1 760 millions un an plus tôt et à 425 millions pour le trimestre précédent.

Variations du solde brut des prêts douteux (SBPD) ¹⁾ et acceptations douteuses

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T3-2021	T2-2021	T3-2020	Cumul 2021	Cumul 2020
SBPD à l'ouverture de la période	3 000	3 442	3 645	3 638	2 629
Prêts classés dans les prêts douteux durant la période	390	425	1 760	1 480	3 987
Prêts reclassés dans les prêts en règle durant la période	(293)	(193)	(113)	(668)	(424)
Remboursements, montant net	(488)	(459)	(409)	(1 349)	(1 005)
Montants sortis du bilan	(159)	(140)	(384)	(478)	(773)
Recouvrements de prêts et d'avances déjà sortis du bilan	-	-	-	-	-
Cessions de prêts	(47)	-	-	(61)	(17)
Fluctuations des cours de change et autres variations	27	(75)	(86)	(132)	16
SBPD à la clôture de la période	2 430	3 000	4 413	2 430	4 413
Ratio du SBPD au solde brut des prêts et acceptations (%)	0,51	0,65	0,94	0,51	0,94

1) Le SBPD ne tient pas compte des prêts douteux qui ont été acquis.

Certains chiffres des périodes précédentes ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour la période à l'étude.

Sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités

Les sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités (SCVPI) se sont établis à 984 millions de dollars, en baisse de 205 millions par rapport à l'exercice précédent. Les résultats ont reculé, en raison essentiellement de l'augmentation des variations de la juste valeur des passifs au titre des indemnités. Les SCVPI ont augmenté de 1 267 millions par rapport au trimestre précédent, du fait de variations de la juste valeur des passifs au titre des indemnités. Les variations ont été contrebalancées en grande partie par les revenus.

Charges autres que d'intérêts

Les charges autres que d'intérêts comptables se sont établies à 3 684 millions de dollars, en hausse de 240 millions, ou de 7 %, par rapport à l'exercice précédent, et les charges autres que d'intérêts ajustées se sont chiffrées à 3 662 millions, en hausse de 255 millions, ou de 8 %. La hausse des charges autres que d'intérêts ajustées s'explique principalement par l'augmentation de la rémunération liée au rendement, des coûts liés au matériel informatique et au matériel, et des frais de déplacement et d'expansion des affaires, en partie compensée par l'incidence de l'affaiblissement du dollar américain qui a entraîné une baisse des charges de 4 %.

Les charges autres que d'intérêts comptables ont diminué de 725 millions de dollars par rapport au trimestre précédent, en raison principalement de l'incidence des dessaisissements, y compris une réduction de valeur de l'écart d'acquisition de 747 millions pour le trimestre précédent et une baisse des coûts liés aux dessaisissements. Les charges autres que d'intérêts ajustées ont progressé de 79 millions, ou de 2 %, en raison essentiellement de la hausse des frais liés au personnel, y compris l'incidence des trois jours de plus qu'a comptés le trimestre à l'étude, en partie contrée par l'affaiblissement du dollar américain.

Les charges autres que d'intérêts comptables pour la période de neuf mois à l'étude se sont chiffrées à 11 706 millions de dollars, en hausse de 1 077 millions, ou de 10 %, par rapport à il y a un an, en raison essentiellement de l'incidence des dessaisissements, et les charges autres que d'intérêts ajustées se sont établies à 10 830 millions, en hausse de 303 millions, ou de 3 %. Cette hausse s'explique principalement par l'accroissement de la rémunération liée au rendement et la hausse des frais de bureau et de matériel, en partie compensés par l'incidence de l'affaiblissement du dollar américain qui a entraîné une baisse des charges de 3 %.

Sur la base des revenus nets, le levier d'exploitation comptable a été de +2,6 %, comparativement à +2,1 % pour le levier d'exploitation ajusté. Sur la base des revenus nets, le levier d'exploitation ajusté s'est établi à +7,3 % pour la période de neuf mois à l'étude.

Le ratio d'efficacité comptable s'est établi à 48,7 %, comparativement à 47,9 % pour l'exercice précédent, et, sur la base des revenus nets, il s'est situé à 56,0 %, contre 57,4 % l'an dernier. Le ratio d'efficacité ajusté, sur la base des revenus nets, s'est établi à 55,7 %, comparativement à 56,8 % un an plus tôt. Sur la base des revenus nets, le ratio d'efficacité ajusté pour la période de neuf mois à l'étude s'est situé à 56,2 %, comparativement à 60,2 % pour l'exercice précédent.

Les états financiers consolidés intermédiaires non audités donnent plus de détails sur les charges autres que d'intérêts.

Les résultats ajustés que renferme la présente section qui traite des charges autres que d'intérêts sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Il y a lieu de se reporter à la section Mesures non conformes aux PCGR.

Impôts sur le résultat

La charge d'impôts sur le résultat s'est établie à 689 millions de dollars, ce qui représente une hausse de 419 millions par rapport au troisième trimestre de 2020 et une hausse de 102 millions par rapport au deuxième trimestre de 2021. Le taux d'impôt effectif a été de 23,2 % pour le trimestre à l'étude, comparativement à 18,0 % pour le troisième trimestre de 2020 et à 31,1 % pour le deuxième trimestre de 2021.

Après ajustement, la charge d'impôts sur le résultat s'est chiffrée à 694 millions de dollars, ce qui représente une hausse de 414 millions par rapport au troisième trimestre de 2020 et une hausse de 102 millions par rapport au deuxième trimestre de 2021. Le taux d'impôt effectif ajusté a été de 23,2 % pour le trimestre à l'étude, contre 18,2 % pour le troisième trimestre de 2020 et 22,1 % pour le deuxième trimestre de 2021. La variation du taux d'impôt effectif comptable pour le trimestre à l'étude en regard de celui du troisième trimestre de 2020 est principalement attribuable à la composition des résultats, y compris l'incidence d'un recul du bénéfice avant impôts pour l'exercice précédent, et la variation par rapport au trimestre précédent est principalement attribuable à la réduction de valeur de l'écart d'acquisition en lien avec la vente annoncée de nos activités de gestion d'actifs en Europe, au Moyen-Orient et en Afrique au deuxième trimestre de 2021. La variation du taux d'impôt effectif ajusté pour le trimestre à l'étude en regard de celui du troisième trimestre de 2020 est principalement attribuable à la composition des résultats, dont l'incidence d'une diminution du bénéfice avant impôts au cours de l'exercice précédent.

Les résultats ajustés que renferme la présente section qui traite des impôts sur le résultat sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Il y a lieu de se reporter à la section Mesures non conformes aux PCGR.

Bilan

(en millions de dollars canadiens)

	Au 31 juillet 2021	Au 31 octobre 2020
Actifs		
Trésorerie et dépôts productifs d'intérêts à d'autres banques	92 618	66 443
Valeurs mobilières	230 776	234 260
Titres pris en pension ou empruntés	104 738	111 878
Solde net des prêts et acceptations	469 879	460 913
Instruments dérivés	36 331	36 815
Autres actifs	37 016	38 952
Total des actifs	971 358	949 261
Passifs et capitaux propres		
Dépôts	680 553	659 034
Instruments dérivés	29 167	30 375
Titres mis en pension ou prêtés	92 990	88 658
Autres passifs	103 979	106 185
Dette subordonnée	6 973	8 416
Capitaux propres	57 696	56 593
Total des passifs et des capitaux propres	971 358	949 261

Certains chiffres des périodes précédentes ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour la période à l'étude.

Au 31 juillet 2021, le total des actifs atteignait 971,4 milliards de dollars, en hausse de 22,1 milliards en regard du 31 octobre 2020. L'affaiblissement du dollar américain a conduit à une diminution des actifs de 27,3 milliards, compte non tenu de son incidence sur les actifs financiers dérivés.

La trésorerie et les équivalents de trésorerie ainsi que les dépôts productifs d'intérêts à d'autres banques ont progressé de 26,2 milliards de dollars, en raison de la hausse des soldes détenus auprès des banques centrales, ce qui s'explique par la croissance des dépôts de clients supérieure à celle des prêts et par les activités de gestion de la trésorerie des Services d'entreprise, facteurs contrés en partie par l'incidence de l'affaiblissement du dollar américain.

Les titres ont diminué de 3,5 milliards de dollars, du fait de l'affaiblissement du dollar américain et des activités de gestion de trésorerie des Services d'entreprise, en partie contrés par l'augmentation des activités menées pour les clients de BMO Marchés des capitaux.

Les titres pris en pension ou empruntés ont diminué de 7,1 milliards de dollars, grâce aux activités de gestion de trésorerie des Services d'entreprise et à l'incidence de l'affaiblissement du dollar américain, en partie contrées par l'intensification des activités menées pour les clients de BMO Marchés des capitaux.

Le solde net des prêts et acceptations a progressé de 9,0 milliards de dollars. Les prêts et acceptations aux entreprises et aux administrations publiques ont diminué de 3,0 milliards, du fait surtout de l'incidence de l'affaiblissement du dollar américain et de la baisse des soldes détenus de BMO Marchés des capitaux en raison surtout de la diminution des soldes du portefeuille de titres du secteur de l'énergie non canadien, en partie contrée par la croissance enregistrée par nos Services bancaires PE. Les prêts hypothécaires à l'habitation ont augmenté de 7,3 milliards du fait de la croissance enregistrée par PE Canada, compensée en partie par des soldes moins élevés de PE États-Unis, y compris l'incidence de l'affaiblissement du dollar américain. Les prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers ont progressé de 4,9 milliards en raison de la croissance enregistrée par nos Services bancaires PE et par BMO Gestion de patrimoine, en partie compensée par l'incidence de l'affaiblissement du dollar américain.

Les actifs financiers dérivés ont diminué de 0,5 milliard de dollars, en raison de la diminution de la juste valeur des contrats sur taux d'intérêt et sur titres de participation, en grande partie contrée par l'augmentation de la juste valeur des contrats de change et des contrats sur produits de base.

Les autres actifs ont baissé de 1,9 milliard de dollars en raison de l'incidence de l'affaiblissement du dollar américain et de la réduction de valeur pour dépréciation de l'écart d'acquisition en lien avec la vente annoncée de nos activités de gestion d'actifs en Europe, au Moyen-Orient et en Afrique.

Les passifs ont augmenté de 21,0 milliards de dollars depuis le 31 octobre 2020. L'affaiblissement du dollar américain a contribué à la baisse des passifs de l'ordre de 25,3 milliards, compte non tenu de son incidence sur les passifs financiers dérivés.

Les dépôts ont augmenté de 21,5 milliards de dollars en raison principalement de l'accroissement des dépôts des clients dans l'ensemble des groupes d'exploitation, en partie contré par l'incidence de l'affaiblissement du dollar américain.

Les passifs financiers dérivés ont diminué de 1,2 milliard de dollars, du fait de la baisse de la juste valeur des contrats sur taux d'intérêt et sur produits de base, en partie contrée par la hausse de la juste valeur des contrats de change et des contrats sur titres de participation.

Les titres mis en pension ou prêtés ont augmenté de 4,3 milliards de dollars, en raison de l'intensification des activités menées pour les clients de BMO Marchés des capitaux, en partie compensée par l'incidence de l'affaiblissement du dollar américain et de l'arrivée à échéance du financement aux termes d'un mécanisme de pension sur titres auprès de la Banque du Canada.

Les autres passifs ont diminué de 2,2 milliards de dollars du fait essentiellement de la diminution du financement garanti et de l'incidence de l'affaiblissement du dollar américain, en partie compensées par l'augmentation des sûretés en trésorerie reçues à l'égard des transactions sur dérivés hors cote et la hausse des acceptations.

La dette subordonnée a reculé de 1,4 milliard de dollars en raison essentiellement des rachats, compte non tenu des nouvelles émissions au cours de l'exercice considéré.

Les capitaux propres ont augmenté de 1,1 milliard de dollars en regard du 31 octobre 2020, du fait surtout de la hausse des résultats non distribués, neutralisée en partie par une baisse du cumul des autres éléments du résultat global et par le recul des actions privilégiées et des autres instruments de capitaux propres. Les résultats non distribués ont progressé de 3,3 milliards du fait du bénéfice net gagné pendant l'exercice à l'étude, ce qui a été atténué en partie par les dividendes et les distributions sur les autres instruments de capitaux propres. Le cumul des autres éléments du résultat global a diminué de 1,7 milliard, en raison principalement de l'incidence de l'affaiblissement du dollar américain sur la conversion d'investissements nets dans des établissements à l'étranger ainsi que de l'incidence de la hausse des taux d'intérêt sur les couvertures des flux de trésorerie, en partie contrées par une augmentation des régimes de retraite et d'autres avantages futurs du personnel attribuable à la hausse de la valeur des actifs des régimes de retraite et d'autres avantages futurs du personnel et à l'incidence de la hausse des taux d'intérêt sur le passif au titre des régimes de retraite. Les actions privilégiées et autres instruments de capitaux propres ont diminué de 0,8 milliard, en raison des rachats qui ont été effectués au cours de l'exercice.

Les obligations contractuelles par année d'échéance sont décrites à la page 48 du présent document.

Gestion du capital

BMO continue de gérer son capital conformément au cadre décrit à la page 63 du Rapport annuel de BMO pour 2020.

Analyse des fonds propres réglementaires du troisième trimestre de 2021

Le ratio des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires de BMO s'établissait à 13,4 % au 31 juillet 2021, en hausse par rapport aux 13,0 % enregistrés à la fin du deuxième trimestre de l'exercice 2021, en raison de la croissance des résultats non distribués.

Les fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires se situaient à 43,3 milliards de dollars au 31 juillet 2021, en hausse par rapport à 41,4 milliards au 30 avril 2021, en raison principalement de la croissance des résultats non distribués et de l'incidence des fluctuations de change.

Les actifs pondérés en fonction des risques se chiffraient à 322,5 milliards de dollars au 31 juillet 2021, en hausse par rapport à 319,8 milliards au 30 avril 2021, du fait essentiellement de l'augmentation de la taille des actifs, de l'incidence des fluctuations de change et des exigences de fonds propres accrues au titre du risque de marché découlant de la levée des mesures liées à la réduction temporaire du multiplicateur de la valeur à risque (VaR) en période de tension, facteurs en partie contrés par les changements apportés à la qualité des actifs.

Le ratio des fonds propres de catégorie 1 et le ratio du total des fonds propres se situaient respectivement à 15,1 % et à 17,4 % au 31 juillet 2021, comparativement à 14,8 % et à 16,7 %, respectivement, au 30 avril 2021. Le ratio des fonds propres de catégorie 1 a augmenté par rapport à ceux du trimestre précédent, en raison surtout des facteurs ayant eu une incidence sur les fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires, en partie contrés par le rachat annoncé des actions privilégiées. Le ratio du total des fonds propres a augmenté en raison des facteurs ayant eu une incidence sur le ratio des fonds propres de catégorie 1 et d'une émission de billets subordonnés.

L'incidence des fluctuations de change sur les ratios de fonds propres a été essentiellement contrebalancée. Les investissements de BMO dans ses établissements à l'étranger sont essentiellement libellés en dollars américains et l'incidence de la conversion des actifs pondérés en fonction des risques et des déductions des fonds propres libellés en dollars américains peut faire varier les ratios des fonds propres. Nous pourrions gérer l'incidence qu'ont les variations des cours de change sur nos ratios de fonds propres, et c'est ce que nous avons fait au cours du trimestre à l'étude. De telles activités pourraient également se répercuter sur notre valeur comptable et sur notre rendement des capitaux propres.

Le ratio de levier de BMO se situait à 5,0 % au 31 juillet 2021, en baisse par rapport à 5,1 % à la fin du deuxième trimestre de l'exercice 2021, en raison principalement de l'accroissement de l'exposition aux fins du ratio de levier, en partie contrebalancé par la hausse des fonds propres de catégorie 1.

Évolution des exigences en matière de fonds propres réglementaires

Le 12 août 2021, le Bureau du surintendant des institutions financières (BSIF) a confirmé que la disposition permettant l'exclusion temporaire des titres d'émetteurs souverains dans la mesure de l'exposition aux fins du ratio de levier des institutions de dépôt (ID) prendra fin le 31 décembre 2021. Les réserves des banques centrales continueront d'être exclues.

Dans la foulée de la consultation ciblée entreprise le 18 mars 2021 dans le cadre des réformes de Bâle III, lesquelles proposaient la mise en œuvre progressive sur une période de trois ans d'un coefficient de plancher de fonds propres et d'un ratio de levier applicable aux banques d'importance systémique intérieure (BIS), le 18 juin 2021, le BSIF a lancé une consultation ciblée portant sur les modifications réglementaires qu'il propose d'apporter au traitement du rajustement de la valeur de crédit (RVC) et de la couverture du risque de marché d'autres ajustements de valorisation.

Le 17 juin 2021, le BSIF a annoncé que la réserve pour stabilité intérieure augmenterait, pour passer de 1,0 % à 2,5 % à compter du 31 octobre 2021. Cette augmentation reflète l'évaluation du BSIF selon laquelle les principales vulnérabilités, comme les niveaux d'endettement des ménages et des entreprises, demeurent élevées et, dans certains cas, ont augmenté depuis mars 2020, alors que les perturbations de l'économie et des marchés découlant de la pandémie de COVID-19 se sont atténuées et que les niveaux de fonds propres des banques ont été résilients.

Avec prise d'effet le 1^{er} mai 2021, le multiplicateur de la valeur à risque (VaR) en période de tension, aux fins du calcul des exigences de fonds propres au titre du risque de marché, qui avait temporairement été ramené à une valeur minimale de un, a été rétabli à la valeur minimale de trois qui était en vigueur avant la pandémie.

Le 27 janvier 2021, le BSIF a avisé les ID que les prêts consentis aux entreprises dans le cadre du Programme de crédit pour les secteurs très touchés (PCSTT) du gouvernement du Canada pourraient être traités comme un risque pour le gouvernement. Les ID doivent inclure le montant intégral du prêt dans le calcul de leur ratio de levier.

Le 14 décembre 2020, le BSIF a annoncé que, bien que les restrictions d'augmenter les dividendes réguliers soient maintenues, il peut y avoir des exceptions extraordinaires au versement non récurrent de dividendes supplémentaires ou irréguliers, les distributions de capital à un groupe restreint étant inappropriées.

Il y a lieu de se reporter à la section Gestion globale du capital, aux pages 63 à 70 du Rapport annuel de BMO pour 2020 pour obtenir un sommaire des modifications apportées aux exigences en matière de fonds propres que le BSIF a annoncées en 2020 visant à faire face à la perturbation des marchés causée par la pandémie de COVID-19. En ce qui concerne les ajustements de nature temporaire, le BSIF continuera de surveiller étroitement les perspectives économiques et financières et de fournir des lignes directrices concernant l'allègement des modifications.

Fonds propres réglementaires

Les exigences en matière de fonds propres réglementaires pour BMO sont déterminées selon la ligne directrice Normes de fonds propres (NFP) établie par le BSIF, en fonction des normes de fonds propres établies par le Comité de Bâle sur le contrôle bancaire. Pour des renseignements plus détaillés à ce sujet, il y a lieu de se reporter à la section Gestion globale du capital, aux pages 63 à 70 du Rapport annuel de BMO pour 2020.

Les exigences du BSIF en matière de fonds propres sont résumées dans le tableau ci-après.

(en pourcentage de l'actif moyen pondéré en fonction des risques ou de l'exposition aux fins du ratio de levier)	Exigences de fonds propres minimales	Réserve de fonds propres au titre du premier pilier 1)	Réserve pour stabilité intérieure 2)	Exigences du BSIF en matière de fonds propres, y compris les réserves de fonds propres	Ratio de fonds propres et ratio de levier de BMO au 31 juillet 2021
Ratio des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires	4,5 %	3,5 %	1,0 %	9,0 %	13,4 %
Ratio des fonds propres de catégorie 1	6,0 %	3,5 %	1,0 %	10,5 %	15,1 %
Ratio du total des fonds propres	8,0 %	3,5 %	1,0 %	12,5 %	17,4 %
Ratio de levier	3,0 %	s. o.	s. o.	3,0 %	5,0 %

1) Le ratio minimal des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires, qui est de 4,5 %, s'accroît des réserves de fonds propres au titre du premier pilier, qui sont de 3,5 % et qui peuvent absorber les pertes en situation de crise. Les réserves de fonds propres au titre du premier pilier comprennent une réserve de conservation des fonds propres de 2,5 %, un supplément de fonds propres sous forme d'actions ordinaires applicable aux banques d'importance systémique intérieure (BIS) de 1,0 % et la réserve contracyclique telle qu'elle est stipulée par le BSIF (dont l'importance a été négligeable au troisième trimestre de 2021). Si les ratios des fonds propres d'une banque tombent dans les limites de cette réserve combinée, des restrictions lui seront imposées à l'égard de ses distributions discrétionnaires à même le résultat (aux fins notamment des dividendes, des rachats d'actions et de la rémunération discrétionnaire), l'ampleur de ces restrictions variant alors selon la position des ratios de la Banque à l'intérieur des limites de la réserve.

2) Le BSIF exige des BIS qu'elles constituent une réserve pour stabilité intérieure au titre des risques associés aux vulnérabilités systémiques dont il est question dans le deuxième pilier. Cette réserve, qui peut varier de 0 % à 2,5 % du total des actifs pondérés en fonction des risques, est présentement établie à 1,0 %, et elle augmentera à 2,5 % au 31 octobre 2021. Une banque qui manque à ses obligations relatives à la réserve pour stabilité intérieure ne se voit pas automatiquement assujettie à des limites de distribution de fonds propres.

s. o. - sans objet

Aux termes du régime de recapitalisation interne des banques du Canada, les titres d'emprunt de premier rang admissibles émis le 23 septembre 2018 ou après cette date sont assujettis aux exigences sur la conversion aux fins de recapitalisation interne. La Société d'assurance-dépôts du Canada a le pouvoir de convertir des créances admissibles à la recapitalisation interne en actions ordinaires. Cette exigence prévue par la loi s'étend aux titres de fonds propres d'urgence en cas de non-viabilité (FPUNV), qui doivent être intégralement convertis avant la conversion des créances admissibles à la recapitalisation interne. Les exigences minimales prospectives relatives au ratio TLAC étaient les suivantes : ratio TLAC fondé sur les risques de 24,0 % des actifs pondérés en fonction des risques, comprenant une réserve pour stabilité intérieure de 2,5 %, et ratio de levier TLAC de 6,75 %. La Banque prévoit être en mesure de satisfaire ces exigences lorsqu'elles entreront en vigueur le 1^{er} novembre 2021. Au 31 juillet 2021, le ratio de TLAC était de 26,1 % et le ratio de levier TLAC de 8,7 %.

Fonds propres réglementaires

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T3-2021	T2-2021	T4-2020
Montant brut des fonds propres sous forme d'actions ordinaires 1)	51 848	49 666	49 995
Ajustements réglementaires appliqués aux fonds propres sous forme d'actions ordinaires	(8 499)	(8 251)	(9 918)
Fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires	43 349	41 415	40 077
Fonds propres de catégorie 1 supplémentaires admissibles 2)	5 558	5 848	5 848
Ajustements réglementaires appliqués aux fonds propres de catégorie 1	(81)	(83)	(85)
Fonds propres de catégorie 1 supplémentaires	5 477	5 765	5 763
Fonds propres de catégorie 1 (fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires et fonds propres de catégorie 1 supplémentaires)	48 826	47 180	45 840
Fonds propres de catégorie 2 admissibles 3)	7 428	6 372	8 874
Ajustements réglementaires appliqués aux fonds propres de catégorie 2	(51)	(69)	(53)
Fonds propres de catégorie 2	7 377	6 303	8 821
Total des fonds propres (fonds propres de catégorie 1 et 2)	56 203	53 483	54 661
Actifs pondérés en fonction des risques 4)	322 529	319 802	336 607
Exposition aux fins du ratio de levier	969 824	926 323	953 640
Ratios des fonds propres (%)			
Ratio des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires	13,4	13,0	11,9
Ratio des fonds propres de catégorie 1	15,1	14,8	13,6
Ratio du total des fonds propres	17,4	16,7	16,2
Ratio de levier	5,0	5,1	4,8

1) Le montant brut des fonds propres sous forme d'actions ordinaires comprend les actions ordinaires admissibles qui ont été émises, les résultats non distribués, le cumul des autres éléments du résultat global et les actions ordinaires admissibles émises par les filiales.

2) Les fonds propres de catégorie 1 supplémentaires admissibles comprennent les instruments de catégorie 1 supplémentaires admissibles émis directement ou indirectement.

3) Les fonds propres de catégorie 2 admissibles comprennent les débentures subordonnées et peuvent comprendre une partie des dotations à la provision pour pertes sur créances attendues.

4) Les institutions qui utilisent les approches de mesures avancées pour le risque de crédit ou le risque opérationnel sont assujetties à un plancher de fonds propres, tel que le prescrit la ligne directrice NFP du BSIF.

Actions en circulation et titres convertibles en actions ordinaires ¹⁾

Au 31 juillet 2021	Nombre d'actions ou montant en dollars (en millions)
Actions ordinaires ²⁾	648,1
Actions privilégiées de catégorie B	
Série 25	236 \$
Série 26	54 \$
Série 27*	500 \$
Série 29*	400 \$
Série 31*	300 \$
Série 33*	200 \$
Série 38*	600 \$
Série 40*	500 \$
Série 42*	400 \$
Série 44*	400 \$
Série 46*	350 \$
Autres instruments de capitaux propres*	
Billets subordonnés à 4,8 % aux termes des fonds propres de catégorie 1 supplémentaires	500 \$ US
Billets avec remboursement de capital à recours limité, série 1 à 4,3 %	1 250 \$
Billets à moyen terme*	
Série I – tranche 2	850 \$
Billets subordonnés à 3,803 % échéant en 2032	1 250 \$ US
Billets subordonnés à 4,338 % échéant en 2028	850 \$ US
Série J – tranche 1	1 000 \$
Série J – tranche 2	1 250 \$
Série K – tranche 1	1 000 \$
Options sur actions	
Droits acquis	2,9
Droits non acquis	3,2

* Convertible en actions ordinaires. Les billets avec remboursement de capital à recours limité sont convertibles en actions ordinaires en vertu du recours aux actions privilégiées, série 48, d'un montant de 1 250 millions de dollars émises en même temps que les billets avec remboursement de capital à recours limité, qui comprennent actuellement les actifs détenus dans une fiducie à recours limité.

- 1) Des détails sur les billets à moyen terme sont présentés à la note 15 afférente aux états financiers consolidés audités, à la page 183 du Rapport annuel de BMO pour 2020. La note 5 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires non audités et la note 16 afférente aux états financiers consolidés annuels audités, à la page 184 du Rapport annuel de BMO pour 2020, traitent en détail du capital social et des autres instruments de capitaux propres.
- 2) Le nombre d'actions ordinaires est présenté déduction faite de 222 652 actions propres.

Autres faits nouveaux touchant le capital

Au cours du trimestre à l'étude, 503 580 actions ordinaires ont été émises aux termes de l'exercice d'options sur actions.

Le 22 juillet 2021, nous avons émis pour un montant de 1 000 millions de dollars de billets subordonnés FPUNV, à 1,928 %, par voie de notre programme de billets à moyen terme canadien. Ces titres, soit des billets à moyen terme – série K, tranche 1, étoient le 22 juillet 2031, et sont remboursables en tout temps à compter du 22 juillet 2026, sous réserve de l'approbation préalable du BSIF.

Le 16 juillet 2021, nous avons fait part de notre intention de racheter la totalité de nos 9,4 millions d'actions privilégiées de catégorie B à taux rajusté tous les cinq ans et à dividende non cumulatif – série 25, en circulation, et de nos 2,2 millions d'actions privilégiées de catégorie B à dividende non cumulatif et à taux variable – série 26, en circulation, pour un total global de 290 millions de dollars.

Le 1^{er} juin 2021, nous avons racheté la totalité de nos débentures subordonnées en circulation pour un montant de 1 250 millions de dollars, nos billets à moyen terme – série I, tranche 1 (FPUNV), à la valeur nominale en tenant compte des intérêts courus et impayés jusqu'à la date de remboursement, mais exclusion faite de celle-ci.

Le 8 décembre 2020, nous avons racheté la totalité de nos débentures subordonnées en circulation pour un montant de 1 000 millions de dollars, nos billets à moyen terme – série H, tranche 2 (FPUNV), à la valeur nominale en tenant compte des intérêts courus et impayés jusqu'à leur date de remboursement, mais exclusion faite de celle-ci.

Le 25 novembre 2020, nous avons racheté la totalité de nos 6 millions d'actions privilégiées perpétuelles de catégorie B à dividende non cumulatif – série 35 (FPUNV) émises et en circulation pour un montant total de 156 millions de dollars de même que l'intégralité de nos 600 000 actions privilégiées de catégorie B à taux rajusté tous les cinq ans et à dividende non cumulatif – série 36 (FPUNV) pour un montant total de 600 millions.

Advenant le cas où se produirait un événement déclencheur de FPUNV, nos instruments compris dans les FPUNV seraient convertis en actions ordinaires de BMO selon une formule de conversion automatique à un prix de conversion correspondant au plus élevé des montants suivants : i) un prix plancher de 5,00 \$ et ii) le cours du marché de nos actions ordinaires à la date de l'événement déclencheur (calculé selon un prix moyen pondéré sur 10 jours). Selon un prix plancher de 5,00 \$, ces instruments de capital compris dans les FPUNV seraient convertis en environ 3,2 milliards d'actions ordinaires de BMO, dans l'hypothèse où il n'y aurait ni intérêts courus ni dividendes déclarés et impayés.

Dividendes

Le 24 août 2021, BMO a annoncé que le Conseil d'administration avait déclaré un dividende trimestriel sur les actions ordinaires de 1,06 \$ par action, soit le même montant que pour le trimestre précédent et l'exercice précédent. Le dividende doit être versé le 26 novembre 2021 aux actionnaires inscrits le 1^{er} novembre 2021. En mars 2020, le BSIF a indiqué s'attendre à ce que les institutions financières réglementées par le gouvernement fédéral interrompent le processus d'augmentation des dividendes et cette mesure est maintenue jusqu'à nouvel ordre. Les détenteurs d'actions ordinaires pourront choisir de réinvestir leurs dividendes en trésorerie dans des actions ordinaires de BMO, conformément au régime de réinvestissement de dividendes et d'achat d'actions destiné aux actionnaires. Jusqu'à avis contraire, les actions ordinaires additionnelles seront achetées sur le marché libre.

Aux fins de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada) et de toute autre loi provinciale ou territoriale similaire, et à moins d'indication contraire, BMO désigne tous les dividendes versés ou jugés comme ayant été versés sur ses actions ordinaires et privilégiées comme étant des « dividendes admissibles ».

Mise en garde

La section précédente qui traite de la gestion du capital renferme des déclarations prospectives. Il y a lieu de se reporter à la mise en garde concernant les déclarations prospectives.

Analyse des résultats des groupes d'exploitation

Mode de présentation des résultats des groupes d'exploitation

Les sections ci-après présentent une analyse des résultats financiers de chacun des groupes d'exploitation pour le troisième trimestre de 2021. Se reporter également à la section Gestion des risques débutant à la page 40 du présent document ainsi qu'à la section Gestion globale des risques débutant à la page 73 du Rapport annuel de BMO pour 2020.

De temps à autre, il arrive que certains secteurs d'activité et certaines unités sous-jacentes soient transférés d'un groupe client à un groupe de soutien des Services d'entreprise ou l'inverse afin d'harmoniser plus étroitement la structure organisationnelle de BMO et ses priorités stratégiques. De plus, les ventilations des revenus, des dotations à la provision pour pertes sur créances et des charges sont actualisées afin de mieux refléter les circonstances.

À l'instar des membres de notre groupe de référence, BMO analyse ses revenus consolidés à partir des revenus calculés selon les PCGR figurant dans ses états financiers consolidés plutôt que sur une base d'imposition comparable (bic). Comme plusieurs autres banques, BMO analyse les revenus de ses groupes d'exploitation sur une bic. Les revenus et la charge d'impôts sur le résultat relativement aux titres exonérés d'impôts sont augmentés à un montant équivalent avant impôts afin de faciliter la comparaison du bénéfice sur le plan des sources imposables et de celles qui ne le sont pas. La compensation des ajustements sur une bic des groupes est reflétée dans les revenus et la charge d'impôts sur le résultat des Services d'entreprise.

Services bancaires Particuliers et entreprises (Services bancaires PE)

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	T3-2021	T2-2021	T3-2020	Cumul 2021	Cumul 2020
Revenus nets d'intérêts (bic)	2 708	2 636	2 616	8 043	7 848
Revenus autres que d'intérêts	885	873	745	2 568	2 355
Total des revenus (bic)	3 593	3 509	3 361	10 611	10 203
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts douteux	92	160	366	421	972
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts productifs	(60)	(42)	536	(155)	927
Total des dotations à la provision pour pertes sur créances	32	118	902	266	1 899
Charges autres que d'intérêts	1 735	1 652	1 713	5 026	5 254
Bénéfice avant impôts sur le résultat	1 826	1 739	746	5 319	3 050
Charge d'impôts sur le résultat (bic)	458	433	164	1 326	717
Bénéfice net comptable	1 368	1 306	582	3 993	2 333
Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions 1)	6	6	10	19	31
Bénéfice net ajusté	1 374	1 312	592	4 012	2 364
Croissance du bénéfice net (%)	134,8	86,6	(42,8)	71,1	(25,5)
Croissance du bénéfice net ajusté (%)	131,7	84,7	(42,4)	69,7	(25,3)
Croissance des revenus (%)	6,9	3,1	(1,4)	4,0	2,8
Croissance des charges autres que d'intérêts (%)	1,3	(7,8)	(2,9)	(4,3)	0,9
Croissance des charges autres que d'intérêts ajustées (%)	1,6	(7,6)	(2,9)	(4,1)	1,0
Rendement des capitaux propres (%)	21,9	21,4	8,5	21,3	11,7
Rendement des capitaux propres ajusté (%)	22,0	21,5	8,7	21,4	11,9
Levier d'exploitation (bic) (%)	5,6	10,9	1,5	8,3	1,9
Levier d'exploitation ajusté (bic) (%)	5,3	10,7	1,5	8,1	1,8
Ratio d'efficacité (bic) (%)	48,3	47,1	51,0	47,4	51,5
Ratio d'efficacité ajusté (bic) (%)	48,1	46,9	50,6	47,1	51,1
Marge nette d'intérêts sur l'actif productif moyen (bic) (%)	2,90	2,95	2,82	2,93	2,86
Actif productif moyen	370 109	366 885	369 298	366 726	366 050
Solde moyen brut des prêts et acceptations	377 590	374 747	377 828	374 467	375 398
Solde moyen net des prêts et acceptations	375 093	372 180	375 420	371 898	373 355
Solde moyen des dépôts	364 585	360 378	357 162	361 255	329 935

1) Les montants globaux avant impôts des Services bancaires PE de 9 millions de dollars pour le troisième trimestre de 2021, de 8 millions pour le deuxième trimestre de 2021, de 13 millions pour le troisième trimestre de 2020, de 26 millions pour les neuf premiers mois de 2021 et de 41 millions pour les neuf premiers mois de 2020 ont été inclus dans les charges autres que d'intérêts.

Les résultats ajustés figurant dans le tableau ci-dessus sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Il y a lieu de se reporter à la section Mesures non conformes aux PCGR.

Les Services bancaires Particuliers et entreprises (Services bancaires PE) englobent nos deux unités d'exploitation de services bancaires aux particuliers et aux entreprises : Services bancaires Particuliers et entreprises au Canada (PE Canada) et Services bancaires Particuliers et entreprises aux États-Unis (PE États-Unis). Le bénéfice net comptable des Services bancaires PE s'est élevé à 1 368 millions de dollars, en hausse par rapport à 582 millions à l'exercice précédent. Le bénéfice net ajusté s'est quant à lui établi à 1 374 millions, en hausse par rapport à 592 millions à l'exercice précédent. Ces unités d'exploitation sont passées en revue séparément dans les sections ci-après.

Les résultats ajustés figurant dans la présente section qui traite des Services bancaires PE sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Il y a lieu de se reporter à la section Mesures non conformes aux PCGR.

Services bancaires Particuliers et entreprises au Canada (PE Canada)

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	T3-2021	T2-2021	T3-2020	Cumul 2021	Cumul 2020
Revenus nets d'intérêts	1 660	1 581	1 509	4 849	4 561
Revenus autres que d'intérêts	581	561	453	1 633	1 443
Total des revenus	2 241	2 142	1 962	6 482	6 004
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts douteux	101	154	257	404	607
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts productifs	(7)	(13)	313	(22)	612
Total des dotations à la provision pour pertes sur créances	94	141	570	382	1 219
Charges autres que d'intérêts	1 046	972	961	2 972	2 924
Bénéfice avant impôts sur le résultat	1 101	1 029	431	3 128	1 861
Charge d'impôts sur le résultat	286	265	112	812	481
Bénéfice net comptable	815	764	319	2 316	1 380
Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions 1)	-	1	-	1	1
Bénéfice net ajusté	815	765	319	2 317	1 381
Revenus des services bancaires aux particuliers	1 343	1 300	1 217	3 935	3 733
Revenus des services bancaires aux entreprises	898	842	745	2 547	2 271
Croissance du bénéfice net (%)	154,7	112,0	(50,8)	67,8	(27,9)
Croissance des revenus (%)	14,2	9,4	(4,0)	8,0	1,6
Croissance des charges autres que d'intérêts (%)	8,8	(0,4)	-	1,6	2,2
Croissance des charges autres que d'intérêts ajustées (%)	8,8	(0,4)	-	1,6	2,2
Rendement des capitaux propres (%)	28,6	27,8	11,0	27,4	16,6
Rendement des capitaux propres ajusté (%)	28,6	27,8	11,0	27,4	16,6
Levier d'exploitation (%)	5,4	9,8	(4,0)	6,4	(0,6)
Levier d'exploitation ajusté (%)	5,4	9,8	(4,0)	6,4	(0,6)
Ratio d'efficience (%)	46,7	45,4	49,0	45,9	48,7
Marge nette d'intérêts sur l'actif productif moyen (%)	2,62	2,66	2,54	2,65	2,60
Actif productif moyen	250 980	243 889	236 143	244 893	234 417
Solde moyen brut des prêts et acceptations	264 585	257 884	251 028	258 756	249 949
Solde moyen net des prêts et acceptations	263 063	256 352	249 628	257 234	248 794
Solde moyen des dépôts	227 029	222 787	213 086	223 262	200 582

1) Les montants avant impôts de néant pour le troisième trimestre de 2021, de 1 million de dollars pour le deuxième trimestre de 2021, de néant pour le troisième trimestre de 2020 et de 1 million à la fois pour les neuf premiers mois de 2021 et les neuf premiers mois de 2020 ont été inclus dans les charges autres que d'intérêts.

Les résultats ajustés figurant dans le tableau ci-dessus sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Il y a lieu de se reporter à la section Mesures non conformes aux PCGR.

Comparaison du troisième trimestre de 2021 et du troisième trimestre de 2020

Le bénéfice net comptable et ajusté de PE Canada s'est élevé à 815 millions de dollars, en hausse de 496 millions par rapport à il y a un an.

Le total des revenus s'est établi à 2 241 millions de dollars, en hausse de 279 millions, ou de 14 %, par rapport à l'an dernier. Les revenus nets d'intérêts ont progressé en raison de l'accroissement des soldes et de l'élargissement des marges, ce qui a été atténué en partie par la compression des marges sur les dépôts. Les revenus autres que d'intérêts ont augmenté dans la plupart des catégories, y compris la hausse des profits sur les titres dans nos services bancaires aux grandes entreprises et des revenus générés par les cartes de crédit. La marge nette d'intérêts, qui s'est située à 2,62 %, a augmenté de 8 points de base, sous l'effet de l'accroissement des marges sur les prêts et de la croissance plus rapide des dépôts par rapport à celle des prêts, contrebalancées en partie par le rétrécissement des marges sur les dépôts, ce qui reflète l'incidence du contexte de faiblesse des taux d'intérêt.

Les revenus des services bancaires aux particuliers ont augmenté de 126 millions de dollars, ou de 10 %, et les revenus des services bancaires aux entreprises ont progressé de 153 millions, ou de 21 %, dans les deux cas en raison de la hausse des revenus nets d'intérêts et de l'augmentation des revenus autres que d'intérêts.

Le total des dotations à la provision pour pertes sur créances a diminué de 476 millions de dollars par rapport à l'an dernier pour s'établir à 94 millions. La dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux s'est chiffrée à 101 millions, en baisse de 156 millions, ce qui s'explique par la réduction des dotations aux provisions liées aux prêts aux entreprises et aux prêts aux particuliers. Le recouvrement de pertes sur créances lié aux prêts productifs s'est chiffré à 7 millions au cours du trimestre à l'étude, contre une dotation à la provision de 313 millions pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent.

Les charges autres que d'intérêts se sont établies à 1 046 millions de dollars, en hausse de 85 millions, ou de 9 % par rapport à l'exercice précédent, ce qui reflète les investissements dans les activités, y compris les frais liés au personnel et à la technologie et les coûts liés à la commercialisation.

Le total du solde moyen brut des prêts et acceptations a augmenté de 13,6 milliards de dollars, ou de 5 %, par rapport à l'an dernier, et s'est chiffré à 264,6 milliards. Les soldes des prêts aux particuliers ont augmenté de 8 % et les soldes des prêts aux entreprises se sont accrus de 2 %, tandis que les soldes de cartes de crédit sont demeurés relativement inchangés. Le total du solde moyen des dépôts a progressé de 13,9 milliards, ou de 7 %, pour s'établir à 227,0 milliards, ce qui traduit les liquidités plus élevées détenues par les clients en raison des répercussions de la pandémie de COVID-19. Les dépôts des entreprises ont progressé de 18 %, tandis que les dépôts des particuliers ont diminué de 1 %, la forte croissance continue des dépôts des comptes de chèques et d'épargne ayant été plus que contrebalancée par le recul des soldes des dépôts à terme.

Comparaison du troisième trimestre de 2021 et du deuxième trimestre de 2021

Le bénéfice net comptable s'est fixé à 815 millions de dollars, en hausse de 51 millions, et le bénéfice net ajusté s'est chiffré à 815 millions, en hausse de 50 millions, soit une augmentation de 7 % dans les deux cas par rapport au trimestre précédent.

Le total des revenus s'est établi à 2 241 millions de dollars, en hausse de 99 millions, ou de 5 %, par rapport au trimestre précédent. Les revenus nets d'intérêts ont augmenté, en raison de l'incidence des trois jours de plus que comptait le trimestre à l'étude et de l'accroissement des soldes de la plupart des produits, ce qui a été contrebalancé en partie par le rétrécissement des marges. Les revenus autres que d'intérêts ont progressé, la croissance dans la plupart des catégories, y compris l'augmentation des profits sur titres dans le secteur des services bancaires aux entreprises, ayant été contrebalancée en partie par les revenus non récurrents générés par les cartes de crédit au trimestre précédent. La marge nette d'intérêts, qui s'est établie à 2,62 %, a diminué de 4 points de base, du fait surtout du rétrécissement des marges sur les prêts.

Les revenus des services bancaires aux particuliers ont augmenté de 43 millions de dollars, ou de 3 %, en raison de l'accroissement des revenus nets d'intérêts, tandis que les revenus autres que d'intérêts sont demeurés relativement inchangés. Les revenus des services bancaires aux entreprises ont augmenté de 56 millions, ou de 7 %, en raison d'une hausse des revenus nets d'intérêts et de la progression des revenus autres que d'intérêts.

Le total des dotations à la provision pour pertes sur créances, qui s'est élevé à 94 millions de dollars, a diminué de 47 millions par rapport au trimestre précédent. La dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux a diminué de 53 millions, en raison de la baisse des dotations à la provision liées aux prêts aux entreprises et aux prêts aux particuliers. Un recouvrement de pertes sur créances lié aux prêts productifs de 7 millions a été comptabilisé pour le trimestre considéré, comparativement à un recouvrement de 13 millions pour le trimestre précédent.

Les charges autres que d'intérêts se sont chiffrées à 1 046 millions de dollars, en hausse de 74 millions, ou de 8 %, par rapport au trimestre précédent, ce qui reflète les investissements continus dans les activités, y compris la hausse des frais liés au personnel et à la technologie, de même que l'incidence des trois jours de plus qu'a comptés le trimestre à l'étude.

Le total du solde moyen brut des prêts et acceptations a augmenté de 6,7 milliards de dollars, ou de 3 %, par rapport au trimestre précédent. Les soldes des prêts aux particuliers ont progressé de 3 % et les soldes des prêts aux entreprises, de 2 %, alors que les soldes de cartes de crédit ont augmenté de 4 %. Le total des dépôts moyens a progressé de 4,2 milliards, ou de 2 %, les soldes de dépôts des entreprises ayant progressé de 4 %, alors que les dépôts des particuliers n'ont pratiquement pas varié, la forte croissance continue des dépôts des comptes de chèques et d'épargne ayant été contrebalancée par le recul des soldes des dépôts à terme.

Comparaison des neuf premiers mois de 2021 et des neuf premiers mois de 2020

Le bénéfice net comptable a été de 2 316 millions de dollars et, après ajustement, il s'est fixé à 2 317 millions, dans les deux cas en hausse de 936 millions, ou de 68 %, eu égard à l'exercice précédent.

Le total des revenus s'est établi à 6 482 millions de dollars, en hausse de 478 millions, ou de 8 %, par rapport à l'exercice précédent. Les revenus nets d'intérêts ont progressé du fait de l'accroissement des soldes et de l'élargissement des marges sur les prêts, contrebalancés en partie par l'amenuisement des marges sur les dépôts. Les revenus autres que d'intérêts se sont accrus dans la plupart des catégories, y compris l'augmentation des profits sur titres. La marge nette d'intérêts a monté de 5 points de base pour s'établir à 2,65 %, sous l'effet de la croissance plus rapide des dépôts par rapport aux prêts et de l'élargissement des marges sur les prêts, ce qui a été contré en partie par le rétrécissement des marges sur les dépôts, ce qui reflète l'incidence du contexte de faiblesse des taux d'intérêt.

Les revenus des services bancaires aux particuliers ont augmenté de 202 millions de dollars, ou de 5 %, par rapport à l'an dernier, et les revenus des services bancaires aux entreprises se sont renforcés de 276 millions, ou de 12 %, dans les deux cas en raison de la hausse des revenus nets d'intérêts et des revenus autres que d'intérêts.

Le total des dotations à la provision pour pertes sur créances, qui s'est établi à 382 millions de dollars, a diminué de 837 millions par rapport à l'an dernier. La dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux s'est établie à 404 millions, en baisse de 203 millions, en raison des dotations à la provision liée aux prêts aux entreprises et aux prêts aux particuliers plus faibles. Un recouvrement de pertes sur créances lié aux prêts productifs de 22 millions a été comptabilisé pour l'exercice considéré, comparativement à une dotation à la provision de 612 millions enregistrée à l'exercice précédent.

Les charges autres que d'intérêts, qui se sont établies à 2 972 millions de dollars, ont augmenté de 48 millions, ou de 2 %, par rapport à l'an dernier, ce qui reflète les investissements dans les activités, y compris les frais liés à la technologie, les coûts de commercialisation et les frais liés au personnel.

Le total du solde moyen brut des prêts et acceptations a augmenté de 8,8 milliards de dollars, ou de 4 %, par rapport à la période correspondante de l'an dernier, pour s'établir à 258,8 milliards. Les soldes des prêts aux particuliers se sont accrus de 6 % et les soldes des prêts aux entreprises ont progressé de 1 % alors que les soldes de cartes de crédit ont diminué de 9 %. Le total du solde moyen des dépôts a progressé de 22,7 milliards, ou de 11 %, pour s'établir à 223,3 milliards, ce qui traduit les liquidités plus élevées détenues par les clients en raison des répercussions de la pandémie de COVID-19. Les dépôts des particuliers ont progressé de 4 % tandis que les dépôts des entreprises ont bondi de 24 %.

Les résultats ajustés figurant dans la présente section qui traite de PE Canada sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Il y a lieu de se reporter à la section Mesures non conformes aux PCGR.

Services bancaires Particuliers et entreprises aux États-Unis (PE États-Unis)

(en millions de dollars américains, sauf indication contraire)

	T3-2021	T2-2021	T3-2020	Cumul 2021	Cumul 2020
Revenus nets d'intérêts (bic)	851	843	815	2 544	2 431
Revenus autres que d'intérêts	247	249	215	745	675
Total des revenus (bic)	1 098	1 092	1 030	3 289	3 106
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts douteux	(6)	4	81	13	270
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts productifs	(43)	(23)	166	(106)	233
Total des dotations à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances	(49)	(19)	247	(93)	503
Charges autres que d'intérêts	559	544	553	1 636	1 723
Bénéfice avant impôts sur le résultat	588	567	230	1 746	880
Charge d'impôts sur le résultat (bic)	140	133	38	410	175
Bénéfice net comptable	448	434	192	1 336	705
Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions 1)	5	5	7	15	22
Bénéfice net ajusté	453	439	199	1 351	727
Revenus des services bancaires aux particuliers	328	328	330	989	972
Revenus des services bancaires aux entreprises	770	764	700	2 300	2 134
Croissance du bénéfice net (%)	133,2	76,4	(30,9)	89,5	(23,0)
Croissance du bénéfice net ajusté (%)	127,1	73,1	(30,3)	85,8	(22,6)
Croissance des revenus (%)	6,5	4,4	0,2	5,9	2,9
Croissance des charges autres que d'intérêts (%)	1,1	(8,0)	(8,7)	(5,0)	(2,3)
Croissance des charges autres que d'intérêts ajustées (%)	1,7	(7,6)	(8,6)	(4,5)	(2,2)
Rendement des capitaux propres (%)	16,3	16,2	6,6	16,2	8,2
Rendement des capitaux propres ajusté (%)	16,5	16,4	6,8	16,4	8,4
Levier d'exploitation (bic) (%)	5,4	12,4	8,9	10,9	5,2
Levier d'exploitation ajusté (bic) (%)	4,8	12,0	8,8	10,4	5,1
Ratio d'efficience (bic) (%)	50,9	49,8	53,7	49,8	55,5
Ratio d'efficience ajusté (bic) (%)	50,3	49,2	52,7	49,2	54,5
Marge nette d'intérêts sur l'actif productif moyen (bic) (%)	3,49	3,51	3,31	3,50	3,34
Actif productif moyen	96 730	98 296	97 997	97 035	97 332
Solde moyen brut des prêts et acceptations	91 758	93 394	93 317	92 158	92 758
Solde moyen net des prêts et acceptations	90 965	92 567	92 575	91 325	92 102
Solde moyen des dépôts	111 693	109 998	106 068	109 934	95 597

(équivalents en millions de dollars canadiens)

Revenus nets d'intérêts (bic)	1 048	1 055	1 107	3 194	3 287
Revenus autres que d'intérêts	304	312	292	935	912
Total des revenus (bic)	1 352	1 367	1 399	4 129	4 199
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts douteux	(9)	6	109	17	365
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts productifs	(53)	(29)	223	(133)	315
Total des dotations à la provision pour pertes sur créances	(62)	(23)	332	(116)	680
Charges autres que d'intérêts	689	680	752	2 054	2 330
Bénéfice avant impôts sur le résultat	725	710	315	2 191	1 189
Charge d'impôts sur le résultat (bic)	172	168	52	514	236
Bénéfice net comptable	553	542	263	1 677	953
Bénéfice net ajusté	559	547	273	1 695	983
Croissance du bénéfice net (%)	110,5	59,6	(28,7)	76,0	(21,8)
Croissance du bénéfice net ajusté (%)	105,0	56,6	(28,1)	72,5	(21,4)
Croissance des revenus (%)	(3,4)	(5,4)	2,6	(1,7)	4,5
Croissance des charges autres que d'intérêts (%)	(8,4)	(16,7)	(6,5)	(11,8)	(0,7)
Croissance des charges autres que d'intérêts ajustées (%)	(7,8)	(16,3)	(6,4)	(11,4)	(0,6)
Actif productif moyen	119 129	122 996	133 155	121 833	131 633
Solde moyen brut des prêts et acceptations	113 005	116 863	126 800	115 711	125 449
Solde moyen net des prêts et acceptations	112 030	115 828	125 792	114 664	124 561
Solde moyen des dépôts	137 556	137 591	144 076	137 993	129 353

1) Les montants avant impôts de 7 millions de dollars américains pour le troisième trimestre de 2021, de 6 millions de dollars américains pour le deuxième trimestre de 2021, de 9 millions de dollars américains pour le troisième trimestre de 2020, de 20 millions de dollars américains pour les neuf premiers mois de 2021 et de 29 millions de dollars américains pour les neuf premiers mois de 2020 ont été inclus dans les charges autres que d'intérêts.

Les résultats ajustés figurant dans le tableau ci-dessus sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Il y a lieu de se reporter à la section Mesures non conformes aux PCGR.

Comparaison du troisième trimestre de 2021 et du troisième trimestre de 2020

Le bénéfice net comptable de PE États-Unis s'est établi à 553 millions de dollars, en hausse de 290 millions par rapport à il y a un an et, après ajustement, il a atteint 559 millions, en hausse de 286 millions, ou de 105 %. Tous les montants indiqués dans le reste de cette section sont en dollars américains.

Le bénéfice net comptable s'est établi à 448 millions de dollars, un bond de 256 millions, comparativement à l'an dernier et, après ajustement, il a atteint 453 millions, en hausse de 254 millions.

Le total des revenus a augmenté de 68 millions de dollars, ou de 7 %, par rapport à l'exercice précédent, pour se fixer à 1 098 millions. Les revenus nets d'intérêts ont progressé du fait de l'élargissement des marges sur les prêts, de la croissance des soldes des dépôts et de la hausse des revenus afférents au programme accéléré *Paycheck Protection Program* (PPP), contrebalancés en partie par l'amenuisement des marges sur les dépôts. Les revenus autres que d'intérêts ont augmenté dans la plupart des catégories. La marge nette d'intérêts a monté de 18 points de base, pour s'établir à 3,49 %, principalement du fait de l'accroissement des marges sur les prêts, de la croissance plus rapide des dépôts par rapport aux prêts et de la hausse des revenus afférents au programme accéléré PPP ayant trait à la dispense du remboursement des prêts, facteurs contrebalancés en partie par le rétrécissement des marges sur les dépôts découlant de l'incidence du contexte de faiblesse des taux d'intérêt.

Les revenus des services bancaires aux particuliers sont demeurés pratiquement au même niveau, car les revenus nets d'intérêts plus élevés ont été compensés par des revenus autres que d'intérêts moindres. Les revenus des services bancaires aux entreprises ont augmenté de 70 millions de dollars, ou de 10 %, en raison de l'augmentation des revenus nets d'intérêts et des revenus autres que d'intérêts.

Le total du recouvrement de pertes sur créances s'est établi à 49 millions de dollars, comparativement à une dotation à la provision pour pertes sur créances de 247 millions par rapport à l'an dernier. Le recouvrement de pertes sur créances liées aux prêts douteux s'est établi à 6 millions, un repli de 87 millions, en raison essentiellement des dotations à la provision liée aux prêts aux entreprises moins élevées. Un recouvrement de pertes sur créances lié aux prêts productifs de 43 millions a été comptabilisé pour le trimestre à l'étude, comparativement à une dotation à la provision de 166 millions pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent.

Les charges autres que d'intérêts, établies à 559 millions de dollars, ont augmenté de 6 millions, ou de 1 %, par rapport à l'an dernier, et les charges autres que d'intérêts ajustées, de 552 millions, ont augmenté de 8 millions, ou de 2 %.

Le total du solde moyen brut des prêts et acceptations a diminué de 1,6 milliard de dollars, ou de 2 %, sur un an, pour s'établir à 91,8 milliards. Les soldes des prêts aux entreprises ont diminué de 1 %, ou augmenté de 1 % si l'on ne tient pas compte des prêts liés au programme accéléré PPP, et les soldes des prêts aux particuliers, ont diminué de 5 %. Le total des dépôts moyens a augmenté de 5,6 milliards, ou de 5 %, pour se fixer à 111,7 milliards, ce qui traduit les liquidités plus importantes détenues par les clients en raison des répercussions de la pandémie de COVID-19. Les soldes des dépôts des entreprises se sont bonifiés de 15 % tandis que les dépôts des particuliers ont reculé de 5 %, la croissance continue des dépôts des comptes de chèques et d'épargne ayant été plus que contrebalancée par la baisse des dépôts à terme.

Comparaison du troisième trimestre de 2021 et du deuxième trimestre de 2021

Le bénéfice net comptable s'est chiffré à 553 millions de dollars, en hausse de 11 millions, et le bénéfice net ajusté s'est élevé à 559 millions, soit une augmentation de 12 millions, dans les deux cas en hausse de 2 % par rapport au trimestre précédent. Tous les montants indiqués dans le reste de cette section sont en dollars américains.

Le bénéfice net comptable s'est chiffré à 448 millions de dollars et, après ajustement, il s'est fixé à 453 millions, dans les deux cas en hausse de 14 millions, ou de 3 %, eu égard au trimestre précédent.

Le total des revenus s'est établi à 1 098 millions de dollars, en hausse de 6 millions, ou de 1 %, en regard du trimestre précédent. Les revenus nets d'intérêts ont augmenté, en raison surtout de l'incidence des trois jours de plus qu'a comptés le trimestre considéré et de l'élargissement des soldes des dépôts, contrebalancés en partie par le rétrécissement des marges sur les dépôts et la réduction des soldes des prêts. Les revenus autres que d'intérêts ont légèrement diminué par rapport au trimestre précédent. La marge nette d'intérêts, qui s'est située à 3,49 %, a diminué de 2 points de base par rapport au dernier trimestre, sous l'effet de la compression des marges sur les dépôts, en partie compensée par les revenus afférents au programme accéléré PPP ayant trait à la dispense du remboursement des prêts.

Les revenus des services bancaires aux particuliers sont demeurés inchangés par rapport au trimestre précédent. Les revenus des services bancaires aux entreprises ont augmenté de 6 millions de dollars, en raison de la hausse des revenus nets d'intérêts, ce qui a été compensé partiellement par une baisse des revenus autres que d'intérêts.

Le total du recouvrement de pertes sur créances s'est fixé à 49 millions de dollars, en hausse de 30 millions par rapport au trimestre précédent. Le recouvrement de pertes sur créances lié aux prêts douteux s'est établi à 6 millions, comparativement à une dotation à la provision de 4 millions au trimestre précédent, ce qui s'explique surtout par la hausse des recouvrements. Le recouvrement de pertes sur créances lié aux prêts productifs s'est élevé à 43 millions pour le trimestre à l'étude, en hausse de 20 millions par rapport au trimestre précédent.

Les charges autres que d'intérêts se sont établies à 559 millions de dollars, en hausse de 15 millions, et les charges autres que d'intérêts ajustées se sont chiffrées à 552 millions, en hausse de 14 millions, ce qui représente dans les deux cas une augmentation de 3 % par rapport au trimestre précédent, en raison surtout des trois jours de plus qu'a comptés le trimestre considéré.

Le total du solde moyen brut des prêts et acceptations a diminué de 1,6 milliard de dollars, ou de 2 %, par rapport au trimestre précédent. Les soldes des prêts aux entreprises ont reculé de 2 %, ou de 1 % si l'on ne tient pas compte des prêts liés au programme accéléré PPP, tandis que les soldes des prêts aux particuliers ont augmenté de 1 %. Le total des dépôts moyens a progressé de 1,7 milliard, ou de 2 %, pour se fixer à 111,7 milliards. Les dépôts des entreprises ont progressé de 3 %, tandis que les dépôts des particuliers sont demeurés relativement inchangés, la croissance continue des dépôts des comptes de chèques et d'épargne ayant été plus que contrebalancée par la baisse des dépôts à terme.

Comparaison des neuf premiers mois de 2021 et des neuf premiers mois de 2020

Le bénéfice net comptable s'est établi à 1 677 millions de dollars, un bond de 724 millions, ou de 76 %, eu égard à l'exercice précédent, et le bénéfice net ajusté s'est chiffré à 1 695 millions, en hausse de 712 millions ou de 72 %. Tous les montants indiqués dans le reste de cette section sont en dollars américains.

Le bénéfice net comptable s'est chiffré à 1 336 millions de dollars, en hausse de 631 millions, ou de 90 %, par rapport à l'an dernier, et le bénéfice net ajusté s'est élevé à 1 351 millions, en progression de 624 millions, ou de 86 %.

Le total des revenus s'est fixé à 3 289 millions de dollars, en hausse de 183 millions, ou de 6 %, par rapport à l'exercice précédent.

L'augmentation des revenus nets d'intérêts est attribuable à la progression des marges sur les prêts, des soldes des dépôts et des revenus afférents au programme accéléré PPP, ce qui a été contrebalancé en partie par le rétrécissement des marges sur les dépôts et le recul des soldes des prêts. Les revenus autres que d'intérêts ont affiché une augmentation dans la plupart des catégories. La marge nette d'intérêts a atteint 3,50 %, en hausse de 16 points de base, principalement du fait de l'amélioration des marges sur les prêts, de la croissance plus rapide des dépôts par rapport aux prêts et de l'augmentation des revenus afférents au programme accéléré PPP ayant trait à la dispense du remboursement des prêts, facteurs contrés en partie par la compression des marges sur les dépôts, ce qui reflète l'incidence du contexte de faiblesse des taux d'intérêt.

Les revenus des services bancaires aux particuliers ont augmenté de 17 millions de dollars, ou de 2 %, et les revenus des services bancaires aux entreprises se sont accrus de 166 millions, ou de 8 %, ce qui est attribuable dans les deux cas à l'accroissement des revenus nets d'intérêts et des revenus autres que d'intérêts.

Le total du recouvrement de pertes sur créances s'est fixé à 93 millions de dollars, comparativement au total des dotations à la provision pour pertes sur créances de 503 millions à l'exercice précédent. La dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux a diminué de 257 millions, ce qui s'explique en grande partie par une baisse des dotations à la provision liées aux prêts aux entreprises. Un recouvrement de pertes sur créances lié aux prêts productifs de 106 millions a été comptabilisé pour l'exercice considéré, comparativement à une dotation à la provision de 233 millions pour l'exercice précédent.

Les charges autres que d'intérêts se sont chiffrées à 1 636 millions de dollars, en baisse de 87 millions, ou de 5 %, par rapport à l'exercice précédent, et les charges autres que d'intérêts ajustées se sont établies à 1 616 millions, en baisse de 78 millions, ou de 5 %, en raison de la diminution des frais liés à la technologie, des frais liés au personnel et des autres coûts d'exploitation.

Le solde moyen brut des prêts et acceptations a reculé de 0,6 milliard de dollars, ou de 1 %, par rapport à l'exercice précédent, pour s'établir à 92,2 milliards. Les soldes des prêts aux particuliers ont diminué de 6 % et les soldes des prêts aux entreprises sont demeurés relativement inchangés, ou ont diminué de 2 % si l'on ne tient pas compte des prêts liés au programme accéléré PPP. Le total du solde moyen des dépôts a progressé de 14,3 milliards, ou de 15 % pour s'établir à 109,9 milliards, ce qui traduit les liquidités plus élevées détenues par les clients en raison des répercussions de la pandémie de COVID-19. Les dépôts des entreprises ont progressé de 32 % tandis que les dépôts des particuliers ont reculé de 1 %, la croissance continue des dépôts des comptes de chèques et d'épargne ayant été plus que contrebalancée par la baisse des dépôts à terme.

Les résultats ajustés figurant dans la présente section qui traite de PE États-Unis sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Il y a lieu de se reporter à la section Mesures non conformes aux PCGR.

BMO Gestion de patrimoine

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	T3-2021	T2-2021	T3-2020	Cumul 2021	Cumul 2020
Revenus nets d'intérêts	247	237	229	723	672
Revenus autres que d'intérêts	2 179	878	2 255	4 795	4 727
Total des revenus	2 426	1 115	2 484	5 518	5 399
Sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités (SCVPI)	984	(283)	1 189	1 302	1 708
Revenus, déduction faite des SCVPI	1 442	1 398	1 295	4 216	3 691
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts douteux	-	1	1	3	4
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts productifs	(2)	(4)	7	(10)	13
Total des dotations à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances	(2)	(3)	8	(7)	17
Charges autres que d'intérêts	913	941	837	2 760	2 637
Bénéfice avant impôts sur le résultat	531	460	450	1 463	1 037
Charge d'impôts sur le résultat	130	114	109	358	261
Bénéfice net comptable	401	346	341	1 105	776
Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions 1)	5	7	8	20	26
Bénéfice net ajusté	406	353	349	1 125	802
Bénéfice net comptable des activités traditionnelles de gestion de patrimoine	328	296	271	910	640
Bénéfice net ajusté des activités traditionnelles de gestion de patrimoine	333	303	279	930	666
Bénéfice net (perte nette) comptable des activités d'assurance	73	50	70	195	136
Bénéfice net (perte nette) ajusté des activités d'assurance	73	50	70	195	136
Croissance du bénéfice net (%)	17,6	139,8	36,9	42,4	(2,1)
Croissance du bénéfice net ajusté (%)	16,0	130,8	35,5	40,2	(2,3)
Croissance des revenus (%)	(2,4)	25,4	17,6	2,2	(11,4)
Croissance des revenus, déduction faite des SCVPI (%)	11,1	28,7	5,7	14,2	(0,8)
SCVPI ajustés	984	(283)	1 189	1 302	1 708
Croissance des revenus, déduction faite des SCVPI ajustés (%)	11,1	28,7	5,7	14,2	(0,8)
Croissance des charges autres que d'intérêts (%)	9,0	6,0	(5,4)	4,7	(1,0)
Croissance des charges autres que d'intérêts ajustées (%)	9,8	6,2	(5,4)	5,0	(0,9)
Rendement des capitaux propres (%)	28,6	23,0	21,1	24,5	16,1
Rendement des capitaux propres ajusté (%)	28,9	23,6	21,6	25,0	16,7
Lever d'exploitation, déduction faite des SCVPI (%)	2,1	22,7	11,1	9,5	0,2
Lever d'exploitation ajusté, déduction faite des SCVPI (%)	1,3	22,5	11,1	9,2	0,1
Ratio d'efficacité comptable (%)	37,6	84,5	33,7	50,0	48,8
Ratio d'efficacité comptable, déduction faite des SCVPI (%)	63,3	67,3	64,6	65,5	71,4
Ratio d'efficacité ajusté (%)	37,4	83,6	33,3	49,6	48,2
Ratio d'efficacité ajusté, déduction faite des SCVPI (%)	63,0	66,6	63,7	64,9	70,5
Actifs sous gestion	526 542	525 230	498 020	526 542	498 020
Actifs sous administration 2)	457 964	454 241	411 122	457 964	411 122
Actif moyen	48 053	47 693	46 308	47 761	45 234
Solde moyen brut des prêts et acceptations	29 040	28 486	26 999	28 436	26 331
Solde moyen net des prêts et acceptations	29 002	28 446	26 959	28 395	26 295
Solde moyen des dépôts	50 054	51 438	45 345	50 265	42 586

1) Les montants avant impôts de 5 millions de dollars pour le troisième trimestre de 2021, de 10 millions pour le deuxième trimestre de 2021, de 11 millions pour le troisième trimestre de 2020, de 25 millions pour les neuf premiers mois de 2021 et de 33 millions pour les neuf premiers mois de 2020 ont été inclus dans les charges autres que d'intérêts.

2) Certains actifs sous gestion qui sont aussi administrés par la Banque sont inclus dans les actifs sous administration.

Les résultats ajustés figurant dans le tableau ci-dessus sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Il y a lieu de se reporter à la section Mesures non conformes aux PCGR.

Comparaison du troisième trimestre de 2021 et du troisième trimestre de 2020

Le bénéfice net comptable de BMO Gestion de patrimoine s'est chiffré à 401 millions de dollars, en hausse de 60 millions, ou de 18 %, comparativement à l'exercice précédent, et, après ajustement, il a atteint 406 millions, en hausse de 57 millions, ou de 16 %. Le bénéfice net comptable des activités traditionnelles de gestion de patrimoine s'est élevé à 328 millions, en hausse de 57 millions, ou de 21 %, et, après ajustement, il a atteint 333 millions, en hausse de 54 millions, ou de 19 %. Le bénéfice net des activités d'assurance s'est fixé à 73 millions, soit un montant relativement inchangé par rapport à l'an dernier.

Le total des revenus s'est établi à 2 426 millions de dollars, comparativement à 2 484 millions à l'exercice précédent. Déduction faite des SCVPI, les revenus se sont chiffrés à 1 442 millions, en hausse de 147 millions, ou de 11 %. Les revenus des activités traditionnelles de gestion de patrimoine ont atteint 1 308 millions, ayant augmenté de 132 millions, ou de 11 %, du fait de la hausse des revenus autres que d'intérêts découlant de l'accroissement des actifs des clients, y compris le regain des marchés mondiaux, facteurs compensés en partie par l'affaiblissement du dollar américain. Les revenus nets d'intérêts ont progressé, ce qui s'explique surtout par la forte croissance des dépôts et des prêts, ce qui a été contrebalancé en partie par le rétrécissement des marges et l'incidence de la dépréciation du dollar américain. Les revenus d'assurance, déduction faite des SCVPI, se sont établis à 134 millions, en hausse de 15 millions, ou de 11 %, en raison essentiellement de la croissance des activités, les avantages découlant des modifications apportées aux placements afin d'améliorer la gestion des actifs et des passifs ayant été largement compensés par les variations favorables du marché au cours de l'exercice précédent.

Les charges autres que d'intérêts de 913 millions de dollars ont augmenté de 76 millions, ou de 9 %, par rapport à l'an dernier, et, après ajustement, elles ont totalisé 908 millions, présentant ainsi une hausse de 82 millions, ou de 10 %, ce qui découle en grande partie de l'augmentation des charges liées aux revenus et des frais liés à la technologie et au personnel, facteurs contrebalancés en partie par l'affaiblissement du dollar américain.

Les actifs sous gestion ont augmenté de 28,5 milliards de dollars, ou de 6 % par rapport à l'exercice précédent, en raison principalement du raffermissement des marchés boursiers mondiaux, ce qui a été contrebalancé en partie par l'attrition des actifs à faible rendement et les variations du taux de change. Les actifs sous administration ont augmenté de 46,8 milliards, ou de 11 %, en raison principalement du raffermissement des marchés boursiers mondiaux, contré en partie par des fluctuations des cours de change. Le solde moyen brut des prêts et le solde moyen des dépôts ont augmenté respectivement de 8 % et de 10 %.

Comparaison du troisième trimestre de 2021 et du deuxième trimestre de 2021

Le bénéfice net comptable s'est fixé à 401 millions de dollars, en hausse de 55 millions, ou de 16 % par rapport au trimestre précédent, et le bénéfice net ajusté a atteint 406 millions, en hausse de 53 millions, ou de 15 %. Le bénéfice net comptable des activités traditionnelles de gestion de patrimoine a été de 328 millions, en hausse de 32 millions, ou de 11 %, et, après ajustement, il s'est fixé à 333 millions, en hausse de 30 millions, ou de 10 %. Le bénéfice net des activités d'assurance s'est chiffré à 73 millions, en hausse de 23 millions, ou de 45 %.

Le total des revenus s'est chiffré à 2 426 millions de dollars, en hausse de 1 311 millions. Déduction faite des SCVPI, les revenus se sont établis à 1 442 millions, en hausse de 44 millions, ou de 3 %. Les revenus des activités traditionnelles de gestion de patrimoine se sont établis à 1 308 millions, en hausse de 15 millions, ou de 1 %, ce qui s'explique surtout par le regain des marchés mondiaux et par l'incidence des trois jours de plus qu'a comptés le trimestre considéré, facteurs en partie contrebalancés par la baisse des revenus de courtage. Les revenus d'assurance, déduction faite des SCVPI, se sont fixés à 134 millions, en hausse de 29 millions, ou de 27 %, en raison de la croissance des activités et des avantages découlant des modifications apportées aux placements afin d'améliorer la gestion des actifs et des passifs, ce qui a été annulé en grande partie par les variations favorables des marchés au trimestre précédent.

Les charges autres que d'intérêts ont diminué de 28 millions de dollars, ou de 3 %, et les charges autres que d'intérêts ajustées ont diminué de 23 millions, ou 3 %, à cause essentiellement de la provision pour frais juridiques au trimestre précédent et de la diminution des charges liées aux revenus, ce qui a été contrebalancé en partie par l'incidence des trois jours de plus qu'a comptés le trimestre à l'étude.

Les actifs sous gestion sont demeurés relativement inchangés, l'attrition des actifs à faible rendement, y compris l'incidence attendue de l'abandon du Programme d'achat d'obligations provinciales de la Banque du Canada lancé pendant la pandémie de COVID-19, ayant été contrées en partie par l'accroissement des actifs des clients, y compris le raffermissement des marchés mondiaux et les variations des cours de change. Les actifs sous administration sont demeurés pratiquement inchangés. Le solde moyen brut des prêts et acceptations a grimpé de 2 %, tandis que le solde moyen des dépôts a reculé de 3 %.

Comparaison des neuf premiers mois de 2021 et des neuf premiers mois de 2020

Le bénéfice net comptable s'est chiffré à 1 105 millions de dollars, en hausse de 329 millions, ou de 42 %, et le bénéfice net ajusté s'est élevé à 1 125 millions, en progression de 323 millions, ou de 40 %. Le bénéfice net comptable des activités traditionnelles de gestion de patrimoine s'est élevé à 910 millions, en hausse de 270 millions, ou de 42 %, et, après ajustement, il a atteint 930 millions, en hausse de 264 millions, ou de 39 %. Le bénéfice net des activités d'assurance s'est fixé à 195 millions, en hausse de 59 millions, ou de 44 % par rapport à l'exercice précédent.

Le total des revenus s'est établi à 5 518 millions de dollars, en hausse de 119 millions, ou de 2 %, par rapport à l'exercice précédent. Déduction faite des SCVPI, les revenus se sont chiffrés à 4 216 millions, en hausse de 525 millions, ou de 14 %. Les revenus des activités traditionnelles de gestion de patrimoine ont atteint 3 846 millions, ayant augmenté de 435 millions, ou de 13 %, par rapport à l'exercice précédent, sous l'effet principalement de la hausse des revenus autres que d'intérêts découlant de l'accroissement des actifs des clients, y compris le raffermissement des marchés boursiers mondiaux, de la croissance des revenus de courtage en ligne et de l'incidence d'une provision pour frais juridiques comptabilisée à l'exercice précédent, facteurs contrés en partie par l'incidence de la dépréciation du dollar américain. Les revenus nets d'intérêts ont progressé, par suite essentiellement de la croissance soutenue des dépôts et des prêts, laquelle a été atténuée en partie par la compression des marges et l'incidence de l'affaiblissement du dollar américain. Les revenus d'assurance, déduction faite des SCVPI, se sont établis à 370 millions, en hausse de 90 millions, ou de 32 %, par rapport à l'exercice précédent, ce qui est principalement attribuable à l'incidence favorable des variations des marchés au cours de l'exercice à l'étude par rapport à des variations défavorables des marchés au cours de l'exercice précédent et aux avantages découlant des modifications apportées aux placements afin d'améliorer la gestion des actifs et des passifs.

Les charges autres que d'intérêts ont atteint 2 760 millions de dollars, en hausse de 123 millions, ou de 5 %, par rapport à l'exercice précédent et, après ajustement, elles se sont établies à 2 735 millions, en hausse de 131 millions, ou de 5 %, en raison surtout d'une augmentation des charges liées aux revenus, d'une provision pour frais juridiques pour l'exercice à l'étude et des coûts liés à la technologie, ce qui a été compensé en partie par l'incidence de l'affaiblissement du dollar américain.

Les résultats ajustés figurant dans la présente section qui traite de BMO Gestion de patrimoine sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Il y a lieu de se reporter à la section Mesures non conformes aux PCGR.

BMO Marchés des capitaux

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	T3-2021	T2-2021	T3-2020	Cumul 2021	Cumul 2020
Revenus nets d'intérêts (bic)	696	743	952	2 242	2 503
Revenus autres que d'intérêts	888	795	576	2 454	1 445
Total des revenus (bic)	1 584	1 538	1 528	4 696	3 948
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts douteux	(19)	(6)	79	20	205
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts productifs	(75)	(49)	58	(126)	390
Total des dotations à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances	(94)	(55)	137	(106)	595
Charges autres que d'intérêts	918	836	825	2 633	2 435
Bénéfice avant impôts sur le résultat	760	757	566	2 169	918
Charge d'impôts sur le résultat (bic)	202	194	140	565	210
Bénéfice net comptable	558	563	426	1 604	708
Coûts d'intégration des acquisitions 1)	2	2	4	6	8
Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions 2)	4	5	5	13	13
Bénéfice net ajusté	564	570	435	1 623	729
Revenus du secteur Marchés mondiaux	881	919	981	2 831	2 368
Revenus du secteur Banque d'affaires et services bancaires aux sociétés	703	619	547	1 865	1 580
Croissance du bénéfice net (%)	31,0	861,0	35,7	126,7	(13,7)
Croissance du bénéfice net ajusté (%)	29,8	943,9	36,2	122,8	(12,9)
Croissance des revenus (%)	3,7	46,3	26,6	19,0	10,3
Croissance des charges autres que d'intérêts (%)	11,4	10,2	3,2	8,2	(2,1)
Croissance des charges autres que d'intérêts ajustées (%)	12,2	10,2	2,5	8,4	(2,4)
Rendement des capitaux propres (%)	20,3	20,9	13,6	19,2	8,0
Rendement des capitaux propres ajusté (%)	20,5	21,1	13,9	19,4	8,2
Levier d'exploitation (bic) (%)	(7,7)	36,1	23,4	10,8	12,4
Levier d'exploitation ajusté (bic) (%)	(8,5)	36,1	24,1	10,6	12,7
Ratio d'efficacité (bic) (%)	58,0	54,3	54,0	56,1	61,7
Ratio d'efficacité ajusté (bic) (%)	57,5	53,8	53,1	55,5	61,0
Actif moyen	367 900	360 123	379 131	371 046	370 363
Solde moyen brut des prêts et acceptations	56 981	59 013	73 397	59 565	69 479
Solde moyen net des prêts et acceptations	56 536	58 468	72 861	59 045	69 148

1) Les coûts d'intégration de l'acquisition de KGS-Alpha et de Clearpool avant impôts de 3 millions de dollars pour le troisième trimestre de 2021, de 2 millions pour le deuxième trimestre de 2021, de 5 millions pour le troisième trimestre de 2020, de 8 millions pour les neuf premiers mois de 2021 et de 11 millions pour les neuf premiers mois de 2020 ont été inclus dans les charges autres que d'intérêts.

2) Les montants avant impôts de 5 millions de dollars pour le troisième trimestre de 2021, de 6 millions pour le deuxième trimestre de 2021, de 8 millions pour le troisième trimestre de 2020, de 17 millions à la fois pour les neuf premiers mois de 2021 et les neuf premiers mois de 2020 ont été inclus dans les charges autres que d'intérêts.

Les résultats ajustés figurant dans le tableau ci-dessus sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Il y a lieu de se reporter à la section Mesures non conformes aux PCGR.

Comparaison du troisième trimestre de 2021 et du troisième trimestre de 2020

Le bénéfice net comptable de BMO Marchés des capitaux s'est situé à 558 millions de dollars, en hausse de 132 millions, ou de 31 %, comparativement à l'an dernier, tandis que le bénéfice net ajusté s'est fixé à 564 millions, en hausse de 129 millions, ou de 30 %.

Le total des revenus s'est établi à 1 584 millions de dollars, en hausse de 56 millions, ou de 4 %, en regard de l'exercice précédent. Les revenus du secteur Marchés mondiaux ont diminué, du fait de la baisse des revenus de négociation de contrats de taux d'intérêt et de contrats sur produits de base, et de l'incidence de l'affaiblissement du dollar américain, facteurs contrés en partie par l'accroissement des revenus de négociation de contrats sur titres de participation et des nouvelles émissions de titres d'emprunt et de capitaux propres. Les revenus du secteur Banque d'affaires et services bancaires aux sociétés ont augmenté, ce qui s'explique principalement par l'accroissement des commissions de prise ferme et des profits nets sur titres, compensé en partie par l'incidence de la dépréciation du dollar américain.

Le total du recouvrement de pertes sur créances s'est chiffré à 94 millions de dollars, comparativement à une dotation à la provision pour pertes sur créances de 137 millions à l'exercice précédent. Le recouvrement de pertes sur créances lié aux prêts douteux s'est fixé à 19 millions, contre une dotation à la provision de 79 millions à l'exercice précédent. Le recouvrement de pertes sur créances lié aux prêts productifs du trimestre à l'étude s'est établi à 75 millions, contre une dotation à la provision de 58 millions à l'exercice précédent.

Les charges autres que d'intérêts se sont établies à 918 millions de dollars, soit une hausse de 93 millions, ou de 11 % par rapport à l'an dernier et, après ajustement, elles se sont chiffrées à 910 millions, soit une hausse de 98 millions, ou de 12 %. Cette hausse découle de l'accroissement de la rémunération liée au rendement et des autres coûts d'exploitation, en partie compensés par l'incidence de la dépréciation du dollar américain.

Le total du solde moyen brut des prêts et acceptations s'est établi à 57 milliards de dollars, un recul de 16,4 milliards, ou de 22 %, résultat imputable aux taux d'utilisation des prêts plus faibles par rapport à des taux particulièrement élevés à l'exercice précédent, à l'incidence de l'affaiblissement du dollar américain et au recul des soldes au sein du portefeuille de titres du secteur de l'énergie non canadien.

Comparaison du troisième trimestre de 2021 et du deuxième trimestre de 2021

Le bénéfice net comptable s'est chiffré à 558 millions de dollars et, après ajustement, il s'est fixé à 564 millions, dans les deux cas en légère baisse par rapport au trimestre précédent.

Le total des revenus s'est établi à 1 584 millions de dollars, en hausse de 46 millions, ou de 3 %. Les revenus du secteur Marchés mondiaux ont diminué, sous l'effet de la baisse des nouvelles émissions de titres de capitaux propres et des commissions et droits sur titres par rapport à l'intensification des activités menées pour les clients au trimestre précédent, de même que de la baisse des revenus de négociation de contrats sur produits de base et de l'incidence de la dépréciation du dollar américain, facteurs contrés en partie par la hausse des revenus des activités de négociation de contrats de taux d'intérêt. Les revenus du secteur Banque d'affaires et services bancaires aux sociétés ont augmenté, ce qui s'explique par l'accroissement des commissions de prise ferme et de consultation, des revenus du secteur Banque d'affaires et des profits nets sur titres.

Le total du recouvrement de pertes sur créances s'est établi à 94 millions de dollars, en hausse de 39 millions par rapport au trimestre précédent. Le recouvrement de pertes sur créances lié aux prêts douteux s'est établi à 19 millions, en hausse de 13 millions par rapport au trimestre précédent. Le recouvrement de pertes sur créances lié aux prêts productifs s'est chiffré à 75 millions pour le trimestre à l'étude, en hausse de 26 millions par rapport au trimestre précédent.

Les charges autres que d'intérêts se sont établies à 918 millions de dollars, en hausse de 82 millions, ou de 10 %, eu égard au trimestre précédent et les charges autres que d'intérêts ajustées se sont élevées à 910 millions, soit une augmentation de 82 millions, ou de 10 %. Cette hausse est imputable à l'augmentation des frais liés au personnel, y compris la rémunération liée au rendement et l'incidence des trois jours de plus qu'a comptés le trimestre considéré, ce qui a été contrebalancé en partie par l'incidence de l'affaiblissement du dollar américain.

Le total du solde moyen brut des prêts et acceptations s'est établi à 57 milliards de dollars, en baisse de 2,0 milliards, ou de 3 %, par rapport à l'exercice précédent, ce qui reflète le recul des soldes au sein du portefeuille de titres du secteur de l'énergie non canadien et l'incidence de l'affaiblissement du dollar américain.

Comparaison des neuf premiers mois de 2021 et des neuf premiers mois de 2020

Le bénéfice net comptable s'est établi à 1 604 millions de dollars, en hausse de 896 millions comparativement à l'exercice précédent, et le bénéfice net ajusté s'est situé à 1 623 millions, soit une hausse de 894 millions.

Le total des revenus s'est établi à 4 696 millions de dollars, en hausse de 748 millions, ou de 19 %. Les revenus du secteur Marchés mondiaux ont augmenté, sous l'effet de l'intensification des activités de négociation de contrats sur titres de participation menées pour les clients, ainsi que des nouvelles émissions de titres de participation et de titres d'emprunt, facteurs contrés en partie par l'incidence de l'affaiblissement du dollar américain et le recul des revenus de négociation de contrats de change, de négociation de contrats sur produits de base et de négociation de contrats de taux d'intérêt. L'exercice précédent tenait compte de l'incidence négative des activités relatives aux billets liés à des titres de participation et de l'effet défavorable de l'élargissement des écarts de crédit et de financement sur les ajustements de l'évaluation des produits dérivés. Les revenus du secteur Banque d'affaires et services bancaires aux sociétés ont augmenté, sous l'effet de l'accroissement des revenus liés aux activités de prise ferme et des profits nets sur titres, contré en partie par le recul des revenus du secteur Banque d'affaires, l'incidence de la dépréciation du dollar américain et le recul des activités de consultation. L'exercice précédent a subi l'incidence des réductions de valeur sur le portefeuille de prêts détenus en vue de la vente.

Le total du recouvrement de pertes sur créances s'est établi à 106 millions de dollars, comparativement à une dotation à la provision pour pertes sur créances de 595 millions l'an dernier. La dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux s'est élevée à 20 millions, en baisse de 185 millions par rapport à l'an dernier. Un recouvrement de pertes sur créances lié aux prêts productifs de 126 millions a été enregistré pour l'exercice considéré, comparativement à une dotation à la provision de 390 millions à l'exercice précédent.

Les charges autres que d'intérêts se sont établies à 2 633 millions de dollars, soit une hausse de 198 millions, ou de 8 % par rapport à l'an dernier et, après ajustement, elles se sont chiffrées à 2 608 millions, soit une hausse de 201 millions, ou de 8 %. Cette hausse découle de l'augmentation de la rémunération liée au rendement, en partie compensée par l'incidence de la dépréciation du dollar américain et de la baisse des autres coûts d'exploitation.

Le total du solde moyen brut des prêts et acceptations a reculé de 9,9 milliards de dollars, ou de 14 %, pour s'établir à 59,6 milliards, en raison surtout des taux d'utilisation des prêts plus faibles par rapport à leur niveau élevé de l'exercice précédent, de l'incidence de l'affaiblissement du dollar américain et de la diminution des soldes du portefeuille de titres du secteur de l'énergie non canadien.

Les résultats ajustés figurant dans la présente section qui traite de BMO Marchés des capitaux sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Il y a lieu de se reporter à la section Mesures non conformes aux PCGR.

Services d'entreprise

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	T3-2021	T2-2021	T3-2020	Cumul 2021	Cumul 2020
Revenus nets d'intérêts avant compensation sur une bic des groupes	(53)	(78)	(161)	(217)	(325)
Compensation sur une bic des groupes	(77)	(83)	(101)	(237)	(257)
Revenus nets d'intérêts (bic)	(130)	(161)	(262)	(454)	(582)
Revenus autres que d'intérêts	89	75	78	242	232
Total des revenus (bic)	(41)	(86)	(184)	(212)	(350)
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts douteux	(2)	-	-	(3)	2
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts productifs	(4)	-	7	(4)	8
Total des dotations à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances	(6)	-	7	(7)	10
Charges autres que d'intérêts	118	980	69	1 287	303
Bénéfice (perte) avant impôts sur le résultat	(153)	(1 066)	(260)	(1 492)	(663)
Charge (recouvrement) d'impôts sur le résultat (bic)	(101)	(154)	(143)	(385)	(359)
Perte nette comptable	(52)	(912)	(117)	(1 107)	(304)
Incidence des dessaisissements 1) 2)	18	772	-	790	-
Coûts de restructuration (reprises) 2)	(18)	-	-	(18)	-
Perte nette ajustée 1) 2)	(52)	(140)	(117)	(335)	(304)
Total des revenus ajustés (bic)	(41)	(115)	(184)	(241)	(350)
Charges autres que d'intérêts ajustées	118	180	69	487	303

- 1) Au deuxième trimestre de 2021, le bénéfice net comptable tient compte d'une réduction de valeur de l'écart d'acquisition de 747 millions de dollars, avant et après impôts, liée à la vente annoncée de nos activités de gestion d'actifs en Europe, au Moyen-Orient et en Afrique, d'un profit net de 22 millions (29 millions avant impôts) à la vente de nos activités de banque privée à Hong Kong et à Singapour, et de coûts de dessaisissement à l'égard des deux transactions de 47 millions (53 millions avant impôts). Le profit net sur la vente est compris dans les revenus tandis que la réduction de valeur de l'écart d'acquisition et les coûts de dessaisissement sont compris dans les charges autres que d'intérêts, tous ces montants étant imputés aux Services d'entreprise.
- 2) Le bénéfice net comptable du troisième trimestre de 2021 tenait compte de charges de 18 millions de dollars (24 millions avant impôts) découlant de l'incidence des dessaisissements se rapportant à la vente annoncée de nos activités de gestion d'actifs en Europe, au Moyen-Orient et en Afrique et à la vente de nos activités de banque privée à Hong Kong et à Singapour, ce qui a été contrebalancé par la reprise partielle de charges de restructuration comptabilisées au quatrième trimestre de 2019 se rapportant à des indemnités de départ de 18 millions (24 millions avant impôts), tous ces montants étant imputés aux charges autres que d'intérêts, dans les Services d'entreprise.

Les résultats ajustés figurant dans le tableau ci-dessus sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Il y a lieu de se reporter à la section Mesures non conformes aux PCGR.

Les Services d'entreprise comprennent les unités fonctionnelles et l'unité Technologie et opérations (T&O). Les unités fonctionnelles offrent à l'échelle de l'entreprise une expertise et des services de soutien et de gouvernance dans plusieurs domaines, dont la planification stratégique, la gestion des risques, les finances, la conformité aux exigences juridiques et réglementaires, les ressources humaines, les communications, la commercialisation, les opérations immobilières et l'approvisionnement. T&O assure la conception, la surveillance, la gestion et le maintien de la gouvernance en matière de technologie de l'information, y compris les données et les analyses, ainsi que la prestation de services de cybersécurité et de services opérationnels.

Les coûts associés aux services fournis par les unités fonctionnelles et T&O sont en grande partie transférés aux trois groupes d'exploitation (Services bancaires Particuliers et entreprises, BMO Gestion de patrimoine et BMO Marchés des capitaux), les montants restants étant pris en compte dans les résultats des Services d'entreprise. Ainsi, les résultats des Services d'entreprise reflètent en grande partie l'incidence des autres activités de gestion de la trésorerie, l'élimination des ajustements sur une base d'imposition comparable et les dépenses résiduelles non attribuées.

Comparaison du troisième trimestre de 2021 et du troisième trimestre de 2020

La perte nette comptable et ajustée des Services d'entreprise pour le trimestre à l'étude s'est située à 52 millions de dollars, comparativement à une perte nette comptable et ajustée de 117 millions à l'exercice précédent. Les résultats ajustés ont progressé en raison de la hausse des revenus, sous l'effet de l'accroissement des profits sur titres et des activités de gestion de la trésorerie, facteurs contrés en partie par la hausse des charges.

Comparaison du troisième trimestre de 2021 et du deuxième trimestre de 2021

La perte nette comptable et ajustée pour le trimestre à l'étude s'est chiffrée à 52 millions de dollars, comparativement à une perte nette comptable de 912 millions et à une perte nette ajustée de 140 millions pour le trimestre précédent. Les résultats ajustés ont augmenté en raison de la hausse des revenus, sous l'effet de l'accroissement des activités de gestion de la trésorerie et des profits sur titres de même que de la baisse des charges, facteurs compensés en partie par l'incidence d'un taux d'impôt moins favorable pour le trimestre à l'étude.

Comparaison des neuf premiers mois de 2021 et des neuf premiers mois de 2020

La perte nette comptable s'est établie à 1 107 millions de dollars, et la perte nette ajustée, à 335 millions, comparativement à une perte nette comptable et ajustée de 304 millions à l'exercice précédent. Les résultats ajustés se sont repliés en raison de l'accroissement des charges, ce qui a été contrebalancé en partie par la hausse des revenus, sous l'effet de l'accroissement des activités de gestion de la trésorerie, et par l'incidence d'un taux d'impôt plus élevé à l'exercice précédent.

Les résultats ajustés figurant dans la présente section qui traite des Services d'entreprise sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Il y a lieu de se reporter à la section Mesures non conformes aux PCGR.

Sommaire des tendances trimestrielles relatives au bénéfice

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T3-2021	T2-2021	T1-2021	T4-2020	T3-2020	T2-2020	T1-2020	T4-2019
Revenus 1)	7 562	6 076	6 975	5 986	7 189	5 264	6 747	6 087
Sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités (SCVPI)	984	(283)	601	-	1 189	(197)	716	335
Revenus, déduction faite des SCVPI 1)	6 578	6 359	6 374	5 986	6 000	5 461	6 031	5 752
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts douteux	71	155	215	339	446	413	324	231
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts productifs	(141)	(95)	(59)	93	608	705	25	22
Total des dotations à la provision pour pertes sur créances	(70)	60	156	432	1 054	1 118	349	253
Charges autres que d'intérêts 1)	3 684	4 409	3 613	3 548	3 444	3 516	3 669	3 987
Bénéfice avant impôts sur le résultat	2 964	1 890	2 605	2 006	1 502	827	2 013	1 512
Charge d'impôts sur le résultat	689	587	588	422	270	138	421	318
Bénéfice net comptable (voir ci-dessous)	2 275	1 303	2 017	1 584	1 232	689	1 592	1 194
Coûts d'intégration des acquisitions 2)	2	2	2	3	4	2	2	2
Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions 2)	15	18	19	23	23	24	23	29
Incidence des dessaisissements 3) 4)	18	772	-	-	-	-	-	-
Coûts de restructuration (reprises) 4) 5)	(18)	-	-	-	-	-	-	357
Ajustement lié à la réassurance 6)	-	-	-	-	-	-	-	25
Bénéfice net ajusté (voir ci-dessous)	2 292	2 095	2 038	1 610	1 259	715	1 617	1 607
Bénéfice de base par action (\$)	3,42	1,91	3,03	2,37	1,81	1,00	2,38	1,79
Bénéfice dilué par action (\$)	3,41	1,91	3,03	2,37	1,81	1,00	2,37	1,78
Bénéfice dilué par action, après ajustement (\$)	3,44	3,13	3,06	2,41	1,85	1,04	2,41	2,43

- 1) Avec prise d'effet au premier trimestre de 2020, la Banque a adopté l'IFRS 16, *Contrats de location* (IFRS 16), qui prévoit la comptabilisation de l'effet cumulatif de l'adoption dans le solde d'ouverture des résultats non distribués, sans retraitement des chiffres des périodes antérieures. Conformément à l'IFRS 16, la Banque, en tant que preneur, est tenue de comptabiliser un actif au titre du droit d'utilisation et une obligation locative correspondante pour la plupart des contrats de location. Pour de plus amples détails, il y a lieu de se reporter à la section Modifications de méthodes comptables en 2020, à la page 118 et à la note 1 afférente aux états financiers consolidés audités, aux pages 151 et 152 de notre Rapport annuel pour 2020.
- 2) Les coûts d'intégration des acquisitions avant impôts et l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions avant impôts ont été inscrits dans les charges autres que d'intérêts des groupes d'exploitation.
- 3) Au deuxième trimestre de 2021, le bénéfice net comptable tient compte d'une réduction de valeur de l'écart d'acquisition de 747 millions de dollars, avant et après impôts, liée à la vente annoncée de nos activités de gestion d'actifs en Europe, au Moyen-Orient et en Afrique, d'un profit net de 22 millions (29 millions avant impôts) à la vente de nos activités de banque privée à Hong Kong et à Singapour et de coûts liés aux dessaisissements à l'égard des deux transactions de 47 millions (53 millions avant impôts). Le profit net sur la vente est compris dans les revenus tandis que la réduction de valeur de l'écart d'acquisition et les coûts de dessaisissement sont compris dans les charges autres que d'intérêts, tous ces montants étant imputés aux Services d'entreprise.
- 4) Le bénéfice net comptable du troisième trimestre de 2021 tenait compte de charges de 18 millions de dollars (24 millions avant impôts) découlant de l'incidence des dessaisissements se rapportant à la vente annoncée de nos activités de gestion d'actifs en Europe, au Moyen-Orient et en Afrique et à la vente de nos activités de banque privée à Hong Kong et à Singapour, ce qui a été contrebalancé par la reprise partielle de charges de restructuration comptabilisées au quatrième trimestre de 2019 se rapportant à des indemnités de départ de 18 millions (24 millions avant impôts), tous ces montants étant imputés aux charges autres que d'intérêts, dans les Services d'entreprise.
- 5) La charge de restructuration s'est élevée à 357 millions de dollars après impôts pour le quatrième trimestre de 2019 (484 millions avant impôts), et est comprise dans les charges autres que d'intérêts des Services d'entreprise.
- 6) Le bénéfice net comptable du quatrième trimestre de 2019 inclut un ajustement lié à la réassurance de 25 millions de dollars (avant et après impôts) figurant dans les SCVPI et visant à tenir compte de l'incidence nette d'importants sinistres liés à la réassurance causés par les typhons japonais qui sont survenus après notre décision de ralentir progressivement nos activités dans le secteur de la réassurance. L'ajustement lié à la réassurance figurait dans les SCVPI de BMO Gestion de patrimoine.

Les résultats ajustés qui sont présentés dans ce tableau sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Il y a lieu de se reporter à la section Mesures non conformes aux PCGR.

Les tendances trimestrielles relatives au bénéfice de BMO sont examinées en détail aux pages 54 et 55 de son Rapport annuel pour 2020. Nous invitons les lecteurs à se reporter à cette analyse pour obtenir des explications plus complètes de ces tendances et des facteurs qui ont influé sur les résultats trimestriels passés, dont la légère influence des variations saisonnières sur les résultats. La conversion des monnaies étrangères influe également sur le bénéfice trimestriel. Le tableau précédent présente un sommaire des résultats obtenus entre le quatrième trimestre de l'exercice 2019 et le troisième trimestre de l'exercice 2021.

Tendances relatives au bénéfice

Au cours des deuxième et troisième trimestres de 2020, les répercussions défavorables majeures causées par la pandémie de COVID-19 sur l'économie mondiale ont entraîné une incidence négative correspondante sur nos résultats financiers, ce qui s'est traduit par une augmentation des dotations à la provision pour pertes sur créances, une diminution de la croissance des prêts, une forte croissance des dépôts, un effet défavorable sur les revenus du fait de la baisse des taux d'intérêt et des dépenses de consommation plus faibles, un effet positif sur les revenus de négociation du fait de l'accroissement de l'activité des clients et un recul de la croissance des charges. Au cours des derniers trimestres, le bénéfice a généralement suivi une tendance à la hausse, grâce à la croissance des revenus dans l'ensemble de nos groupes d'exploitation, en particulier grâce à la vigueur des marchés boursiers mondiaux et à l'activité des clients de BMO Marchés des capitaux et de BMO Gestion de patrimoine ainsi qu'à la diminution des dotations à la provision pour pertes sur créances, partiellement contrebalancées par la hausse des charges. Toutefois, l'évolution imprévisible de la pandémie, y compris les mutations du virus et une possible résurgence des cas de COVID-19 à l'échelle mondiale, contribue à l'incertitude économique persistante.

Les résultats comptables du deuxième trimestre de 2021 tenaient compte d'une réduction de valeur de l'écart d'acquisition liée à la vente annoncée de nos activités de gestion d'actifs en Europe, au Moyen-Orient et en Afrique, d'un profit net à la vente de nos activités de banque privée à Hong Kong et Singapour et de coûts de dessaisissement. Les résultats du quatrième trimestre de 2019 comprenaient une charge de restructuration et un ajustement lié à la réassurance. Au cours du trimestre à l'étude, nous avons enregistré des charges provenant de l'incidence des dessaisissements liés aux transactions du deuxième trimestre de 2021, ainsi qu'une reprise partielle des charges de restructuration enregistrées au quatrième trimestre de 2019. Toutes les périodes ont subi l'incidence de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions de même que par des coûts d'intégration.

Le total des revenus au troisième trimestre de 2021 témoigne du bon rendement dégagé par l'ensemble des groupes d'exploitation. La pandémie de COVID-19, le contexte de faiblesse des taux d'intérêt et la baisse des revenus autres que d'intérêts ont nu à la croissance des revenus des Services bancaires PE au cours des derniers trimestres, ce qui reflète les changements dans les activités des clients, lesquelles commencent à retourner aux niveaux prépandémie. Le rendement au chapitre des revenus de BMO Gestion de patrimoine au cours des derniers trimestres tenait compte du regain des marchés boursiers à l'échelle mondiale et des fluctuations des volumes de transactions de courtage en ligne, tandis que ceux du deuxième trimestre de 2020 tenaient compte de l'incidence du repli des marchés boursiers et d'une provision pour frais juridiques. Les revenus d'assurance, déduction faite des SCVPI, fluctuent en raison surtout des variations des taux d'intérêt à long terme et des marchés boursiers. Au cours de sept des huit derniers trimestres, BMO Marchés des capitaux a réalisé une croissance des revenus sur un an, essentiellement en raison de la hausse des revenus de négociation et de prise ferme découlant de l'intensification des activités menées pour les clients, le deuxième trimestre de 2020 ayant subi les contrecoups de la conjoncture des marchés volatils touchée par la pandémie de COVID-19.

En 2020, nous avons comptabilisé une augmentation des dotations à la provision pour pertes sur créances dans l'ensemble des secteurs d'activité, en raison surtout de l'incidence de la pandémie, dont des dotations plus élevées à la provision pour pertes sur créances liées aux prêts productifs. En 2021, nous avons comptabilisé une diminution des dotations à la provision pour pertes sur créances liées aux prêts douteux et une hausse des recouvrements de pertes sur créances liée aux prêts douteux, ce qui reflète une amélioration des conditions de crédit et des perspectives économiques.

Les charges autres que d'intérêts tenaient compte de l'accent que nous avons mis sur la gestion des charges et l'amélioration de l'efficacité. Les charges autres que d'intérêts comptables reflétaient l'incidence d'une réduction de valeur de l'écart d'acquisition et des coûts liés aux dessaisissements au cours des deuxième et troisième trimestres de 2021, la charge de restructuration prise en compte au quatrième trimestre de 2019 de même que le renversement partiel de cette charge au troisième trimestre de 2021. Au cours des récents trimestres, les charges autres que d'intérêts ont subi l'incidence de l'augmentation des frais liés au personnel et de la hausse des coûts liés à la technologie, ce qui a été compensé en partie par l'incidence de l'affaiblissement du dollar américain, la baisse des coûts liés à la COVID-19 ainsi que la diminution des frais de déplacement en raison des répercussions continues de la pandémie.

Le taux d'impôt effectif a varié à la suite de modifications législatives et des changements apportés à la politique fiscale, y compris leur interprétation par les autorités fiscales et les tribunaux, de la composition des résultats, y compris la proportion relative du bénéfice réalisé dans chaque territoire où nous exerçons nos activités, du niveau du bénéfice comptable avant impôts et du montant du bénéfice tiré des titres et exonéré d'impôts. Au cours du dernier trimestre, le taux d'impôt effectif a été touché par la réduction de valeur de l'écart d'acquisition liée à la vente annoncée de nos activités de gestion d'actifs en Europe, au Moyen-Orient et en Afrique.

Les résultats de la Banque reflètent l'incidence de l'IFRS 16, *Contrats de location* (IFRS 16), qu'elle a adopté au premier trimestre de 2020, qui prévoit la comptabilisation de l'effet cumulatif de l'adoption dans le solde d'ouverture des résultats non distribués, sans retraitement des chiffres des périodes antérieures. Conformément à l'IFRS 16, la Banque, en tant que preneur, est tenue de comptabiliser un actif au titre du droit d'utilisation et une obligation locative correspondante pour la plupart des contrats de location. Pour de plus amples détails, il y a lieu de se reporter à la section Modifications de méthodes comptables en 2020, à la page 118 du Rapport annuel de BMO pour 2020.

Les résultats ajustés que renferme le présent sommaire des tendances trimestrielles relatives au bénéfice sont des montants et mesures non conformes aux PCGR. Il y a lieu de se reporter à la section Mesures non conformes aux PCGR. Se reporter également à la section Gestion des risques.

Transactions avec des parties liées

Dans le cadre normal de nos activités, nous fournissons des services bancaires à notre personnel de direction clé selon les mêmes modalités que celles que nous offrons à nos clients privilégiés. Le personnel de direction clé s'entend des personnes qui ont le pouvoir et la responsabilité de planifier, d'orienter et de contrôler les activités d'une entité, soit les administrateurs et les plus hauts dirigeants de la Banque. Nous fournissons des services bancaires à nos coentreprises et à nos entités détenues comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence suivant les mêmes modalités que celles que nous offrons à nos clients pour ces services. Nous offrons également aux employés une subvention à l'égard des frais annuels de cartes de crédit.

Les politiques et procédures qu'applique la Banque à l'égard des transactions avec des parties liées n'ont pas changé de manière significative en regard de celles du 31 octobre 2020 et correspondent à celles décrites à la note 27 afférente aux états financiers consolidés audités, à la page 211 du Rapport annuel de BMO pour 2020.

Arrangements hors bilan

Dans le cadre normal de nos activités, nous concluons un certain nombre d'arrangements hors bilan, dont les plus importants sont les entités structurées, les instruments de crédit et les garanties. Ces arrangements sont décrits à la page 71 du Rapport annuel de BMO pour 2020. Nous consolidons nos propres entités de titrisation, l'entité de titrisation américaine des clients ainsi que certaines entités de capital et de financement. Nous ne consolidons pas les entités de titrisation canadiennes des clients, certaines entités de capital, ni divers fonds d'investissement gérés par BMO, ni diverses autres entités structurées dans lesquelles des placements sont détenus. Il ne s'est produit aucun changement important aux arrangements hors bilan de la Banque depuis le 31 octobre 2020.

Méthodes comptables et principales estimations comptables

Notre Rapport annuel pour 2020 de même que les notes afférentes aux états financiers consolidés audités de l'exercice clos le 31 octobre 2020 ainsi que la note 1 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires non audités renferment la description de nos principales méthodes comptables ainsi que des explications sur certaines estimations comptables qui sont considérées comme particulièrement importantes puisqu'elles exigent que la direction pose des jugements importants, dont certains portent sur des questions qui sont inévitablement incertaines. Nous invitons les lecteurs à prendre connaissance de ces explications aux pages 114 à 119 et à la note 1 afférente aux états financiers consolidés audités aux pages 150 à 155 du Rapport annuel de BMO pour 2020 ainsi que dans les mises à jour fournies à la note 1 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires non audités.

Provision pour pertes sur créances

La provision pour pertes sur créances se compose des provisions liées aux prêts douteux, qui représentent l'estimation des pertes liées aux prêts douteux dans le portefeuille ayant déjà fait l'objet de provisions, mais qui ne sont pas encore sortis du bilan, et des provisions liées aux prêts productifs, qui constituent la meilleure estimation de la Banque en ce qui concerne la perte de valeur des prêts du portefeuille existant qui n'ont pas encore été individuellement désignés comme étant douteux. Les pertes sur créances attendues sont calculées d'après des pondérations probabilistes en fonction des scénarios économiques décrits ci-dessous, et sont calculées pour chaque exposition dans le portefeuille en fonction de la probabilité de défaut (PD), de l'exposition en cas de défaut (ECD) et de la perte en cas de défaut (PCD), ainsi que du moment de la perte. Lorsqu'il y a eu une augmentation significative du risque de crédit, une perte sur créances attendue pour la durée de vie est comptabilisée; sinon, une perte sur créances attendue sur 12 mois est généralement comptabilisée. L'augmentation importante du risque de crédit tient compte de nombreux facteurs et variera en fonction des catégories de produits et de risques. Les principaux facteurs à prendre en compte pour effectuer cette détermination sont les variations relatives de la probabilité de défaut depuis l'octroi et certains autres critères, dont le fait qu'un compte soit en souffrance depuis 30 jours ou qu'il soit inscrit dans une liste de comptes à surveiller. Nous pouvons appliquer un jugement fondé sur l'expérience en matière de crédit pour refléter les facteurs qui ne sont pas pris en compte dans les modèles de pertes sur créances attendues, selon ce que nous jugeons nécessaire. Nous avons exercé un jugement de crédit expérimenté pour tenir compte de l'incidence du contexte extraordinaire et très incertain sur les conditions de crédit et l'économie du fait de la pandémie de COVID-19. Pour de plus amples renseignements, se reporter aux pages 114 et 116 et à la note 4 afférente à nos états financiers consolidés annuels audités, aux pages 159 à 164 du Rapport annuel de BMO pour 2020 et à la note 3 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires non audités, à la page 64.

Au 31 juillet 2021, le total des provisions pour pertes sur créances se chiffrait à 3 248 millions de dollars (3 814 millions au 31 octobre 2020), et il se composait d'une provision liée aux prêts productifs de 2 686 millions et d'une provision liée aux prêts douteux de 562 millions (3 075 millions et 739 millions, respectivement, au 31 octobre 2020). La provision liée aux prêts productifs a diminué de 389 millions par rapport au quatrième trimestre de 2020, du fait principalement de l'amélioration des perspectives économiques, de la migration favorable du crédit et des fluctuations des taux de change, facteurs compensés en partie par l'incidence de la conjoncture incertaine sur les conditions du crédit futures, y compris l'adoption d'une pondération du scénario défavorable plus élevée au premier trimestre de l'exercice à l'étude de même que d'un scénario défavorable plus marqué au deuxième trimestre.

Pour établir notre provision liée aux prêts productifs, nous appliquons des pondérations probabilistes à trois scénarios économiques, lesquels reflètent notre point de vue quant à la conjoncture économique et aux conditions des marchés, soit un scénario de référence qui, à notre avis, représente le résultat le plus probable, ainsi que des scénarios favorables et défavorables, tous élaborés par notre groupe Études économiques.

Au 31 juillet 2021, selon notre scénario de référence, il est prévu que l'économie sera plus forte, tant au Canada qu'aux États-Unis. Au Canada, la croissance annuelle du PIB réel se situera en moyenne à 7,3 % au cours des 12 prochains mois grâce à d'importantes mesures de relance budgétaire et à la poursuite de l'assouplissement des restrictions liées à la pandémie, jumelées à une vague liée à la demande refoulée. Le PIB réel annuel devrait se situer en moyenne à 3,9 % au cours des 12 prochains mois, à mesure que la reprise économique se poursuivra et que les dépenses reviendront à des niveaux plus normaux. Selon les prévisions, le taux de chômage au Canada devrait reculer de manière constante, mais demeurer élevé, pour s'établir en moyenne à 7,1 % au cours des 12 prochains mois et à 5,8 % au cours de l'année suivante. Quant à l'économie américaine, elle suivra une trajectoire similaire, bien qu'avec un niveau de croissance plus élevé que celui du Canada au cours des 12 prochains mois, soit de 8,7 %, en raison des mesures de relance budgétaires plus importantes et d'un déploiement initial plus rapide des vaccins. Le PIB réel dans ce pays devrait croître de 3,3 % au cours des 12 mois suivants. Le taux de chômage aux États-Unis devrait reculer à 4,9 %, en moyenne, au cours des 12 prochains mois pour ensuite reculer à 3,7 % au cours de l'année suivante, selon les prévisions. Selon notre scénario de référence publié au 31 octobre 2020, nous avons prévu que le Canada et les États-Unis connaîtraient une croissance économique plus modérée au cours de la période à court terme visée par les prévisions. En supposant que les prévisions économiques du scénario de référence se réalisent à 100 % et compte tenu de l'incidence de la migration des prêts après reclassement, toutes les autres hypothèses demeurant constantes, y compris l'application d'un jugement fondé sur l'expérience en matière de crédit, la provision liée aux prêts productifs s'établirait à environ 1 850 millions de dollars au 31 juillet 2021 (2 375 millions au 31 octobre 2020), contre 2 686 millions pour la provision comptable liée aux prêts productifs (3 075 millions au 31 octobre 2020).

Au 31 juillet 2021, notre scénario économique défavorable fait état d'une croissance annuelle minimale du PIB réel au cours des 12 prochains mois de 0,7 % et de 0,1 %, respectivement, au Canada et aux États-Unis, et d'une contraction de 1,1 % dans les deux cas au cours des 12 mois suivants. Notre scénario défavorable présume une hausse soutenue et plus importante des cas d'infection de COVID-19 accompagnée de nouvelles restrictions visant un large éventail d'activités menant à une baisse de la confiance des consommateurs et des entreprises. Les taux de chômage resteront élevés tant au Canada qu'aux États-Unis, passant notamment d'une moyenne de 11,2 % au cours des 12 prochains mois à une moyenne de 13,1 % l'année suivante au Canada et de 9,1 % à 11,6 % aux États-Unis au cours de la même période. Le scénario défavorable prévoyait au 31 octobre 2020 une

contraction de l'économie beaucoup moins importante au Canada et aux États-Unis, comparativement au scénario défavorable au 31 juillet 2021, le PIB réel du Canada et des États-Unis devant se contracter d'environ 3 % sur plusieurs trimestres, au lieu de 5 %. En supposant que les prévisions économiques du scénario défavorable se réalisent à 100 % et compte tenu de l'incidence de la migration des prêts après reclassement, les autres hypothèses demeurant constantes, y compris l'application d'un jugement fondé sur l'expérience en matière de crédit, la provision liée aux prêts productifs serait d'environ 4 225 millions de dollars au 31 juillet 2021 (4 875 millions au 31 octobre 2020), contre 2 686 millions pour la provision comptable liée aux prêts productifs (3 075 millions au 31 octobre 2020).

Lorsque des variations de la performance économique sont mesurées dans nos prévisions, nous nous appuyons sur le PIB réel, qui est le principal moteur des variations de bon nombre des autres variables économiques et du marché, y compris l'indice de volatilité, les écarts de taux de sociétés BBB, les taux de chômage, les indices des prix des habitations et le crédit à la consommation. Bon nombre de ces variables présentent un degré élevé d'interdépendance et, par conséquent, il n'y a pas qu'un facteur unique auquel l'ensemble des provisions liées aux prêts douteux sont sensibles.

Le tableau suivant présente certaines des principales variables économiques utilisées pour estimer la provision liée aux prêts productifs au cours de la période visée par les prévisions. D'ordinaire, ce tableau est publié une fois par année. Toutefois, en raison du degré d'incertitude continue afférent à l'information prospective du fait de l'incidence de la pandémie de COVID-19, les informations fournies constituent une mise à jour de l'information contenue dans le Rapport annuel de BMO pour 2020. Les valeurs indiquées représentent les niveaux ou les taux de croissance annuels moyens nationaux pour les 12 prochains mois et les 12 mois suivants de chaque période de présentation pour tous les scénarios. Bien que les valeurs indiquées ci-dessous soient des variables nationales, nous utilisons des variables régionales dans nos modèles sous-jacents, le cas échéant.

		Au 31 juillet 2021					
		Scénario favorable		Scénario de référence		Scénario défavorable	
Tous les chiffres sont des valeurs annuelles moyennes		12 premiers mois	12 mois suivants	12 premiers mois	12 mois suivants	12 premiers mois	12 mois suivants
Taux de croissance du PIB réel 1)	Canada	9,6 %	5,5 %	7,3 %	3,9 %	0,7 %	(1,1) %
	États-Unis	10,9 %	4,6 %	8,7 %	3,3 %	0,1 %	(1,1) %
Écart de rendement des obligations de sociétés à 10 ans, cotées BBB	Canada	1,5 %	1,9 %	1,9 %	2,2 %	3,6 %	4,4 %
	États-Unis	1,0 %	1,2 %	1,3 %	1,6 %	4,2 %	4,5 %
Taux de chômage	Canada	5,9 %	4,8 %	7,1 %	5,8 %	11,2 %	13,1 %
	États-Unis	4,3 %	3,2 %	4,9 %	3,7 %	9,1 %	11,6 %
Prix des habitations 1)	Canada 2)	24,0 %	10,9 %	20,9 %	6,0 %	(8,6) %	(18,0) %
	États-Unis 3)	13,8 %	7,0 %	11,5 %	4,5 %	(7,4) %	(15,5) %

		Au 30 avril 2021					
		Scénario favorable		Scénario de référence		Scénario défavorable	
Tous les chiffres sont des valeurs annuelles moyennes		12 premiers mois	12 mois suivants	12 premiers mois	12 mois suivants	12 premiers mois	12 mois suivants
Taux de croissance du PIB réel 1)	Canada	8,5 %	5,7 %	6,2 %	4,1 %	(0,7) %	(1,1) %
	États-Unis	8,8 %	5,8 %	6,6 %	4,5 %	(1,4) %	(1,1) %
Écart de rendement des obligations de sociétés à 10 ans, cotées BBB	Canada	1,5 %	1,9 %	1,9 %	2,2 %	3,6 %	4,4 %
	États-Unis	1,0 %	1,2 %	1,4 %	1,5 %	4,2 %	4,5 %
Taux de chômage	Canada	6,4 %	5,1 %	7,8 %	6,3 %	12,0 %	13,9 %
	États-Unis	4,6 %	3,4 %	5,4 %	4,1 %	9,8 %	12,3 %
Prix des habitations 1)	Canada 2)	20,7 %	10,1 %	17,8 %	5,2 %	(11,9) %	(18,0) %
	États-Unis 3)	10,9 %	6,5 %	8,6 %	4,1 %	(8,4) %	(15,5) %

		Au 31 octobre 2020					
		Scénario favorable		Scénario de référence		Scénario défavorable	
Tous les chiffres sont des valeurs annuelles moyennes		12 premiers mois	12 mois suivants	12 premiers mois	12 mois suivants	12 premiers mois	12 mois suivants
Taux de croissance du PIB réel 1)	Canada	3,7 %	6,4 %	1,8 %	4,2 %	(4,4) %	(1,1) %
	États-Unis	1,6 %	6,0 %	(0,4) %	4,0 %	(5,1) %	(1,2) %
Écart de rendement des obligations de sociétés à 10 ans, cotées BBB	Canada	1,8 %	1,9 %	2,2 %	2,2 %	3,6 %	4,5 %
	États-Unis	1,7 %	1,7 %	2,0 %	2,0 %	3,9 %	4,1 %
Taux de chômage	Canada	7,4 %	6,1 %	8,9 %	7,5 %	12,7 %	13,9 %
	États-Unis	6,4 %	4,8 %	8,0 %	6,0 %	11,5 %	12,8 %
Prix des habitations 1)	Canada 2)	10,3 %	7,7 %	7,2 %	2,8 %	(1,2) %	(8,7) %
	États-Unis 3)	4,6 %	4,5 %	2,4 %	2,1 %	(2,4) %	(6,2) %

1) Le produit intérieur brut réel et l'indice des prix des logements sont des moyennes sur quatre trimestres des taux de croissance annuels.

2) Au Canada, nous utilisons l'indice composé des prix des habitations HPI.

3) Aux États-Unis, nous utilisons l'indice national des prix des habitations Case-Shiller.

Le tableau ci-dessous illustre l'évolution des prévisions du taux de croissance sur un an du PIB réel pour le scénario de référence au Canada et aux États-Unis par trimestre civil. En outre, le tableau montre le niveau du PIB réel exprimé en pourcentage par rapport au quatrième trimestre de l'année civile 2019, qui fait état du sommet, par trimestre, qu'a atteint le PIB réel avant la pandémie, soit au début du premier trimestre de l'année civile 2020.

Trimestres civils clos les	30 juin 2021	30 septembre 2021	31 décembre 2021	31 mars 2022	30 juin 2022	30 septembre 2022	31 décembre 2022	30 mars 2023
Taux de croissance annuel du PIB réel								
Canada	13,1 %	6,0 %	5,2 %	5,0 %	5,7 %	4,1 %	3,2 %	2,6 %
États-Unis	13,2 %	7,4 %	7,5 %	6,7 %	4,7 %	3,3 %	2,8 %	2,6 %
Évolution du PIB réel par rapport au quatrième trimestre de l'année civile 2019								
Canada	98,3 %	100,5 %	102,0 %	103,2 %	103,9 %	104,6 %	105,3 %	105,9 %
États-Unis	101,8 %	103,7 %	104,9 %	105,7 %	106,5 %	107,2 %	107,8 %	108,5 %

Le modèle de pertes sur créances attendues exige la comptabilisation des pertes sur créances en fonction généralement des pertes attendues sur 12 mois pour les prêts productifs (étape 1) et la comptabilisation des pertes sur créances attendues pour la durée de vie des prêts productifs dont le risque de crédit a augmenté de manière importante depuis qu'ils ont été accordés (étape 2). Aux termes de nos scénarios actuels pondérés en fonction de la probabilité et compte tenu du profil de risque actuel de nos prêts, si la totalité de nos prêts productifs se situait à l'étape 1, notre provision liée aux prêts productifs se situerait à environ 1 925 millions de dollars (2 300 millions au 31 octobre 2020), comparativement à une provision comptable liée aux prêts productifs de 2 686 millions (3 075 millions au 31 octobre 2020).

Des renseignements sur la dotation à la provision pour pertes sur créances pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 juillet 2021 se trouvent à la page 14 du présent document.

La présente section qui traite de la provision pour pertes sur créances comprend des déclarations prospectives. Il y a lieu de se reporter à la mise en garde concernant les déclarations prospectives. Se reporter également à la section Gestion des risques.

Mise en garde

La section Méthodes comptables et principales estimations comptables renferme des déclarations prospectives. Il y a lieu de se reporter à la mise en garde concernant les déclarations prospectives.

Modifications de méthodes comptables

Réforme des taux interbancaires offerts (TIO)

Nous avons adopté de manière anticipée, le 1^{er} novembre 2020, la phase 2 des modifications de l'IFRS 9, *Instruments financiers*, de l'IAS 39, *Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation* (IAS 39), de l'IFRS 7, *Instruments financiers : Informations à fournir*, de l'IFRS 4, *Contrats d'assurance* ainsi que de l'IFRS 16, *Contrats de location*. Ces modifications traitent des questions qui découlent de la mise en œuvre de la réforme des TIO, dans le cadre de laquelle ces derniers sont remplacés par des taux de référence alternatifs.

Dans le cas des instruments financiers évalués au coût amorti, les modifications prévoient une mesure de simplification selon laquelle si un changement dans les flux de trésorerie contractuels résulte de la réforme des TIO et se produit sur une base économiquement équivalente, ce changement sera comptabilisé en actualisant le taux d'intérêt effectif sans qu'aucun profit ni perte immédiat ne soit constaté. Les modifications prévoient également un allègement temporaire supplémentaire en ce qui concerne l'application de dispositions spécifiques relatives à la comptabilité de couverture de l'IAS 39 qui s'appliquent aux relations de couverture touchées par la réforme des TIO. Par exemple, une exception à l'exigence de mettre fin à la comptabilité de couverture en raison de changements dans la documentation de couverture exigée uniquement par la réforme des TIO a été prévue. Les modifications exigent également que soient fournies des informations supplémentaires qui permettent aux utilisateurs de comprendre l'incidence de la réforme des TIO sur les instruments financiers et la stratégie de gestion des risques de la Banque.

Il y a lieu de se reporter à la note 1 afférente à nos états financiers consolidés intermédiaires non audités figurant à la page 60.

Cadre conceptuel

Avec prise d'effet le 1^{er} novembre 2020, BMO a adopté le cadre conceptuel révisé (cadre) qui définit les concepts fondamentaux aux fins de la présentation de l'information financière pour assurer que les décisions futures relativement à la normalisation soient prises de façon uniforme et que des transactions similaires soient traitées de manière similaire et ainsi fournir des renseignements utiles aux utilisateurs des états financiers. Le cadre n'a eu aucune incidence sur nos méthodes comptables.

Modifications futures de méthodes comptables

Nous surveillons les éventuels changements proposés par l'International Accounting Standards Board (IASB) et analysons l'incidence que les changements de normes pourraient avoir sur la présentation de l'information financière et les méthodes comptables de BMO. Des renseignements sur les nouvelles normes et les modifications apportées aux normes existantes, qui entreront en vigueur pour la Banque dans l'avenir, se trouvent à la page 119 du Rapport annuel de BMO pour 2020 et à la note 1 afférente aux états financiers consolidés annuels audités figurant à la page 155 de ce même rapport.

Autres faits nouveaux en matière de réglementation

Nous continuons de surveiller l'évolution de la réglementation, y compris celle dont il est fait mention ailleurs dans le présent document, et de nous y préparer.

Le 27 mai 2021, les Autorités canadiennes en valeurs mobilières (ACVM) ont annoncé l'adoption du Règlement 52-112 sur l'information concernant les mesures financières non conformes aux PCGR et d'autres mesures financières (Règlement 52-112) et des modifications corrélatives qui s'y rapporte. Remplaçant l'ancien avis du personnel des ACVM sur les mesures non conformes aux PCGR, le Règlement 52-112 régit la manière dont les entités présentent les mesures non conformes aux PCGR et d'autres mesures et ratios financiers, comme le résultat net ajusté, le bénéfice ajusté par action et le bénéfice avant dotation et impôts. L'objectif est de fournir aux investisseurs des informations supplémentaires pour les aider à comprendre le contexte dans lequel s'inscrivent ces mesures dans nos informations publiées. Les exigences du Règlement 52-112 s'appliqueront à nos documents d'information, y compris le rapport de gestion, à compter de nos publications de fin d'exercice 2021. Nous sommes en train d'achever notre évaluation des changements à apporter à notre communication de l'information au public.

Pour une analyse plus poussée des autres faits nouveaux en matière de réglementation, il y a lieu de se reporter aux sections Gestion globale du capital, Risques pouvant influencer sur les résultats futurs, Risque de liquidité et de financement et Risque juridique et réglementaire qui débutent respectivement aux pages 63, 73, 97 et 110 du Rapport annuel de BMO pour 2020. La présente section qui traite d'autres faits nouveaux en matière de réglementation contient des déclarations prospectives. Il y a lieu de se reporter à la mise en garde concernant les déclarations prospectives.

Gestion des risques

Les politiques en matière de gestion des risques de BMO et les procédés qu'il emploie pour détecter, évaluer, gérer, surveiller, atténuer et signaler ses risques de crédit et de contrepartie, de marché, d'assurance, de liquidité et de financement, le risque opérationnel, y compris le risque lié aux technologies et le cyberrisque, le risque juridique et réglementaire, le risque de stratégie, le risque environnemental et social et le risque de réputation sont décrits dans la section Gestion globale des risques aux pages 73 à 113 du Rapport annuel de BMO pour 2020.

Principaux risques et risques émergents pouvant influencer sur les résultats futurs

Les principaux risques, les risques émergents et les autres risques de BMO qui pourraient influencer sur les résultats futurs sont décrits aux pages 73 à 77 du Rapport annuel de BMO pour 2020. Ce qui suit constitue une mise à jour du Rapport annuel pour 2020.

Situation économique générale et risques liés à la pandémie de COVID-19

Les perspectives économiques pour le deuxième semestre de 2021 se sont améliorées grâce à la disponibilité accrue d'un certain nombre de vaccins contre la COVID-19, ainsi qu'à l'accélération des programmes de déploiement des vaccins. Cependant, la disponibilité des vaccins et la réticence face à la vaccination, l'émergence de mutations du virus et une possible résurgence des cas, contribuent à l'incertitude économique persistante et constituent un risque pour la Banque dans le cas où ces événements pourraient nécessiter l'imposition de nouvelles mesures de confinement en Amérique du Nord et ailleurs dans le monde. Cette situation pourrait nuire à nos partenaires et clients de la Banque, surtout ceux qui ont déjà été touchés par les mesures de confinement.

Réforme des taux de référence

Le 5 mars 2021, la Financial Conduct Authority (FCA) a confirmé que les taux interbancaires offerts à Londres (TIOL) cesseront d'être publiés par les administrateurs immédiatement après le 31 décembre 2021, en ce qui concerne tous les taux en livres sterling, en euros, en francs suisses et en yens japonais, ainsi que pour les taux TIOL en dollars américains à une semaine et à deux mois. Les autres taux TIOL en dollars américains cesseront d'être publiés immédiatement après le 30 juin 2023. Les organismes de réglementation américains ont publié des consignes de surveillance selon lesquelles la poursuite de l'utilisation de certains taux TIOL en dollars américains jusqu'au 30 juin 2023 ne s'applique qu'aux anciens contrats; les nouvelles émissions d'instruments fondés sur le TIOL doivent cesser avant le 31 décembre 2021. Cette annonce fait suite à l'achèvement de la consultation menée par l'ICE Benchmark Administration concernant le processus et le calendrier de l'abandon progressif du TIOL dans le cas des anciens contrats. Le Bureau de transition du taux interbancaire offert (TIO) a ajusté le plan du projet en conséquence afin de l'harmoniser avec le calendrier prolongé et il continue à surveiller les modifications et les mises à jour des organismes de réglementation et des groupes de travail du secteur d'activité afin de favoriser une transition sans heurt et en temps opportun pour BMO et ses clients.

Dans le cadre de son mandat, le Bureau de transition du TIO continue de surveiller le déroulement du passage aux taux de référence complémentaires et leur utilisation au sein du secteur d'activité, y compris la recommandation officielle de l'Alternative Reference Rate Committee (ARRC) concernant les taux des prêts garantis à un jour (*Secured Overnight Financing Rate* ou SFOR) du CME Group. Étant donné que le marché continue à se développer, et conformément aux attentes réglementaires, la Banque a commencé à ajouter des produits basés sur les taux de référence complémentaires à sa gamme de produits.

Risque de marché

Les méthodes de gestion du risque de marché de BMO et les principales mesures de ce risque sont décrites aux pages 92 à 96 de son Rapport annuel pour 2020.

Liens entre des éléments du bilan et les informations sur le risque de marché

Le tableau ci-dessous présente les éléments de notre bilan consolidé qui sont exposés au risque de marché, à savoir les soldes qui résultent de techniques de mesure du risque associé à des éléments qui sont négociés ou à des éléments qui ne le sont pas.

Liens entre des éléments du bilan et les informations sur le risque de marché

(en millions de dollars canadiens)	Au 31 juillet 2021				Au 31 octobre 2020				Principaux facteurs de risque des soldes d'éléments non négociés
	Bilan consolidé	Exposés au risque de marché		Non exposés au risque de marché	Bilan consolidé	Exposés au risque de marché		Non exposés au risque de marché	
		Éléments négociés 1)	Éléments non négociés 2)			Éléments négociés 1)	Éléments non négociés 2)		
Actifs exposés au risque de marché									
Trésorerie et équivalents de trésorerie	83 825	-	83 825	-	57 408	-	57 408	-	Taux d'intérêt
Dépôts productifs d'intérêts à d'autres banques	8 793	141	8 652	-	9 035	217	8 818	-	Taux d'intérêt
Valeurs mobilières	230 776	102 041	128 735	-	234 260	97 723	136 537	-	Taux d'intérêt, écart de taux, titres de participation
Titres pris en pension ou empruntés	104 738	-	104 738	-	111 878	-	111 878	-	Taux d'intérêt
Prêts (déduction faite de la provision pour pertes sur créances)	455 616	2 996	452 620	-	447 420	2 416	445 004	-	Taux d'intérêt, change
Instruments dérivés	36 331	33 246	3 085	-	36 815	32 457	4 358	-	Taux d'intérêt, change
Engagements des clients aux termes d'acceptations	14 263	-	14 263	-	13 493	-	13 493	-	Taux d'intérêt
Actifs divers	37 016	3 359	17 252	16 405	38 952	5 446	16 105	17 401	Taux d'intérêt
Total des actifs	971 358	141 783	813 170	16 405	949 261	138 259	793 601	17 401	
Passifs exposés au risque de marché									
Dépôts	680 553	22 085	658 468	-	659 034	18 074	640 960	-	Taux d'intérêt, change
Instruments dérivés	29 167	26 685	2 482	-	30 375	26 355	4 020	-	Taux d'intérêt, change
Acceptations	14 263	-	14 263	-	13 493	-	13 493	-	Taux d'intérêt
Titres vendus à découvert	28 497	28 497	-	-	29 376	29 376	-	-	
Titres mis en pension ou prêtés	92 990	-	92 990	-	88 658	-	88 658	-	Taux d'intérêt
Passifs divers	61 219	85	60 780	324	63 316	118	62 964	234	Taux d'intérêt
Dettes subordonnée	6 973	-	6 973	-	8 416	-	8 416	-	Taux d'intérêt
Total des passifs	913 662	77 352	835 956	324	892 668	73 923	818 511	234	

1) Comprend essentiellement des éléments du bilan qui sont assujettis au cadre de gestion du risque lié aux activités de négociation et à la prise ferme, et qui sont évalués à la juste valeur par le biais du résultat net.

2) Comprend essentiellement des éléments du bilan qui sont assujettis au cadre de gestion du risque structurel de marché et du risque d'assurance ainsi qu'à des transactions de financement garanties.

Certains chiffres comparatifs ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour la période en cours.

Mesures du risque de marché lié aux activités de négociation

La moyenne du total de la valeur à risque (VaR) liée aux activités de négociation a diminué d'un trimestre à l'autre étant donné que la volatilité accrue des marchés au deuxième et au troisième trimestres de 2020 a été exclue de la période historique utilisée pour la VaR. La diminution de la VaR a été en partie contrebalancée par l'augmentation du risque de crédit liés aux titres à revenu fixe et du risque lié aux options sur actions. Le total de la VaR liée aux activités de négociation en période de tension a par ailleurs légèrement augmenté en raison de l'accroissement du risque de crédit lié aux titres à revenu fixe et du risque lié aux actions.

Sommaire du total de la valeur à risque (VaR) liée aux activités de négociation et du total de la valeur à risque (VaR) liée aux activités de négociation en période de tension 1) 2)

(équivalent en millions de dollars canadiens avant impôts)	Pour le trimestre clos le 31 juillet 2021				30 avril 2021	31 juillet 2020
	À la clôture du trimestre	Moyenne	Haut	Bas	Moyenne	Moyenne
VaR liée aux produits de base	2,1	1,8	3,7	1,2	2,4	2,8
VaR liée aux actions	12,0	12,4	14,8	10,6	15,9	20,6
VaR liée au change	1,7	1,4	2,2	1,0	2,0	4,2
VaR liée aux taux d'intérêt 3)	14,0	14,8	17,9	9,8	36,1	28,3
Risque propre à la dette	2,3	2,4	3,0	1,9	3,6	5,7
Diversification	(13,7)	(12,2)	n. s.	n. s.	(24,0)	(23,8)
Total de la VaR – Négociation	18,4	20,6	26,7	15,3	36,0	37,8
Total de la VaR en période de tension – Négociation	41,0	43,4	45,8	39,2	40,5	53,4

1) Mesure quotidienne selon un niveau de confiance de 99 %. Les profits sont indiqués par des montants entre parenthèses et les pertes, par des montants positifs.

2) La VaR en période de tension est établie sur une base hebdomadaire et à la fin du mois.

3) La VaR liée aux taux d'intérêt comprend le risque d'écart de crédit général.

n. s. – non significatif

Risque structurel de marché (lié aux activités autres que de négociation)

L'exposition de la valeur économique structurelle à une hausse des taux d'intérêt et l'avantage d'une baisse des taux d'intérêt ont diminué par rapport au 30 avril 2021, en raison essentiellement du fait que la tarification modélisée des dépôts est moins sensible aux taux lorsque les taux d'intérêt prévus sont moins élevés, les taux du marché ayant diminué au cours du trimestre à l'étude. L'avantage pour le résultat structurel et l'exposition du résultat à une baisse des taux d'intérêt ont augmenté par rapport au 30 avril 2021, du fait essentiellement de la croissance des dépôts.

Sensibilité du résultat et de la valeur économique, au bilan, au risque structurel de fluctuations des taux d'intérêt ^{1) 2)}

(équivalent en millions de dollars canadiens avant impôts)	Sensibilité de la valeur économique					Sensibilité du résultat au cours des 12 prochains mois				
	31 juillet 2021			30 avril 2021	31 juillet 2020	31 juillet 2021			30 avril 2021	31 juillet 2020
	Canada ^{3) 4)}	États-Unis	Total	Total ⁴⁾	Total ⁴⁾	Canada ^{3) 4)}	États-Unis	Total	Total ⁴⁾	Total ⁴⁾
Hausse de 100 points de base	(773,2)	(439,7)	(1 212,9)	(1 462,5)	(725,6)	57,7	308,5	366,2	304,1	292,1
Baisse de 25 points de base	152,9	(9,2)	143,8	243,3	(31,5)	(49,3)	(94,2)	(143,5)	(122,8)	(92,7)

1) Les pertes sont indiquées par des montants entre parenthèses et les profits, par des montants positifs.

2) L'incidence du risque de marché lié à l'assurance n'est pas reflétée dans le tableau. Le risque de marché lié à l'assurance englobe le risque de taux d'intérêt et le risque lié au marché boursier découlant des activités d'assurance de BMO. Une hausse de 100 points de base des taux d'intérêt au 31 juillet 2021 donnerait lieu à une augmentation de 46 millions de dollars du résultat avant impôts (43 millions au 30 avril 2021 et 49 millions au 31 juillet 2020). Une baisse de 25 points de base des taux d'intérêt au 31 juillet 2021 donnerait lieu à une diminution de 12 millions du résultat avant impôts (11 millions au 30 avril 2021 et 12 millions au 31 juillet 2020). Une hausse de 10 % de la valeur du marché boursier au 31 juillet 2021 entraînerait une augmentation de 21 millions du résultat avant impôts (31 millions au 30 avril 2021 et 66 millions au 31 juillet 2020). Une baisse de 10 % de la valeur du marché boursier au 31 juillet 2021 entraînerait une diminution de 21 millions du résultat avant impôts (31 millions au 30 avril 2021 et 65 millions au 31 juillet 2020). BMO peut conclure des arrangements de couverture pour compenser l'incidence des variations des valeurs du marché boursier sur ses résultats, ce qu'il a fait au cours des exercices 2021 et 2020. L'incidence du risque de marché lié à l'assurance sur le résultat est reflétée au poste sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités de l'état consolidé des résultats, une variation correspondante de la juste valeur des passifs au titre des indemnités de la Banque étant comptabilisée au poste autres passifs du bilan consolidé.

3) Comprend le dollar canadien et autres monnaies.

4) Les mesures tiennent compte des hypothèses révisées et utilisées dans le cadre du processus de modélisation avec prise d'effet le 31 janvier 2021. Les chiffres des périodes antérieures ont été mis à jour pour refléter l'approche révisée en fonction de la présentation adoptée pour la période à l'étude.

Risque de liquidité et de financement

Le risque de liquidité et de financement est géré au moyen d'un cadre de gestion des risques bien défini. Aucun changement important n'a été apporté à ce cadre durant le trimestre.

BMO a continué à maintenir une solide position de liquidité au troisième trimestre de 2021. Nous avons enregistré une forte croissance des dépôts de clients et des prêts au cours du trimestre à l'étude ainsi qu'une hausse du financement de gros, reflet des émissions nettes. La croissance des prêts, des dépôts de clients et du financement de gros a aussi été touchée par le raffermissement du dollar américain. Les paramètres de liquidité de BMO, y compris le ratio de liquidité à court terme (RLCT) et le ratio structurel de liquidité à long terme (RSLT), sont demeurés largement supérieurs aux cibles internes et aux exigences réglementaires.

Les actifs liquides de BMO sont détenus essentiellement par nos secteurs qui mènent des activités de négociation ainsi que dans des portefeuilles d'actifs liquides qui sont conservés aux fins de la gestion du risque de liquidité éventuel et comme des investissements de liquidités structurelles excédentaires. Les actifs liquides comprennent des actifs non grevés de haute qualité qui sont négociables, qui peuvent être cédés en garantie d'emprunts et qui peuvent être convertis en trésorerie à l'intérieur d'un délai qui répond à nos besoins de liquidité et de financement. Le tableau ci-après résume les actifs liquides de BMO.

Dans le cadre normal de ses activités, BMO peut grever d'une charge certains montants de trésorerie ainsi que des valeurs mobilières afin de soutenir ses activités de négociation et sa participation à des systèmes de compensation et de paiement au Canada, aux États-Unis et à l'étranger. En outre, BMO peut obtenir des actifs liquides en guise de nantissement et peut les redonner en garantie en échange d'une somme en trésorerie ou en guise de sûreté dans le but de soutenir ses activités de négociation. Les actifs nets liquides non grevés, soit des actifs figurant à son bilan, telles la trésorerie et les valeurs mobilières détenues par BMO et les titres pris en pension ou empruntés ainsi que d'autres garanties admissibles hors bilan qui ont été obtenues moins celles accordées, totalisaient 313,5 milliards de dollars au 31 juillet 2021, comparativement à 308,1 milliards au 30 avril 2021. La hausse des actifs liquides non grevés est essentiellement attribuable à la hausse des valeurs mobilières et au raffermissement du dollar américain, en partie compensés par la diminution des soldes de trésorerie. Les actifs nets liquides non grevés sont essentiellement détenus par la banque mère, par notre entité juridique américaine, BMO Harris Bank, et par nos activités de courtage. Outre ses actifs liquides, BMO a accès aux programmes d'aide de la Banque du Canada, au guichet d'escompte de la Federal Reserve Bank aux États-Unis et à des facilités de trésorerie de soutien de la Banque centrale européenne.

Outre la trésorerie et les valeurs mobilières qu'il détient, BMO peut également donner en nantissement d'autres actifs, dont des prêts hypothécaires et d'autres prêts, afin de mobiliser du financement garanti à long terme. Le total des actifs grevés et des actifs liquides non grevés de BMO est présenté dans le tableau qui porte sur les actifs grevés, à la page 43.

Actifs liquides

	Au 31 juillet 2021					Au 30 avril 2021
	Actifs appartenant à la Banque	Autres éléments de trésorerie et valeurs mobilières reçus	Total des actifs bruts 1)	Actifs grevés	Actifs nets non grevés 2)	Actifs nets non grevés 2)
(en millions de dollars canadiens)						
Trésorerie et équivalents de trésorerie	83 825	–	83 825	106	83 719	98 503
Dépôts à d'autres banques	8 793	–	8 793	–	8 793	8 955
Valeurs mobilières et titres pris en pension ou empruntés						
États souverains, banques centrales ou banques multilatérales de développement	94 308	93 107	187 415	107 806	79 609	68 352
Titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la LNH et titres adossés à des créances hypothécaires émis par des agences américaines et titres garantis par des créances hypothécaires	53 882	6 712	60 594	21 086	39 508	37 744
Titres de créance d'entreprises et autres	21 504	21 020	42 524	8 164	34 360	33 862
Titres de participation d'entreprises	61 082	55 973	117 055	64 945	52 110	44 737
Total des valeurs mobilières et des titres pris en pension ou empruntés	230 776	176 812	407 588	202 001	205 587	184 695
Titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la LNH (présentés comme des prêts au coût amorti) 3)	19 802	–	19 802	4 449	15 353	15 907
Total des actifs liquides	343 196	176 812	520 008	206 556	313 452	308 060

1) Les actifs bruts comprennent les actifs appartenant à la Banque ainsi que les éléments de trésorerie et les valeurs mobilières reçus de tiers.

2) Les actifs nets liquides non grevés désignent le total des actifs bruts, moins les actifs grevés.

3) Aux termes des IFRS, les titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la *Loi nationale sur l'habitation* (LNH) qui comprennent les prêts hypothécaires détenus par BMO à titre de sûretés sous-jacentes sont classés dans les prêts. Les titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la LNH non grevés sont liquides et inclus à titre d'actifs liquides conformément au cadre de gestion du risque de liquidité et de financement de BMO. Ce montant est présenté comme un poste distinct appelé Titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la LNH.

Actifs grevés

	Actifs grevés 2)			Actifs nets non grevés	
	Total des actifs bruts 1)	Donnés en garantie	Autres actifs grevés	Autres actifs non grevés 3)	Actifs pouvant être donnés en garantie 4)
(en millions de dollars canadiens)					
Au 31 juillet 2021					
Trésorerie et dépôts à d'autres banques	92 618	–	106	–	92 512
Valeurs mobilières 5)	427 390	173 415	33 035	13 404	207 536
Prêts	435 814	57 282	817	231 261	146 454
Autres actifs					
Instruments dérivés	36 331	–	–	36 331	–
Engagements de clients aux termes d'acceptations	14 263	–	–	14 263	–
Bureaux et matériel	4 266	–	–	4 266	–
Écart d'acquisition	5 450	–	–	5 450	–
Immobilisations incorporelles	2 298	–	–	2 298	–
Actifs d'impôt exigible	1 145	–	–	1 145	–
Actifs d'impôt différé	1 209	–	–	1 209	–
Actifs divers	22 648	6 756	–	15 892	–
Total des autres actifs	87 610	6 756	–	80 854	–
Total des actifs	1 043 432	237 453	33 958	325 519	446 502

	Actifs grevés 2)			Actifs nets non grevés	
	Total des actifs bruts 1)	Donnés en garantie	Autres actifs grevés	Autres actifs non grevés 3)	Actifs pouvant être donnés en garantie 4)
(en millions de dollars canadiens)					
Au 30 avril 2021					
Trésorerie et dépôts à d'autres banques	107 548	–	90	–	107 458
Valeurs mobilières 5)	405 259	167 836	36 821	12 575	188 027
Prêts	424 471	56 194	785	228 727	138 765
Autres actifs					
Instruments dérivés	37 998	–	–	37 998	–
Engagements de clients aux termes d'acceptations	11 952	–	–	11 952	–
Bureaux et matériel	4 298	–	–	4 298	–
Écart d'acquisition	5 375	–	–	5 375	–
Immobilisations incorporelles	2 323	–	–	2 323	–
Actifs d'impôt exigible	1 141	–	–	1 141	–
Actifs d'impôt différé	1 294	–	–	1 294	–
Actifs divers	22 107	6 876	–	15 231	–
Total des autres actifs	86 488	6 876	–	79 612	–
Total des actifs	1 023 766	230 906	37 696	320 914	434 250

1) Les actifs bruts comprennent les actifs appartenant à la Banque ainsi que les éléments de trésorerie et les valeurs mobilières reçus de tiers.

2) Les actifs donnés en garantie renvoient à la partie des actifs de BMO figurant à son bilan ainsi qu'à la trésorerie et aux valeurs mobilières qui sont données en garantie par voie de mises en pension de titres, de prêts de titres, de contrats dérivés, de dépôts minimaux requis auprès de banques centrales ainsi qu'aux termes des exigences associées à la participation à des chambres de compensation et des systèmes de paiement. Les autres actifs grevés comprennent les actifs qui font l'objet de restrictions de nature juridique ou autre, tels que la trésorerie soumise à des restrictions et les actifs liés à des ventes à découvert.

3) Les autres actifs non grevés comprennent certains actifs liquides qui, de l'avis de la direction, ne sont pas rapidement disponibles pour répondre aux besoins de BMO en matière de liquidité. Ces actifs se composaient de trésorerie et de valeurs mobilières d'un montant de 13,4 milliards de dollars au 31 juillet 2021, y compris les titres détenus par la filiale d'assurance de BMO, de même que d'importants placements en titres de capitaux propres et certains investissements détenus par son unité de banque d'affaires. Les autres actifs non grevés comprennent également des prêts hypothécaires et d'autres prêts pouvant être titrisés afin d'obtenir du financement garanti.

4) Les prêts compris dans les actifs pouvant être donnés en garantie représentent des prêts qui sont actuellement détenus dans des banques centrales et qui pourraient éventuellement servir à obtenir du financement auprès de celles-ci. Les prêts pouvant être donnés en garantie ne tiennent pas compte d'autres sources de liquidité supplémentaires pouvant être utilisées et associées au portefeuille de prêts de la Banque, notamment d'autres titrisations, des émissions d'obligations couvertes et des avances de la Federal Home Loan Bank.

5) Comprend des valeurs mobilières, des titres pris en pension ou empruntés et des titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la LNH (présentés comme des prêts au coût amorti).

Stratégie de financement

Selon nos principes de financement, le financement de gros garanti et non garanti qui sert à financer les prêts et des actifs moins liquides doit être d'une durée (généralement de deux à dix ans) pouvant étayer la durée à courir réelle de ces actifs. Le financement de gros garanti et non garanti des actifs de négociation liquides est d'une durée nettement plus courte (d'un terme de un an ou moins), reflète la liquidité des actifs ainsi financés et est assujéti à des limites à l'égard de l'ensemble des échéances autorisées durant diverses périodes. Les lots d'actifs liquides supplémentaires sont essentiellement financés au moyen de sources de financement de gros à terme.

BMO a une masse de dépôts de clients, à la fois vaste et stable qui, de concert avec un important capital, constitue une assise solide, favorise le maintien d'une saine position de liquidité et réduit sa dépendance envers le financement de gros. Les dépôts de clients totalisaient 489,7 milliards de dollars au 31 juillet 2021, en hausse par rapport à 474,4 milliards au 30 avril 2021. La croissance sous-jacente des dépôts des particuliers et des dépôts des entreprises a également été touchée par le raffermissement du dollar américain. En outre, BMO reçoit des dépôts non négociables provenant de clients qui sont des sociétés ou des clients institutionnels en guise de soutien de certaines activités de négociation. Au 31 juillet 2021, ces dépôts se chiffraient à 27,8 milliards, en baisse par rapport à 30,4 milliards au 30 avril 2021.

Au 31 juillet 2021, l'encours du financement de gros, composé en grande partie de titres négociables, totalisait 190,6 milliards de dollars et, de ce montant, une tranche de 50,0 milliards était sous forme de financement garanti et une autre de 140,6 milliards, de financement non garanti. L'encours du financement de gros a augmenté en regard de celui de 182,4 milliards au 30 avril 2021 en raison principalement des émissions nettes du financement de gros au cours du trimestre et du raffermissement du dollar américain. La composition et les échéances du financement de gros à terme sont présentées dans le tableau ci-après. D'autres renseignements à ce sujet figurent à la page 48. BMO maintient un vaste portefeuille d'actifs liquides non grevés qui totalisaient 313,5 milliards au 31 juillet 2021 et qui, tel qu'il est décrit à la page 43, pourraient être monétisés afin de combler des besoins de financement éventuels.

Le règlement final sur le régime de recapitalisation interne des banques au Canada (le régime de recapitalisation interne) publié par le gouvernement du Canada est entré en vigueur le 23 septembre 2018. Les créances admissibles aux fins de recapitalisation interne comprennent la dette de premier rang non garantie émise directement par la Banque le 23 septembre 2018 ou après cette date, dont l'échéance initiale est supérieure à 400 jours et qui est négociable, sous réserve de certaines exceptions. BMO est tenu de respecter les exigences minimales relatives au ratio TLAC d'ici le 1^{er} novembre 2021. Nous continuons d'être en bonne position pour respecter les exigences relatives à la TLAC lorsqu'elles entreront en vigueur. Pour de plus amples renseignements, il y a lieu de se reporter à la section Ratios de fonds propres réglementaires et de la capacité totale d'absorption des pertes, à la page 64 du Rapport annuel de BMO pour 2020.

La diversification de nos sources de financement de gros constitue un volet important de notre stratégie globale de gestion de la liquidité. Les activités de financement de gros sont bien diversifiées, soit par territoire, monnaie, type d'investisseurs, instrument et profil d'échéances. BMO s'assure d'avoir constamment accès à du financement de gros à long terme au moyen de divers programmes d'emprunt, notamment un programme d'émission de billets européens, des programmes de billets à moyen terme canadiens, australiens et américains, la titrisation de créances hypothécaires canadiennes et américaines, la titrisation de créances de cartes de crédit canadiennes, de prêts automobiles canadiens, et de marges de crédit sur valeur domiciliaire canadiennes, des prêts au financement de matériel de transport aux États-Unis, des obligations couvertes et des dépôts de premier rang non garantis canadiens et américains.

Grâce à son plan de financement de gros, BMO vise à maintenir une capacité de financement qui lui permet de mettre de l'avant ses stratégies commerciales. Ce plan tient compte des échéances projetées et de la croissance des actifs et des passifs de ses secteurs d'activité dans le cadre de processus de prévision et de planification, et évalue les besoins en financement à la lumière des sources disponibles. Le plan de financement est examiné une fois l'an par le Comité de gestion du capital et du bilan et le Comité de gestion des risques, et approuvé par le Comité d'évaluation des risques, et est régulièrement mis à jour afin que les résultats réels y soient reflétés et les plus récentes informations prévisionnelles, intégrées.

Échéances du financement de gros ¹⁾

Au 31 juillet 2021

Au 30 avril 2021

	Total partiel –								
(en millions de dollars canadiens)	Moins de 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 12 mois	Moins de 1 an	De 1 an à 2 ans	Plus de 2 ans	Total	Total
Dépôts d’autres banques	4 239	1 110	41	62	5 452	–	–	5 452	5 383
Certificats de dépôt et papier commercial	7 881	14 193	16 297	26 837	65 208	1 054	7	66 269	59 997
Billets de dépôt au porteur	363	1 100	19	–	1 482	–	–	1 482	2 008
Papier commercial adossé à des actifs	916	1 678	1 972	112	4 678	–	–	4 678	4 333
Billets à moyen terme non garantis de premier rang	3 120	5 571	2 086	7 504	18 281	10 282	27 013	55 576	51 991
Billets structurés non garantis de premier rang 2)	54	–	–	2	56	65	4 730	4 851	4 559
Obligations couvertes et titrisations									
Titrisations de créances hypothécaires et de marges de crédit sur valeur domiciliaire	–	442	354	1 755	2 551	3 249	13 343	19 143	21 084
Obligations couvertes	–	–	2 184	2 184	4 368	9 772	7 155	21 295	21 225
Autres titrisations adossées à des actifs 3)	–	–	1 324	–	1 324	1 782	1 738	4 844	4 652
Dette subordonnée	–	–	–	–	–	–	6 972	6 972	7 143
Total	16 573	24 094	24 277	38 456	103 400	26 204	60 958	190 562	182 375
Composé de ce qui suit :									
Financement garanti	916	2 120	5 834	4 051	12 921	14 803	22 236	49 960	51 294
Financement non garanti	15 657	21 974	18 443	34 405	90 479	11 401	38 722	140 602	131 081
Total 4)	16 573	24 094	24 277	38 456	103 400	26 204	60 958	190 562	182 375

- 1) Le financement de gros non garanti englobe essentiellement celui obtenu par l'émission de titres négociables. Le financement de gros ne tient pas compte des obligations couvertes émises pour accéder aux programmes de la banque centrale, des opérations de mise en pension de titres ni des acceptations bancaires, lesquelles sont présentées dans le tableau des échéances contractuelles figurant à la page 48, et exclut également le papier commercial adossé à des actifs qu'émettent certains fonds multicédants et qui n'est pas consolidé aux fins de la présentation de l'information financière.
- 2) Émis essentiellement à des investisseurs institutionnels.
- 3) Comprennent les titrisations de créances de cartes de crédit, de prêts automobiles et de prêts au financement de matériel de transport.
- 4) Le total du financement de gros était constitué de 48,8 milliards de dollars de fonds libellés en dollars canadiens et de 141,8 milliards de fonds libellés en dollars américains et en d'autres monnaies au 31 juillet 2021.

Cotes de crédit

Les cotes de crédit que des agences de notation externes attribuent aux titres d'emprunt à court terme et à long terme de premier rang de BMO jouent un rôle important dans la capacité à se procurer du capital et à obtenir le financement que requiert le soutien de nos activités commerciales. Le fait de maintenir d'excellentes cotes de crédit nous permet d'avoir accès aux marchés du financement de gros à des taux attractifs. Si nos cotes se détérioraient, il est probable que le coût de ses fonds augmenterait et qu'il lui serait plus difficile d'obtenir du financement et du capital sur les marchés du financement de gros. Un abaissement majeur de ses cotes pourrait également avoir d'autres conséquences, dont celles décrites à la note 8 débutant à la page 168 du Rapport annuel de BMO pour 2020.

Les cotes de crédit octroyées aux titres d'emprunt de premier rang de BMO par des agences de notation sont celles d'émissions de premier ordre et de grande qualité. Au cours du trimestre à l'étude, Moody's, Standard & Poor's (S&P), DBRS et Fitch ont confirmé les cotes attribuées à BMO. Moody's, S&P et DBRS ont attribué une perspective stable à BMO, tandis que Fitch a attribué une perspective négative.

Au 31 juillet 2021

Agence de notation	Dette à court terme	Dette de premier rang 1)	Dépôts à long terme/ ancienne dette de premier rang 2)	Dette subordonnée – (FPUNV)	Perspective
Moody's	P-1	A2	Aa2	Baa1 (hybr.)	Stable
S&P	A-1	A-	A+	BBB+	Stable
Fitch	F1+	AA-	AA	A	Négative
DBRS	R-1 (élevée)	AA (faible)	AA	A (faible)	Stable

1) Sous réserve de la conversion aux termes du régime de recapitalisation interne des banques (recapitalisation interne).

2) Les dépôts à long terme/l'ancienne dette de premier rang comprennent la dette de premier rang émise avant le 23 septembre 2018 et la dette de premier rang émise depuis le 23 septembre 2018 inclusivement, laquelle est exclue du régime de recapitalisation interne des banques (recapitalisation interne).

BMO est tenu de fournir des garanties à certaines contreparties si ses cotes de crédit sont abaissées. Les garanties supplémentaires requises sont fondées sur les risques associés à la valeur de marché, la valeur des garanties et les ententes prévoyant un seuil de garantie, le cas échéant. Au 31 juillet 2021, si nos cotes étaient abaissées de un cran, de deux crans et de trois crans, nous devrions fournir à des contreparties des garanties supplémentaires totalisant 141 millions de dollars, 364 millions et 700 millions, respectivement.

Ratio de liquidité à court terme

Pour le trimestre clos le 31 juillet 2021, le ratio de liquidité à court terme (RLCT) moyen quotidien a été de 125 %, demeurant inchangé par rapport à celui du trimestre précédent. Ce ratio est calculé quotidiennement et correspond au ratio des actifs liquides de haute qualité au total des sorties nettes de trésorerie en période de tension dans les 30 jours civils suivants. Le RLCT moyen a diminué par rapport à celui de 129 % affiché pour le trimestre précédent, du fait essentiellement de la baisse des actifs liquides de haute qualité, en partie compensée par la diminution des sorties nettes de trésorerie. Bien que les banques soient tenues de maintenir un RLCT de plus de 100 % dans des circonstances normales, on s'attend à ce qu'elles puissent utiliser leurs actifs liquides de haute qualité en période de tension, ce qui peut ramener leur RLCT à moins de 100 % au cours de la période visée. Les actifs liquides de haute qualité de BMO sont essentiellement composés de sa trésorerie, de titres de créance jouissant d'une bonne cote de crédit et émis ou garantis par des administrations publiques, d'obligations couvertes ayant une excellente cote de crédit ainsi que de titres de créance et d'actions inscrits à un important indice boursier et émis par des entreprises qui n'œuvrent pas dans le secteur financier. Les flux de trésorerie nets tiennent compte des sorties de trésorerie associées aux dépôts, au financement de gros garanti ou non garanti, aux engagements et aux sûretés qui pourraient être exigées, ce qui est compensé par les entrées de trésorerie autorisées provenant des prêts, des activités de prêt de titres ainsi que d'autres titres de créance qui ne sont pas considérés comme des actifs liquides de haute qualité et qui échoient sur une période de 30 jours. Les pondérations prescrites par le Bureau du surintendant des institutions financières (BSIF) sont appliquées aux flux de trésorerie et aux actifs liquides de haute qualité aux fins du calcul des valeurs pondérées et du RLCT. Le RLCT ne tient pas compte des liquidités excédentaires au-delà de 100 % dans BMO Financial Corp. en raison des restrictions quant au transfert de liquidités entre BMO Financial Corp. et la banque mère. Ce ratio n'est que l'une des mesures de la position de liquidité d'une banque et ne rend pas compte de tous ses actifs liquides ni des modes de financement de rechange auxquels elle pourrait recourir au cours d'une période de tension. Tous les actifs liquides de BMO sont indiqués dans le tableau intitulé Actifs liquides à la page 43.

D'autres renseignements sur la gestion du risque de liquidité et de financement sont donnés à la page 97 du Rapport annuel de BMO pour 2020.

Il y a également lieu de se reporter à la section Gestion des risques.

	Pour le trimestre clos le 31 juillet 2021	
	Total de la valeur non pondérée (moyenne) 1) 2)	Total de la valeur pondérée (moyenne) 2) 3)
(en milliards de dollars canadiens, sauf indication contraire)		
Actifs liquides de haute qualité		
Total des actifs liquides de haute qualité	*	189,0
Sorties de trésorerie		
Dépôts de détail et dépôts de petites entreprises, dont :	225,3	15,1
Dépôts stables	112,0	3,4
Dépôts moins stables	113,3	11,7
Financement de gros non garanti, dont :	243,5	116,9
Dépôts opérationnels (toutes les contreparties) et dépôts dans les réseaux de banques coopératives	116,7	29,0
Dépôts non opérationnels (toutes les contreparties)	105,6	66,7
Dettes non garanties	21,2	21,2
Financement de gros garanti	*	25,5
Exigences supplémentaires, dont :	174,2	35,6
Sorties associées aux expositions sur dérivés et autres sûretés exigées	11,7	4,5
Sorties associées à une perte de financement sur produits de dette	3,1	3,1
Facilités de crédit et de liquidité	159,4	28,0
Autres obligations de financement contractuelles	1,8	0,2
Autres obligations de financement conditionnelles	413,5	8,1
Total des sorties de trésorerie	*	201,4
Entrées de trésorerie		
Prêts garantis (p. ex., prises en pension)	141,3	35,3
Entrées liées aux expositions parfaitement productives	8,5	4,6
Autres entrées de trésorerie	10,3	10,3
Total des entrées de trésorerie	160,1	50,2
		Total de la valeur ajustée 4)
Total des actifs liquides de haute qualité		189,0
Total des sorties nettes de trésorerie		151,2
Ratio de liquidité à court terme (%) 2)		125
Trimestre clos le 30 avril 2021		
Total des actifs liquides de haute qualité		197,8
Total des sorties nettes de trésorerie		152,9
Ratio de liquidité à court terme (%)		129

* Valeur non exigée par la norme régissant les informations à fournir sur le RLCT.

- 1) Les valeurs non pondérées sont calculées à la valeur de marché (dans le cas des actifs liquides de haute qualité) ou selon les soldes en cours échéant ou exigibles dans les 30 jours suivants (dans le cas des entrées et sorties de trésorerie).
- 2) Les valeurs sont calculées en fonction de la moyenne simple du RLCT quotidien sur 64 jours ouvrables au troisième trimestre de 2021.
- 3) Les valeurs pondérées sont calculées après l'application des pondérations prescrites par la ligne directrice *Normes de liquidité* du BSIF eu égard aux actifs liquides de haute qualité et aux entrées et sorties de trésorerie.
- 4) Les valeurs ajustées sont calculées en fonction du total des valeurs pondérées après l'application des plafonds définis par la ligne directrice *Normes de liquidité*.

Ratio structurel de liquidité à long terme

Le ratio structurel de liquidité à long terme (RSLLT) est une mesure réglementaire de la liquidité qui évalue la stabilité du profil de financement d'une banque par rapport à la liquidité de ses actifs. Le RSLLT s'entend du montant du financement stable disponible (FSD) par rapport à celui du financement stable requis (FSR). Le montant du FSD désigne la part des fonds propres et des passifs censée être fiable à l'horizon temporel, à savoir jusqu'à un an (ce qui comprend les dépôts de clients et le financement de gros à long terme). Par conséquent, contrairement au RLCT qui est de nature à court terme, le RSLLT calcule la résilience à moyen et à long terme d'une banque. Les exigences relatives au financement stable pour chacune des institutions sont fondées sur la liquidité et les caractéristiques inhérentes à la durée de ses actifs inscrits au bilan et des autres éléments hors bilan. Les pondérations prescrites par le BSIF s'appliquent aux soldes nominaux des actifs et passifs, afin de calculer le FSD, le FSR et le RSLLT. Les banques d'importance systémique (BIS) au Canada, y compris BMO, sont tenues de maintenir un RSLLT minimal de 100 % avec prise d'effet le 1^{er} janvier 2020 et de rendre public leur RSLLT avec prise d'effet pour le trimestre clos le 31 janvier 2021. Le RSLLT de BMO de 118 % excédait le seuil réglementaire minimal au 31 juillet 2021. Le RSLLT a diminué par rapport à 119 % au trimestre précédent, en raison principalement de l'augmentation du financement stable requis, en partie compensée par la hausse du financement stable disponible.

Pour le trimestre clos le 31 juillet 2021					
(en milliards de dollars canadiens, sauf indication contraire)	Valeur non pondérée par échéance résiduelle				Valeur pondérée 2)
	Sans échéance 1)	Moins de 6 mois	De 6 à 12 mois	Plus de 1 an	
Élément de financement stable disponible (FSD)					
Fonds propres :	–	–	–	64,1	64,1
Fonds propres réglementaires	–	–	–	64,0	64,0
Autres instruments de fonds propres	–	–	–	0,1	0,1
Dépôts des particuliers et dépôts des petites entreprises :	207,9	28,8	14,6	30	262,1
Dépôts stables	103,9	14,3	7,1	6,9	125,8
Dépôts moins stables	104,0	14,5	7,5	23,1	136,3
Financement de gros :	228,1	178,2	46	68,8	196,7
Dépôts opérationnels	118,9	–	–	–	59,5
Autres financements de gros	109,2	178,2	46	68,8	137,2
Passifs et leurs actifs interdépendants correspondants	–	0,8	1,8	13,9	–
Autres passifs :	1,9	*	*	41,6	4,6
Passifs d'instruments dérivés du RSLLT	*	*	*	5,5	*
Tous les autres passifs ou fonds propres non couverts par les catégories ci-dessus	1,9	31,4	0,2	4,5	4,6
FSD total	*	*	*	*	527,5
Élément de financement stable requis (FSR)					
Total des actifs liquides de haute qualité du RSLLT	*	*	*	*	22,7
Dépôts détenus auprès d'autres institutions financières à des fins opérationnelles	–	–	–	–	–
Prêts et titres productifs :	145,8	139,4	42,4	246,7	367,6
Prêts productifs à des institutions financières garantis par des actifs liquides de haute qualité de niveau 1	–	48,0	3,1	–	3,9
Prêts productifs à des institutions financières garantis par des actifs liquides de haute qualité autres que de niveau 1 et prêts productifs à des institutions non garantis	23,8	54,2	7,4	11,7	45,4
Prêts productifs à des entreprises non financières, prêts aux particuliers et aux petites entreprises, et prêts à des entités souveraines, des banques centrales et des organismes publics, dont :	84,3	29,2	23,6	117,9	194,0
Prêts présentant un risque pondéré inférieur ou égal à 35 % dans l'approche standard de Bâle II pour le risque de crédit	–	–	–	–	–
Crédits hypothécaires au logement productifs, dont :	12,5	6,5	8,1	107,3	93,7
Prêts présentant un risque pondéré inférieur ou égal à 35 % dans l'approche standard de Bâle II pour le risque de crédit	12,5	6,2	8,0	105,3	91,7
Titres qui ne sont pas en défaut et qui ne remplissent pas les critères définissant les HQLA, y compris les actions négociées sur les marchés organisés	25,2	1,5	0,2	9,8	30,6
Actifs et leurs passifs interdépendants correspondants	–	0,8	1,8	13,9	–
Autres actifs :	15,1	*	*	33,0	40,8
Produits de base physiques, y compris l'or	3,3	*	*	*	2,8
Actifs versés en tant que marge initiale dans le cadre de contrats dérivés et contributions à des fonds de garantie de contrepartie centrale	*	*	*	9,0	7,7
Actifs d'instruments dérivés du RSLLT	*	*	*	8,3	2,8
Passifs d'instruments dérivés du RSLLT avant déduction de la marge de variation versée	*	*	*	0,5	0,5
Tous les autres actifs non couverts par les catégories ci-dessus	11,8	2,4	0,1	12,7	27,0
Éléments hors bilan	*	*	*	468,2	16,3
FSR total	*	*	*	*	447,4
Ratio structurel de liquidité à long terme (%)	*	*	*	*	118

Trimestre clos le 30 avril 2021		Valeur pondérée 2)
FSD total		509,7
FSR total		427,3
Ratio structurel de liquidité à long terme (%)		119

* Valeur non exigée par la norme régissant les informations à fournir sur le RSLLT.

- 1) Les éléments devant être classés dans la catégorie « Sans échéance » ne sont assortis d'aucune échéance stipulée. Ces éléments peuvent inclure notamment des dépôts sans échéance, des positions vendeurs, des positions à échéance ouverte, des titres autres que des actifs liquides de haute qualité, des produits de base physiques et des prêts à vue.
- 2) Les valeurs pondérées sont calculées après l'application des pondérations prescrites par la ligne directrice Normes de liquidité du BSIF eu égard au FSD et au FSR.

Échéances contractuelles des actifs et des passifs et engagements hors bilan

Les tableaux ci-après présentent les échéances contractuelles résiduelles des actifs et des passifs inscrits au bilan et des engagements non inscrits au bilan. L'échéance contractuelle des actifs et des passifs financiers entre en jeu dans la gestion du risque de liquidité et de financement, mais elle n'est pas nécessairement conforme à l'échéance attendue des actifs et des passifs servant à cette gestion. Afin de gérer le risque de liquidité et de financement, BMO établit des prévisions des entrées et des sorties de trésorerie liées aux actifs et aux passifs compte tenu de conditions normales du marché et de divers scénarios de crise. Les scénarios de crise font intervenir des hypothèses relatives aux remboursements de prêts, aux retraits de dépôts et aux baisses des engagements de crédit et des facilités de trésorerie par type de contrepartie et de produit. Les scénarios de crise tiennent également compte de l'horizon temporel sur lequel les actifs liquides peuvent être monétisés, et pour quel montant, de même que les exigences en matière de sûretés éventuelles pouvant être imposées par suite de la volatilité du marché et des baisses des cotes de crédit, entre autres hypothèses.

(en millions de dollars canadiens)

	31 juillet 2021									
	De 0 à 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 9 mois	De 9 à 12 mois	De 1 an à 2 ans	De 2 à 5 ans	Plus de 5 ans	Sans échéance	Total
Instruments financiers inscrits au bilan										
Actifs										
Trésorerie et équivalents de trésorerie	82 689	-	-	-	-	-	-	-	1 136	83 825
Dépôts productifs d'intérêts à d'autres banques	3 551	1 451	1 110	979	1 702	-	-	-	-	8 793
Valeurs mobilières	3 639	4 330	4 988	3 337	3 251	15 174	43 965	91 010	61 082	230 776
Titres pris en pension ou empruntés	72 000	22 496	5 706	3 268	563	705	-	-	-	104 738
Prêts										
Prêts hypothécaires à l'habitation	1 265	1 782	2 618	2 706	5 336	22 015	91 395	7 257	-	134 374
Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers	535	610	843	747	1 223	5 386	31 512	12 618	21 618	75 092
Prêts sur cartes de crédit	-	-	-	-	-	-	-	-	7 866	7 866
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	15 984	9 954	9 173	9 559	9 492	28 222	79 501	14 303	64 920	241 108
Provision pour pertes sur créances	-	-	-	-	-	-	-	-	(2 824)	(2 824)
Total des prêts, déduction faite de la provision	17 784	12 346	12 634	13 012	16 051	55 623	202 408	34 178	91 580	455 616
Autres actifs										
Instruments dérivés	1 620	2 360	5 373	1 459	1 368	5 901	9 810	8 440	-	36 331
Engagements de clients aux termes d'acceptations	9 694	4 566	3	-	-	-	-	-	-	14 263
Divers	2 551	336	242	7	5	8	2	4 914	28 951	37 016
Total des autres actifs	13 865	7 262	5 618	1 466	1 373	5 909	9 812	13 354	28 951	87 610
Total des actifs	193 528	47 885	30 056	22 062	22 940	77 411	256 185	138 542	182 749	971 358

(en millions de dollars canadiens)

	31 juillet 2021									
	De 0 à 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 9 mois	De 9 à 12 mois	De 1 an à 2 ans	De 2 à 5 ans	Plus de 5 ans	Sans échéance	Total
Passifs et capitaux propres										
Dépôts 1) 2)										
Banques	8 831	5 519	2 832	3 253	159	6	-	30	8 597	29 227
Entreprises et administrations publiques	20 893	28 990	24 225	22 057	19 075	22 903	33 793	16 881	245 937	434 754
Particuliers	3 914	6 867	9 720	8 761	6 821	9 164	10 007	3 143	158 175	216 572
Total des dépôts	33 638	41 376	36 777	34 071	26 055	32 073	43 800	20 054	412 709	680 553
Autres passifs										
Instruments dérivés	1 660	2 062	3 462	1 718	1 255	4 547	7 898	6 565	-	29 167
Acceptations	9 694	4 566	3	-	-	-	-	-	-	14 263
Titres vendus à découvert 3)	28 497	-	-	-	-	-	-	-	-	28 497
Titres mis en pension ou prêtés 3)	73 913	11 507	3 669	3 870	31	-	-	-	-	92 990
Passifs liés à la titrisation et aux entités structurées	26	469	1 859	1 360	757	5 666	9 910	3 880	-	23 927
Divers	9 276	289	1 040	109	150	839	1 399	3 444	20 746	37 292
Total des autres passifs	123 066	18 893	10 033	7 057	2 193	11 052	19 207	13 889	20 746	226 136
Dette subordonnée	-	-	-	-	-	-	25	6 948	-	6 973
Total des capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-	-	57 696	57 696
Total des passifs et des capitaux propres	156 704	60 269	46 810	41 128	28 248	43 125	63 032	40 891	491 151	971 358

1) Les dépôts à vue et à préavis sont inclus dans la colonne Sans échéance.

2) Des dépôts de 21 108 millions de dollars au 31 juillet 2021 ont une date d'échéance fixe, mais ils peuvent toutefois faire l'objet d'une demande de remboursement anticipé (en totalité ou en partie) par le client sans pénalité. Ils sont classés comme étant exigibles à une date fixe en raison de leur date d'échéance contractuelle déclarée. BMO ne prévoit pas qu'un montant important fera l'objet d'un remboursement avant l'échéance.

3) Montants présentés selon leur date d'échéance la plus rapprochée

(en millions de dollars canadiens)

	31 juillet 2021									
	De 0 à 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 9 mois	De 9 à 12 mois	De 1 an à 2 ans	De 2 à 5 ans	Plus de 5 ans	Sans échéance	Total
Engagements hors bilan										
Crédits fermes 1)	1 452	5 691	7 274	10 222	17 384	38 291	96 079	4 896	-	181 289
Concours de trésorerie	-	-	-	-	-	-	4 868	-	-	4 868
Contrats de location	-	-	-	1	3	12	67	381	-	464
Prêt de titres	3 976	-	-	-	-	-	-	-	-	3 976
Obligations d'achat	16	31	49	44	41	153	261	47	-	642

1) Les crédits fermes ne tiennent pas compte des marges de crédit personnelles, des cartes de crédit ni des autres instruments de crédit que BMO peut annuler sans condition à son entière discrétion. La grande majorité de ces engagements arrivent à échéance avant d'avoir été utilisés. Par conséquent, le montant contractuel total peut ne pas être représentatif du financement qui sera vraisemblablement requis dans le cadre de ces engagements.

(en millions de dollars canadiens)

31 octobre 2020

	De 0 à 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 9 mois	De 9 à 12 mois	De 1 an à 2 ans	De 2 à 5 ans	Plus de 5 ans	Sans échéance	Total
Instruments financiers inscrits au bilan										
Actifs										
Trésorerie et équivalents de trésorerie	56 434	-	-	-	-	-	-	-	974	57 408
Dépôts productifs d'intérêts à d'autres banques	3 901	1 673	1 266	1 204	991	-	-	-	-	9 035
Valeurs mobilières	4 838	5 804	7 817	6 263	4 678	15 730	54 846	85 949	48 335	234 260
Titres pris en pension ou empruntés	79 354	17 030	12 111	2 172	708	503	-	-	-	111 878
Prêts										
Prêts hypothécaires à l'habitation	2 077	2 110	4 627	5 795	4 928	19 551	80 480	7 456	-	127 024
Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers	677	690	1 229	1 223	1 217	5 229	25 243	12 135	22 505	70 148
Prêts sur cartes de crédit	-	-	-	-	-	-	-	-	7 889	7 889
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	13 746	8 055	6 830	13 049	6 830	27 042	75 161	35 046	59 903	245 662
Provision pour pertes sur créances	-	-	-	-	-	-	-	-	(3 303)	(3 303)
Total des prêts, déduction faite de la provision	16 500	10 855	12 686	20 067	12 975	51 822	180 884	54 637	86 994	447 420
Autres actifs										
Instruments dérivés	3 400	5 472	2 111	1 140	915	4 369	9 393	10 015	-	36 815
Engagements de clients aux termes d'acceptations	9 609	3 633	251	-	-	-	-	-	-	13 493
Divers	1 873	580	188	20	13	16	4	4 530	31 728	38 952
Total des autres actifs	14 882	9 685	2 550	1 160	928	4 385	9 397	14 545	31 728	89 260
Total des actifs	175 909	45 047	36 430	30 866	20 280	72 440	245 127	155 131	168 031	949 261

(en millions de dollars canadiens)

31 octobre 2020

	De 0 à 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 9 mois	De 9 à 12 mois	De 1 an à 2 ans	De 2 à 5 ans	Plus de 5 ans	Sans échéance	Total
Passifs et capitaux propres										
Dépôts 1) 2)										
Banques	13 499	3 982	13 106	455	463	7	-	28	7 285	38 825
Entreprises et administrations publiques	24 056	21 813	33 713	13 862	17 567	20 070	45 287	11 129	213 182	400 679
Particuliers	4 295	11 509	13 019	11 086	10 192	7 778	12 709	2 007	146 935	219 530
Total des dépôts	41 850	37 304	59 838	25 403	28 222	27 855	57 996	13 164	367 402	659 034
Autres passifs										
Instruments dérivés	1 374	4 499	1 684	1 171	1 088	3 911	8 588	8 060	-	30 375
Acceptations	9 609	3 633	251	-	-	-	-	-	-	13 493
Titres vendus à découvert 3)	29 376	-	-	-	-	-	-	-	-	29 376
Titres mis en pension ou prêtés 3)	69 142	10 747	7 439	878	-	452	-	-	-	88 658
Passifs liés à la titrisation et aux entités structurées	30	1 656	334	2 810	1 169	4 946	12 577	3 367	-	26 889
Divers	10 301	804	102	109	181	798	1 326	3 706	19 100	36 427
Total des autres passifs	119 832	21 339	9 810	4 968	2 438	10 107	22 491	15 133	19 100	225 218
Dettes subordonnées	-	-	-	-	-	-	-	8 416	-	8 416
Total des capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-	-	56 593	56 593
Total des passifs et des capitaux propres	161 682	58 643	69 648	30 371	30 660	37 962	80 487	36 713	443 095	949 261

1) Les dépôts à vue et à préavis sont inclus dans la colonne Sans échéance.

2) Des dépôts de 27 353 millions de dollars au 31 octobre 2020 ont une date d'échéance fixe, mais ils peuvent toutefois faire l'objet d'une demande de remboursement anticipé (en totalité ou en partie) par le client sans pénalité. Ils sont classés comme étant exigibles à une date fixe en raison de leur date d'échéance contractuelle déclarée. BMO ne prévoit pas qu'un montant important fera l'objet d'un remboursement avant l'échéance.

3) Montants présentés selon leur date d'échéance la plus rapprochée

Certains chiffres comparatifs ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour la période en cours.

(en millions de dollars canadiens)

31 octobre 2020

	De 0 à 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 9 mois	De 9 à 12 mois	De 1 an à 2 ans	De 2 à 5 ans	Plus de 5 ans	Sans échéance	Total
Engagements hors bilan										
Crédits fermes 1)	1 789	5 617	11 163	12 287	14 289	31 607	95 881	6 595	-	179 228
Concours de trésorerie	-	-	-	-	-	-	5 601	-	-	5 601
Contrats de location	-	-	3	3	3	38	158	786	-	991
Prêt de titres	4 349	-	-	-	-	-	-	-	-	4 349
Obligations d'achat	14	27	38	38	56	162	179	62	-	576

1) Les crédits fermes ne tiennent pas compte des marges de crédit personnelles, des cartes de crédit ni des autres instruments de crédit que BMO peut annuler sans condition à son entière discrétion. La grande majorité de ces engagements arrivent à échéance avant d'avoir été utilisés. Par conséquent, le montant contractuel total peut ne pas être représentatif du financement qui sera vraisemblablement requis dans le cadre de ces engagements.

Certains chiffres comparatifs ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour la période en cours.

Expositions en Europe

Les expositions de BMO en Europe sont présentées et analysées aux pages 90 et 91 de son Rapport annuel pour 2020. Nos expositions dans les pays européens au 31 juillet 2021 sont présentées dans les tableaux ci-après. Les tableaux ci-dessous indiquent les montants nets des expositions associées aux tranches financées des prêts, aux titres (dont des swaps sur défaillance), aux opérations de type mise en pension et aux dérivés.

Expositions en Europe par pays et par contrepartie ¹⁾

(en millions de dollars canadiens) Au 31 juillet 2021		Tranche financée des prêts 2)		Titres 3) 4)		Opérations de type mise en pension et dérivés 5) 6)				Total
Pays	Total	Banques	Sociétés	États souverains	Total	Banques	Sociétés	États souverains	Total	Montant net
Pays GIIPE										
Grèce	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Irlande 7)	448	-	-	-	-	10	97	-	107	555
Italie	12	-	-	-	-	-	-	-	-	12
Portugal	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Espagne	98	50	1	-	51	2	2	-	4	153
Total – pays GIIPE	558	50	1	-	51	12	99	-	111	720
Zone euro (exclusion faite des pays GIIPE)										
France	166	68	-	467	535	75	58	69	202	903
Allemagne	238	741	38	400	1 179	168	3	-	171	1 588
Pays-Bas	357	588	-	-	588	31	171	-	202	1 147
Autres 8)	310	-	47	74	121	2	15	6	23	454
Total – zone euro (exclusion faite des pays GIIPE)	1 071	1 397	85	941	2 423	276	247	75	598	4 092
Reste de l'Europe										
Norvège	325	-	-	47	47	-	5	1	6	378
Suède	26	249	-	303	552	5	-	-	5	583
Suisse	254	-	-	-	-	44	16	-	60	314
Royaume-Uni	2 009	106	613	5 592	6 311	91	400	141	632	8 952
Autres 8)	-	41	-	6	47	11	7	5	23	70
Total – reste de l'Europe	2 614	396	613	5 948	6 957	151	428	147	726	10 297
Total – Europe 9)	4 243	1 843	699	6 889	9 431	439	774	222	1 435	15 109

Au 30 avril 2021		Tranche financée des prêts 2)		Titres 3)		Opérations de type mise en pension et dérivés 5) 6)				Total
Pays	Total	Banques	Sociétés	États souverains	Total	Banques	Sociétés	États souverains	Total	Montant net
Total – pays GIIPE	568	49	2	-	51	19	176	-	195	814
Total – zone euro (exclusion faite des pays GIIPE)	1 200	1 280	44	857	2 181	300	340	7	647	4 028
Total – reste de l'Europe	3 152	475	150	5 914	6 539	621	218	89	928	10 619
Total – Europe 9)	4 920	1 804	196	6 771	8 771	940	734	96	1 770	15 461

Se reporter aux notes du tableau ci-après.

Expositions aux prêts en Europe par pays et par contrepartie ¹⁾

(en millions de dollars canadiens) Pays	Prêts ²⁾						
	Tranche financée au 31 juillet 2021			Au 31 juillet 2021		Au 30 avril 2021	
	Banques	Sociétés	États souverains	Engagements	Tranche financée	Engagements	Tranche financée
Pays GIIPE							
Grèce	-	-	-	-	-	-	-
Irlande ⁷⁾	-	448	-	551	448	558	446
Italie	12	-	-	12	12	15	15
Portugal	-	-	-	-	-	-	-
Espagne	94	4	-	172	98	182	107
Total – pays GIIPE	106	452	-	735	558	755	568
Zone euro (exclusion faite des pays GIIPE)							
France	164	2	-	299	166	322	183
Allemagne	151	87	-	398	238	512	346
Pays-Bas	37	320	-	391	357	407	348
Autres ⁸⁾	122	188	-	380	310	384	323
Total – zone euro (exclusion faite des pays GIIPE)	474	597	-	1 468	1 071	1 625	1 200
Reste de l'Europe							
Norvège	26	299	-	635	325	1 062	558
Suède	26	-	-	85	26	190	16
Suisse	16	238	-	323	254	443	370
Royaume-Uni	7	2 002	-	3 029	2 009	3 248	2 149
Autres ⁸⁾	-	-	-	77	-	90	59
Total – reste de l'Europe	75	2 539	-	4 149	2 614	5 033	3 152
Total – Europe ⁹⁾	655	3 588	-	6 352	4 243	7 413	4 920

1) Ce qui suit indique les expositions indirectes de BMO en Europe au 31 juillet 2021 : une sûreté de 1 375 millions d'euros servant à soutenir les activités de négociation sous forme de valeurs mobilières (71 millions d'euros dans les pays GIIPE) et une sûreté en trésorerie détenue de 277 millions d'euros; des garanties de 11,2 milliards de dollars (323 millions de dollars dans les pays GIIPE).

2) La tranche financée comprend les prêts.

3) Les titres comprennent les produits de trésorerie, les placements d'assurance et les titres de crédit négociables.

4) L'exposition notionnelle nette aux swaps sur défaillance de BMO (incorporés dans les montants présentés dans la section du tableau portant sur l'exposition aux titres) en Europe était de 181 millions de dollars, et aucune exposition nette à de tels swaps d'un titulaire unique* dans les pays GIIPE n'était en vigueur au 31 juillet 2021 (*inclut une position nette de 144 millions (position qu'elle a acquise) dans un indice de swaps sur défaillance qui est constitué à 12 % d'entités domiciliées dans les pays GIIPE).

5) Les opérations de type mise en pension sont effectuées essentiellement avec des contreparties qui sont des banques à l'égard desquelles BMO détient des garanties (43 milliards de dollars en Europe au 31 juillet 2021).

6) Les dérivés sont évalués à la valeur de marché, ce qui comprend la compensation des transactions lorsque des conventions-cadres de compensation ont été conclues avec des contreparties et les compensations liées aux garanties dans le cas des contreparties à l'égard desquelles une annexe au soutien de crédit est en vigueur.

7) Exclut les réserves de 117 millions de dollars au 31 juillet 2021 que notre filiale irlandaise doit maintenir auprès de la banque centrale d'Irlande.

8) L'exposition dans les autres pays de la zone euro est répartie entre 5 pays dans lesquels l'exposition nette est de moins de 300 millions de dollars. L'exposition dans les autres pays d'Europe est répartie entre 4 pays.

9) Du total de notre exposition directe nette en Europe, une proportion d'environ 95 % avait trait à des contreparties situées dans des pays auxquels au moins l'une des deux agences de notation Moody's ou S&P avait attribué une cote de Aa2 ou AA.

Mise en garde

La présente section qui traite de la gestion des risques contient des déclarations prospectives. Il y a lieu de se reporter à la mise en garde concernant les déclarations prospectives.

Groupe de travail sur la divulgation accrue des renseignements

Le 29 octobre 2012, le groupe de travail sur la divulgation accrue des renseignements (l'« Enhanced Disclosure Task Force », ou EDTF) du Conseil de la stabilité financière a publié son premier rapport, qui porte sur la divulgation accrue des renseignements que les banques doivent fournir sur les risques (en anglais). Nous appuyons les recommandations publiées par l'EDTF en ce qui a trait à la présentation d'informations sur les risques transparentes et de qualité.

Voici une liste détaillée des informations à fournir conformément aux recommandations de l'EDTF, comme il est présenté dans le Rapport annuel pour 2020 et le Rapport aux actionnaires du troisième trimestre de 2021, les données financières complémentaires ou les informations complémentaires sur les fonds propres réglementaires. L'information contenue dans les données financières complémentaires ou les données complémentaires sur les fonds propres réglementaires n'est pas intégrée par renvoi dans notre Rapport aux actionnaires du troisième trimestre de 2021 et ne doit pas être considérée comme telle.

Sujet	Informations à fournir conformément à l'EDTF	T3 2021			Rapport annuel (Page)
		Rapport aux actionnaires (Page)	Données financières complémentaires (Page)	Données complémentaires sur les fonds propres réglementaires (Page)	
Généralités					
1	Présenter tous les renseignements sur les risques dans chacun des rapports ainsi qu'une table des matières pour faciliter la consultation.	4	Table des matières	Table des matières	73-113
2	Établir la terminologie du risque et les mesures du risque de la Banque et énumérer les principaux paramètres utilisés.	40	-	-	84-113, 212-213
3	Analyser les principaux risques et les risques émergents de la Banque.	5, 40	-	-	73-75
4	Établir des plans visant le respect des nouveaux principaux ratios réglementaires une fois que les règles applicables auront été finalisées.	19-20	-	-	64, 67-68, 103
Gouvernance des risques et stratégies de gestion des risques/modèle opérationnel					
5	Résumer l'organisation, les processus et les fonctions clés de la gestion des risques de la Banque.	-	-	-	78-83
6	Décrire la culture de gestion des risques de la Banque et les procédures appliquées pour soutenir cette culture.	-	-	-	79
7	Décrire les principaux risques découlant du modèle opérationnel et des activités de la Banque.	-	-	-	80, 82
8	Décrire l'utilisation de simulations de crise à l'intérieur du cadre de gouvernance des risques et du cadre de gestion du capital de la Banque.	-	-	-	83
Adéquation des fonds propres et actifs pondérés en fonction des risques					
9	Présenter les exigences de fonds propres minimales aux termes du premier pilier.	-	-	3-4, 10	63-66
10	Résumer l'information contenue dans le modèle de déclaration de la composition des fonds propres et rapprochement du bilan comptable avec le bilan réglementaire. <ul style="list-style-type: none">On trouvera un modèle de déclaration des principales caractéristiques sur le site Web de BMO à l'adresse www.bmo.com sous Relations avec les investisseurs et Documents déposés auprès des organismes de réglementation.	19	-	3-5	67

Sujet	Informations à fournir conformément à l'EDTF	T3 2021			Rapport annuel (Page)
		Rapport aux actionnaires (Page)	Données financières complémentaires (Page)	Données complémentaires sur les fonds propres réglementaires (Page)	
11	Présenter un tableau des flux des mouvements des fonds propres réglementaires, y compris les variations des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires, des fonds propres de catégorie 1 supplémentaires et des fonds propres de catégorie 2.	-	-	6	-
12	Traiter de la planification du capital dans le cadre d'un examen plus général de la planification stratégique de la direction.	-	-	-	63
13	Fournir des informations plus détaillées en vue d'expliquer le lien entre les actifs pondérés en fonction des risques et les activités commerciales.	-	-	11	68
14	Présenter un tableau illustrant les exigences de fonds propres pour chacune des méthodes utilisées pour calculer les actifs pondérés en fonction des risques. <ul style="list-style-type: none"> Des informations sur les modèles importants utilisés pour établir les actifs pondérés en fonction des risques sont fournies dans notre Rapport annuel. 	-	-	11, 17, 18, 21-30 et 37-43	68, 85-87
15	Illustrer sous forme de tableau le risque de crédit dans le portefeuille bancaire pour les catégories d'actifs définies dans l'accord de Bâle et portefeuilles importants. <ul style="list-style-type: none"> Des informations sur le risque de crédit afférent aux particuliers et aux services de gros dans le portefeuille bancaire sont fournies. 	-	-	17-30, 37-43	-
16	Présenter un tableau des flux servant à rapprocher les mouvements des actifs pondérés en fonction des risques par risque de crédit et risque de marché. <ul style="list-style-type: none"> Comprend des tableaux des mouvements des actifs pondérés en fonction des risques par risque de crédit et risque de marché selon les facteurs principaux. 	-	-	31, 57	-
Liquidité					
17	Décrire le processus de validation et de contrôle ex post de la Banque. Les paramètres à l'égard des pertes estimées et réelles sont inclus dans les données complémentaires sur les fonds propres réglementaires.	-	-	58	109
18	Décrire la façon dont la Banque gère ses besoins éventuels en matière de liquidité et la réserve de liquidité dont elle dispose pour satisfaire ces besoins.	42, 46	-	-	97-103
Financement					
19	Présenter sous forme de tableau les actifs grevés et non grevés en les classant en fonction des catégories du bilan.	43	33	-	100
20	Présenter sous forme de tableau le total des actifs, des passifs et des engagements hors bilan consolidés en fonction des échéances contractuelles restantes.	47-48	-	-	104-105
21	Analyser les sources de financement de la Banque et décrire sa stratégie de financement. <ul style="list-style-type: none"> Un tableau sur la composition et les échéances du financement de gros est fourni. 	43-45	-	-	101-102

Sujet	Informations à fournir conformément à l'EDTF	T3 2021			Rapport annuel (Page)
		Rapport aux actionnaires (Page)	Données financières complémentaires (Page)	Données complémentaires sur les fonds propres réglementaires (Page)	
Risque de marché					
22	Ventiler les postes du bilan selon des mesures du risque de marché lié aux activités de négociation et aux activités autres que de négociation.	41	-	-	96
23	Répartir de façon qualitative et quantitative les mesures importantes de risque de marché lié aux activités de négociation et à des activités autres que de négociation.	41	-	-	92-94, 95-96
24	Décrire les principales méthodes de validation du modèle d'évaluation du risque de marché et le contrôle ex post et la manière dont ils sont utilisés pour affiner les paramètres du modèle.	-	-	-	92, 93, 95, 109
25	Décrire les principales techniques de gestion du risque employées par la Banque pour évaluer et apprécier le risque de perte qui n'est pas pris en considération par les mesures du risque connu. <ul style="list-style-type: none">Des informations sur la simulation de crise, l'analyse de scénarios, la valeur à risque en période de tension, la sensibilité du résultat et de la valeur économique, au bilan, utilisées aux fins de la gestion du risque de marché sont fournies.	42	-	-	92-93
Risque de crédit					
26	Fournir de l'information sur le profil de risque de crédit de la Banque.	14-15, 64-69	18-30	11-56	84-91, 159-164
27	Décrire les politiques de la Banque concernant les prêts douteux et les prêts renégociés.	-	-	-	159, 164
28	Fournir des rapprochements des prêts douteux et de la provision pour pertes sur créances.	15, 65-66	-	-	89, 162
29	Fournir une analyse quantitative et qualitative du risque de contrepartie de la Banque découlant de ses transactions sur instruments dérivés.	-	-	35-48	84-85, 91
30	Fournir une analyse de l'atténuation du risque de crédit. <ul style="list-style-type: none">Des informations sur la gestion du risque de crédit et de contrepartie sont fournies.	-	-	16, 32, 44	84-85, 169, 175, 205-206
Autres risques					
31	Décrire les autres risques et analyser la manière dont chacun des risques est repéré, régi, évalué et géré.	-	-	-	80, 106-113
32	Analyser les événements impliquant des risques communément reconnus liés à d'autres risques, dans le cas où des événements causant une perte importante se sont produits ou pourraient se produire.	-	-	-	106-113

État consolidé des résultats

(non audité) (en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	Pour les périodes de trois mois closes le			Pour les périodes de neuf mois closes le	
	31 juillet 2021	30 avril 2021	31 juillet 2020	31 juillet 2021	31 juillet 2020
Revenus d'intérêts, de dividendes et de commissions					
Prêts	3 916 \$	3 849 \$	4 204 \$	11 794 \$	13 856 \$
Valeurs mobilières (note 2)	929	1 002	1 249	2 921	3 971
Dépôts à d'autres banques	50	50	49	144	343
	4 895	4 901	5 502	14 859	18 170
Charges d'intérêts					
Dépôts	745	817	1 292	2 483	5 157
Dettes subordonnées	44	51	65	153	201
Autres passifs	585	578	610	1 669	2 371
	1 374	1 446	1 967	4 305	7 729
Revenus nets d'intérêts	3 521	3 455	3 535	10 554	10 441
Revenus autres que d'intérêts					
Commissions et droits sur titres	264	300	260	849	789
Frais de service – Dépôts et ordres de paiement	319	306	299	930	916
Revenus de négociation	135	47	68	394	(8)
Commissions sur prêts	348	343	309	1 047	956
Frais de services de cartes	113	122	85	316	264
Frais de gestion de placements et de garde de titres	502	476	455	1 460	1 341
Revenus tirés de fonds d'investissement	406	396	348	1 176	1 062
Commissions de prise ferme et de consultation	411	404	287	1 073	811
Profits sur titres, autres que de négociation	198	111	31	411	84
Profits de change, autres que de négociation	41	63	21	128	89
Revenus d'assurance	1 137	(163)	1 321	1 718	2 035
Participations dans des entreprises associées et des coentreprises	67	60	52	183	112
Autres	100	156	118	374	308
	4 041	2 621	3 654	10 059	8 759
Total des revenus	7 562	6 076	7 189	20 613	19 200
Dotation à la provision pour pertes sur créances (note 3)	(70)	60	1 054	146	2 521
Sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités	984	(283)	1 189	1 302	1 708
Charges autres que d'intérêts					
Rémunération du personnel (note 8)	2 102	2 042	1 964	6 263	5 994
Bureaux et matériel	829	863	785	2 496	2 348
Amortissement des immobilisations incorporelles	157	158	154	471	461
Déplacements et expansion des affaires	101	97	57	264	296
Communications	63	72	71	199	233
Honoraires	140	147	135	423	396
Autres (note 12)	292	1 030	278	1 590	901
	3 684	4 409	3 444	11 706	10 629
Bénéfice avant charge d'impôts sur le résultat	2 964	1 890	1 502	7 459	4 342
Charge d'impôts sur le résultat (note 10)	689	587	270	1 864	829
Bénéfice net	2 275 \$	1 303 \$	1 232 \$	5 595 \$	3 513 \$
Bénéfice par action (en dollars canadiens) (note 9)					
De base	3,42 \$	1,91 \$	1,81 \$	8,36 \$	5,18 \$
Dilué	3,41	1,91	1,81	8,35	5,18
Dividendes par action ordinaire	1,06	1,06	1,06	3,18	3,18

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés intermédiaires.

État consolidé du résultat global

(non audité) (en millions de dollars canadiens)

	Pour les périodes de trois mois closes le			Pour les périodes de neuf mois closes le	
	31 juillet 2021	30 avril 2021	31 juillet 2020	31 juillet 2021	31 juillet 2020
Bénéfice net	2 275 \$	1 303 \$	1 232 \$	5 595 \$	3 513 \$
Autres éléments du résultat global (de la perte globale), après impôts					
Éléments qui pourraient ultérieurement être reclassés en résultat net					
Variation nette des profits (pertes) latents sur les titres de créance à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global					
Profits (pertes) latents sur les titres de créance à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global survenus au cours de la période 1)	22	(89)	141	(10)	421
Reclassement, dans le résultat, de (profits) au cours de la période 2)	(5)	(19)	(18)	(33)	(74)
	17	(108)	123	(43)	347
Variation nette des profits (pertes) latents sur les couvertures de flux de trésorerie					
Profits (pertes) sur les instruments dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie survenus au cours de la période 3)	218	(479)	83	(392)	1 673
Reclassement, dans le résultat, de (profits) pertes sur les instruments dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie au cours de la période 4)	(116)	(86)	(37)	(279)	8
	102	(565)	46	(671)	1 681
Profits (pertes) nets à la conversion d'investissements nets dans des établissements à l'étranger					
Profits (pertes) latents à la conversion d'investissements nets dans des établissements à l'étranger	521	(1 304)	(1 180)	(1 914)	516
Profits (pertes) latents sur les couvertures d'investissements nets dans des établissements à l'étranger 5)	(139)	316	206	398	(145)
	382	(988)	(974)	(1 516)	371
Éléments qui ne seront pas reclassés en résultat net					
Profits (pertes) sur la réévaluation des régimes de retraite et d'autres avantages futurs du personnel 6)	54	436	(189)	765	(244)
Profits (pertes) sur la réévaluation du risque de crédit propre sur les passifs financiers désignés à la juste valeur 7)	22	3	(330)	(220)	(49)
Profits latents sur les titres de capitaux propres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global survenus au cours de la période 8)	7	-	-	7	-
	83	439	(519)	552	(293)
Autres éléments du résultat global (de la perte globale), après impôts	584	(1 222)	(1 324)	(1 678)	2 106
Total du résultat global (de la perte globale)	2 859 \$	81 \$	(92)\$	3 917 \$	5 619 \$

1) Après (la charge) le recouvrement d'impôts sur le résultat de (7) millions de dollars, de 32 millions et de (47) millions pour le trimestre et de 5 millions et de (147) millions pour la période de neuf mois, respectivement.

2) Après la charge d'impôts sur le résultat de 2 millions de dollars, de 6 millions et de 6 millions pour le trimestre et de 11 millions et de 23 millions pour la période de neuf mois, respectivement.

3) Après (la charge) le recouvrement d'impôts sur le résultat de (72) millions de dollars, de 173 millions et de (27) millions pour le trimestre et de 147 millions et de (600) millions pour la période de neuf mois, respectivement.

4) Après la charge (le recouvrement) d'impôts sur le résultat de 41 millions de dollars, de 31 millions et de 13 millions pour le trimestre et de 100 millions et de (3) millions pour la période de neuf mois, respectivement.

5) Après (la charge) le recouvrement d'impôts sur le résultat de 50 millions de dollars, de (115) millions et de (74) millions pour le trimestre et de (145) millions et de 53 millions pour la période de neuf mois, respectivement.

6) Après (la charge) le recouvrement d'impôts sur le résultat de (26) millions de dollars, de (158) millions et de 65 millions pour le trimestre et de (283) millions et de 85 millions pour la période de neuf mois, respectivement.

7) Après (la charge) le recouvrement d'impôts sur le résultat de (9) millions de dollars, de (1) million et de 120 millions pour le trimestre et de 79 millions et de 18 millions pour la période de neuf mois, respectivement.

8) Après (la charge) le recouvrement d'impôts sur le résultat de (2) millions de dollars, de néant et de néant pour le trimestre et de (2) millions et de néant pour la période de neuf mois, respectivement.

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés intermédiaires.

Bilan consolidé

(non audité) (en millions de dollars canadiens)

	Au		
	31 juillet 2021	30 avril 2021	31 octobre 2020
Actifs			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	83 825 \$	98 593 \$	57 408 \$
Dépôts productifs d'intérêts à d'autres banques	8 793	8 955	9 035
Valeurs mobilières (note 2)			
Titres de négociation	102 169	90 566	97 834
Titres à la juste valeur par le biais du résultat net	14 239	13 331	13 568
Titres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	64 553	61 172	73 407
Titres de créance au coût amorti	48 727	46 744	48 466
Participations dans des entreprises associées et des coentreprises	1 088	1 054	985
	230 776	212 867	234 260
Titres pris en pension ou empruntés	104 738	98 327	111 878
Prêts			
Prêts hypothécaires à l'habitation	134 374	130 529	127 024
Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers	75 092	71 918	70 148
Prêts sur cartes de crédit	7 866	7 488	7 889
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	241 108	237 702	245 662
	458 440	447 637	450 723
Provision pour pertes sur créances (note 3)	(2 824)	(3 028)	(3 303)
	455 616	444 609	447 420
Autres actifs			
Instruments dérivés	36 331	37 998	36 815
Engagements de clients aux termes d'acceptations	14 263	11 952	13 493
Bureaux et matériel	4 266	4 298	4 183
Écart d'acquisition	5 450	5 375	6 535
Immobilisations incorporelles	2 298	2 323	2 442
Actifs d'impôt exigible	1 145	1 141	1 260
Actifs d'impôt différé	1 209	1 294	1 473
Actifs divers	22 648	22 107	23 059
	87 610	86 488	89 260
Total des actifs	971 358 \$	949 839 \$	949 261 \$
Passifs et capitaux propres			
Dépôts (note 4)	680 553 \$	657 201 \$	659 034 \$
Autres passifs			
Instruments dérivés	29 167	33 218	30 375
Acceptations	14 263	11 952	13 493
Titres vendus à découvert	28 497	32 540	29 376
Titres mis en pension ou prêtés	92 990	87 703	88 658
Passifs liés à la titrisation et aux entités structurées	23 927	25 657	26 889
Passifs d'impôt exigible	154	193	126
Passifs d'impôt différé	188	163	108
Passifs divers	36 950	38 554	36 193
	226 136	229 980	225 218
Dettes subordonnées (note 4)	6 973	7 144	8 416
Capitaux propres			
Actions privilégiées et autres instruments de capitaux propres (note 5)	5 848	5 848	6 598
Actions ordinaires (note 5)	13 609	13 536	13 430
Surplus d'apport	310	313	302
Résultats non distribués	34 089	32 561	30 745
Cumul des autres éléments du résultat global	3 840	3 256	5 518
Total des capitaux propres	57 696	55 514	56 593
Total des passifs et des capitaux propres	971 358 \$	949 839 \$	949 261 \$

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés intermédiaires.

Certains chiffres comparatifs ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour la période à l'étude.

État consolidé des variations des capitaux propres

(non audité) (en millions de dollars canadiens)

	Pour les périodes de trois mois closes le		Pour les périodes de neuf mois closes le	
	31 juillet 2021	31 juillet 2020	31 juillet 2021	31 juillet 2020
Actions privilégiées et autres instruments de capitaux propres (note 5)				
Solde à l'ouverture de la période	5 848 \$	5 348 \$	6 598 \$	5 348 \$
Rachetées au cours de la période	-	-	(750)	-
Solde à la clôture de la période	5 848	5 348	5 848	5 348
Actions ordinaires (note 5)				
Solde à l'ouverture de la période	13 536	13 000	13 430	12 971
Émises en vertu du Régime de réinvestissement de dividendes et d'achat d'actions destiné aux actionnaires	-	214	-	214
Émises en vertu du régime d'options sur actions	40	1	99	30
Actions propres ou rachat d'actions ordinaires aux fins d'annulation	33	(15)	80	(15)
Solde à la clôture de la période	13 609	13 200	13 609	13 200
Surplus d'apport				
Solde à l'ouverture de la période	313	301	302	303
Charges liées aux options sur actions, déduction faite des options exercées	-	1	7	(1)
Prime (escompte) net à la vente d'actions propres	(3)	-	-	-
Autres	-	-	1	-
Solde à la clôture de la période	310	302	310	302
Résultats non distribués				
Solde à l'ouverture de la période	32 561	29 426	30 745	28 725
Incidence de l'adoption de l'IFRS 16	-	-	-	(59)
Bénéfice net	2 275	1 232	5 595	3 513
Dividendes sur les actions privilégiées et distributions à payer sur les autres instruments de capitaux propres	(61)	(73)	(185)	(195)
Dividendes sur les actions ordinaires	(686)	(682)	(2 058)	(2 038)
Frais d'émission de titres de capitaux propres et prime payée au rachat d'actions privilégiées	-	-	(6)	-
Escompte net à la vente d'actions propres	-	(1)	(2)	(44)
Solde à la clôture de la période	34 089	29 902	34 089	29 902
Cumul des autres éléments du résultat global attribuable aux titres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global, après impôts				
Solde à l'ouverture de la période	295	250	355	26
Profits (pertes) latents sur les titres de créance à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global survenus au cours de la période	22	141	(10)	421
Profits latents sur les titres de capitaux propres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global survenus au cours de la période	7	-	7	-
Reclassement, dans le résultat, de (profits) au cours de la période	(5)	(18)	(33)	(74)
Solde à la clôture de la période	319	373	319	373
Cumul des autres éléments du résultat global attribuable aux couvertures de flux de trésorerie, après impôts				
Solde à l'ouverture de la période	1 206	2 148	1 979	513
Profits sur les instruments dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie survenus au cours de la période	218	83	(392)	1 673
Reclassement, dans le résultat, de (profits) pertes sur les instruments dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie au cours de la période	(116)	(37)	(279)	8
Solde à la clôture de la période	1 308	2 194	1 308	2 194
Cumul des autres éléments du résultat global attribuable à la conversion d'investissements nets dans des établissements à l'étranger, après impôts				
Solde à l'ouverture de la période	2 082	5 048	3 980	3 703
Profits (pertes) latents à la conversion d'investissements nets dans des établissements à l'étranger	521	(1 180)	(1 914)	516
Profits (pertes) latents sur les couvertures d'investissements nets dans des établissements à l'étranger	(139)	206	398	(145)
Solde à la clôture de la période	2 464	4 074	2 464	4 074
Cumul des autres éléments du résultat global (de la perte globale) attribuable aux régimes de retraite et à d'autres avantages futurs du personnel, après impôts				
Solde à l'ouverture de la période	73	(438)	(638)	(383)
Profits (pertes) sur la réévaluation des régimes de retraite et d'autres avantages futurs du personnel	54	(189)	765	(244)
Solde à la clôture de la période	127	(627)	127	(627)
Cumul des autres éléments (de la perte globale) attribuable au risque de crédit propre sur les passifs financiers désignés à la juste valeur, après impôts				
Solde à l'ouverture de la période	(400)	151	(158)	(130)
Profits (pertes) sur la réévaluation du risque de crédit propre sur les passifs financiers désignés à la juste valeur	22	(330)	(220)	(49)
Solde à la clôture de la période	(378)	(179)	(378)	(179)
Total du cumul des autres éléments du résultat global	3 840	5 835	3 840	5 835
Total des capitaux propres	57 696 \$	54 587 \$	57 696 \$	54 587 \$

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés intermédiaires.

État consolidé des flux de trésorerie

(non audité) (en millions de dollars canadiens)

	Pour les périodes de trois mois closes le		Pour les périodes de neuf mois closes le	
	31 juillet 2021	31 juillet 2020	31 juillet 2021	31 juillet 2020
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation				
Bénéfice net	2 275 \$	1 232 \$	5 595 \$	3 513 \$
Ajustements en vue de déterminer les entrées (sorties) nettes de trésorerie liées aux activités d'exploitation				
Dotation à la provision relative aux titres, autres que de négociation	-	1	(1)	2
(Profit) net sur les titres, autres que de négociation	(198)	(32)	(410)	(86)
(Augmentation) nette des titres de négociation	(10 335)	(7 319)	(7 415)	(1 624)
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances (note 3)	(70)	1 054	146	2 521
Variation des instruments dérivés - (augmentation) diminution des actifs dérivés	2 648	5 863	1 779	(14 158)
- augmentation (diminution) des passifs dérivés	(5 367)	(6 918)	(1 683)	15 342
Amortissement des bureaux et du matériel	195	198	588	598
Amortissement d'autres actifs	32	48	110	152
Amortissement des immobilisations incorporelles	157	154	471	461
Réduction de valeur pour dépréciation de l'écart d'acquisition	8	-	755	-
(Augmentation) diminution nette de l'actif d'impôt différé	91	(90)	212	132
Augmentation (diminution) nette du passif d'impôt différé	24	16	80	(1)
(Augmentation) diminution nette de l'actif d'impôt exigible	53	90	(56)	(492)
Augmentation (diminution) nette du passif d'impôt exigible	(43)	(19)	70	(9)
Variation des intérêts courus - diminution des intérêts à recevoir	67	242	267	319
- augmentation (diminution) des intérêts à payer	(32)	14	(434)	(198)
Variation nette des autres éléments et charges à payer	(2 233)	891	(549)	(5 623)
Augmentation nette des dépôts	17 752	19 630	45 947	85 368
(Augmentation) diminution nette des prêts	(8 222)	13 713	(19 737)	(20 574)
Augmentation (diminution) nette des titres vendus à découvert	(4 243)	724	(159)	4 081
Augmentation (diminution) nette des titres mis en pension ou prêtés	4 232	(3 645)	7 661	11 616
(Augmentation) diminution nette des titres pris en pension ou empruntés	(5 480)	(1 979)	2 972	(13 514)
Augmentation (diminution) nette des passifs liés à la titrisation et aux entités structurées	(1 822)	(101)	(2 591)	191
Entrées (sorties) nettes de trésorerie liées aux activités d'exploitation	(10 511)	23 767	33 618	68 017
Flux de trésorerie liés aux activités de financement				
(Diminution) nette des passifs des filiales	-	(5 326)	-	(8 113)
Produit de l'émission d'obligations sécurisées	1 837	-	1 837	4 425
Remboursement/rachats d'obligations sécurisées	(1 860)	(1 371)	(4 074)	(3 868)
Produit de l'émission de la dette subordonnée (note 4)	1 000	1 250	1 000	1 250
Remboursement sur la dette subordonnée (note 4)	(1 250)	-	(2 250)	-
Rachat d'actions privilégiées (note 5)	-	-	(756)	-
Produit net de l'émission d'actions ordinaires et de la vente d'actions propres (note 5)	71	(15)	172	(48)
Dividendes et distributions versés en trésorerie	(755)	(516)	(2 234)	(1 974)
Remboursement des obligations locatives	(82)	(82)	(244)	(250)
(Sorties) nettes de trésorerie liées aux activités de financement	(1 039)	(6 060)	(6 549)	(8 578)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement				
(Augmentation) diminution nette des dépôts productifs d'intérêts à d'autres banques	300	(950)	(265)	(280)
Achats de titres, autres que de négociation	(14 397)	(20 449)	(38 783)	(73 897)
Échéances de titres, autres que de négociation	7 266	5 050	21 530	12 539
Produit de la vente de titres, autres que de négociation	2 998	5 223	19 417	30 556
Bureaux et matériel - (achats) nets	(124)	(74)	(327)	(273)
Logiciels achetés et développés - (achats) nets	(118)	(125)	(358)	(490)
Acquisitions	-	-	-	(186)
Produit de dessaisissements (note 12)	63	-	63	-
Entrées (sorties) nettes de trésorerie liées aux activités d'investissement	(4 012)	(11 325)	1 277	(32 031)
Effet des variations des cours de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	794	(1 385)	(1 929)	379
Augmentation (diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	(14 768)	4 997	26 417	27 787
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de la période	98 593	71 593	57 408	48 803
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de la période	83 825 \$	76 590 \$	83 825 \$	76 590 \$
Autres renseignements sur les flux de trésorerie				
Inclusions dans les entrées nettes de trésorerie liées aux activités d'exploitation :				
Intérêts versés au cours de la période	1 373 \$	1 974 \$	4 679 \$	7 905 \$
Impôts sur le résultat payés au cours de la période	650 \$	140 \$	1 476 \$	1 732 \$
Intérêts reçus au cours de la période	4 562 \$	5 241 \$	13 936 \$	16 988 \$
Dividendes reçus au cours de la période	415 \$	466 \$	1 255 \$	1 289 \$

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés intermédiaires.

Certains chiffres des périodes précédentes ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour la période à l'étude.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

31 juillet 2021 (non audité)

Note 1 : Mode de présentation

La Banque de Montréal (la Banque ou BMO) est une banque à charte en vertu de la *Loi sur les banques* (Canada) et une société ouverte constituée au Canada. Nous sommes une société de services financiers hautement diversifiés, qui offre une vaste gamme de produits et de services dans les domaines des services bancaires aux particuliers et aux entreprises, de la gestion de patrimoine et des produits et services de banque d'affaires. Le siège social de la Banque est situé au 129, rue Saint-Jacques, à Montréal, au Québec, et ses bureaux administratifs se trouvent au 100 King Street West, 1 First Canadian Place, à Toronto, en Ontario. Nos actions ordinaires sont inscrites à la cote de la Bourse de Toronto (TSX) et de la Bourse de New York.

Les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés ont été dressés conformément à l'International Accounting Standard 34, *Information financière intermédiaire* publiée par l'International Accounting Standards Board (IASB) à l'aide des mêmes méthodes comptables qui sont présentées dans nos états financiers consolidés annuels pour l'exercice clos le 31 octobre 2020, sauf en ce qui concerne les changements de méthodes comptables décrits ci-après. Les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés doivent être lus à la lumière des notes afférentes à nos états financiers consolidés annuels de l'exercice clos le 31 octobre 2020. Nous nous conformons également aux interprétations des Normes internationales d'information financière (IFRS) que fait notre organisme de réglementation, à savoir le Bureau du surintendant des institutions financières Canada (BSIF). La publication des présents états financiers consolidés intermédiaires a été autorisée par le Conseil d'administration le 24 août 2021.

Changements de méthodes comptables

Réforme des taux interbancaires offerts (TIO)

Nous avons adopté par anticipation, le 1^{er} novembre 2020, la phase 2 des modifications de l'IASB liées aux TIO de l'IFRS 9, *Instruments financiers* (IFRS 9), de l'IAS 39, *Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation* (IAS 39), de l'IFRS 7, *Instruments financiers : Informations à fournir* (IFRS 7), de l'IFRS 4, *Contrats d'assurance* ainsi que de l'IFRS 16, *Contrats de location*. Ces modifications ont trait aux questions soulevées lors de la mise en œuvre de la réforme des TIO, plus particulièrement dans le cas où les TIO seront remplacés par des taux de référence de remplacement.

Dans le cas des instruments financiers au coût amorti, les modifications prévoient une mesure de simplification. Ainsi, advenant une variation des flux de trésorerie contractuels comme conséquence directe de la réforme des TIO qui soit équivalente sur le plan économique, la variation sera comptabilisée en actualisant le taux d'intérêt effectif, sans qu'aucun profit immédiat ou perte immédiate ne soit constaté. Par ailleurs, les modifications prévoient une mesure d'allègement temporaire additionnelle à l'application spécifique des dispositions en matière de comptabilité de couverture de l'IAS 39 relativement aux relations de couverture visées par la réforme des TIO. Il existe, par exemple, une exception à l'exigence de mettre fin à la comptabilité de couverture dans le cas où des changements ont été apportés à la documentation de couverture strictement en raison de la réforme des TIO.

En raison de la transition des TIO à des taux de référence complémentaires, certains taux de référence pourraient être discontinués, des changements pourraient être apportés à la méthodologie et les liquidités pourraient faire l'objet d'une volatilité accrue ou d'une baisse. La Banque, qui détient et émet des instruments fondés sur les TIO, est exposée à l'augmentation des risques financier, opérationnel, juridique et réglementaire et du risque de réputation à mesure que la transition des taux se poursuit. Ces risques découlent principalement de la mise à jour des systèmes et des processus pour tenir compte des nouveaux taux de référence complémentaires, de la modification des contrats ou des clauses de repli existantes pour les nouveaux taux de référence complémentaires, de la gestion de la transition des clients vers les taux de référence complémentaires et de l'incidence qui en résulte sur la gestion des risques économiques, ainsi que de la mise à jour des désignations de couverture à mesure que les nouveaux taux de référence complémentaires font leur apparition. Afin de gérer ces risques, nous avons mis sur pied le Bureau de transition du taux interbancaire offert (Bureau de transition du TIO) à l'échelle de l'organisation pour coordonner et superviser la transition des TIO vers des taux de référence complémentaires en mettant l'accent sur la gestion et l'atténuation des risques internes de même que sur la gestion de nos relations avec les clients. Le Bureau de transition du TIO, qui bénéficie du soutien et de la participation de la haute direction, est chargé de gérer le programme à l'échelle de l'entreprise, couvrant tous les secteurs d'activité et les fonctions de BMO. Le Bureau de transition du TIO a comme mandat général de s'assurer que nous nous préparons adéquatement à l'interruption ou à l'indisponibilité du TIO et des autres TIO. Dans le cadre de son mandat, le Bureau de transition du TIO continue de se pencher sur l'engagement de la Banque envers les questions qui touchent le secteur d'activité et la réglementation, les changements qui visent les clients et les contrats financiers, les communications internes et externes, les modifications de la technologie et des activités, l'introduction de nouveaux produits, la migration des clients existants, la stratégie relative aux programmes et la gouvernance, et il évalue les incidences sur l'information financière, y compris la comptabilité de couverture. En outre, le Bureau de transition du TIO continue de surveiller le déroulement du passage aux taux de référence complémentaires et leur utilisation au sein du secteur d'activité, y compris la recommandation officielle du comité sur les taux de référence complémentaires concernant la publication des taux à terme prospectifs Secured Overnight Financing Rate (SOFR) de CME Group. Étant donné que le marché continue à se développer, nous avons commencé à ajouter des produits basés sur les taux de référence complémentaires à notre gamme de produits.

Nous avons adhéré à l'International Swaps and Derivatives Association Fallbacks Protocol (protocole de l'ISDA), qui est entré en vigueur le 25 janvier 2021. Le protocole de l'ISDA prévoit des clauses de substitution spécifiques selon que le TIO pertinent (par exemple, le TIOL libellé en dollars américains ou le TIOL libellé en livres sterling) a été abandonné de façon permanente ou qu'il est temporairement indisponible. Ce protocole fournit un mécanisme de modification efficace permettant aux contreparties qui y adhèrent mutuellement d'intégrer ces clauses de substitution dans les anciens contrats dérivés. Par ailleurs, nous continuons d'intégrer des clauses de substitution contractuelle dans les nouveaux produits de trésorerie basés sur le TIO en vue de nous assurer qu'il y a un taux de référence alternatif au moment où l'application des TIO prendra fin.

Le tableau suivant présente des informations quantitatives sur les instruments financiers qui faisaient référence à certains TIO au 1^{er} novembre 2020, la date d'adoption de la phase 2 des mesures d'allègement, dont l'échéance est prévue après le 31 décembre 2021, et pour les facilités à vue qui seront soumises à des rectifications en vue de modifier le taux d'intérêt de référence. Notre exposition au TIOL en livres sterling et à d'autres TIOL n'a pas changé de façon significative depuis le 1^{er} novembre 2020.

(en millions de dollars canadiens)		1 ^{er} novembre 2020		
		TIOL en dollars américains	TIOL en livres sterling	Autres 1)
Actifs non dérivés 2)		100 521	868	1 225
Passifs non dérivés 2)		7 435	692	-
Montants nominaux liés aux dérivés 3) 4)		1 570 534	20 972	6 702
Engagements de prêt autorisés et engagés 5) 6)		68 449	194	23 633

1) Comprend le TIOL en francs suisses, le taux EONIA et le TIOL en yens japonais.

2) Tous les montants sont présentés sur la base des montants contractuels en cours, à l'exception des titres, dans les actifs non dérivés, qui sont présentés sur la base de leur valeur comptable.

3) Les montants nominaux représentent le montant auquel un taux ou un prix s'applique pour calculer la somme en trésorerie qui doit être échangée en vertu du contrat. Les montants nominaux de référence ne constituent pas des actifs ni des passifs et ne sont donc pas inscrits à notre bilan consolidé.

4) Comprend certains swaps de devises pour lesquels la branche paiement et la branche receveur font actuellement référence à un TIO. Pour ces dérivés, le tableau ci-dessus comprend le montant nominal de la branche paiement et de la branche receveur dans les colonnes correspondantes, en s'alignant sur l'exposition aux TIO.

5) Ne tient pas compte des marges de crédit personnelles ni des cartes de crédit que nous pouvons annuler sans condition à notre entière discrétion. La grande majorité de ces engagements arrivent à échéance avant d'avoir été utilisés. Par conséquent, le montant contractuel total peut ne pas être représentatif du financement qui sera vraisemblablement requis dans le cadre de ces engagements.

6) Le montant de la colonne Autres comprend les engagements de prêt dans le cadre desquels nos clients ont la possibilité de prélever des sommes sur leur facilité en plusieurs devises. Les montants prélevés seront soumis aux taux interbancaires offerts en vigueur pour la monnaie étrangère, y compris ceux qui entrent dans le champ d'application de la réforme des TIO.

Les instruments financiers qui font référence à des taux d'intérêt dans des territoires à taux multiples, y compris le taux offert en dollar canadien (Canadian Dollar Offered Rate, ou CDOR), le taux interbancaire offert en euro et le taux Australian Bank Bill Swap Rate, sont exclus du tableau qui précède. Dans le cas du CDOR, les instruments financiers indexés sur les taux CDOR à 6 mois et à 12 mois ont été supprimés le 17 mai 2021, tandis que les autres taux CDOR continueront à servir de taux de référence. Au 1^{er} novembre 2020, nous ne détenions aucune position importante dans l'un ou l'autre de ces taux CDOR ayant cette échéance.

Le 5 mars 2021, la Financial Conduct Authority (FCA) a confirmé que la fixation du TIOL cessera d'être offerte par les agents administratifs immédiatement après le 31 décembre 2021 en ce qui a trait à tous les contrats au TIOL en livres sterling, au TIOL en euros, au TIOL en francs suisses et au TIOL en yens japonais ainsi qu'au TIOL en dollars américains à 1 semaine et à 2 mois. La fixation du TIOL en dollars américains pour le reste des contrats cessera d'être offerte immédiatement après le 30 juin 2023. L'annonce a fait suite aux résultats de la consultation de l'ICE Benchmark Administration concernant le processus et le calendrier de l'abandon progressif des contrats portant sur le TIOL. Les organismes en réglementation prudentielle aux États-Unis ont publié des directives en matière de supervision selon lesquelles le prolongement de certains contrats au TIOL en dollars américains jusqu'au 30 juin 2023 ne s'applique que pour les anciens contrats. Les nouvelles émissions d'instruments basés sur le TIOL doivent cesser d'ici le 31 décembre 2021. Le Bureau de transition du TIO a ajusté tous les plans de projet visés pour se conformer aux échéances prorogées.

En raison de la prorogation de la date de cessation de certains contrats au TIOL libellé en dollars américains, un plus grand nombre de contrats viendront à échéance avant la cessation; par conséquent, le nombre de contrats et la valeur de ces derniers devant être soumis à des rectifications ont diminué. Le tableau suivant présente la valeur des instruments financiers touchés par le prolongement de la FCA au 30 avril 2023 comme il est présenté dans nos états financiers intermédiaires du deuxième trimestre, plus précisément les instruments dont le taux de référence est le TIOL libellé en dollars américains (exception faite du TIOL à 1 semaine et à 2 mois) et qui viennent à échéance après le 30 juin 2023 ou qui correspondent à des facilités à vue sans échéance.

(en millions de dollars canadiens)		30 avril 2021
		TIOL en dollars américains
Actifs non dérivés 1)		75 455
Passifs non dérivés 1)		2 933
Montants nominaux liés aux dérivés 2)		1 112 747
Engagements de prêt autorisés et engagés 3) 4)		45 794

1) Tous les montants sont présentés sur la base des montants contractuels en cours, à l'exception des titres, dans les actifs non dérivés, qui sont présentés sur la base de leur valeur comptable.

2) Les montants nominaux représentent le montant auquel un taux ou un prix s'applique pour calculer la somme en trésorerie qui doit être échangée en vertu du contrat. Les montants nominaux de référence ne constituent pas des actifs ni des passifs et ne sont donc pas inscrits à notre bilan consolidé.

3) Ne tient pas compte des marges de crédit personnelles ni des cartes de crédit que nous pouvons annuler sans condition à notre entière discrétion. La grande majorité de ces engagements arrivent à échéance avant d'avoir été utilisés. Par conséquent, le montant contractuel total peut ne pas être représentatif du financement qui sera vraisemblablement requis dans le cadre de ces engagements.

4) Ne tient pas compte d'engagements de prêt d'un montant de 8 746 millions de dollars aux termes desquels l'option du client de faire des prélèvements dans une autre monnaie touchée par la réforme des TIO est limitée au dollar américain. Tout montant prélevé en vertu de cette option sera soumis au TIOL en dollars américains et sera touché au moment de la date de cessation du 30 juin 2023.

Les variations afférentes à nos expositions au cours du troisième trimestre clos le 31 juillet 2021 n'ont donné lieu à aucun changement important aux risques découlant de la transition puisque nous avons présenté auparavant nos expositions aux TIO. Dans le cours normal des activités, nos expositions pourraient encore fluctuer sans qu'il n'y ait d'incidence importante sur nos plans de conversion des TIO.

Cadre conceptuel

Avec prise d'effet le 1^{er} novembre 2020, nous avons adopté le cadre conceptuel révisé (cadre), qui définit les concepts fondamentaux aux fins de la présentation de l'information financière pour assurer que les décisions futures relativement à la normalisation soient prises de façon uniforme et que des transactions similaires soient traitées de manière similaire et ainsi fournir des renseignements utiles aux utilisateurs des états financiers. Le cadre révisé n'a eu aucune incidence sur nos méthodes comptables.

Utilisation d'estimations et recours à des jugements

L'établissement des états financiers consolidés intermédiaires exige de la direction qu'elle fasse des estimations et pose des hypothèses qui influent sur la valeur comptable de certains actifs et passifs ainsi que sur certains montants inclus dans le bénéfice net et d'autres informations connexes.

Les actifs et passifs les plus importants à l'égard desquels nous devons faire des estimations et poser des jugements comprennent : la provision pour pertes sur créances; les instruments financiers évalués à la juste valeur; les prestations de retraite et autres avantages futurs du personnel; la dépréciation de titres; les impôts sur le résultat et les actifs d'impôt différé; l'écart d'acquisition et les immobilisations incorporelles; les passifs liés à l'assurance; les provisions, y compris pour les poursuites judiciaires et les charges de restructuration, les contrats de location, ainsi que les transferts d'actifs financiers et la consolidation d'entités structurées. Si les résultats réels différaient des estimations, l'incidence serait constatée dans des périodes ultérieures.

La mesure dans laquelle la pandémie de COVID-19 aura une incidence sur les activités, les résultats d'exploitation, la réputation et la situation financière de BMO, ce qui inclut le potentiel de pertes sur créances, des pertes liées à des contreparties et des pertes évaluées à la valeur de marché, ses notations de crédit et ses ratios de fonds propres réglementaires et de liquidité, de même que l'incidence sur ses clients et ses concurrents dépendra de l'évolution de la situation. Cette évolution est extrêmement incertaine et ne peut être prévue, notamment l'ampleur, la gravité et la durée de la pandémie, et les mesures prises par des tierces parties, les gouvernements, les instances gouvernementales et les organismes de réglementation, lesquelles pourraient varier selon les pays et les régions. En raison de leur nature, les jugements que nous posons et les estimations que nous faisons aux fins de l'établissement de nos états financiers portent sur des questions qui sont inévitablement incertaines. Toutefois, nous disposons de politiques détaillées et de contrôles internes qui visent à assurer que les décisions fondées sur ces jugements et estimations sont bien contrôlées, vérifiées de façon indépendante et nous appliquons nos politiques uniformément d'une période à l'autre. Nous sommes d'avis que nos estimations de la valeur de nos actifs et de nos passifs sont adéquates en date du 31 juillet 2021.

Provision pour pertes sur créances

Comme il est précisé de façon détaillée à la note 1 afférente à nos états financiers consolidés annuels pour l'exercice clos le 31 octobre 2020, la provision pour pertes sur créances se compose des provisions liées aux prêts douteux qui représentent l'estimation des pertes liées aux prêts douteux dans le portefeuille ayant déjà fait l'objet de provisions, mais qui ne sont pas encore sortis du bilan, et les provisions liées aux prêts productifs, qui constituent notre meilleure estimation de la perte de valeur des prêts du portefeuille existant qui n'ont pas encore été individuellement désignés comme étant douteux.

Le modèle de pertes sur créances attendues exige la comptabilisation des pertes sur créances en fonction des pertes attendues en général sur une période de 12 mois pour les prêts productifs et la comptabilisation des pertes sur créances attendues pour la durée de vie des prêts productifs dont le risque de crédit a augmenté de manière importante depuis qu'ils ont été accordés.

Pour déterminer si le risque de crédit a augmenté de manière importante, il faut tenir compte de nombreux facteurs et cela varie en fonction des catégories de produits et de risques. La méthode de la Banque pour déterminer si le risque de crédit a augmenté de manière importante est établie en fonction de la variation de la probabilité de défaut entre l'octroi et la date de clôture, et il est évalué à l'aide de scénarios pondérés en fonction de la probabilité et de certains autres critères, dont le fait qu'un compte soit en souffrance depuis 30 jours ou qu'il soit inscrit dans une liste de comptes à surveiller. Un jugement éclairé concernant la qualité du crédit devra être exercé afin d'évaluer si le risque de crédit a augmenté de manière importante.

Les jugements que nous posons pour déterminer la provision pour pertes sur créances reflètent l'incidence des incertitudes de l'environnement économique sur les conditions de crédit qui peuvent faire en sorte que les évaluations futures du risque de crédit diffèrent dans une mesure importante des évaluations actuelles, ce qui pourrait nécessiter une augmentation ou une diminution de la provision pour pertes sur créances.

On trouvera d'autres renseignements sur la provision pour pertes sur créances à la note 3.

Note 2 : Valeurs mobilières

Classement des valeurs mobilières

Les titres à la juste valeur par le biais du résultat net de la Banque, qui se chiffrent à 14 239 millions de dollars (13 568 millions au 31 octobre 2020), se composent de titres obligatoirement évalués à la juste valeur de 2 788 millions et de titres de placement détenus par les filiales du secteur de l'assurance, désignés à la juste valeur, de 11 451 millions (2 420 millions et 11 148 millions, respectivement, au 31 octobre 2020).

Nos titres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global, qui totalisent 64 553 millions de dollars (73 407 millions au 31 octobre 2020), sont présentés déduction faite d'une provision pour pertes sur créances de 3 millions (4 millions au 31 octobre 2020).

Les titres au coût amorti, qui totalisent 48 727 millions de dollars (48 466 millions au 31 octobre 2020), sont présentés déduction faite d'une provision pour pertes sur créances de 1 million (1 million au 31 octobre 2020).

Profits et pertes latents sur les titres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global

Le tableau qui suit présente un sommaire des profits et pertes latents :

(en millions de dollars canadiens)	31 juillet 2021				31 octobre 2020			
	Coût/coût amorti	Profits bruts latents	Pertes brutes latentes	Juste valeur	Coût/coût amorti	Profits bruts latents	Pertes brutes latentes	Juste valeur
Titres émis ou garantis par :								
l'administration fédérale canadienne	14 503	124	17	14 610	22 240	211	1	22 450
des administrations provinciales et municipales canadiennes	2 630	45	1	2 674	4 628	119	-	4 747
l'administration fédérale américaine	20 183	590	77	20 696	16 881	844	31	17 694
des municipalités, agences et États américains	4 296	117	1	4 412	5 132	147	3	5 276
d'autres administrations publiques	6 520	88	11	6 597	7 222	168	9	7 381
Titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la <i>Loi nationale sur l'habitation</i> (LNH)	1 287	13	1	1 299	1 583	46	-	1 629
Titres adossés à des créances hypothécaires et titres garantis par des créances hypothécaires émis par des agences américaines	11 323	242	11	11 554	10 600	307	4	10 903
Titres de créance d'entreprises	2 561	43	6	2 598	3 153	91	10	3 234
Titres de participation d'entreprises	101	12	-	113	90	3	-	93
Total	63 404	1 274	125	64 553	71 529	1 936	58	73 407

Les profits (pertes) latents peuvent être compensés par les (pertes) profits connexes sur les contrats de couverture.

Revenus d'intérêts sur les titres de créance

Le tableau suivant présente les revenus d'intérêts calculés selon la méthode du taux d'intérêt effectif :

(en millions de dollars canadiens)	Pour les périodes de trois mois closes le		Pour les périodes de neuf mois closes le	
	31 juillet 2021	31 juillet 2020	31 juillet 2021	31 juillet 2020
À la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global - titres de créance	114	185	366	823
Au coût amorti	101	144	309	455
Total	215	329	675	1 278

Note 3 : Prêts et provision pour pertes sur créances

Exposition au risque de crédit

Le tableau qui suit présente notre exposition au risque de crédit pour tous les prêts comptabilisés au coût amorti, à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global ou à la juste valeur par le biais du résultat net au 31 juillet 2021 et au 31 octobre 2020. L'étape 1 représente les prêts productifs comptabilisés en fonction des pertes sur créances attendues sur une période maximale de 12 mois, l'étape 2 représente les prêts productifs comptabilisés en fonction des pertes sur créances attendues sur la durée de vie et l'étape 3 représente les prêts douteux comptabilisés en fonction des pertes sur créances attendues sur la durée de vie.

(en millions de dollars canadiens)	31 juillet 2021				31 octobre 2020			
	Étape 1	Étape 2	Étape 3	Total	Étape 1	Étape 2	Étape 3	Total
Prêts hypothécaires à l'habitation								
Exceptionnellement faible	2	-	-	2	1	-	-	1
Très faible	91 813	417	-	92 230	79 295	429	-	79 724
Bas	22 578	2 605	-	25 183	24 490	2 481	-	26 971
Moyen	11 544	3 475	-	15 019	11 560	6 461	-	18 021
Haut	112	303	-	415	172	446	-	618
Non coté	1 088	53	-	1 141	1 132	148	-	1 280
Douteux	-	-	384	384	-	-	409	409
Provision pour pertes sur créances	51	37	13	101	51	75	16	142
Valeur comptable	127 086	6 816	371	134 273	116 599	9 890	393	126 882
Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers								
Exceptionnellement faible	1 468	28	-	1 496	1 550	31	-	1 581
Très faible	29 735	28	-	29 763	26 645	37	-	26 682
Bas	23 142	505	-	23 647	20 935	585	-	21 520
Moyen	10 953	3 769	-	14 722	10 324	4 334	-	14 658
Haut	465	1 288	-	1 753	429	1 470	-	1 899
Non coté	3 363	49	-	3 412	3 372	96	-	3 468
Douteux	-	-	299	299	-	-	340	340
Provision pour pertes sur créances	127	362	98	587	134	429	105	668
Valeur comptable	68 999	5 305	201	74 505	63 121	6 124	235	69 480
Prêts sur cartes de crédit 1)								
Exceptionnellement faible	2 468	-	-	2 468	2 252	-	-	2 252
Très faible	412	1	-	413	1 106	15	-	1 121
Bas	1 636	136	-	1 772	899	148	-	1 047
Moyen	1 649	725	-	2 374	1 611	899	-	2 510
Haut	60	297	-	357	58	377	-	435
Non coté	482	-	-	482	524	-	-	524
Douteux	-	-	-	-	-	-	-	-
Provision pour pertes sur créances	60	233	-	293	61	272	-	333
Valeur comptable	6 647	926	-	7 573	6 389	1 167	-	7 556
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques 2)								
Risque acceptable								
Catégorie investissement	146 024	1 515	-	147 539	129 100	3 242	-	132 342
Catégorie spéculative	82 986	16 173	-	99 159	85 197	30 106	-	115 303
Liste de surveillance	-	6 926	-	6 926	-	8 621	-	8 621
Douteux	-	-	1 747	1 747	-	-	2 889	2 889
Provision pour pertes sur créances	584	832	427	1 843	510	1 044	606	2 160
Valeur comptable	228 426	23 782	1 320	253 528	213 787	40 925	2 283	256 995
Engagements de prêt et contrats de garantie financière								
Risque acceptable								
Catégorie investissement	148 061	1 024	-	149 085	138 141	1 628	-	139 769
Catégorie spéculative	44 769	10 139	-	54 908	41 650	20 421	-	62 071
Liste de surveillance	-	2 979	-	2 979	-	4 861	-	4 861
Douteux	-	-	792	792	-	-	1 261	1 261
Provision pour pertes sur créances	209	191	24	424	211	288	12	511
Valeur comptable 3) 4)	192 621	13 951	768	207 340	179 580	26 622	1 249	207 451

1) Les prêts sur cartes de crédit sont immédiatement sortis du bilan lorsque les versements de capital ou d'intérêts sont en souffrance depuis 180 jours; par conséquent, ils ne sont pas présentés comme douteux à l'étape 3.

2) Comprend les engagements de clients aux termes d'acceptations.

3) Représente le montant contractuel total des facilités de crédit inutilisées et les autres éléments hors bilan, exclusion faite des marges de crédit personnelles et des cartes de crédit que nous pouvons annuler sans condition à notre entière discrétion.

4) Certains engagements de grandes entreprises emprunteuses sont conditionnels et pourraient inclure un recours auprès d'autres parties.

Certains chiffres comparatifs ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour la période à l'étude.

Provision pour pertes sur créances

La provision pour pertes sur créances figurant à notre bilan consolidé est maintenue à un montant que nous considérons comme adéquat pour éponger les pertes sur créances liées à nos prêts et à d'autres instruments de crédit. Au 31 juillet 2021, la provision pour pertes sur créances s'est chiffrée à 3 248 millions de dollars (3 814 millions au 31 octobre 2020), dont une tranche de 2 824 millions (3 303 millions au 31 octobre 2020) a été comptabilisée dans les prêts et une tranche de 424 millions (511 millions au 31 octobre 2020), dans les autres passifs, à notre bilan consolidé.

Les importantes variations des soldes bruts, notamment en ce qui a trait aux montages, aux échéances et aux remboursements dans le cours normal des activités, ont une incidence sur la provision pour pertes sur créances.

Les tableaux ci-dessous présentent l'évolution de la provision pour pertes par catégorie de produit pour les trimestres et les périodes de neuf mois clos le 31 juillet 2021 et le 31 juillet 2020. Les transferts représentent les pertes sur créances attendues qui sont passées d'une étape à l'autre au cours de la période, par exemple des pertes sur créances attendues sur un horizon de 12 mois (étape 1) à des pertes sur la durée de vie (étape 2). Les réévaluations nettes correspondent à l'incidence des pertes sur créances attendues afférente au transfert d'étape, aux changements des prévisions économiques et à la qualité du crédit. Les changements apportés à un modèle comprennent de nouveaux modèles ou méthodologies de calcul.

(en millions de dollars canadiens)

Pour les trimestres clos le

	31 juillet 2021				31 juillet 2020			
	Étape 1	Étape 2	Étape 3	Total	Étape 1	Étape 2	Étape 3	Total
Prêts hypothécaires à l'habitation								
Solde à l'ouverture de la période	60	53	22	135	29	37	27	93
Transfert à l'étape 1	14	(13)	(1)	-	8	(7)	(1)	-
Transfert à l'étape 2	(1)	3	(2)	-	(1)	4	(3)	-
Transfert à l'étape 3	-	(2)	2	-	-	(1)	1	-
Réévaluation nette de la provision pour pertes	(35)	-	3	(32)	27	30	10	67
Montages des prêts	15	-	-	15	4	-	-	4
Décomptabilisations et échéances	(2)	(3)	-	(5)	-	(2)	-	(2)
Changements apportés à un modèle	-	-	-	-	(1)	(3)	-	(4)
Total de la dotation à la provision pour pertes sur créances 1)	(9)	(15)	2	(22)	37	21	7	65
Montants sortis du bilan 2)	-	-	(3)	(3)	-	-	(3)	(3)
Recouvrements de montants sortis du bilan antérieurement	-	-	4	4	-	-	2	2
Change et autres	-	-	(3)	(3)	(1)	-	(6)	(7)
Solde à la clôture de la période	51	38	22	111	65	58	27	150
Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers								
Solde à l'ouverture de la période	141	401	101	643	116	407	125	648
Transfert à l'étape 1	58	(56)	(2)	-	59	(57)	(2)	-
Transfert à l'étape 2	(5)	16	(11)	-	(10)	21	(11)	-
Transfert à l'étape 3	(3)	(24)	27	-	(1)	(27)	28	-
Réévaluation nette de la provision pour pertes	(64)	60	18	14	(50)	103	56	109
Montages des prêts	23	-	-	23	9	-	-	9
Décomptabilisations et échéances	(8)	(13)	-	(21)	(4)	(9)	-	(13)
Changements apportés à un modèle	-	-	-	-	11	8	-	19
Total de la dotation à la provision pour pertes sur créances 1)	1	(17)	32	16	14	39	71	124
Montants sortis du bilan 2)	-	-	(55)	(55)	-	-	(81)	(81)
Recouvrements de montants sortis du bilan antérieurement	-	-	24	24	-	-	22	22
Change et autres	-	2	(4)	(2)	(3)	(3)	(10)	(16)
Solde à la clôture de la période	142	386	98	626	127	443	127	697
Prêts sur cartes de crédit								
Solde à l'ouverture de la période	106	284	-	390	115	319	-	434
Transfert à l'étape 1	42	(42)	-	-	50	(50)	-	-
Transfert à l'étape 2	(6)	6	-	-	(9)	9	-	-
Transfert à l'étape 3	-	(47)	47	-	-	(48)	48	-
Réévaluation nette de la provision pour pertes	(39)	84	2	47	(44)	105	20	81
Montages des prêts	11	-	-	11	5	-	-	5
Décomptabilisations et échéances	(3)	(7)	-	(10)	(1)	(7)	-	(8)
Changements apportés à un modèle	-	-	-	-	(1)	(10)	-	(11)
Total de la dotation à la provision pour pertes sur créances 1)	5	(6)	49	48	-	(1)	68	67
Montants sortis du bilan 2)	-	-	(70)	(70)	-	-	(80)	(80)
Recouvrements de montants sortis du bilan antérieurement	-	-	26	26	-	-	19	19
Change et autres	(1)	(1)	(5)	(7)	(3)	(1)	(7)	(11)
Solde à la clôture de la période	110	277	-	387	112	317	-	429
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques								
Solde à l'ouverture de la période	689	1 075	541	2 305	580	795	586	1 961
Transfert à l'étape 1	114	(113)	(1)	-	45	(45)	-	-
Transfert à l'étape 2	(23)	63	(40)	-	(65)	66	(1)	-
Transfert à l'étape 3	-	(17)	17	-	(4)	(163)	167	-
Réévaluation nette de la provision pour pertes	(112)	13	12	(87)	145	510	134	789
Montages des prêts	87	-	-	87	53	-	-	53
Décomptabilisations et échéances	(36)	(72)	-	(108)	(21)	(36)	-	(57)
Changements apportés à un modèle	-	-	-	-	(7)	(4)	-	(11)
Total de la dotation à la provision pour pertes sur créances 1)	30	(126)	(12)	(108)	146	328	300	774
Montants sortis du bilan 2)	-	-	(101)	(101)	-	-	(300)	(300)
Recouvrements de montants sortis du bilan antérieurement	-	-	13	13	-	-	37	37
Change et autres	9	5	1	15	(5)	10	(46)	(41)
Solde à la clôture de la période	728	954	442	2 124	721	1 133	577	2 431
Total à la clôture de la période	1 031	1 655	562	3 248	1 025	1 951	731	3 707
Composition : Prêts	822	1 464	538	2 824	813	1 719	719	3 251
Autres instruments de crédit 3)	209	191	24	424	212	232	12	456

1) Exclut la provision pour pertes sur créances liée aux autres actifs de (4) millions de dollars pour le trimestre clos le 31 juillet 2021 (24 millions pour le trimestre clos le 31 juillet 2020).

2) En règle générale, nous nous efforçons de recouvrer les montants qui ont été sortis du bilan au cours de la période, à moins que le prêt ait été vendu, que nous n'ayons plus le droit de recouvrer le montant ou que nous ayons épuisé toutes les voies de recours raisonnables pour recouvrer le montant.

3) D'autres instruments de crédit, y compris des éléments hors bilan, sont comptabilisés dans les autres passifs dans notre bilan consolidé.

(en millions de dollars canadiens)

Pour les périodes de neuf mois closes le	31 juillet 2021				31 juillet 2020			
	Étape 1	Étape 2	Étape 3	Total	Étape 1	Étape 2	Étape 3	Total
Prêts hypothécaires à l'habitation								
Solde à l'ouverture de la période	51	75	26	152	15	33	38	86
Transfert à l'étape 1	48	(39)	(9)	-	19	(17)	(2)	-
Transfert à l'étape 2	(3)	20	(17)	-	(2)	7	(5)	-
Transfert à l'étape 3	-	(11)	11	-	-	(4)	4	-
Réévaluation nette de la provision pour pertes	(68)	5	29	(34)	29	47	17	93
Montages des prêts	28	-	-	28	8	-	-	8
Décomptabilisations et échéances	(5)	(10)	-	(15)	(1)	(4)	-	(5)
Changements apportés à un modèle	-	-	-	-	(3)	(5)	-	(8)
Total de la dotation à la provision pour pertes sur créances 1)	-	(35)	14	(21)	50	24	14	88
Montants sortis du bilan 2)	-	-	(9)	(9)	-	-	(9)	(9)
Recouvrements de montants sortis du bilan antérieurement	-	-	8	8	-	-	6	6
Change et autres	-	(2)	(17)	(19)	-	1	(22)	(21)
Solde à la clôture de la période	51	38	22	111	65	58	27	150
Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers								
Solde à l'ouverture de la période	148	454	105	707	89	333	136	558
Transfert à l'étape 1	175	(168)	(7)	-	138	(131)	(7)	-
Transfert à l'étape 2	(21)	50	(29)	-	(20)	66	(46)	-
Transfert à l'étape 3	(6)	(76)	82	-	(3)	(79)	82	-
Réévaluation nette de la provision pour pertes	(197)	169	77	49	(112)	247	162	297
Montages des prêts	66	-	-	66	32	-	-	32
Décomptabilisations et échéances	(21)	(37)	-	(58)	(12)	(27)	-	(39)
Changements apportés à un modèle	-	-	-	-	16	33	-	49
Total de la dotation à la provision pour pertes sur créances 1)	(4)	(62)	123	57	39	109	191	339
Montants sortis du bilan 2)	-	-	(184)	(184)	-	-	(248)	(248)
Recouvrements de montants sortis du bilan antérieurement	-	-	70	70	-	-	64	64
Change et autres	(2)	(6)	(16)	(24)	(1)	1	(16)	(16)
Solde à la clôture de la période	142	386	98	626	127	443	127	697
Prêts sur cartes de crédit								
Solde à l'ouverture de la période	110	321	-	431	80	225	-	305
Transfert à l'étape 1	141	(141)	-	-	107	(107)	-	-
Transfert à l'étape 2	(21)	21	-	-	(25)	25	-	-
Transfert à l'étape 3	(1)	(134)	135	-	(1)	(129)	130	-
Réévaluation nette de la provision pour pertes	(139)	234	22	117	(57)	332	68	343
Montages des prêts	28	-	-	28	13	-	-	13
Décomptabilisations et échéances	(6)	(22)	-	(28)	(3)	(19)	-	(22)
Changements apportés à un modèle	-	-	-	-	(1)	(10)	-	(11)
Total de la dotation à la provision pour pertes sur créances 1)	2	(42)	157	117	33	92	198	323
Montants sortis du bilan 2)	-	-	(212)	(212)	-	-	(257)	(257)
Recouvrements de montants sortis du bilan antérieurement	-	-	73	73	-	-	66	66
Change et autres	(2)	(2)	(18)	(22)	(1)	-	(7)	(8)
Solde à la clôture de la période	110	277	-	387	112	317	-	429
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques								
Solde à l'ouverture de la période	658	1 258	608	2 524	338	496	311	1 145
Transfert à l'étape 1	385	(380)	(5)	-	109	(102)	(7)	-
Transfert à l'étape 2	(86)	138	(52)	-	(118)	121	(3)	-
Transfert à l'étape 3	(2)	(83)	85	-	(6)	(226)	232	-
Réévaluation nette de la provision pour pertes	(327)	268	119	60	321	883	558	1 762
Montages des prêts	232	-	-	232	153	-	-	153
Décomptabilisations et échéances	(102)	(165)	-	(267)	(63)	(86)	-	(149)
Changements apportés à un modèle	(5)	(19)	-	(24)	(30)	8	-	(22)
Total de la dotation à la provision pour pertes sur créances 1)	95	(241)	147	1	366	598	780	1 744
Montants sortis du bilan 2)	-	-	(285)	(285)	-	-	(516)	(516)
Recouvrements de montants sortis du bilan antérieurement	-	-	40	40	-	-	60	60
Change et autres	(25)	(63)	(68)	(156)	17	39	(58)	(2)
Solde à la clôture de la période	728	954	442	2 124	721	1 133	577	2 431
Total à la clôture de la période	1 031	1 655	562	3 248	1 025	1 951	731	3 707
Composition : Prêts	822	1 464	538	2 824	813	1 719	719	3 251
Autres instruments de crédit 3)	209	191	24	424	212	232	12	456

1) Exclut la provision pour pertes sur créances liée aux autres actifs de (8) millions de dollars pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2021 (27 millions pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2020).

2) En règle générale, nous nous efforçons de recouvrer les montants qui ont été sortis du bilan au cours de la période, à moins que le prêt ait été vendu, que nous n'ayons plus le droit de recouvrer le montant ou que nous ayons épuisé toutes les voies de recours raisonnables pour recouvrer le montant.

3) D'autres instruments de crédit, y compris des éléments hors bilan, sont comptabilisés dans les autres passifs dans notre bilan consolidé.

Les prêts et la provision pour pertes sur créances par répartition géographique au 31 juillet 2021 et au 31 octobre 2020 se présentent comme suit :

	31 juillet 2021				31 octobre 2020			
	Montant brut	Provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux 2)	Provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs 3)	Montant net	Montant brut	Provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux 2)	Provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs 3)	Montant net
Répartition géographique 1) :								
Canada	293 558	352	1 269	291 937	276 975	303	1 323	275 349
États-Unis	156 332	186	996	155 150	161 725	410	1 225	160 090
Autres pays	8 550	–	21	8 529	12 023	14	28	11 981
Total	458 440	538	2 286	455 616	450 723	727	2 576	447 420

1) La répartition géographique est établie en fonction du pays où le risque ultime est assumé.

2) Exclut la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux de 24 millions de dollars relativement aux autres instruments de crédit (12 millions au 31 octobre 2020), laquelle est comprise dans les autres passifs.

3) Exclut la provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs de 400 millions de dollars relativement aux autres instruments de crédit (499 millions au 31 octobre 2020), laquelle est comprise dans les autres passifs.

Certains chiffres comparatifs ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour la période à l'étude.

Le tableau ci-dessous fait état des prêts douteux (étape 3) ainsi que des provisions correspondantes au 31 juillet 2021 et au 31 octobre 2020 :

(en millions de dollars canadiens)	31 juillet 2021					31 octobre 2020	
	Solde brut des prêts douteux 3)	Provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux 4)	Solde net des prêts douteux 3)	Solde brut des prêts douteux 3)	Provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux 4)	Solde net des prêts douteux 3)	
Prêts hypothécaires à l'habitation	384	13	371	409	16	393	
Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers	299	98	201	340	105	235	
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques 1)	1 747	427	1 320	2 889	606	2 283	
Total	2 430	538	1 892	3 638	727	2 911	
Répartition géographique 2) :							
Canada	1 207	352	855	1 343	303	1 040	
États-Unis	1 223	186	1 037	2 211	410	1 801	
Autres pays	–	–	–	84	14	70	
Total	2 430	538	1 892	3 638	727	2 911	

1) Comprend les engagements de clients aux termes d'acceptations.

2) La répartition géographique est établie en fonction du pays où le risque ultime est assumé.

3) Le solde brut des prêts douteux et le solde net des prêts douteux ne tiennent pas compte des prêts douteux qui ont été acquis.

4) Exclut la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux de 24 millions de dollars relativement aux autres instruments de crédit (12 millions au 31 octobre 2020), laquelle est comprise dans les autres passifs.

Prêts en souffrance non classés douteux

Les prêts qui sont en souffrance, mais qui n'ont pas été classés comme douteux, sont des prêts dont les titulaires n'ont pas fait les paiements dans les délais stipulés dans le contrat, mais pour lesquels nous nous attendons à recouvrer la totalité du capital et des intérêts ou qui sont détenus à la juste valeur. Le tableau suivant fait état des prêts en souffrance, mais non classés comme douteux au 31 juillet 2021 et au 31 octobre 2020. Les prêts en souffrance depuis moins de 30 jours sont exclus, car ils ne sont pas d'ordinaire représentatifs de la capacité des emprunteurs d'honorer leurs obligations de paiement.

	31 juillet 2021			31 octobre 2020		
	De 30 à 89 jours	90 jours ou plus	Total	De 30 à 89 jours	90 jours ou plus	Total
Prêts hypothécaires à l'habitation	341	16	357	543	43	586
Prêts sur cartes de crédit, prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers	317	64	381	345	65	410
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	219	32	251	330	22	352
Total	877	112	989	1 218	130	1 348

Le solde des prêts entièrement garantis en souffrance depuis une période allant de 90 à 180 jours, mais qui n'avaient pas encore été classés comme douteux, s'établissait à 42 millions de dollars et à 53 millions au 31 juillet 2021 et au 31 octobre 2020, respectivement.

Sensibilité des pertes sur créances attendues et principales variables économiques

Le modèle de pertes sur créances attendues exige la comptabilisation des pertes sur créances en fonction des pertes attendues en général sur une période de 12 mois pour les prêts productifs et la comptabilisation des pertes sur créances attendues pour la durée de vie des prêts productifs dont le risque de crédit a augmenté de manière importante depuis qu'ils ont été accordés.

La provision liée aux prêts productifs est sensible aux changements des prévisions économiques et de la pondération selon la probabilité de chaque scénario de prévision. Les prévisions sont élaborées en interne par notre groupe Études économiques, et tiennent compte de données externes et de notre point de vue quant à la conjoncture économique future. Nous appliquons un jugement fondé sur l'expérience en matière de crédit pour refléter les facteurs qui ne sont pas pris en compte dans les modèles de pertes sur créances attendues, comme nous le jugeons nécessaire. Nous avons appliqué un jugement éclairé concernant la qualité du crédit pour refléter l'incidence de l'extraordinaire et haute incertitude conjoncturelle sur les conditions du crédit et la situation économique résultant de la pandémie de COVID-19.

Au 31 juillet 2021, selon notre scénario de référence, il est prévu que l'économie sera plus forte, tant au Canada qu'aux États-Unis. Au Canada, le PIB réel annuel se situe en moyenne à 7,3 % pour les 12 mois à venir et à 3,9 % pour les 12 mois suivants. L'économie américaine suit une trajectoire similaire, quoique la croissance soit supérieure à celle du Canada, en raison des mesures de relance budgétaires plus importantes et d'un déploiement initialement plus rapide des vaccins. Selon notre scénario de référence publié au 31 octobre 2020, nous avions prévu que le Canada et les États-Unis connaîtraient une croissance économique modérée au cours de la période à court terme visée par les prévisions. En supposant que les prévisions économiques du scénario de référence se réalisent à 100 % et compte tenu de l'incidence de la migration des prêts après reclassement, toutes les autres hypothèses demeurant constantes, y compris l'application d'un jugement fondé sur l'expérience en matière de crédit, la provision liée aux prêts productifs s'établirait à environ 1 850 millions de dollars au 31 juillet 2021 (2 375 millions au 31 octobre 2020), contre 2 686 millions pour la provision comptable liée aux prêts productifs (3 075 millions au 31 octobre 2020).

Au 31 juillet 2021, nos scénarios économiques défavorables font état d'une croissance minime du PIB réel moyen annuel tant au Canada qu'aux États-Unis pour les 12 prochains mois, l'économie de ces deux pays se contractant à un taux de 1,1 % pour les 12 mois suivants, comme l'indiquent les tableaux ci-dessous. Notre scénario défavorable présume une hausse importante et soutenue des cas d'infection de COVID-19 ainsi que de nouvelles restrictions visant un large éventail d'activités menant à une baisse de la confiance des consommateurs et des entreprises. Le scénario défavorable au 31 octobre 2020 prévoyait une contraction économique moins grave au Canada et aux États-Unis que le scénario défavorable utilisé au 31 juillet 2021 alors que le PIB réel au Canada et aux États-Unis s'est contracté d'environ 3 % sur plusieurs trimestres au lieu de 5 %. Cependant, en raison des différentes périodes, les taux de croissance annuels du PIB réel ont été plus faibles au 31 octobre 2020 en regard de ceux du 31 juillet 2021. En supposant que les prévisions économiques du scénario défavorable se réalisent à 100 % et compte tenu de l'incidence de la migration des prêts après reclassement, les autres hypothèses demeurant constantes, y compris l'application d'un jugement fondé sur l'expérience en matière de crédit, la provision liée aux prêts productifs serait d'environ 4 225 millions de dollars au 31 juillet 2021 (4 875 millions au 31 octobre 2020), contre 2 686 millions pour la provision comptable liée aux prêts productifs (3 075 millions au 31 octobre 2020).

Lorsque des variations de la performance économique sont mesurées dans nos prévisions, nous nous appuyons sur le PIB réel, qui est le principal moteur des variations de bon nombre des autres variables économiques et du marché, y compris l'indice de volatilité VIX, les écarts de taux de sociétés BBB, les taux de chômage, les indices des prix des habitations et le crédit à la consommation. Bon nombre de ces variables présentent un degré élevé d'interdépendance et, par conséquent, il n'y a pas qu'un facteur unique auquel l'ensemble des provisions liées aux prêts douteux sont sensibles. Le tableau suivant présente certaines des principales variables économiques utilisées pour estimer la provision liée aux prêts productifs au cours de la période visée par les prévisions. D'ordinaire, ce tableau est publié une fois par année. Toutefois, en raison du degré d'incertitude persistante afférent à l'information prospective du fait de l'incidence de la COVID-19, les informations fournies constituent une mise à jour de l'information contenue à la note 4 de nos états financiers consolidés annuels pour l'exercice clos le 31 octobre 2020. Les valeurs indiquées représentent les niveaux ou taux de croissance moyens nationaux des 12 prochains mois et des 12 mois suivant chaque période de présentation pour tous les scénarios. Bien que les valeurs indiquées ci-dessous soient des variables nationales, nous utilisons des variables régionales dans nos modèles sous-jacents au besoin.

	Au 31 juillet 2021						Au 31 octobre 2020					
	Scénario favorable		Scénario de référence		Scénario défavorable		Scénario favorable		Scénario de référence		Scénario défavorable	
	12 premiers mois	12 mois suivants	12 premiers mois	12 mois suivants	12 premiers mois	12 mois suivants	12 premiers mois	12 mois suivants	12 premiers mois	12 mois suivants	12 premiers mois	12 mois suivants
Tous les pourcentages correspondent à des valeurs annuelles moyennes												
Taux de croissance du PIB réel 1)												
Canada	9,6 %	5,5 %	7,3 %	3,9 %	0,7 %	(1,1)%	3,7 %	6,4 %	1,8 %	4,2 %	(4,4)%	(1,1)%
États-Unis	10,9 %	4,6 %	8,7 %	3,3 %	0,1 %	(1,1)%	1,6 %	6,0 %	(0,4)%	4,0 %	(5,1)%	(1,2)%
Écart de sociétés BBB sur dix ans												
Canada	1,5 %	1,9 %	1,9 %	2,2 %	3,6 %	4,4 %	1,8 %	1,9 %	2,2 %	2,2 %	3,6 %	4,5 %
États-Unis	1,0 %	1,2 %	1,3 %	1,6 %	4,2 %	4,5 %	1,7 %	1,7 %	2,0 %	2,0 %	3,9 %	4,1 %
Taux de chômage												
Canada	5,9 %	4,8 %	7,1 %	5,8 %	11,2 %	13,1 %	7,4 %	6,1 %	8,9 %	7,5 %	12,7 %	13,9 %
États-Unis	4,3 %	3,2 %	4,9 %	3,7 %	9,1 %	11,6 %	6,4 %	4,8 %	8,0 %	6,0 %	11,5 %	12,8 %
Indice des prix des habitations 1)												
Canada 2)	24,0 %	10,9 %	20,9 %	6,0 %	(8,6)%	(18,0)%	10,3 %	7,7 %	7,2 %	2,8 %	(1,2)%	(8,7)%
États-Unis 3)	13,8 %	7,0 %	11,5 %	4,5 %	(7,4)%	(15,5)%	4,6 %	4,5 %	2,4 %	2,1 %	(2,4)%	(6,2)%

1) Le produit intérieur brut réel et l'indice des prix des habitations correspondent à des taux de croissance d'un exercice à l'autre.

2) Pour le Canada, nous avons recours à l'indice composé de référence HPI.

3) Pour les États-Unis, nous avons recours à l'indice du prix des maisons Case-Shiller national.

Le modèle de pertes sur créances attendues exige la comptabilisation des pertes sur créances en fonction généralement des pertes attendues sur 12 mois pour les prêts productifs (étape 1) et la comptabilisation des pertes sur créances attendues pour la durée de vie des prêts productifs dont le risque de crédit a augmenté de manière importante depuis qu'ils ont été accordés (étape 2). Aux termes de nos scénarios actuels pondérés en fonction de la probabilité et compte tenu du profil de risque actuel de nos prêts, si la totalité de nos prêts productifs se situait à l'étape 1, notre provision liée aux prêts productifs s'élèverait à environ 1 925 millions de dollars (2 300 millions au 31 octobre 2020), comparativement à une provision comptable liée aux prêts productifs de 2 686 millions (3 075 millions au 31 octobre 2020).

Note 4 : Dépôts et dette subordonnée

Dépôts

(en millions de dollars canadiens)	Dépôts à vue				Dépôts à préavis		Dépôts à terme fixe 4) 5)		Total	
	Productifs d'intérêts		Non productifs d'intérêts		31 juillet 2021	31 octobre 2020	31 juillet 2021	31 octobre 2020	31 juillet 2021	31 octobre 2020
	31 juillet 2021	31 octobre 2020	31 juillet 2021	31 octobre 2020						
Catégories de déposants :										
Banques 1)	5 830	3 594	1 998	2 460	769	1 231	20 630	31 540	29 227	38 825
Entreprises et administrations publiques	50 810	44 111	50 659	44 258	144 468	124 813	188 817	187 497	434 754	400 679
Particuliers	4 934	4 661	35 927	30 369	117 314	111 905	58 397	72 595	216 572	219 530
Total 2) 3)	61 574	52 366	88 584	77 087	262 551	237 949	267 844	291 632	680 553	659 034
Domiciliation :										
Canada	52 667	41 855	79 560	67 873	126 999	112 543	163 465	185 655	422 691	407 926
États-Unis	8 594	8 818	8 959	9 170	134 231	124 129	75 851	78 175	227 635	220 292
Autres pays	313	1 693	65	44	1 321	1 277	28 528	27 802	30 227	30 816
Total	61 574	52 366	88 584	77 087	262 551	237 949	267 844	291 632	680 553	659 034

1) Comprend les banques réglementées et les banques centrales.

2) Comprend les billets structurés et les dépôts de métaux désignés à la juste valeur par le biais du résultat net (note 6).

3) Au 31 juillet 2021 et au 31 octobre 2020, les dépôts comprenaient des dépôts de 340 368 millions de dollars et de 322 951 millions, respectivement, libellés en dollars américains et des dépôts de 28 815 millions et de 32 254 millions, respectivement, libellés en d'autres monnaies étrangères.

4) Comprend 31 727 millions de dollars au titre de la dette de premier rang non garantie au 31 juillet 2021, sous réserve du régime de recapitalisation interne des banques (recapitalisation interne) (25 651 millions au 31 octobre 2020). Aux termes du régime de recapitalisation interne des banques, certains pouvoirs sont conférés par la loi à la Société d'assurance-dépôts du Canada, notamment la capacité de convertir certains types d'actions et de passifs admissibles en actions ordinaires si la Banque n'est plus viable.

5) Des dépôts de 21 108 millions de dollars au 31 juillet 2021 (27 353 millions au 31 octobre 2020) peuvent faire l'objet d'une demande de remboursement anticipé (en totalité ou en partie) par le client sans pénalité. Comme nous ne nous attendons pas à ce qu'un montant significatif soit remboursé avant l'échéance, nous les avons classés comme étant exigibles à une date fixe.

Le tableau qui suit présente les dépôts à terme fixe supérieurs à cent mille dollars :

(en millions de dollars canadiens)	Canada	États-Unis	Autres	Total
Au 31 juillet 2021	140 159	71 589	28 526	240 274
Au 31 octobre 2020	158 475	72 186	27 799	258 460

Le tableau qui suit présente les échéances des dépôts à terme fixe et supérieurs à cent mille dollars qui sont domiciliés au Canada :

(en millions de dollars canadiens)	Moins de 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 12 mois	Plus de 12 mois	Total
Au 31 juillet 2021	22 423	13 274	23 840	80 622	140 159
Au 31 octobre 2020	18 081	29 679	28 109	82 606	158 475

Dette subordonnée

Le 22 juillet 2021, nous avons émis des billets subordonnés de fonds propres d'urgence en cas de non-viabilité (FPUNV) à 1,928 % pour un montant de 1 000 millions de dollars en vertu de notre programme de billets à moyen terme canadien. Les billets à moyen terme – série K viennent à échéance le 22 juillet 2031. Le taux des billets sera rajusté à un taux variable le 22 juillet 2026.

Le 1^{er} juin 2021, nous avons racheté la totalité de nos billets à moyen terme – série I, tranche 1 (FPUNV) à 3,32 %, d'un montant de 1 250 millions de dollars, à un prix de rachat correspondant à 100 % du capital majoré des intérêts courus et impayés à la date de rachat, exclusion faite de celle-ci.

Le 8 décembre 2020, nous avons remboursé la totalité de l'encours de nos billets à moyen terme, série H, deuxième tranche (FPUNV) de 1 000 millions de dollars à un prix de rachat correspondant à 100 % du capital majoré des intérêts courus et impayés à la date de rachat, exclusion faite de celle-ci.

Note 5 : Capitaux propres

Actions privilégiées et ordinaires en circulation et autres instruments de capitaux propres ¹⁾

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	31 juillet 2021		31 octobre 2020		
	Nombre d'actions	Montant	Nombre d'actions	Montant	Convertibles en
Actions privilégiées classées dans les capitaux propres					
Catégorie B – Série 25	9 425 607	236	9 425 607	236	catégorie B – Série 26 2)
Catégorie B – Série 26	2 174 393	54	2 174 393	54	catégorie B – Série 25 2)
Catégorie B – Série 27	20 000 000	500	20 000 000	500	catégorie B – Série 28 2) 3)
Catégorie B – Série 29	16 000 000	400	16 000 000	400	catégorie B – Série 30 2) 3)
Catégorie B – Série 31	12 000 000	300	12 000 000	300	catégorie B – Série 32 2) 3)
Catégorie B – Série 33	8 000 000	200	8 000 000	200	catégorie B – Série 34 2) 3)
Catégorie B – Série 35	–	–	6 000 000	150	Non convertibles 8)
Catégorie B – Série 36	–	–	600 000	600	catégorie B – Série 37 8)
Catégorie B – Série 38	24 000 000	600	24 000 000	600	catégorie B – Série 39 2) 3)
Catégorie B – Série 40	20 000 000	500	20 000 000	500	catégorie B – Série 41 2) 3)
Catégorie B – Série 42	16 000 000	400	16 000 000	400	catégorie B – Série 43 2) 3)
Catégorie B – Série 44	16 000 000	400	16 000 000	400	catégorie B – Série 45 2) 3)
Catégorie B – Série 46	14 000 000	350	14 000 000	350	catégorie B – Série 47 2) 3)
Actions privilégiées classées dans les capitaux propres		3 940		4 690	
Autres instruments de capitaux propres					
Billets subordonnés à 4,8 % aux termes des fonds propres de catégorie 1 supplémentaires (billets de catégorie 1)		658		658	actions ordinaires 3)
Billets avec remboursement de capital à recours limité, série 1 à 4,3 % (billets avec remboursement de capital à recours limité)		1 250		1 250	actions ordinaires 3) 4)
Autres instruments de capitaux propres		1 908		1 908	
Actions privilégiées et autres instruments de capitaux propres		5 848		6 598	
Actions ordinaires 5) 6) 7)	648 094 938	13 609	645 889 396	13 430	

1) Pour de plus amples renseignements, se reporter aux notes 16 et 20 afférentes à nos états financiers consolidés annuels de l'exercice clos le 31 octobre 2020.

2) Si ces actions sont converties, leurs porteurs pourront les reconvertir en actions privilégiées initiales à des dates de rachat subséquentes.

3) Les instruments émis sont assortis d'une clause concernant les FPUNV, ce qui est nécessaire pour que les actions privilégiées, les billets de catégorie 1 et, en vertu du recours aux actions privilégiées, série 48, les billets avec remboursement de capital à recours limité (voir la note 4 ci-dessous) puissent être considérées comme des fonds propres réglementaires en vertu de Bâle III. Ainsi, ils peuvent être convertis en un nombre variable d'actions ordinaires si le BSIF annonce que la Banque n'est plus viable ou est sur le point de ne plus l'être, ou si une administration publique fédérale ou provinciale canadienne annonce publiquement que la Banque a accepté ou convenu d'accepter une injection de capital ou un soutien équivalent afin d'éviter de devenir non viable. Dans un tel cas, chaque action privilégiée, y compris les actions privilégiées, série 48, et le billet de catégorie 1 sont convertibles en actions ordinaires selon une formule de conversion automatique à un prix de conversion correspondant au plus élevé des montants suivants : i) un prix plancher de 5,00 \$ et ii) le cours du marché de nos actions ordinaires basé sur le cours moyen de nos actions ordinaires pondéré en fonction du volume sur la TSX. Le nombre d'actions ordinaires émises est déterminé en divisant la valeur de l'action privilégiée ou d'un autre instrument de capitaux propres (y compris les dividendes déclarés et impayés) par le prix de conversion et ensuite multiplié par le multiplicateur.

4) Les intérêts, dont le paiement ne peut être reporté, afférents aux billets avec remboursement de capital à recours limité, doivent être versés semestriellement au gré de la Banque. Le non-paiement des intérêts donnera lieu à un recours et l'unique recours auquel les porteurs de billets auront droit portera sur la quote-part des porteurs dans les actifs de la fiducie, dont nos actions privilégiées, série 48 (FPUNV), lesquelles sont éliminées au moment de la consolidation. En pareil cas, la remise des actifs de la fiducie entraînera l'extinction totale de nos engagements en vertu de nos billets avec remboursement de capital à recours limité. Dans des circonstances où des FPUNV, y compris les actions privilégiées de série 48, seraient convertis en actions ordinaires de la Banque, les billets avec remboursement de capital à recours limité seraient remboursés, et le seul recours des porteurs de billets serait leur quote-part des actifs de la fiducie, alors constitués d'actions ordinaires de la Banque reçues par la fiducie à la conversion des actions privilégiées de série 48.

5) Les options sur actions émises aux termes du régime d'options sur actions sont convertibles en 6 077 912 actions ordinaires au 31 juillet 2021 (6 446 110 actions ordinaires au 31 octobre 2020).

6) Au cours du trimestre et de la période de neuf mois clos le 31 juillet 2021, nous n'avons émis aucune action ordinaire dans le cadre du régime de réinvestissement de dividendes et d'achat d'actions destiné aux actionnaires et nous avons émis 503 580 actions ordinaires et 1 330 160 actions ordinaires, respectivement, dans le cadre du régime d'options sur actions.

7) Les actions ordinaires sont présentées déduction faite de 222 652 actions propres au 31 juillet 2021 (652 730 actions propres au 31 octobre 2020).

8) Les séries 35 et 36 ont été rachetées et les dividendes finaux ont été versés le 25 novembre 2020.

Autres instruments de capitaux propres

Les billets de fonds propres de catégorie 1 supplémentaires de la Banque à 4,8 %, d'un montant de 500 millions de dollars américains (658 millions de dollars canadiens) (billets de catégorie 1) et les billets avec remboursement de capital à recours limité, série 1 à 4,3 %, d'un montant de 1 250 millions de dollars (billets avec remboursement de capital à recours limité) sont classés comme capitaux propres et font partie de notre clause concernant les fonds propres d'urgence en cas de non-viabilité de catégorie 1 supplémentaires. Les billets de catégorie 1 et les billets avec remboursement de capital à recours limité sont des instruments financiers comportant à la fois une composante capitaux propres et une composante passif. À la date d'émission, nous avons attribué une valeur négligeable aux composantes passifs des deux instruments et, par conséquent, le montant intégral du produit a été classé comme capitaux propres. Les distributions semestrielles sur les billets de catégorie 1 et les billets avec remboursement de capital à recours limité sont comptabilisés en tant que réduction des capitaux propres lorsqu'elles seront à payer. Les billets de catégorie 1 et les billets avec remboursement de capital à recours limité sont subordonnés à ceux des déposants et de certains autres créanciers quant au droit de paiement.

Actions privilégiées

Le 16 juillet 2021, nous avons annoncé notre intention de racheter la totalité de nos 9 425 607 actions privilégiées de catégorie B à taux rajusté tous les cinq ans et à dividende non cumulatif, série 25 en circulation pour un total global d'environ 236 millions de dollars ainsi que la totalité de nos 2 174 393 actions privilégiées de catégorie B à taux variable et à dividende non cumulatif, série 26 en circulation pour un total global d'environ 54 millions le 25 août 2021.

Le 25 novembre 2020, nous avons racheté la totalité de nos 6 millions d'actions privilégiées perpétuelles de catégorie B à dividende non cumulatif, série 35 (FPUNV) émises et en circulation pour un total global de 156 millions de dollars ainsi que la totalité de nos 600 000 actions privilégiées de catégorie B à taux rajusté tous les cinq ans et à dividende non cumulatif, série 36 (FPUNV) pour un total global de 600 millions.

Offre publique de rachat dans le cours normal des activités

Notre dernière offre publique de rachat dans le cours normal des activités a pris fin le 2 juin 2020. Nous avions projeté de mettre en place une nouvelle offre publique de rachat dans le cours normal des activités, sous réserve de l'approbation du BSIF et de la Bourse de Toronto, sur une période de 12 mois à compter du 3 juin 2020 ou vers cette date. Le processus de renouvellement a été mis en suspens à la lumière de l'annonce faite le 13 mars 2020 par le BSIF selon laquelle tous les rachats d'actions des institutions financières réglementées par le gouvernement fédéral doivent prendre fin pour le moment, et nous n'avons donc pas renouvelé notre offre publique de rachat dans le cours normal des activités. Nous prévoyons aller de l'avant avec une nouvelle offre publique de rachat dans le cours normal des activités lorsque le BSIF annoncera que la restriction n'est plus en vigueur.

Régime de réinvestissement de dividendes et d'achat d'actions destiné aux actionnaires

Jusqu'à nouvel ordre, les achats d'actions ordinaires dans le cadre du Régime de réinvestissement de dividendes et d'achat d'actions destiné aux actionnaires seront effectués sur le marché libre sans escompte.

Note 6 : Juste valeur des instruments financiers

Juste valeur des instruments financiers non inscrits à la juste valeur au bilan

Le tableau ci-dessous fait état des montants qui seraient présentés si tous nos actifs et passifs financiers qui ne sont pas actuellement inscrits à la juste valeur étaient comptabilisés à leur juste valeur. Il ya lieu de se reporter à la note 17 afférente à nos états financiers consolidés annuels pour l'exercice clos le 31 octobre 2020 pour une analyse plus détaillée de l'établissement de la juste valeur.

(en millions de dollars canadiens)	31 juillet 2021		31 octobre 2020	
	Valeur comptable	Juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur
Titres 1)				
Titres comptabilisés au coût amorti	48 727	49 105	48 466	49 009
Prêts 1)				
Prêts hypothécaires à l'habitation	134 273	134 914	126 882	128 815
Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers	74 505	74 945	69 480	70 192
Prêts sur cartes de crédit	7 573	7 573	7 556	7 556
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques 2)	232 459	233 753	238 239	239 929
	448 810	451 185	442 157	446 492
Dépôts 3)	658 175	659 636	640 961	643 156
Passifs liés à la titrisation et aux entités structurées 4)	23 298	23 709	26 889	27 506
Dettes subordonnées	6 973	7 275	8 416	8 727

Ce tableau ne tient pas compte des instruments financiers dont la valeur comptable se rapproche de la juste valeur comme la trésorerie et les équivalents de trésorerie, les dépôts portant intérêt à d'autres banques, les titres pris en pension ou empruntés, les engagements de clients aux termes d'acceptations, les autres actifs, les acceptations, les titres mis en pension ou prêtés et les autres passifs.

- 1) La valeur comptable est présentée déduction faite des provisions pour pertes sur créances.
 - 2) Ne tient pas compte de 6 738 millions de dollars de prêts classés à la juste valeur par le biais du résultat net et de 140 millions de prêts classés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global au 31 juillet 2021 (5 306 millions et 51 millions, respectivement, au 31 octobre 2020).
 - 3) Ne tient pas compte de 22 085 millions de dollars de passifs au titre des billets structurés (18 073 millions au 31 octobre 2020) et de 293 millions de dépôts de métaux (néant au 31 octobre 2020) désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net.
 - 4) Ne tient pas compte de 629 millions de dollars de passifs liés à la titrisation et aux entités structurées désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net (néant au 31 octobre 2020).
- Certains chiffres des périodes précédentes ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour la période à l'étude.

Hiérarchie de la juste valeur

Nous utilisons une hiérarchie de la juste valeur pour classer par catégorie les instruments financiers selon les données que nous utilisons dans nos techniques d'évaluation servant à mesurer la juste valeur.

Techniques d'évaluation et données importantes

Pour déterminer la juste valeur des titres d'emprunt à échéance fixe et des titres de participation négociés en bourse, nous utilisons les cours sur des marchés (niveau 1) lorsqu'ils sont disponibles. S'ils ne le sont pas, nous déterminons la juste valeur des instruments financiers selon des modèles tels que les flux de trésorerie actualisés au moyen de données de marché observables pour les données comme les taux de rendement ou les cotes provenant de courtiers ou d'autres cotes de tiers (niveau 2). La juste valeur peut également être déterminée à l'aide de modèles faisant intervenir des données de marché qui ne sont pas observables en raison de marchés inactifs ou présentant une activité négligeable (niveau 3). Nous utilisons, dans la mesure du possible, le plus de données de marché observables.

Nos titres de négociation de niveau 2 et nos titres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global sont essentiellement évalués au moyen de modèles de flux de trésorerie actualisés mettant en jeu des écarts observables ou des cotes provenant de courtiers et d'autres cotes de tiers. Les passifs au titre des billets structurés de niveau 2 sont évalués au moyen de modèles faisant intervenir des données de marché observables. Les actifs et passifs dérivés de niveau 2 sont évalués à l'aide de modèles normalisés du secteur et de données de marché observables.

Ce qui suit fait état de la mesure dans laquelle nous avons utilisé les cours sur des marchés actifs (niveau 1), des modèles internes fondés sur des données de marché observables (niveau 2) et des modèles internes ne comportant pas de données de marché observables (niveau 3) pour évaluer les titres, les prêts aux entreprises et aux administrations publiques classés à la juste valeur par le biais du résultat net et à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global, les autres actifs, les passifs inscrits à la juste valeur, les actifs dérivés et les passifs dérivés :

(en millions de dollars canadiens)

	31 juillet 2021				31 octobre 2020			
	Évaluation au moyen de cours du marché	Évaluation au moyen de modèles (comportant des données de marché observables)	Évaluation au moyen de modèles (ne comportant pas de données de marché observables)	Total	Évaluation au moyen de cours du marché	Évaluation au moyen de modèles (comportant des données de marché observables)	Évaluation au moyen de modèles (ne comportant pas de données de marché observables)	Total
Titres de négociation								
Titres émis ou garantis par :								
l'administration fédérale canadienne	5 031	1 264	-	6 295	6 529	4 371	-	10 900
des provinces et municipalités canadiennes	3 368	2 863	-	6 231	1 868	6 467	-	8 335
l'administration fédérale américaine	5 581	2 581	-	8 162	5 702	2 716	-	8 418
des municipalités, agences et États américains	30	264	-	294	16	487	-	503
d'autres administrations publiques	1 152	404	-	1 556	1 021	1 495	-	2 516
Titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la LNH et titres adossés à des créances hypothécaires et titres garantis par des créances hypothécaires émis par des agences américaines	-	13 282	794	14 076	7	11 487	803	12 297
Titres de créance d'entreprises	2 711	6 747	2	9 460	3 767	7 274	-	11 041
Prêts détenus à des fins de transaction	-	194	-	194	-	67	-	67
Titres de participation d'entreprises	55 901	-	-	55 901	43 757	-	-	43 757
	73 774	27 599	796	102 169	62 667	34 364	803	97 834
Titres à la juste valeur par le biais du résultat net								
Titres émis ou garantis par :								
l'administration fédérale canadienne	781	221	-	1 002	452	149	-	601
des provinces et municipalités canadiennes	469	885	-	1 354	180	1 249	-	1 429
l'administration fédérale américaine	1	48	-	49	-	44	-	44
d'autres administrations publiques	-	93	-	93	-	94	-	94
Titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la LNH et titres adossés à des créances hypothécaires et titres garantis par des créances hypothécaires émis par des agences américaines	-	11	-	11	-	3	-	3
Titres de créance d'entreprises	141	7 611	-	7 752	70	7 827	-	7 897
Titres de participation d'entreprises	1 690	12	2 276	3 978	1 587	10	1 903	3 500
	3 082	8 881	2 276	14 239	2 289	9 376	1 903	13 568
Titres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global								
Titres émis ou garantis par :								
l'administration fédérale canadienne	13 627	983	-	14 610	20 765	1 685	-	22 450
des provinces et municipalités canadiennes	1 655	1 019	-	2 674	2 604	2 143	-	4 747
l'administration fédérale américaine	17 166	3 529	-	20 695	14 852	2 842	-	17 694
des municipalités, agences et États américains	93	4 318	1	4 412	8	5 267	1	5 276
d'autres administrations publiques	3 126	3 471	-	6 597	3 643	3 738	-	7 381
Titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la LNH et titres adossés à des créances hypothécaires et titres garantis par des créances hypothécaires émis par des agences américaines	-	12 853	-	12 853	-	12 532	-	12 532
Titres de créance d'entreprises	654	1 945	-	2 599	792	2 442	-	3 234
Titres de participation d'entreprises	-	-	113	113	-	-	93	93
	36 321	28 118	114	64 553	42 664	30 649	94	73 407
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	-	4 573	2 305	6 878	-	3 412	1 945	5 357
Autres actifs 1)	3 274	85	-	3 359	5 328	117	-	5 445
Passifs à la juste valeur								
Titres vendus à découvert	21 383	7 114	-	28 497	19 740	9 636	-	29 376
Passifs liés aux billets structurés 2)	-	22 085	-	22 085	-	18 073	-	18 073
Autres passifs 3)	-	2 087	13	2 100	-	1 285	-	1 285
	21 383	31 286	13	52 682	19 740	28 994	-	48 734
Actifs dérivés								
Contrats de taux d'intérêt	12	10 213	-	10 225	13	14 916	-	14 929
Contrats de change	3	15 667	-	15 670	1	10 825	-	10 826
Contrats sur produits de base	352	5 582	-	5 934	123	2 465	-	2 588
Contrats sur titres de participation	965	3 534	-	4 499	750	7 711	-	8 461
Swaps sur défaillance	-	3	-	3	-	11	-	11
	1 332	34 999	-	36 331	887	35 928	-	36 815
Passifs dérivés								
Contrats de taux d'intérêt	6	7 761	-	7 767	22	10 871	-	10 893
Contrats de change	11	11 998	-	12 009	3	10 609	-	10 612
Contrats sur produits de base	638	1 042	-	1 680	350	1 983	-	2 333
Contrats sur titres de participation	565	7 140	-	7 705	456	6 067	-	6 523
Swaps sur défaillance	-	2	4	6	-	10	4	14
	1 220	27 943	4	29 167	831	29 540	4	30 375

1) Les autres actifs comprennent les métaux précieux et certains débiteurs mesurés à la juste valeur sont pris en compte dans les autres actifs, au poste Actifs divers au bilan consolidé.

2) Ces passifs liés aux billets structurés ont été désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net.

3) Les autres passifs comprennent des contrats de placement qui se rapportent à nos activités d'assurance, certains créditeurs et des dépôts de métaux qui ont été désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net de même que certains passifs liés à la titrisation et aux entités structurées désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net.

Certains chiffres des périodes précédentes ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour la période à l'étude.

Information quantitative concernant les évaluations de la juste valeur de niveau 3

Le tableau suivant présente la juste valeur de nos principaux instruments financiers de niveau 3 qui sont évalués à la juste valeur de manière récurrente, les techniques d'évaluation qui ont servi à déterminer leur juste valeur et la fourchette des valeurs des données d'entrée non observables importantes qui ont été utilisées aux fins des évaluations. Nous n'avons pas posé d'autres hypothèses raisonnables eu égard aux principales catégories de placements dans des titres de participation de sociétés fermées de niveau 3, puisque les valeurs liquidatives nous ont été fournies par des gestionnaires de fonds ou de placements.

Au 31 juillet 2021 (en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	Éléments de présentation du tableau de la hiérarchie des justes valeurs	Juste valeur des actifs	Techniques d'évaluation	Données d'entrée non observables importantes	Fourchette des valeurs des données d'entrée 1)	
					Minimum	Maximum
Titres de participation de sociétés fermées 2)	Titres de participation d'entreprises	2 276	Valeur liquidative VE/BAIIA	Valeur liquidative Coefficient	s. o. 6	s. o. 16
Prêts 3)	Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	2 305	Flux de trésorerie actualisés	Marge d'escompte	50 points de base 4 %	144 points de base 38 %
Titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la LNH et titres adossés à des créances hypothécaires et titres garantis par des créances hypothécaires émis par des agences américaines	Titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la LNH et titres adossés à des créances hypothécaires et titres garantis par des créances hypothécaires émis par des agences américaines	794	Flux de trésorerie actualisés	Taux de remboursement par anticipation		
			Comparaison au marché	Ajustement de comparabilité 4)	(4,64)	4,53

- 1) Les valeurs d'entrée minimales et maximales représentent les données réelles des niveaux les plus faibles et les plus élevés qui sont utilisées pour évaluer un groupe d'instruments financiers d'une catégorie spécifique. Ces fourchettes ne reflètent pas le degré d'incertitude des données d'entrée, mais sont touchées par les instruments sous-jacents qui font précisément partie de chacune des catégories. Ces fourchettes varient donc d'une période à l'autre en fonction des caractéristiques des instruments sous-jacents détenus à chaque date de clôture.
- 2) Les titres de participation de sociétés fermées comprennent 457 millions de dollars d'actions de la Federal Reserve Bank et de la Federal Home Loan Bank des États-Unis que nous comptabilisons au coût au 31 juillet 2021 (487 millions au 31 octobre 2020), qui se rapproche de la juste valeur, et qui sont détenues afin de respecter des exigences réglementaires.
- 3) L'incidence d'une hausse ou d'une baisse hypothétique de 10 points de base de la marge d'escompte pour les prêts aux entreprises et aux administrations publiques est de 4 millions de dollars au 31 juillet 2021 (3 millions au 31 octobre 2020).
- 4) La fourchette des valeurs d'entrée représente le prix par titre après l'ajustement.
- s. o. – sans objet

Principaux transferts

Nous avons pour politique de constater les transferts d'actifs et de passifs d'un niveau de la hiérarchie de la juste valeur à un autre à la fin de chaque période de présentation, ce qui correspond à la date d'établissement de la juste valeur. Les transferts d'un niveau de la hiérarchie de la juste valeur à un autre rendent compte des changements dans la disponibilité des cours du marché ou des données de marché observables par suite de l'évolution des conditions de marché. Les transferts du niveau 1 au niveau 2 ont été effectués en raison d'une moins grande observabilité des données servant à l'évaluation des titres. Les transferts du niveau 2 au niveau 1 ont été effectués en raison de la disponibilité accrue de cours du marché sur des marchés actifs.

Le tableau qui suit indique les principaux éléments qui ont été transférés entre les niveaux 1 et 2 au cours des trimestres et des périodes de neuf mois clos le 31 juillet 2021 et le 31 juillet 2020.

(en millions de dollars canadiens)

Pour les trimestres clos le	31 juillet 2021		31 juillet 2020	
	Du niveau 1 au niveau 2	Du niveau 2 au niveau 1	Du niveau 1 au niveau 2	Du niveau 2 au niveau 1
Titres de négociation	639	1 473	994	2 682
Titres à la juste valeur par le biais du résultat net	153	403	19	241
Titres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	1 016	1 917	1 768	4 294
Titres vendus à découvert	197	648	681	2 067

(en millions de dollars canadiens)

Pour les périodes de neuf mois closes le	31 juillet 2021		31 juillet 2020	
	Du niveau 1 au niveau 2	Du niveau 2 au niveau 1	Du niveau 1 au niveau 2	Du niveau 2 au niveau 1
Titres de négociation	4 067	11 009	5 761	3 952
Titres à la juste valeur par le biais du résultat net	361	804	518	302
Titres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	6 856	10 890	9 032	7 012
Titres vendus à découvert	1 198	5 905	4 432	2 982

Évolution des instruments classés dans le niveau 3 de la hiérarchie de la juste valeur

Les tableaux suivants présentent un rapprochement de tous les changements ayant touché les instruments financiers classés dans le niveau 3 au cours des trimestres et des périodes de neuf mois clos le 31 juillet 2021 et le 31 juillet 2020, y compris les profits (pertes) réalisés et latents pris en compte dans le résultat et les autres éléments du résultat global ainsi que les transferts au niveau 3 et depuis le niveau 3. Les transferts depuis le niveau 2 au niveau 3 ont été effectués en raison de l'augmentation des données d'entrées non observables sur le marché qui ont servi à établir le prix des titres. Les transferts depuis le niveau 3 au niveau 2 ont été effectués en raison de l'augmentation des données d'entrées observables sur le marché qui ont servi à établir le prix des titres.

	Variation de la juste valeur								Variation des profits (pertes) latents constatés en résultat des instruments toujours détenus 3)	
Pour le trimestre clos le 31 juillet 2021 (en millions de dollars canadiens)	Solde au 30 avril 2021	Inclus dans les résultats	Inclus dans les autres éléments du résultat global 1)	Émissions/ Achats	Ventes 2)	Échéances/ Règlement	Transferts au niveau 3	Transferts depuis le niveau 3	Juste valeur au 31 juillet 2021	
Titres de négociation										
Titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la LNH et titres adossés à des créances hypothécaires et titres garantis par des créances hypothécaires émis par des agences américaines	702	(78)	11	441	(255)	–	35	(62)	794	5
Titres de créance d'entreprises	3	–	–	–	(1)	–	–	–	2	–
Total des titres de négociation	705	(78)	11	441	(256)	–	35	(62)	796	5
Titres à la juste valeur par le biais du résultat net										
Titres de participation d'entreprises	2 048	158	20	175	(106)	–	–	(19)	2 276	149
Total des titres à la juste valeur par le biais du résultat net	2 048	158	20	175	(106)	–	–	(19)	2 276	149
Titres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global										
Titres émis ou garantis par : des municipalités, agences et États américains	1	–	–	–	–	–	–	–	1	s. o.
Titres de participation d'entreprises	100	–	9	4	–	–	–	–	113	s. o.
Total des titres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	101	–	9	4	–	–	–	–	114	s. o.
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	2 841	–	45	113	–	(694)	–	–	2 305	–
Autres passifs	–	–	–	–	–	–	13	–	13	–
Passifs dérivés										
Swaps sur défaillance	4	–	–	–	–	–	–	–	4	–
Total des passifs dérivés	4	–	–	–	–	–	–	–	4	–

Variation de la juste valeur

Pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2021 (en millions de dollars canadiens)	Solde au 31 octobre 2020	Inclus dans les résultats	Inclus dans les autres éléments du résultat global 1)	Émissions/ Achats	Ventes 2)	Échéances/ Règlement	Transferts au niveau 3	Transferts depuis le niveau 3	Juste valeur au 31 juillet 2021	Variation des profits (pertes) latents constatés en résultat des instruments toujours détenus 3)
Titres de négociation										
Titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la LNH et titres adossés à des créances hypothécaires et titres garantis par des créances hypothécaires émis par des agences américaines	803	(172)	(50)	1 206	(938)	-	106	(161)	794	24
Titres de créance d'entreprises	-	-	-	3	(1)	-	-	-	2	-
Total des titres de négociation	803	(172)	(50)	1 209	(939)	-	106	(161)	796	24
Titres à la juste valeur par le biais du résultat net										
Titres de participation d'entreprises	1 903	217	(81)	453	(193)	(4)	-	(19)	2 276	262
Total des titres à la juste valeur par le biais du résultat net	1 903	217	(81)	453	(193)	(4)	-	(19)	2 276	262
Titres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global										
Titres émis ou garantis par : des municipalités, agences et États américains	1	-	-	-	-	-	-	-	1	s. o.
Titres de participation d'entreprises	93	-	9	11	-	-	-	-	113	s. o.
Total des titres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	94	-	9	11	-	-	-	-	114	s. o.
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	1 945	-	(150)	1 812	-	(1 302)	-	-	2 305	-
Autres passifs	-	-	-	-	-	-	13	-	13	-
Passifs dérivés										
Swaps sur défaillance	4	-	-	-	-	-	-	-	4	-
Total des passifs dérivés	4	-	-	-	-	-	-	-	4	-

1) La conversion des devises en ce qui a trait aux titres de négociation détenus par nos filiales à l'étranger est incluse dans les investissements nets dans des établissements à l'étranger présentés dans les autres éléments du résultat global.

2) Comprend le produit reçu des titres vendus à découvert.

3) Les variations des profits (pertes) latents sur les titres de négociation et les titres à la juste valeur par le biais du résultat net toujours détenus au 31 juillet 2021 ont été inscrites dans le résultat de la période.

Les profits (pertes) latents comptabilisés pour les instruments financiers de niveau 3 peuvent être compensés par les (pertes) profits sur les contrats de couverture économique.

s. o. - sans objet

Variation de la juste valeur

	Solde au 30 avril 2020	Inclus dans les résultats	Inclus dans les autres éléments du résultat global 1)	Émissions/ Achats	Ventes 2)	Échéances/ Règlement	Transferts au niveau 3	Transferts depuis le niveau 3	Juste valeur au 31 juillet 2020	Variation des profits (pertes) latents constatés en résultat des instruments toujours détenus 3)
Pour le trimestre clos le 31 juillet 2020 (en millions de dollars canadiens)										
Titres de négociation										
Titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la LNH et titres adossés à des créances hypothécaires et titres garantis par des créances hypothécaires émis par des agences américaines	487	(115)	(18)	362	(151)	-	41	(22)	584	(74)
Titres de créance d'entreprises	48	10	(2)	-	(56)	-	-	-	-	-
Total des titres de négociation	535	(105)	(20)	362	(207)	-	41	(22)	584	(74)
Titres à la juste valeur par le biais du résultat net										
Titres de participation d'entreprises	2 062	(23)	(57)	58	(233)	-	-	-	1 807	2
Total des titres à la juste valeur par le biais du résultat net	2 062	(23)	(57)	58	(233)	-	-	-	1 807	2
Titres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global										
Titres émis ou garantis par :										
des municipalités, agences et États américains	1	-	-	-	-	-	-	-	1	s. o.
Titres de participation d'entreprises	83	-	-	4	-	-	-	-	87	s. o.
Total des titres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	84	-	-	4	-	-	-	-	88	s. o.
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques										
	2 028	-	95	765	-	(685)	-	-	2 203	-
Autres passifs										
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Passifs dérivés										
Swaps sur défaillance	4	-	-	-	-	-	-	(1)	3	-
Total des passifs dérivés	4	-	-	-	-	-	-	(1)	3	-

Variation de la juste valeur

	Solde au 31 octobre 2019	Inclus dans les résultats	Inclus dans les autres éléments du résultat global 1)	Émissions/ Achats	Ventes 2)	Échéances/ Règlement	Transferts au niveau 3	Transferts depuis le niveau 3	Juste valeur au 31 juillet 2020	Variation des profits (pertes) latents constatés en résultat des instruments toujours détenus 3)
Pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2020 (en millions de dollars canadiens)										
Titres de négociation										
Titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la LNH et titres adossés à des créances hypothécaires et titres garantis par des créances hypothécaires émis par des agences américaines	538	(245)	12	811	(540)	-	202	(194)	584	(158)
Titres de créance d'entreprises	7	10	(2)	50	(68)	-	3	-	-	(1)
Total des titres de négociation	545	(235)	10	861	(608)	-	205	(194)	584	(159)
Titres à la juste valeur par le biais du résultat net										
Titres de participation d'entreprises	1 984	(27)	23	244	(418)	-	1	-	1 807	7
Total des titres à la juste valeur par le biais du résultat net	1 984	(27)	23	244	(418)	-	1	-	1 807	7
Titres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global										
Titres émis ou garantis par :										
des municipalités, agences et États américains	1	-	-	-	-	-	-	-	1	s. o.
Titres de participation d'entreprises	81	-	-	6	-	-	-	-	87	s. o.
Total des titres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	82	-	-	6	-	-	-	-	88	s. o.
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques										
	1 736	(3)	183	1 705	-	(1 418)	-	-	2 203	-
Autres passifs										
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Passifs dérivés										
Swaps sur défaillance	1	-	-	-	-	-	3	(1)	3	-
Total des passifs dérivés	1	-	-	-	-	-	3	(1)	3	-

1) La conversion des devises en ce qui a trait aux titres de négociation détenus par nos filiales à l'étranger est incluse dans les investissements nets dans des établissements à l'étranger présentés dans les autres éléments du résultat global.

2) Comprend le produit reçu des titres vendus à découvert.

3) Les variations des profits (pertes) latents sur les titres de négociation et les titres à la juste valeur par le biais du résultat net toujours détenus au 31 juillet 2020 ont été inscrites dans le résultat de la période.

Les profits (pertes) latents comptabilisés pour les instruments financiers de niveau 3 peuvent être compensés par les (pertes) profits sur les contrats de couverture économique.

s. o. - sans objet

Note 7 : Gestion du capital

Nous avons pour objectif de maintenir une assise financière solide grâce à une structure rentable qui est appropriée étant donné nos ratios cibles en matière de capital réglementaire et de notre évaluation interne du capital économique requis, qui étaye les stratégies de nos groupes d'exploitation, qui soutient la confiance des déposants, des investisseurs et des organismes de réglementation tout en créant de la valeur à long terme pour les actionnaires et qui est conforme à nos cotes de crédit cibles.

Au 31 juillet 2021, nous nous conformions aux exigences du BSIF concernant les ratios de capital cibles, lesquelles prévoient une réserve de fonds propres de 2,5 %, un supplément en fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires de 1,0 % applicable aux banques d'importance systémique intérieure (BISⁱ), une réserve anticyclique et une réserve pour stabilité intérieure de 1,0 % applicable aux BISⁱ. La réserve pour stabilité intérieure sera fixée à 2,5 % avec prise d'effet le 31 octobre 2021, comme l'a annoncé le BSIF en juin 2021. Notre situation en matière de capital au 31 juillet 2021 est décrite de façon détaillée à la section qui traite de la gestion du capital de notre rapport de gestion intermédiaire.

Mesures des fonds propres réglementaires, actifs pondérés en fonction des risques et exposition aux fins du ratio de levier

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	31 juillet 2021	31 octobre 2020
Fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires	43 349	40 077
Fonds propres de catégorie 1	48 826	45 840
Total des fonds propres	56 203	54 661
Actifs pondérés en fonction des risques	322 529	336 607
Exposition aux fins du ratio de levier	969 824	953 640
Ratio des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires	13,4 %	11,9 %
Ratio des fonds propres de catégorie 1	15,1 %	13,6 %
Ratio du total des fonds propres	17,4 %	16,2 %
Ratio de levier	5,0 %	4,8 %

Note 8 : Rémunération du personnel

Options sur actions

Nous n'avons attribué aucune option sur actions au cours des trimestres clos le 31 juillet 2021 et 2020. Au cours de la période de neuf mois close le 31 juillet 2021, nous avons attribué un total de 984 943 options sur actions (976 087 options sur actions au cours de la période de neuf mois close le 31 juillet 2020). La juste valeur moyenne pondérée des options attribuées au cours de la période de neuf mois close le 31 juillet 2021 a été de 10,75 \$ l'option (9,46 \$ l'option au cours de la période de neuf mois close le 31 juillet 2020).

Pour établir la juste valeur des tranches d'options sur actions (soit chaque tranche qui devient acquise dans un exercice), nous avons utilisé les fourchettes de valeur suivantes pour chaque hypothèse quant aux prix des options :

Options sur actions attribuées au cours de la période de neuf mois close le	31 juillet 2021	31 juillet 2020
Rendement attendu des actions	4,9 %	4,3 %
Volatilité prévue du cours des actions	20,6 % – 20,7 %	15,4 %
Taux de rendement sans risque	1,0 %	1,9 % – 2,0 %
Période prévue jusqu'à l'exercice (en années)	6,5 – 7,0	6,5 – 7,0
Prix d'exercice (\$)	97,14	101,47

Des changements dans les hypothèses utilisées pourraient produire des justes valeurs estimatives différentes.

Charges liées aux prestations de retraite et à d'autres avantages futurs du personnel

Le tableau qui suit fait état des charges liées aux prestations de retraite et à d'autres avantages futurs du personnel :

(en millions de dollars canadiens)

Pour les trimestres clos le	Régimes de retraite		Régime d'autres avantages futurs du personnel	
	31 juillet 2021	31 juillet 2020	31 juillet 2021	31 juillet 2020
Coût des services rendus au cours de la période	67	62	2	2
Charge nette d'intérêts sur (l'actif) le passif net au titre des prestations définies	2	1	8	8
Charges administratives	1	1	-	-
Charge au titre des prestations	70	64	10	10
Charge pour les régimes de retraite du Canada et du Québec	24	22	-	-
Charge au titre des cotisations définies	33	37	-	-
Total des charges de retraite et d'autres avantages futurs du personnel constaté à l'état consolidé des résultats	127	123	10	10

(en millions de dollars canadiens)

Pour les périodes de neuf mois closes le	Régimes de retraite		Régime d'autres avantages futurs du personnel	
	31 juillet 2021	31 juillet 2020	31 juillet 2021	31 juillet 2020
Coût des services rendus au cours de la période	201	187	6	8
Charge nette d'intérêts sur (l'actif) le passif net au titre des prestations définies	6	1	23	24
Charges administratives	3	3	-	-
Charge au titre des prestations	210	191	29	32
Charge pour les régimes de retraite du Canada et du Québec	76	75	-	-
Charge au titre des cotisations définies	126	135	-	-
Total des charges de retraite et d'autres avantages futurs du personnel constaté à l'état consolidé des résultats	412	401	29	32

Note 9 : Bénéfice par action

Nous calculons le bénéfice de base par action en divisant le bénéfice net, après avoir déduit les dividendes à payer sur les actions privilégiées et les distributions à payer sur les autres instruments de capitaux propres, par le nombre moyen quotidien d'actions ordinaires entièrement libérées et en circulation au cours de la période.

Le bénéfice dilué par action est calculé de la même façon, mais des ajustements additionnels sont faits afin de rendre compte de l'incidence dilutive des instruments convertibles en actions ordinaires.

Les tableaux qui suivent présentent notre bénéfice de base et dilué par action :

Bénéfice de base par action ordinaire

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	Pour les périodes de trois mois closes le		Pour les périodes de neuf mois closes le	
	31 juillet 2021	31 juillet 2020	31 juillet 2021	31 juillet 2020
Bénéfice net	2 275	1 232	5 595	3 513
Dividendes sur les actions privilégiées et distributions à payer sur les autres instruments de capitaux propres	(61)	(73)	(185)	(195)
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	2 214	1 159	5 410	3 318
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation (en milliers)	647 178	641 300	646 808	640 129
Bénéfice de base par action ordinaire (en dollars canadiens)	3,42	1,81	8,36	5,18

Bénéfice dilué par action ordinaire

Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires, ajusté pour tenir compte de l'incidence des instruments dilutifs	2 214	1 159	5 410	3 318
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation (en milliers)	647 178	641 300	646 808	640 129
Incidence des instruments dilutifs				
Options sur actions pouvant éventuellement être exercées 1)	6 213	2 400	6 585	3 473
Actions ordinaires pouvant éventuellement être rachetées	(4 394)	(2 046)	(5 229)	(2 721)
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation, après dilution (en milliers)	648 997	641 654	648 164	640 881
Bénéfice dilué par action ordinaire (en dollars canadiens)	3,41	1,81	8,35	5,18

1) En calculant le bénéfice dilué par action, nous n'avons exclu aucune option sur actions en cours pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 juillet 2021 étant donné que le prix moyen des actions pour la période a été supérieur au prix d'exercice. Pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 juillet 2020, nous avons exclu le nombre moyen d'options sur actions en cours, soit 4 238 334 options et 3 124 912 options, dont le prix d'exercice moyen pondéré a été de 94,30 \$ et de 99,72 \$, respectivement, le prix moyen des actions pour la période n'ayant pas été supérieur au prix d'exercice.

Note 10 : Impôts sur le résultat

Les autorités fiscales du Canada ont produit un avis de nouvelle cotisation visant des impôts et des intérêts additionnels d'environ 1 210 millions de dollars, à ce jour, relatifs à certains dividendes de sociétés canadiennes enregistrés de 2011 à 2016. Dans le cadre de ces nouvelles cotisations, certaines déductions pour dividendes ont été refusées du fait que les dividendes avaient été reçus dans le cadre d'un mécanisme de transfert de dividendes. Les points relatifs aux règles fiscales soulevés par les autorités fiscales du Canada ont été traités de façon prospective dans le budget fédéral de 2015 et dans celui de 2018. Nous nous attendons à recevoir un nouvel avis de cotisation dans l'avenir visant des impôts importants en raison d'activités similaires. Nous sommes toujours d'avis que notre déclaration fiscale était appropriée et nous entendons contester tout nouvel avis de cotisation. Cependant, si cette procédure n'aboutit pas, la charge additionnelle pourrait avoir une incidence néfaste sur notre bénéfice net.

Note 11 : Segmentation opérationnelle

Groupes d'exploitation

Nous exerçons nos activités par l'entremise de trois groupes d'exploitation, chacun de ces groupes ayant un mandat distinct. Nos groupes d'exploitation sont les Services bancaires Particuliers et entreprises (PE) (qui se composent de Services bancaires Particuliers et entreprises au Canada (PE Canada) et Services bancaires Particuliers et entreprises aux États-Unis (PE États-Unis), BMO Gestion de patrimoine (BMO GP) et BMO Marchés des capitaux (BMO MC), de même que l'unité des Services d'entreprise.

Pour de plus amples renseignements, se reporter à la note 25 afférente aux états financiers consolidés annuels pour l'exercice clos le 31 octobre 2020.

Les tableaux ci-dessous présentent nos résultats et nos actifs moyens par unité d'exploitation :

(en millions de dollars canadiens)

	PE Canada	PE États-Unis	BMO GP	BMO MC	Services d'entreprise 1)	Total
Pour le trimestre clos le 31 juillet 2021						
Revenus nets d'intérêts 2)	1 660	1 048	247	696	(130)	3 521
Revenus autres que d'intérêts	581	304	2 179	888	89	4 041
Total des revenus	2 241	1 352	2 426	1 584	(41)	7 562
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liées aux prêts douteux	101	(9)	-	(19)	(2)	71
Recouvrement de pertes sur créances lié aux prêts productifs	(7)	(53)	(2)	(75)	(4)	(141)
Total de la dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances	94	(62)	(2)	(94)	(6)	(70)
Sinistres, commissions et variations du passif au titre des indemnités	-	-	984	-	-	984
Amortissement	131	119	66	68	-	384
Charges autres que d'intérêts	915	570	847	850	118	3 300
Bénéfice (perte) avant impôts	1 101	725	531	760	(153)	2 964
Charge (recouvrement) d'impôts sur le résultat	286	172	130	202	(101)	689
Bénéfice net (perte nette) comptable	815	553	401	558	(52)	2 275
Actifs moyens	265 639	125 840	48 053	367 900	162 811	970 243

	PE Canada	PE États-Unis	BMO GP	BMO MC	Services d'entreprise 1)	Total
Pour le trimestre clos le 31 juillet 2020						
Revenus nets d'intérêts 2)	1 509	1 107	229	952	(262)	3 535
Revenus autres que d'intérêts	453	292	2 255	576	78	3 654
Total des revenus	1 962	1 399	2 484	1 528	(184)	7 189
Dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux	257	109	1	79	-	446
Dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs	313	223	7	58	7	608
Total de la dotation à la provision pour pertes sur créances	570	332	8	137	7	1 054
Sinistres, commissions et variations du passif au titre des indemnités	-	-	1 189	-	-	1 189
Amortissement	126	137	73	64	-	400
Charges autres que d'intérêts	835	615	764	761	69	3 044
Bénéfice (perte) avant impôts	431	315	450	566	(260)	1 502
Charge (recouvrement) d'impôts sur le résultat	112	52	109	140	(143)	270
Bénéfice net (perte nette) comptable	319	263	341	426	(117)	1 232
Actifs moyens	252 028	140 615	46 308	379 131	159 682	977 764

(en millions de dollars canadiens)

	PE Canada	PE États-Unis	BMO GP	BMO MC	Services d'entreprise 1)	Total
Pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2021						
Revenus nets d'intérêts 2)	4 849	3 194	723	2 242	(454)	10 554
Revenus autres que d'intérêts	1 633	935	4 795	2 454	242	10 059
Total des revenus	6 482	4 129	5 518	4 696	(212)	20 613
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liées aux prêts douteux	404	17	3	20	(3)	441
Recouvrement de pertes sur créances lié aux prêts productifs	(22)	(133)	(10)	(126)	(4)	(295)
Total de la dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances	382	(116)	(7)	(106)	(7)	146
Sinistres, commissions et variations du passif au titre des indemnités	-	-	1 302	-	-	1 302
Amortissement	390	365	213	201	-	1 169
Charges autres que d'intérêts	2 582	1 689	2 547	2 432	1 287	10 537
Bénéfice (perte) avant impôts	3 128	2 191	1 463	2 169	(1 492)	7 459
Charge (recouvrement) d'impôts sur le résultat	812	514	358	565	(385)	1 864
Bénéfice net (perte nette) comptable	2 316	1 677	1 105	1 604	(1 107)	5 595
Actifs moyens	259 813	128 722	47 761	371 046	166 462	973 804

	PE Canada	PE États-Unis	BMO GP	BMO MC	Services d'entreprise 1)	Total
Pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2020						
Revenus nets d'intérêts 2)	4 561	3 287	672	2 503	(582)	10 441
Revenus autres que d'intérêts	1 443	912	4 727	1 445	232	8 759
Total des revenus	6 004	4 199	5 399	3 948	(350)	19 200
Dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux	607	365	4	205	2	1 183
Dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs	612	315	13	390	8	1 338
Total de la dotation à la provision pour pertes sur créances	1 219	680	17	595	10	2 521
Sinistres, commissions et variations du passif au titre des indemnités	-	-	1 708	-	-	1 708
Amortissement	385	427	220	179	-	1 211
Charges autres que d'intérêts	2 539	1 903	2 417	2 256	303	9 418
Bénéfice (perte) avant impôts	1 861	1 189	1 037	918	(663)	4 342
Charge (recouvrement) d'impôts sur le résultat	481	236	261	210	(359)	829
Bénéfice net (perte nette) comptable	1 380	953	776	708	(304)	3 513
Actifs moyens	251 325	139 196	45 234	370 363	129 399	935 517

1) Les Services d'entreprise comprennent le groupe Technologie et opérations.

2) Les données des groupes d'exploitation sont présentées sur une base d'imposition comparable (bic). Les revenus et la charge d'impôts sur le résultat relativement aux titres exonérés d'impôts sont augmentés à un montant équivalent avant impôts afin de faciliter la comparaison du bénéfice sur le plan des sources imposables et de celles qui ne le sont pas. La compensation des ajustements sur une bic des groupes est reflétée dans les revenus et la charge d'impôts sur le résultat des Services d'entreprise.

Certains chiffres des périodes précédentes ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour la période à l'étude.

Note 12 : Dessaisissements

Le 30 avril 2021, nous avons conclu la vente de nos activités de banque privée à Hong Kong et à Singapour, faisant partie de notre secteur d'exploitation BMO GP, à J. Safra Sarasin Group. La vente de cette entreprise n'est pas considérée comme étant significative pour la Banque.

Le 12 avril 2021, nous avons conclu une entente avec Ameriprise Financial Inc. (Ameriprise) visant la vente des activités de gestion d'actifs en Europe, au Moyen-Orient et en Afrique de BMO, faisant partie de notre secteur d'exploitation BMO GP, pour un produit de 615 millions de livres sterling (1 066 millions de dollars canadiens) dans le cadre d'une transaction entièrement en trésorerie. Aux États-Unis, la transaction comprend la possibilité que certains clients des activités de gestion d'actifs transfèrent leurs comptes chez Ameriprise, sous réserve du consentement de ces derniers. La clôture de cette transaction devrait avoir lieu au cours du quatrième trimestre de l'année civile 2021, sous réserve de l'approbation des organismes de réglementation et des conditions de clôture habituelles. Comme cette transaction satisfait aux dispositions en matière de comptabilité au titre des actifs détenus à la vente, selon laquelle les actifs et les passifs sont évalués au plus faible de la juste valeur moins les coûts de vente ou de la valeur comptable à chaque période de présentation jusqu'à la cession, nous avons comptabilisé une réduction de valeur de l'écart d'acquisition afférent à ces activités de 747 millions de dollars au deuxième trimestre de 2021. Au cours du trimestre à l'étude, nous avons comptabilisé une réduction de valeur additionnelle de l'écart d'acquisition de 8 millions en fonction d'hypothèses qui ont été mises à jour. La réduction de valeur a été portée dans le poste Autres, sous charges autres que d'intérêts des Services d'entreprise dans notre état consolidé des résultats. L'effet ultime est assujéti aux ajustements de clôture, y compris la juste valeur et les cours de change en vigueur à la date de clôture.

Le 27 juillet 2021, nous avons conclu une entente avec Loop Capital visant la vente de Taplin, Canida & Habacht, LLC, faisant partie de nos activités de gestion d'actifs aux États-Unis. La clôture de la transaction devrait avoir lieu au premier trimestre de 2022, sous réserve des conditions de clôture habituelles. La vente de cette entreprise n'est pas considérée comme étant significative pour la Banque.

Note 13 : Procédures judiciaires

BMO et ses filiales ont été cités comme défendeurs ou autrement mis en cause dans un certain nombre important de poursuites judiciaires. BMO Harris Bank N.A. (BMO Harris), société remplaçante de M&I Marshall and Ilsley Bank (M&I) a été nommée défenderesse dans une poursuite déposée devant le tribunal de la faillite américain (US Bankruptcy Court) du district du Minnesota (le tribunal de la faillite) en lien avec une combine à la Ponzi mise en place par Thomas J. Petters et certaines personnes et entités affiliées (collectivement, Petters) entre 1994 et 2008. La poursuite intentée par un fiduciaire dans le cadre d'une procédure de faillite contre certaines entités Petters allègue que M&I (et une banque que celle-ci a remplacé) a facilité la combine à la Ponzi menée par Petters entre 1999 et 2008. BMO nie ces allégations et continue de se défendre vigoureusement. Le fiduciaire demande des dommages-intérêts compensatoires de 1,9 milliard de dollars américains auxquels s'ajoutent des intérêts antérieurs au jugement, des dommages punitifs et les honoraires d'avocat. Le tribunal de la faillite i) a rejeté la requête en jugement sommaire de BMO Harris; ii) a accordé au fiduciaire la requête de sanctions fondée sur la dissimulation alléguée de preuve; et iii) a transféré la cause à la Cour de district des États-Unis (US District Court) du district du Minnesota (la Cour de district) où elle pourra être entendue. BMO Harris a déposé un avis d'opposition concernant les sanctions imposées sur la dissimulation de preuve qui est toujours en instance devant la Cour de district. BMO Harris croit que le procès pourrait s'ouvrir au premier semestre de 2022. Bien qu'il soit intrinsèquement difficile de prévoir l'issue finale de cette poursuite ou d'autres poursuites, BMO ne s'attend pas à ce que l'issue de ces poursuites, individuellement ou globalement, ait un effet négatif important sur la situation financière consolidée ou sur les résultats d'exploitation de la Banque.

PRÉSENTATION À L'INTENTION DES INVESTISSEURS ET DES MÉDIAS

Documents destinés aux investisseurs

Les parties intéressées peuvent prendre connaissance du rapport de gestion annuel et des états financiers consolidés annuels audités pour 2020, des documents de présentation trimestriels, des données financières complémentaires et des informations complémentaires sur les fonds propres réglementaires sur le site Web de BMO à l'adresse www.bmo.com/relationinvestisseurs.

Téléconférence et cyberconférence trimestrielles

Les parties intéressées sont également invitées à se joindre à notre téléconférence trimestrielle, le mardi 24 août 2021 à 8 h 15 (HE). La conférence sera accessible par téléphone, au 416-406-0743 (région de Toronto) ou au 1-800-898-3989 (extérieur de Toronto, sans frais) (code d'accès 1365804#). L'enregistrement de la téléconférence sera accessible jusqu'au 21 septembre 2021 au 905-694-9451 (région de Toronto) ou au 1-800-408-3053 (extérieur de Toronto, sans frais) (code d'accès 9195676#).

La cyberconférence trimestrielle sera accessible en direct à l'adresse suivante : www.bmo.com/relationinvestisseurs. Elle sera également accessible en différé sur notre site.

Relations avec les médias

Paul Gammal, Toronto, paul.gammal@bmo.com, 416-867-6543

Relations avec les investisseurs

Christine Viau, chef, relations avec les investisseurs, christine.viau@bmo.com, 416-867-6956

Bill Anderson, directeur, relations avec les investisseurs, bill2.anderson@bmo.com, 416-867-7834

Régime de réinvestissement des dividendes et d'achat d'actions destiné aux actionnaires (le Régime)

Prix moyen du marché, tel qu'il est défini par le Régime

Mai 2021 : 123,83 \$

Juin 2021 : 127,28 \$

Juillet 2021 : 125,28 \$

Pour obtenir des renseignements sur les dividendes ou signaler un changement d'adresse ou un envoi en double, prière de s'adresser à la :

Société de fiducie Computershare du Canada

100 University Avenue, 8th Floor

Toronto, Ontario M5J 2Y1

Téléphone : 1-800-340-5021 (Canada et États-Unis)

Téléphone : 514-982-7800 (international)

Télécopieur : 1-888-453-0330 (Canada et États-Unis)

Télécopieur : 416-263-9394 (international)

Courriel : service@computershare.com

Les actionnaires qui désirent obtenir de plus amples renseignements sont priés de s'adresser à la :

Banque de Montréal

Relations avec les actionnaires

Secrétariat général

One First Canadian Place, 21st Floor

Toronto, Ontario M5X 1A1

Téléphone : 416-867-6785

Télécopieur : 416-867-6793

Courriel : corp.secretary@bmo.com

Pour de plus amples informations sur ce document, prière de s'adresser à la :

Banque de Montréal

Relations avec les investisseurs

P.O. Box 1, One First Canadian Place, 10th Floor

Toronto, Ontario M5X 1A1

Pour consulter en ligne les résultats financiers ainsi que les documents et les informations que nous déposons auprès des organismes de réglementation, visitez le site Web de BMO, à l'adresse www.bmo.com/relationinvestisseurs.

Le Rapport de gestion annuel de BMO pour 2020, ses états financiers consolidés audités, sa notice annuelle et son Rapport annuel sur Formulaire 40-F (déposé auprès de la Securities and Exchange Commission des États-Unis) peuvent être consultés en ligne, au www.bmo.com/relationinvestisseurs ainsi qu'au www.sedar.com. Des exemplaires du jeu complet d'états financiers consolidés audités pour 2020 de la Banque peuvent être obtenus gratuitement en faisant la demande par téléphone au 416-867-6785 ou par courriel à l'adresse corp.secretary@bmo.com.

Assemblée annuelle 2022

La prochaine assemblée annuelle des actionnaires aura lieu le mercredi 13 avril 2022 à Toronto.